

Front uni contre l'ETA

La porte de l'ETA militaire devait-elle venir par l'arrière, l'organisation pour le nord des Pyrénées ? C'est ce que redoutaient certains sympathisants de l'organisation armée espagnole qui pensaient que les indépendantistes basques n'avaient pas les moyens de se battre des deux côtés de la frontière. Leur pessimisme a été confirmé par la veste offensive policière de ces derniers jours.

Ce qui a déclenché l'opération sans précédent menée d'abord par la police française, c'est en effet la crainte de voir se diffuser au nord des Pyrénées un terrorisme qui depuis si longtemps ensangante l'Espagne, au-delà même de sa province basque. C'est le redoublement de l'effort de la police française, c'est le « Suroeste », l'un des dirigeants de l'ETA arrêtés et dont l'Espagne a demandé l'extradition.

Cette opération, en dehors de son côté spectaculaire, marque un tournant dans la coopération antiterroriste entre les deux pays. La nouveauté ne réside pas dans les expulsions : le gouvernement français, en 1984, rompit pour la première fois avec ce que l'on pourrait appeler la « doctrine Deffert » en extradant quatre réfugiés basques. La nouveauté n'est pas non plus dans cette méthode de la hussarde — la procédure d'urgence absolue — dont la gauche n'avait jamais usé contre des Basques et que M. Pandraud utilise depuis des mois sans retenue, et pas seulement contre les Basques.

La nouveauté, c'est que les réticences françaises, qui semblaient persister derrière les professions de foi antiterroristes, paraissent avoir cédé, ce dont on se félicite évidemment à Madrid. Il y a quelques semaines encore, la presse madrilène faisait état de réticences des policiers espagnols contre leurs collègues français sous prétexte, disaient-ils, qu'ils ne s'attaquaient qu'à du « menu fretin ». Soupçons qui, aujourd'hui, sont en tout cas balayés.

Grand bruit est fait autour de l'aspect policier de l'opération. Mais le tournant semble se situer politiquement le 24 août, dans les Landes. Ce jour-là, alors qu'un gendarme était assassiné à quelques kilomètres par l'arrière, M. Felipe Gonzalez confirmait la Latché, devant le président de la République française, qu'une offre de dialogue avait été faite à l'ETA militaire, c'est-à-dire que les autorités madrilènes voulaient tenter de venir à bout du terrorisme par la non-violence. Les chances étaient bien loin, l'ETA rejetait cette offre. En France, le feu vert était donné.

La méthode, utilisée depuis des mois maintenant, fait grincer des dents dans une partie de la gauche française. M. Mitterrand lui-même avait reconnu préférer des procédures plus classiques, mais sans vouloir condamner pour autant la manière expéditive. Chaque cas, avait-il dit, doit être examiné pour lui-même, et c'est ce dont se charge la justice du pays d'accueil. De fait, au 30 septembre, sur quatre-vingt-onze Basques expulsés de France, trente-huit étaient en liberté, les autres étant jugés ou en attente de jugement.

Reste à s'interroger sur l'efficacité de l'opération. Elle aura permis surtout la découverte de documents qui portent un coup à l'ETA militaire et de déjouer des projets d'action armée, notamment l'enlèvement du vice-président de la Banque d'Espagne. Beaucoup continuent de douter de l'effet politique de telles mesures, dans un Pays basque aujourd'hui en effervescence et où, rappellent-ils, 17 % des électeurs ont donné leurs voix aux sympathisants des indépendantistes lors du dernier scrutin dans la province espagnole. Mais peut-on imaginer régler politiquement le problème basque sans avoir d'abord mis un terme à la lutte armée qui le nourrit ?

(Lire nos informations page 12 et 44.)

Deux réformes annoncées par le gouvernement

Nouvelle-Calédonie : statut d'« autonomie de gestion »

M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, a présenté, le mardi 6 octobre, à Nouméa, le projet de nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie créant une « autonomie de gestion ». Le texte, a-t-il indiqué, pourrait être « déposé devant le conseil des ministres, le 4 novembre, et sur le bureau de l'Assemblée nationale, le 6 novembre ».

NOUMÉA
de notre correspondant

Si le calendrier prévu par le ministre est respecté, les élections régionales, qui précéderaient la mise en place des nouvelles institutions, pourraient se tenir en janvier 1988. Toutefois, sur ce point, la religion de M. Pons n'est pas encore faite : il se réserve une marge de manœuvre en incluant dans son projet un article stipulant que « les institutions seront mises en place au plus tard un an après la promulgation de la loi ». Un tel délai permettra-t-il au gouvernement d'apprécier, à l'approche de l'élection présidentielle, l'opportunité d'un nouveau scrutin à haut risque qui, pour les indépendantistes, sont beaucoup

plus le soufre que le référendum du 13 septembre ?

Afin d'emporter l'adhésion de l'ensemble de la majorité parlementaire, M. Pons présentera un « statut de large autonomie de gestion », ne craignant pas, ce faisant, de bousculer un peu ses amis politiques du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), dont les propositions s'inscrivent au concept de « décentralisation ». Le ministre des DOM-TOM leur a d'ailleurs fait quelques concessions sémantiques en admettant que cette autonomie constituera « une forme originale de décentralisation dans le cadre des institutions de la République ».

FRÉDÉRIC BOBIN.

(Lire la suite page 9.)

Logement : mesures fiscales pour libérer des terrains

Un comité interministériel, qui s'est réuni à l'hôtel Maitillon, le lundi 5 octobre, a permis à M. Pierre Méhaignerie de mettre au point le troisième volet de son plan en faveur du logement. Le ministre de l'équipement s'est attaqué cette fois au volet foncier en prévoyant une série de mesures (incitations fiscales, aides financières) qui devraient permettre de « dégager » des terrains à bâtir.

Le manque de terrains à bâtir, qui conduit inexorablement à l'envolée spéculative des prix, justifie l'importance que le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports attache aux mesures mises au point au cours du comité interministériel de lundi. Ce dispositif intervient après les mesures fiscales en faveur de la construction neuve et après la loi sur les rapports entre bailleurs et locataires et sur l'accès social à la propriété.

Pour améliorer l'offre de terrains, le gouvernement mettra au point un certain nombre de mesures fiscales touchant à l'imposition des plus-values, lors de la revente d'un terrain, ou pour les entreprises. Les sociétés deve-

nues inactives, par exemple, seront soumises automatiquement à une imposition forfaitaire de 15 %.

Des mesures spécifiques interviennent l'île-de-France, où les problèmes fonciers sont de loin les plus importants. Il est question, notamment, d'un Fonds d'action logement et de contrats qui pourrissent être passés avec les communes qui feront un effort significatif de construction.

Enfin, pour inciter les administrations centrales à céder les terrains qu'elles possèdent à Paris principalement, il est admis que le produit de ces ventes viendra grossir leur budget.

(Lire page 39)

l'article de JOSÉE DOYÈRE.)

« Transparence » rétrospective

L'histoire réhabilitée en URSS ?

Il ne se passe pratiquement pas de jour sans que le débat sur l'histoire actuellement engagé en URSS connaisse de nouveaux développements. Deux points sont essentiellement en cause : la place qu'il convient d'accorder aux personnalités « disparues » sous Staline et le rôle exact joué par ce dernier à la tête du régime. Dans le contexte de la politique de « transparence » et de « restructuration » conduite par M. Gorbatchev, ce débat historique a évidemment une grande portée politique.

En demandant qu'on mette fin à l'histoire « anonyme », qu'on y réintroduise le nom des grands protagonistes victimes des procès staliniens, les chœurs de la « glasnost » mettent le doigt sur un « glissement » des centres nerveux du système soviétique, sur ses fondements mêmes.

Comme on le sait, l'histoire officielle, en URSS, procède de plusieurs pratiques croisées. La première est un ajustement permanent de l'analyse aux besoins de la politique du moment. Pour justifier cette perpétuelle remise en cause, on allègue du « recul de l'histoire ». Ainsi, en a-t-il été du jugement porté sur la campagne

de Russie par Napoléon, définie selon les besoins changeants de la politique stalinienne : alternativement, le même historien, Eugène Tarlé, a jugé que l'empereur portait avec lui le progrès de la révolution française ou bien qu'il était un agent du capitalisme occidental.

Exemplaire, de ce point de vue, est le grand débat mené sur l'état de la Russie en 1914. Il a été jugé avancé ou retardé selon les besoins de la politique du gouvernement.

MARC FERRO,

historien.

(Lire la suite page 5.)

Un entretien avec M. André Miquel, administrateur général démissionnaire

Sclérose et absurdité à la Bibliothèque nationale

M. André Miquel, professeur au Collège de France, administrateur général de la Bibliothèque nationale depuis 1984, vient de donner sa démission au ministre de la culture, lassé d'avoir du se battre contre un système administratif particulièrement pesant. Il nous donne ici un bilan de son action et des problèmes qu'il a rencontrés. Son successeur devrait être nommé très prochainement. Deux noms sont cités : M. Yann Gaillard, inspecteur des finances, et M. Emmanuel Le Roy Ladurie, professeur au Collège de France.

« Quelles sont les raisons de votre démission ? »

— Je pars parce que je suis fatigué physiquement, lassé, et triste d'avoir dû consacrer 90 % de mon temps à des tâches administratives quotidiennes autant que subalternes et de n'avoir jamais eu la réelle possibilité de réfléchir en profondeur à l'avenir de cet établissement dont le développement — voire la survie — passe par une réforme profonde.

— Certains prétendent que vous avez manqué de détermination à l'égard des « féodalités » établies rue de Richelieu.

— Féodalités ? Habituelles ? Je parlais plutôt d'un certain climat général, trop « passéiste », qui touche parfois le personnel ou les lecteurs. Il faut savoir que le personnel de la Bibliothèque nationale ne dépend pas de moi. Je n'ai aucune prise directe sur lui. Il est engagé, payé, promu ou sanctionné par l'éducation nationale, alors que la subvention qui nous permet de fonctionner est versée par le ministère de la culture. La seule personne à être rémunérée par moi, c'est l'agent comptable, qui fait d'ailleurs partie de l'administration... des finances. Je suis dans la situation

absurde d'un chef d'entreprise qui n'aurait aucun moyen d'action sur son personnel.

— Vous n'avez pas la possibilité d'engager du personnel ou de modifier ses tâches ?

— Difficilement. Même si je constate que la Bibliothèque nationale est sous-administrée. Elle emploie mille deux cent cinquante personnes, mais il n'y en a qu'une douzaine au service du personnel, autant au service financier, et guère plus à celui du prêt, capital pour la diffusion de la culture française à l'étranger.

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX.

(Lire la suite page 18.)

L'affaire Bork aux Etats-Unis

Une fêlure malsaine dans l'opinion américaine...

PAGE 44

Le débat constitutionnel au Brésil

Le gouvernement Sarney de plus en plus faible et divisé.

PAGE 3

Suppressions d'emplois chez Dassault



Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Suppression de 150 emplois...

Etranger

SRI-LANKA : après le suicide de douze Tamouls

Les séparatistes ont tué huit soldats qu'ils détenaient

Des rebelles tamouls ont exécuté huit soldats sri-lankais qu'ils détenaient depuis six mois, a-t-on appris, le mardi 6 octobre, de source policière à Colombo.

Les corps des soldats ont été jetés à la gare routière de Jaffna, mardi matin, une localité

située à 300 kilomètres au nord de Colombo. Selon la police, ces exécutions pourraient constituer un acte de représailles à la suite de l'arrestation de dix-sept séparatistes tamouls, dont douze se sont suicidés, lundi, pour ne pas être interrogés par la police sri-lankaise.

NEW-DELHI
de notre correspondant
en Asie du Sud

La situation à Sri-Lanka a pris un tour dramatique, lundi 5 octobre, avec le suicide collectif de douze membres du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul), principale organisation séparatiste. Ces douze hommes, dont la mort allonge dangereusement la liste des « martyrs » de la cause tamoule, faisaient partie d'un groupe de dix-sept militants du LTTE qui avaient été interceptés par la marine sri-lankaise alors qu'ils croisaient à bord d'un bateau au large de Point-Pedro, dans l'extrême nord de la péninsule de Jaffna. Conduits au camp de Palaly, ils devaient être transférés, lundi, à Colombo par l'armée sri-lankaise.

Craignant probablement les conditions de détention dans la capitale, les Tigres avaient prévenu par lettre leur chef, M. Velupillai Prabhakaran, qu'ils étaient déterminés à se suicider si le gouvernement de Colombo mettait son projet à exécution. En dépit de pourparlers entre les gouvernements indien et sri-lankais pour leur libération, la décision avait été prise — à quel niveau ? — de poursuivre les interrogatoires dans la capitale.

Devant l'imminence de leur transfert, les dix-sept hommes ont avalé une capsule de cyanure (il est de notoriété publique que tous les membres du LTTE sont munis de ce poison). L'état de santé des cinq survivants est considéré comme

« stable ». Parmi les victimes figuraient deux chefs des Tigres, Kumappa et Pulendran, respectivement commandant des secteurs de Batticaloa et Trincomalee, les deux grandes villes de la côte est.

Les « regrets » de New-Delhi

L'Inde a exprimé ses « profonds regrets pour cette perte tragique de vies humaines », et, selon un porte-parole de l'ambassade indienne à Colombo, a également regretté la décision des autorités sri-lankaises de transférer les militants séparatistes dans la capitale. Depuis la signature de l'accord de paix indo-sri-lankais, le 29 juillet, les Tigres ont perdu trois de leurs principaux responsables. Le 25 septembre, Thilepan, porte-parole de l'aile politique du LTTE, avait succombé à Jaffna après douze jours de grève de la faim.

Ces morts pèsent déjà lourd dans les relations déjà très tendues entre les militants tamouls d'une part, les soldats indiens et sri-lankais d'autre part, puisque huit soldats sri-lankais, détenus par les Tigres, ont déjà été abattus en représailles. Les patrouilles conjointes des deux armées ont reçu, lundi, l'ordre de « tirer à vue » sur tout homme armé. L'Inde a également décidé de renforcer sa présence militaire dans l'île. Selon des informations officielles, un millier d'hommes supplémentaires sont en cours de déploiement dans la province de l'est, ce qui porterait le total du contingent indien à Sri-Lanka à près de neuf

milliers hommes. Ce durcissement de la position de New-Delhi fait suite à l'avertissement lancé dimanche par le président sri-lankais, M. Julius Jayewardene, qui, critiquant la passivité de l'armée indienne pour rétablir l'ordre, avait solennellement demandé à la force d'interposition d'assumer son rôle dans la région est ou de quitter son pays.

New-Delhi avait à son tour prévenu le LTTE que l'Inde était décidée à rendre effectif l'accord de paix et qu'elle ne se « laissera pas détourner par les tentatives des Tigres pour empêcher son exécution ». Le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, a fait parvenir un message, lundi, au président sri-lankais pour renouveler la détermination de l'Inde à remplir le rôle qui lui est imparté par cet accord.

Il est probable que, après le suicide de douze de ses membres, le LTTE va intensifier ses attaques contre l'armée sri-lankaise. Le LTTE sait, en effet, qu'une large partie de la population tamoule, bien qu'hostile à la poursuite de la guerre, pourra difficilement blâmer la vengeance de ses « martyrs » et que la force de paix indienne sera accusée de ne pas avoir su protéger les militants séparatistes. En envoyant ses soldats à Sri-Lanka, l'Inde avait une crainte majeure : que ceux-ci soient obligés d'ouvrir le feu, au risque d'être assimilés par l'opinion tamoule à l'armée d'oppression sri-lankaise. Or c'est ce processus qui est probablement déjà engagé.

LAURENT ZECCHINI

CHINE : après les affrontements

Pékin a envoyé d'importants renforts de police à Lhassa

La police chinoise a établi, le lundi 5 octobre, des barrages routiers au Tibet pour interdire l'accès aux monastères d'où ont été lancés de nouveaux appels en faveur de l'indépendance. Elle a également procédé à des arrestations parmi les lamas. Des centaines de militaires et de policiers ont été envoyés en renfort à Lhassa en prévision de l'anniversaire, mercredi, de l'invasion du Tibet par les troupes chinoises, le 7 octobre 1951. Les autorités ont promis la clémence envers les manifestants qui se livrent d'ici au 15 octobre.

Mardi, cependant, une centaine de personnes ont manifesté à Lhassa en faveur de l'indépendance du Tibet, scandant des slogans antichinois, avant d'être dispersées par les forces de sécurité. Environ soixante personnes ont été arrêtées, selon des témoins. Les manifestants se sont rassemblés autour du monastère Drepung. Ils se sont dirigés vers les bureaux officiels de la région autonome du Tibet et ont été stoppés par un convoi de quatre camions militaires remplis de soldats en armes. La veille, les autorités religieuses bouddhistes de la ville avaient lancé un nouvel appel aux manifestations dans une déclaration de deux pages distribuée aux touristes : « Les Chinois dominent notre pays par la violence, et nous réclamons leur départ du Tibet », disait le texte, qui lançait aussi un appel à l'ONU « et à tous les pays du monde à soutenir notre cause, car nous souffrons ». Les moines de trois autres grands monas-

Une mise au point du dalaï-lama

Les autorités chinoises continuent de mettre en garde les touristes dans la capitale tibétaine, par affiches et par des messages diffusés par haut-parleurs. « Les étrangers n'ont pas le droit de se rassembler devant les manifestations et de les photographier. Ils ne doivent pas faire de la propagande sur ces troubles, fomentés par une poignée de séparatistes », affirme une affiche. L'agence Chine nouvelle avait accusé deux étrangers d'avoir participé aux manifestations, et deux touristes américains ont reçu l'ordre de quitter la Chine, officiellement. Le porte-parole du PC chinois a déclaré, lundi à Pékin, que « le soutien de certains étrangers » aux manifestants

constituait « une grave ingérence dans les affaires intérieures de la Chine ».

En Inde, le Parlement tibétain en exil a demandé, lundi aux Nations unies de s'efforcer d'obtenir la libération des Tibétains arrêtés. A Washington, le département d'Etat a condamné, lundi, les affrontements et appelé « toutes les parties à faire preuve de réserve pour éviter de nouvelles violences ». L'ambassade chinoise à Katmandou (Népal) ne dénie plus de visas aux touristes désirant se rendre directement au Tibet depuis le Népal. Toutefois, l'ambassade a précisé que cette mesure était temporaire.

Les services du dalaï-lama ont démenti, lundi, que le chef spirituel des Tibétains ait été l'instigateur des émeutes du 1^{er} octobre à Lhassa, comme l'en a accusé Pékin. « Les Tibétains ne sont pas responsables de la violence à Lhassa et certainement pas Sa Sainteté », a déclaré Tashi Wangdi, son porte-parole, à Delhi, où le dalaï-lama vit en exil. « Le dalaï-lama n'était pas informé des incidents de Lhassa lorsqu'ils se sont produits », a précisé Tashi Wangdi, ajoutant qu'il regrettait les violences. « Les autorités chinoises sont responsables de ce qui se passe au Tibet. D'autres manifestations auront certainement lieu. A moins que les autorités chinoises ne changent d'attitude, les Tibétains n'auront pas le choix : la résistance se poursuivra à l'intérieur et à l'extérieur du Tibet. » — (AFP, AP, Reuters.)



IRVING KRISTOL

REFLEXIONS D'UN NEO-CONSERVATEUR

Irving Kristol retrace ici son itinéraire personnel et intellectuel. Il porte aussi une attention lucide et perspicace sur le rôle éminent que, dans l'avenir, le néo-conservatisme pourrait jouer dans la société américaine.

Collection « Libre Echange » dirigée par Pierre Aftalion. 624 pages - 198 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

A L'UNESCO

L'éventualité de la réélection de M. M'Bow suscite des remous

Alors que devait se réunir, le mardi 6 octobre au siège de l'UNESCO à Paris, le conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, la perspective de la possible réélection de M. M'Bow pour un troisième mandat de directeur général (le Monde daté 4-5 septembre) suscitait de sérieux remous.

Plusieurs pays laissent circuler des rumeurs insistantes, selon lesquelles ils manifestent leur mécontentement si l'ancien ministre sénégalais est reconduit, en suspendant le versement de leur cotisation, voire en quittant momentanément l'UNESCO. Il s'agit principalement du Japon, premier participant depuis le départ des Etats-Unis (1), de la République fédérale, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Suisse, du Canada et de quelques autres encore.

La sérénité de M. M'Bow, qui est à deux doigts d'une « revanche préparée » — chacun en convient, y compris ses adversaires les plus acharnés — de main de maître, ne paraît pas troublée par ces perspectives d'amère victoire.

En effet, le tiers-monde, en particulier l'Afrique, a fait siennes sa cause. Le Sénégal, qui, il y a quelques mois, semblait être en train de « lâcher » discrètement son ressortissant, s'est retranché, lundi, à la satisfaction générale des pays du Sud. M. Iba Der Thiam, ministre de l'éducation de Dakar et membre du conseil exécutif, nous ramenant au bon vieux temps des discours anticolonialistes d'il y a un quart de siècle, s'est déchaîné contre « l'idéologie de la suprématie de l'homme blanc » et a proclamé que le départ de l'UNESCO de M. M'Bow, « ce meneur d'hommes », serait « une humiliation suprême pour le tiers-monde, pour les Africains ».

Du coup, l'Union soviétique qui, il y a quelque temps, faisait encore savoir par la Pravda qu'elle était « loin d'être pleinement satisfaite de l'activité de l'UNESCO », fait de nouveau patte de velours à M. M'Bow.

La France, quant à elle, est bien embarrassée. Après s'être déclarée, en septembre, en faveur du candidat pakistanaï, l'ancien général Yacoub Khan, ministre des affaires étrangères en exercice, afin de compenser l'herbe sous les pieds de M. M'Bow, qui n'avait pas encore dévoilé ses batteries, elle s'alarme maintenant entre son engagement envers Islamabad et les vœux plus que pressants de ses amis africains.

L'autre Khan

Aussi bien, faisait-on observer lundi à Matignon, « le gouvernement ne joue pas deux jeux, mais après les premiers tours de scrutin (2), il ne continuera à soutenir Yacoub Khan que si ses chances se présentent. Sinon la France cotisera les Africains ».

A vrai dire, le général Yacoub Khan n'a jamais été fermement soutenu que par le Quai d'Orsay. A peine le choix français annoncé (le Monde du 19 septembre), il était regretté à l'Elysée, à Matignon et au ministère de la coopération sans parler des milieux intellectuels.

Le bruit s'est même répandu selon lequel M. Gistie Halimi, membre français du conseil exécutif, démissionnerait in extremis plutôt que de voter pour un militaire qui a notamment appliqué la loi martiale au Pakistan-Orientale (actuel Bangladesh), M. Jack Lang, en tant que député socialiste, s'est vivement

élevé lundi contre le choix de Yacoub Khan, tandis qu'un autre élu de son parti, M. Georges Sarre, a posé une question écrite (Journal officiel daté du 5 août) au ministre des affaires étrangères, M. Raymond : « Pourquoi le gouvernement français n'a-t-il pas cru devoir soutenir les candidatures officielles ou officieuses de Français ou de francophones qui se sont manifestés ? »

M. Sarre faisait probablement allusion, entre autres, à M. Michel Jobert. L'ancien ministre de Georges Pompidou et de président Mitterrand, qui est activement soutenu par l'Irak et qui vient de publier un ouvrage où il dit ce qu'il pense de la diplomatie américaine (Les Américains, Albin Michel), a déjeuné récemment avec M. Chirac mais rien ne semble être sorti de cette rencontre.

Pour l'Elysée, un bon candidat aurait sans doute été le prince Sadruddine Khan qui fut un haut-commissaire aux réfugiés apprécié. De nationalité iranienne, mais indépendant de tout gouvernement, le prince, qui vient d'arriver à Paris, nous a déclaré : « Je suis disponible en cas d'impasse ».

Encore faudrait-il trouver un Etat de bonne volonté qui accepte de patronner à la dernière minute la candidature de « l'autre Khan ».

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

(1) Pour le « bien-être » 1986-1987, le budget ordinaire de l'UNESCO, après les restrictions dues au départ des Américains et des Britanniques, s'est élevé à environ 2,4 milliards de francs, auxquels il faut ajouter approximativement 1,5 milliard de francs de ressources extra-budgetaires.

(2) Il y a cinq tours de scrutin à bulletin secret.

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Témoignages sur les tortures

Selon les syndicalistes, les tortures sont également « psychologiques ». L'objectif des autorités étant de « briser » le moral des jeunes détenus, voire de « recruter des indicateurs » comme cela se fait « dans les camps de réhabilitation » dont Pretoria vient de reconnaître l'existence.

Selon les chiffres fournis par le Comité sud-africain de soutien aux familles de détenus, dix mille enfants de douze à dix-huit ans sont passés dans les gâches sud-africaines entre juin 1986 et septembre 1987, et cent quatre-vingt-quatre enfants restent actuellement en prison.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 450572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Robert Bour-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Fontaine (1982-1985)

Date de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Robert Bour-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wous.
Rédacteur en chef :
Daniel Veruet.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-25-91-32 ou 45-25-91-71
Tél. MONDIPUB 296 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 208 F	
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F	
ÉTRANGER (par messagerie)	1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 388 F
IL - SUISSE, TUNISIE	584 F	972 F	1 404 F	1 808 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse : définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Types LEMONDE

Impression :
de « Le Monde »
7, r. des Italiens
PARIS-09
1986

Reproduction interdite de tout article
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57437
ISSN : 0395-2037

Le Monde US\$ 785-810 le publié hebdomadaire. Except Sunday for \$ 480 par year by Le Monde c/o Speedprint, 48-45 38th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at L.I.C. and additional offices. N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint U.S.A., P.O. Box 48-45 38th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Amériques

ARGENTINE : la visite de M. Mitterrand

M. Mitterrand était attendu, mardi 6 octobre, à Buenos-Aires, pour une visite officielle de quatre jours en Argentine. Il devait avoir le jour même un premier entretien avec le président Alfonsín à la Casa

Rosada. Cette visite du chef d'Etat français suscite de grands espoirs en Argentine, qui affronte de nouveau une très grave crise économique et dont la dette extérieure se monte à 54 milliards de dollars. Pour y faire

face, le gouvernement a annoncé, le lundi 5 octobre, un nouveau plan d'austérité comportant une vague de hausses des tarifs publics. Le coût de la vie pourrait s'en trouver relevé de 13 %.

Une dette paralysante et des recettes à l'exportation en forte baisse

Affaibli par la victoire péroniste lors des élections du 6 septembre, le président Raul Alfonsín se trouve confronté à une situation qui illustre jusqu'à la caricature le piège du surendettement. Plus de deux ans d'austérité appliquée à contrecoeur pour tenter d'assurer une économie mise à mal par le recours désordonné à l'emprunt des précédents gouvernements n'ont pas donné les résultats attendus, loin s'en faut.

Les électeurs ont sanctionné durement cette période d'espoirs déçus, plaçant l'actuelle équipe au pouvoir devant un choix dangereux : poursuivre sur la voie de la rigueur, au risque d'exacerber les mécontentements et l'incertitude à l'égard des créanciers comme des organismes multilatéraux, dont dépend largement l'avenir financier du pays ; opter pour une rupture avec les règles du jeu international, quitte à se retrouver exclu des circuits vitaux de financement mondial.

Ce dilemme, on le retrouve dans les dernières et contradictoires déclarations des dirigeants argentins. Lorsque, au lendemain du scrutin de septembre, le président Alfonsín stigmatisait les « recettes ridicules du FMI », ses propos n'étaient pas uniquement à usage interne, mais reflétaient une réelle inquiétude. Lorsque, quelques jours plus tard, le ministre des finances créanciers de Buenos-Aires leur télexait que les engagements du pays seraient tenus, il cherchait à laisser ouverte la porte du dialogue.

Car, de toute évidence, l'Argentine n'est plus en mesure de tenir les objectifs qu'elle s'était fixés et que le Fonds monétaire international avait entérinés, permettant un cycle de réajustement de dettes essentielles.

Réapparition de l'hyper-inflation

Oubliée la fascination générale exercée par le plan Austral lancé en juin 1985 et qui avait permis à l'inflation de retomber de 1200 % durant le premier semestre à 40 % durant le second. Les périodes successives de contrôle et de libération des prix et des salaires n'ont pas réussi à casser les anticipations de hausses des prix ou la spéculation, qui se déchaîne rapidement à Buenos-Aires.

Depuis le printemps dernier, l'hyper-inflation réapparait avec une poussée de 13,7 % durant le seul mois d'août, un rythme de 126,4 % sur douze mois. L'objectif de 47 % pour l'ensemble de 1987 paraît désormais surréaliste. Et le gouvernement ne parviendra pas à tenir l'autre engagement dont dépend le déblocage d'une nouvelle tranche de crédit du FMI : une nouvelle baisse des déficits publics. Ces derniers s'aggraveront et pourraient dépasser 6,5 % du produit national brut (PNB) d'ici la fin de l'année.

L'équation économique et financière argentine est devenue d'autant plus interne que les recettes à l'exportation ont fortement pâli de la chute des cours des céréales. La baisse de 8,7 % des ventes à l'étranger durant le premier semes-

tre, le bond de 24 % des importations dans le même temps, ont réduit de plus de moitié l'excédent commercial, qui représentait fin juin 610 millions de dollars.

Le plus fort de la période d'exportations de céréales étant désormais passé, le pays ne pourra guère compter sur un solde positif supérieur à 1 milliard de dollars cette année, alors que 2,5 milliards étaient escomptés. Il manquera environ 1 milliard de dollars au gouvernement pour boucler l'année, compte tenu de remboursements de dettes pourtant ramenés à 6 milliards grâce aux réajustements obtenus des banques créancières et du Club de Paris en mai dernier (le Monde du 22 mai). La conclusion est claire : les réserves de change argentines ayant fondu et ne représentant que quelque 400 millions de dollars — un

mois d'importations. — Buenos-Aires devra renégocier les termes des accords d'étalement de dette ou suivre le chemin brésilien d'un moratoire partiel.

On pourra tempérer sur la lourdeur de la bureaucratie, la paralysie des structures du pays, des mentalités plus ouvertes à la spéculation qu'à l'investissement productif, la réalité est là, incontournable. Après avoir été tour à tour le « mouton noir » puis le « bon élève » du FMI, l'Argentine se retrouve dans une impasse, avec une dette de 54 milliards de dollars. Sans pouvoir se prévaloir, comme le Brésil, de retombées positives de l'endettement, sous forme de modernisation de l'industrie ou de l'infrastructure.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

La fin du voyage de M. Chevardnadze à Buenos-Aires

Sur la même longueur d'onde

BUENOS-AIRES de notre correspondant

Les Argentins l'attendaient avec curiosité, ils imaginaient un des Russes lourdauds et rubiconds. Ils ont été séduits par l'élégance raffinée de ce Géorgien athlétique. M. Edouard Chevardnadze n'a cessé de rompre le protocole pour dialoguer avec la foule ou avec les journalistes. Toujours souriant, la répartie facile, il a même distribué des bonbons aux enfants et des grains de maïs aux pigeons de la place de Mai.

A une femme qui lui demandait de bien vouloir demander à M. Alfonsín de faire construire des logements pour les nécessiteux, il a répondu qu'avec les économies réalisées grâce à l'accord passé avec les Etats-Unis sur la limitation des armes nucléaires, ce serait désormais plus facile. Sur ce sujet comme sur la plupart de ceux qui ont été abordés pendant ces cinq jours de visite officielle, les deux pays sont sur la même longueur d'onde.

Les Argentins ont également été sensibles au soutien renouvelé du ministre soviétique à leur position dans le conflit des Malouines.

Mais le problème le plus important pour l'Argentine était celui de la chute vertigineuse de ses exportations de céréales vers l'URSS l'année dernière. Elles sont en effet passées de 1,2 milliard de dollars en 1985 à

208 millions de dollars en 1986, plus de cinq fois moins en un an. Un chiffre dramatique pour l'économie argentine en crise aiguë. Une chute due en partie aux ventes américaines de céréales à des prix compétitifs, car subventionnées, et au manque de devises dont souffre l'Union soviétique.

Le principal partenaire en Amérique latine

Malgré tout, l'Argentine reste le principal partenaire commercial de l'URSS en Amérique latine après Cuba. Le coup d'Etat militaire de 1976 n'avait pas interrompu ces bonnes relations. Au contraire même, puisque, en 1981, les exportations argentines avaient atteint le chiffre record de près de 3 milliards de dollars, conséquence de l'embargo américain sur la vente de céréales à l'URSS après l'invasion de l'Afghanistan par cette dernière.

Rien de concret n'a été décidé pendant la visite du ministre soviétique sur ce problème précis des exportations de céréales, mais deux protocoles de coopération économique, scientifique et culturelle ont été signés. Et la décision a été prise de promouvoir la coopération industrielle, la création d'entreprises conjointes et de compagnies mixtes. Une visite préparatoire en somme à la venue, l'année prochaine, du numéro un soviétique, M. Gorbatchev.

C. D.

■ PANAMA : Miguel Antonio Bernal recherché par la police. — Membre du petit parti d'action populaire, hostile au gouvernement, et professeur de droit international à l'université de Panama, Miguel Antonio Bernal est recherché par la police qui aurait saisi son appartement, apprend-on de très bonne source. M. Bernal, qui avait obtenu une bourse d'études aux Etats-Unis, devait quitter Panama cette semaine.

Michel WIEVIORKA Dominique WOLTON

Terrorisme à la une

Les journalistes font-ils le jeu des terroristes ? Deux sociologues passent cette thèse au crible et s'interrogent sur la nature cachée du terrorisme.

au Vif du Sujet

GALLIMARD

Raul Alfonsín : humour et coups de gueule...

BUENOS-AIRES de notre correspondant

Symbole de la jeune démocratie argentine, Raul Alfonsín pourrait être aussi physiquement celui de l'Argentin moyen. Il en a les traits, les cheveux noirs — malgré ses soixante ans — gominés, la taille moyenne, la corpulence et peut-être le caractère. Il est, en effet, réputé pour ses coups de gueule, ses colères subites, ses retombées, et son humour parfois gonflé.

Récemment encore, alors qu'il prononçait un discours dans une province de Patagonie, un jeune homme dans la foule l'a interrompu en criant : « On a fait ! » A quoi il a répondu : « Pour toi, mon gros, ça n'a pas l'air d'être trop mal. »

On l'a dit très surpris et passablement affecté par la défaite décalée de ses partisans le 6 septembre dernier. Pourtant, cela ne l'a pas empêché de raconter cette blague devant ses assesseurs effondrés par l'annonce des résultats :

« Le président Reagan, ne sachant plus comment se sortir des problèmes de l'Irlande, a écrit à Dieu lui-même : « Dieu vous salue, qui lui répond : « Ne vous inquiétez pas, tout s'arrangera, » puis après votre mandat. »

Puis c'est le tour de Gorbatchev, tourmenté par les difficultés que rencontre sa politique de transparence. Dieu vient à lui et lui conseille : « Transparence-vous, » tout s'arrangera après votre mandat. » Puis, des confins de la terre, il-bas dans la lointaine Argentine, on entend les plaintes

du président Alfonsín, pour la dette extérieure, la crise économique, la rébellion militaire et la débauche aux élections, et Dieu lui dit : « Calmez-vous, tout s'arrangera... après mon mandat. »

Travailleur acharné, Raul Alfonsín partage ses journées entre sa résidence d'Olivos, dans la banlieue de Buenos-Aires, et la Casa Rosada, siège du gouvernement. Il se lève à 7 heures, travaille d'arrache-cœur toute la journée et ne se couche pas avant minuit. Mais chaque jour, il s'octroie religieusement une heure de sieste, entre 14 heures et 15 heures. Il lui arrive de sauter le déjeuner. Ce qui lui permet de faire une demi-heure de gymnastique ou de jogging dans le parc de la résidence.

Le mardi et le jeudi, il se rend à la Casa Rosada, en plein centre-ville. Il y passe la majeure partie de son temps en audiences officielles. Il ne sait pas le refuser, mais il n'aime pas.

Il aime en revanche passer quelques jours à Chacabuco, où il est en train de se faire construire une grande maison de style colonial, pour y habiter en 1989, après la fin de son mandat. Car il n'y a désormais plus aucune chance pour que la Constitution soit révisée et lui permette de briser un second mandat consécutif.

Enfin, il a une qualité que même ses adversaires les plus acharnés ne songent pas à lui contester : et qui est rare dans la région, c'est la désinvolture matérielle.

CATHERINE DERIVERY.

BRÉSIL : le débat sur la nouvelle Constitution

Le gouvernement Sarney paraît de plus en plus faible et divisé

Le président Sarney doit procéder à un remaniement de son gouvernement après les démissions du ministre de l'Éducation, M. Bornhausen, et du commerce et de l'Industrie, M. José Hugo Castello Brumce. Cette crise gouvernementale intervient alors que le débat sur la nouvelle Constitution et les pouvoirs présidentiels bat son plein, sans susciter beaucoup d'intérêt auprès d'une opinion publique sceptique et désabusée.

RIO-DE-JANEIRO de notre correspondant

« La nouvelle République est en panne », dit un conseiller du président Sarney. Elle est en panne depuis plusieurs mois. Mais, ces derniers jours, le gouvernement de Brasília est entré dans une crise qui menace son existence même et remet en cause le rôle du chef de l'Etat.

La crise a commencé le jour où une majorité s'est formée à l'Assemblée constituante en faveur de l'adoption du régime parlementaire. Réunis depuis le 1^{er} février pour élaborer une nouvelle Constitution, députés et sénateurs en sont à la phase finale de leurs travaux. Ils ont gardé pour la fin le débat sur le système politique qui prévaudra dès la promulgation de la nouvelle Charte : présidentiel, comme actuellement, ou parlementaire. Dans ce dernier cas, « le chef de l'Etat n'aurait pas plus de pouvoirs que le président de l'Allemagne fédérale », affirme un ministre.

Tous les sondages confirment que, au sein de la commission de synthèse, où doivent avoir lieu les premiers votes, une forte majorité des quatre-vingt-trois membres penche pour un régime où le chef de l'Etat devrait nommer un premier ministre et celui-ci être investi par le Parlement.

Les arguments des deux camps

M. Sarney a mobilisé ses troupes — du moins celles qui lui restent — pour éviter d'être amputé d'un pouvoir de ses prérogatives présidentielles. Mais, apparemment, les « présidentielistes » sont minoritaires au Congrès. L'un des compromis possibles, ce serait l'institution graduelle du nouveau système : M. Sarney nommerait en 1988 un premier ministre, mais celui-ci ne serait investi par le Parlement que l'année suivante. Jusque-là, le président garderait tous ses pouvoirs.

Les partisans du changement affirment que le système présidentiel a échoué au Brésil : un seul pré-

sident, depuis soixante ans, a pu terminer son mandat, après avoir été régulièrement élu. Il s'agit de Kubitschek. Son prédécesseur s'était suicidé pour échapper à la pression de ses adversaires ; son successeur a démissionné, et le président suivant, Goulart, a été renversé par les militaires.

Dans un pays où les problèmes à résoudre sont énormes, où les réformes nécessaires se heurtent à des intérêts puissamment organisés, concentrer les pouvoirs dans les

personnages purement figuratifs, ils seront traités dans leurs aspirations, au bénéfice des professionnels de la politique, qui s'arrogeront le droit de nommer l'un des leurs à la tête du gouvernement, explique en substance M. Brizola.

La position de l'ancien gouverneur de Rio-de-Janeiro est d'autant plus compréhensible que, candidat à la succession de M. Sarney, il serait frustré dans ses ambitions si le nouveau système était retenu. De l'avis général, il est en effet l'homme poli-

tre de démission, de ne pas savoir se faire obéir.

Les ministres du PFL sont accusés de faire, depuis des mois, une sorte de grève larvée. Certains, comme le ministre des mines et de l'énergie et celui de la communication, ne font que des apparitions fugitives à leur bureau. « J'ai plus de rapports avec mon homologues allemand qu'avec Aureliano Chaves », dit un ministre qui devrait travailler étroitement avec le titulaire des mines et de l'énergie. Telle est la situation : un gouvernement divisé, avec des ministres absents, d'autres (souvent les mêmes) en franche dissidence, d'autres enfin qui s'approprient avec leur parti à transférer le pouvoir réel à un premier ministre. M. Sarney est à la moitié de son mandat (qu'il a fixé lui-même à cinq ans), mais il vit dans une atmosphère de fin de règne.

L'opinion publique désemparée

Le débat « parlementarisme-présidentisme » a passionné beaucoup de Brésiliens mais laisse le plus indifférent le reste du pays. Les Brésiliens, aux prises avec des difficultés quotidiennes croissantes (les salaires ont perdu la moitié de leur pouvoir d'achat depuis le 1^{er} mars 1986), suivent d'un oeil de plus en plus désemparé les travaux de la Constituante. Pendant plusieurs mois, la nouvelle Charte a été l'objet de nombreuses discussions dans les entreprises, les universités, les associations de quartier. Toutes les catégories professionnelles ou presque, toutes les minorités (sexuelles, raciales, confessionnelles) ont défilé à Brasília et constitué leurs lobbies auprès des constituants.

Après plusieurs versions successives, un avant-projet a été mis au point, mais la mouline définitive s'échappe pas plus que les précédentes aux accusations d'incohérence et d'embrouillemens. Dire si le Brésil aura une Constitution rétrograde ou avancée est prématuré. Le texte doit encore passer par plusieurs cribles. L'Assemblée, dans sa composition, est nettement conservatrice. « Elle n'est pas du tout représentative de la société », affirme Walter de Gooz, analyste politique qui a étudié dans le détail le profil de chaque constituant : « La bourgeoisie industrielle et la grande propriété rurale sont surreprésentées par rapport aux autres catégories sociales. Alors que les syndicats agricoles ont huit millions d'adhérents dans tout le pays, ils n'ont fait élire que trois députés. Les grands propriétaires terriens, eux, dominent 30 % de l'Assemblée. »

CHARLES VANHECKE.



moins d'un seul homme, c'est l'exposé à une instabilité permanente, en raison des conspirations qui s'arment contre lui. Telle est la thèse des « parlementaristes », qui estiment que, si la gestion courante était laissée à un premier ministre, la permanence de l'Etat serait préservée dans la personne du président de la République. Le système présidentiel a perpétué le caractère élitiste, autoritaire, le « socialisme brésilien », ajoutent-ils. Il en a maintenu les inégalités. Le Parlement n'a pas été, comme il aurait dû être, un facteur de démocratisation.

Dans l'autre camp, les arguments ne sont pas moins convaincants. Le Brésil n'a pas de partis politiques assez mûrs pour vivre en régime parlementaire, disent les « présidentielistes ». Chaque crise de cabinet donnera lieu à d'interminables tractations où l'opportuniste verra l'achat de voix » prendra plus que l'intérêt de la nation.

Le débat divise les deux partis au pouvoir, notamment le PMDB, majoritaire. A gauche, « Lula », président du Parti des travailleurs, et M. Lionel Brizola, leader du Parti démocratique travailliste, sont partisans du système actuel. M. Brizola dit que les élections directes, c'est-à-dire pour le rétablissement du suffrage universel dans le choix du chef de l'Etat. Si ce dernier devient un

personnage purement figuratif, ils seront traités dans leurs aspirations, au bénéfice des professionnels de la politique, qui s'arrogeront le droit de nommer l'un des leurs à la tête du gouvernement, explique en substance M. Brizola.

CHARLES VANHECKE.

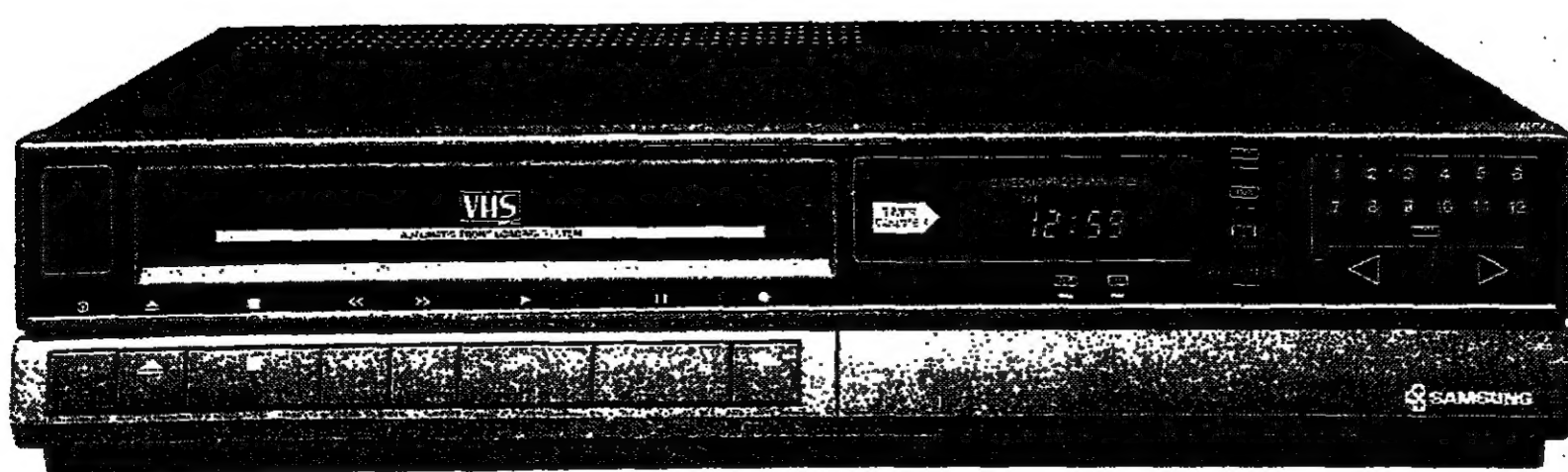
حکذا من الامم

هكذا من الاعمال

4 Le Monde • Mercredi 7 octobre 1987 •

**Y'EN A QUI
S'ACHÈTENT UNE TÉLÉ
3,5 MILLIARDS**

**Moi,
AVEC MON SAMSUNG
J'ME FAIS MA TÉLÉ
POUR 3 990 F.**



Magnétoscope de salon VHS Sécam. Télécommande à infrarouge. 12 chaînes mémorisables. Mémorisation de 6 programmes sur 6 semaines. Prise péritel Compatible Canal +. (Prix public généralement constaté, 3 990 F)

Salon-Paul & Associés

Groupe Christian Paillot. K.E.D. 46/52 rue Arago - 92800 Puteaux

SAMSUNG

L'histoire ré

PICAP
ASSUREURS ONT TRA

Europe

L'histoire réhabilitée en URSS ?

(Suite de la première page.)

Jugé avancé en 1918, puis en 1927-1928 pour justifier le passage de la révolution « bourgeoise » à la révolution « socialiste », puis pour justifier le socialisme dans un seul pays, il a été défini comme un « atavisme » en 1936 pour obtenir, face à la puissance militaire allemande, l'appui des peuples « frères » de l'Europe orientale, « paysans et arriérés comme nous » ; jugé atavisme également en 1964, pour ne pas dévaloriser l'œuvre accomplie par l'héroïque peuple soviétique. Justification théorique de cette démarche : le Parti communiste étant supposé incarner le mouvement de l'histoire, sa politique en est la transcription ; par conséquent, l'analyse historique doit confirmer la justesse de cette politique, légitimer du même coup la fonction du parti, détenteur unique de la vérité historique. Que certains historiens des années 60, tels Volubuev, Geffer, etc., aient pu juger, en hommes de science, qu'en 1914 la Russie était un pays avancé, et voilà que le parti sanctionne les historiens, « ces gens dangereux qui peuvant tout chambouler ».

Une deuxième pratique, celle-ci bien identifiée à l'Ouest, consiste à faire disparaître du récit historique les ennemis du pouvoir en place : mieux, à ne les faire apparaître, tel Trotski, que lorsqu'ils ont manifesté un désaccord avec Lénine. A l'époque de Brejnev, Staline avait fini par disparaître, ou presque, du manuel de la huitième classe (nos terminales) dont le programme traitait de l'URSS, depuis la révolution jusqu'aux années 60. Etape après étape, tous les protagonistes d'octobre avaient ainsi fini par s'évaporer, sauf, bien entendu, pour rappeler, tels Zinoviev et Kamenov par exemple, qu'ils étaient en désaccord avec Lénine sur l'opportunité du soulèvement d'octobre. Radek, Boukharine subirent la même sort ; seul Sverdlov faisait exception, qui, miraculeusement pour l'histoire soviétique, avait eu la chance de mourir en 1919, ayant suivi jusqu'au bout une ligne très léniniste.

Simultanément, et comme pour combler ces vides, cette même histoire de l'URSS s'était enrichie de toute une galerie de héros anonymes, politiquement irresponsables, mais qui incarnaient les travaux et les jours de la société soviétique : depuis Emelianov, qui avait caché Lénine à la veille des journées d'octobre, jusqu'à Andreev qui avait été le premier à l'identifier et à l'acclamer quand il était arrivé à Smolny, en passant par Stakhanov et Gagarine, héros du travail et de l'espace.

La justification théorique de ces manipulations était double. L'introduction de héros anonymes était présentée comme une sorte de retour aux sources du marxisme, les masses elles-mêmes étant supposées conduire l'histoire, et pas seulement leur avant-garde. Sur tout — et c'était la raison fondamentale — l'histoire était inscrite sous l'ordre du progrès, mentionner les dirigeants qui « ont commis des erreurs » ou se sont « trompés » serait aussi illogique que mentionner dans une histoire des sciences, par exemple, des savants qui n'ont rien découvert. Naturellement, c'est en vérité le dogme du parti, foyer unique du savoir, qui est menacé si l'histoire officielle avait fait l'inventaire de toutes les erreurs d'un parti — qui a toujours raison — « Non à l'idée de monopole de la vérité », a déclaré le premier colloque des associations indépendantes à Moscou, en août 1987, pour aborder des problèmes plus contemporains (Le Monde du 18 septembre).

Procès en sorcellerie

Ainsi, en demandant que l'histoire cesse d'être anonyme, les partisans de la glasnost procèdent à une mise en cause qui peut aller très loin. La première étape devrait consister à réintroduire dans l'histoire les grands protagonistes victimes des procès de l'époque stalinienne. De nombreuses analyses et des récits ont déjà porté témoignage sur ces procès, chacun apportant, qu'il ait participé ou

non à l'histoire de l'URSS ou à un mouvement révolutionnaire, sa part d'information, ses hypothèses : Souvarine et Friedmann, Kravchenko et Koestler, Brod et Conquest, plus récemment Getty et N. Werth (1), sans parler des dissidents.

L'ampleur de ces procès en sorcellerie, le nombre des victimes, la manière machiavélique dont ils furent montés, le caractère inouï des aveux consentis par la plupart des accusés, autant de traits qui sont connus et ont frappé les imaginations ; ils ont quelque peu lassé dans la pénombre la fonction même de ces procès. La définir peut aider à cerner quelles seront les procédures de réinsertion des grands protagonistes dans le récit historique.

Des âmes mortes

Au milieu des années 30, tous ces hommes avaient commencé à connaître, chacun à son tour, une défaite politique : successivement Trotski en 1923, Zinoviev en 1925, puis Boukharine en 1929, tous étaient ainsi devenus, au moins à l'intérieur de l'URSS, des « cadavres politiques ». Certes, ils incarnaient les débuts du régime, mais ils voyaient mal qu'en face les bolcheviks d'origine s'étaient lentement évaporés, que la lutte « zoolique » pour le pouvoir avait promu à tous les stades intermédiaires des hommes nouveaux, en l'occurrence assez indifférents aux titres des anciens combattants de la révolution.

Les difficultés gigantesques que rencontrent les transformations brutales des années 30, l'application du plan, coïncident avec un retournement idéologique (en particulier pour une part aux circonstances (en liaison avec la menace allemande, l'URSS était entrée à la SDN, alors qu'elle le stigmatisait la veille ; elle célébrait les valeurs patriotiques qu'elle vilipendait au Komintern) et pour une autre part à la force de la mentalité traditionnelle paysanne chez ces nouveaux cadres que le régime avait promus et qui glorifiaient la famille et l'académisme, à l'encontre des idées avancées durant les années 20. Parmi les anciens bolcheviks, certains s'étaient suicidés de désespoir : Skrypnik, Lomnadze, etc.

Les anciens opposants à Staline tablaient sur les schémas de sa politique mais, sauf Trotski qui, à l'étranger, pouvait — par exemple, jouer sa carte, les autres étaient devenus des âmes mortes. Ils n'en continuaient pas moins à exister et, par leur seule présence, à témoigner. Au sein de l'équipe dirigeante, ils comptaient plus ou moins sur Kirov pour contraindre Staline et réduire la terreur qui pesait sur les citoyens. Que l'assassinat de Kirov ait été le fait de Staline ou qu'avec cet attentat celui-ci ait senti passer la balle qui tua Kirov, cette mort servit de détonateur aux grands procès qui suivirent.

La restitution des faits du passé

Au nom de la poursuite des assassins de Kirov, Staline et le NKVD jugèrent que, par leurs critiques, Zinoviev et Kamenov, mais plus encore Trotski, étaient à l'origine de cet attentat. Cela permettait d'en finir avec ces hommes du passé dont l'attitude d'opposition était insupportable au tyran. A lire les archives de Smolensk, on voit que devant la terreur grandissante certains n'avaient pas caché leur joie lorsque Kirov était mort assassiné ; bientôt suivrait Staline. Mais les nouveaux cadres en jugement autrement, qui se sentaient menacés et appelaient désormais trotskistes tous ceux qui critiquaient leur propre gestion ; ils étaient ainsi solidaires de Staline, de Iagoda, d'Ejov et du NKVD.

La deuxième vague de procès, associée directement à des « sabotages » à Kemerovo, permit d'éliminer une bonne partie des cadres de la strate supérieure de l'économie industrielle, jugés responsables de certains échecs tant par la base que par le sommet. En remontant

ainsi dans la société soviétique au nom de la lutte « pour la destruction des nids de punaises trotskistes et fascistes », les responsables des procès surent atteindre des hommes tels que Platonov, Sokolnikov, etc. qui, avec Ordjonikidze, avaient préconisé une croissance plus modérée des cadences de l'économie et moins de terreur. Ordjonikidze se suicida, ou fut accusé au suicide. Staline, Ejov, Vichinski montèrent ce procès qui devait montrer qu'en matière de production, nul n'était plus à l'abri. Mais le procès avait aussi pour fonction, comme celui de Toukhatchevski et de ses collègues généraux qui suivit, de se débarrasser de tous ceux qui pouvaient incarner une politique alternative. Simultanément, ils assuraient la promotion de cadres plus jeunes, totalement dévoués à la nouvelle direction politique : Kaganovitch, Khrouchtchev, Beria, Molotov, etc.

Restait Boukharine, azagère chantre de la politique « droitier », accusé lui aussi d'être solidaire de Trotski mais qui, tout en ayant été le favori de Lénine, s'était opposé à lui lors des négociations de Brest-Litovsk, cette attitude étant supposée avoir « encouragé » la tentative d'assassinat de Lénine par F. Kaplan. Staline le haïssait parce qu'il continuait d'incarner une certaine légitimité léniniste, en particulier à cause de ses qualités de théoricien, reconnues de tous. Staline, lui, était « détaché du vain désir de devenir un théoricien éminent », ce dont le parti se gaussait, notamment Riazanov. La troisième série de grands procès, dit du bloc des droitières et des trotskistes, en 1938, amena la condamnation de Rykov, Rakovskii, Krestinski, etc. A partir des « aveux » de Boukharine — qui avait reconnu son « défaitisme » — il permettait d'associer la légitimité de Staline. Il permettait aussi à ce dernier de se promouvoir théoricien du socialisme.

Pour autant qu'avec le rapport Krouchtchev, comme avec les transformations d'aujourd'hui, la critique de la politique stalinienne soit bien le levier sur lequel s'appuient les réformateurs, il serait normal, en bonne logique, que Boukharine soit le premier grand bolchevik réintégré dans son rôle historique puisqu'il était porteur d'un projet différent de celui de Staline. La désalinisation de l'histoire commence ainsi par sa « réhabilitation », ce dont on parle depuis vingt ans. Elle pourrait s'accompagner d'une « réhabilitation » de ce qui aurait pour effet de la banaliser.

Termes assez étranges, au reste, s'il s'agit de restituer la simple vérité sur son action. Car parler de réhabilitation signifierait que « désaliniser » l'histoire reviendrait à somme, à donner qu'à toutes les subversions que le régime des soviets a pu connaître avant Staline... Or il y en a eu, comme on sait : tant les excès commis à Kronstadt que les procès intentés à d'authentiques révolutionnaires, mais qui n'étaient pas bolcheviks. Tous ces excès ne datent pas de Staline, mais bien de l'époque de Lénine et de Trotski, de Boukharine et de quelques autres... Réhabiliteras-tu aussi les mencheviks ?

En URSS, la restitution des faits du passé est nécessaire pour que le pouvoir trouve de nouveaux fondements à sa légitimité. Mais jusqu'où ce mouvement peut-il aller ? et pourra-t-il être maîtrisé ?

MARC FERRO.

(1) Les Procès de Moscou, de Nicolas Werth, éd. Complexe, Bruxelles.

CONVERGENCES MAGHÉBINES

La Libye pourrait bientôt convoler... pour la 3^e fois. Avec son très sérieux voisin algérien. De leur côté, Maroc et Tunisie affrontent dans le même esprit les défis économiques... Un dossier sur les nouveaux recensements au Maghreb, publié dans le numéro d'octobre d'ARABIE, en kiosque et en librairie.

78, rue Joubert, 75017 PARIS
Tél. : 46-22-34-14.

Une lettre à « Ogoniok » sur les « purges » Tous, sauf quatre...

Moscou (AFP). — A l'exception de quatre d'entre eux, tous les membres du premier gouvernement soviétique et des deux comités centraux du Parti d'avant 1917 sont morts victimes des purges stalinienne, indique une lettre de lecture publiée cette semaine par l'hebdomadaire Ogoniok.

N'ont échappé aux purges que « Alexandre Kollontai, Matvei Mouranov, Trotski, qui a pu émigrer, et, bien sûr, Staline », précise cette lettre, fille d'un dirigeant communiste « disparu » en 1958. Ont également péri quatre-vingt-dix-huit des cent trente-neuf membres et suppléants du comité central élu au 17^e congrès de 1934 (le dernier avant les grandes purges), lit-on encore avant cette phrase de conclusion : « Il est temps de savoir contre qui était dirigée la répression des années 1935-1938 et des années suivantes ».

Ogoniok, pionnier de la « transparence » gorbachévienne, fait suivre cette lettre de celle d'un lecteur d'Irkoutsk qui souhaite que « le mal d'avant-hier ne fasse pas oublier celui d'hier ». Pour préciser ce qu'il

entend par « hier », le correspondant souligne que « les acteurs et co-acteurs du mal d'hier sont encore vivants et que leurs portraits, rangés après les défilés, ne sont pas encore remis ».

Dans le même numéro, l'hebdomadaire relate aussi, à l'occasion du 30^e anniversaire de la mise sur orbite du premier Spoutnik, le destin funeste de l'Institut de recherche sur les fusées, « le premier au monde qui se soit consacré uniquement à ces techniques ».

Fondé en 1933 grâce au soutien du maréchal Toukhatchevski — commissaire adjoint à la défense qui sera fusillé en 1937, l'Institut fut « démantelé à l'époque du culte de la personnalité et ses directeurs et sous-directeurs, I. Kleimenov et G. Languemak, périrent comme ennemis du peuple ».

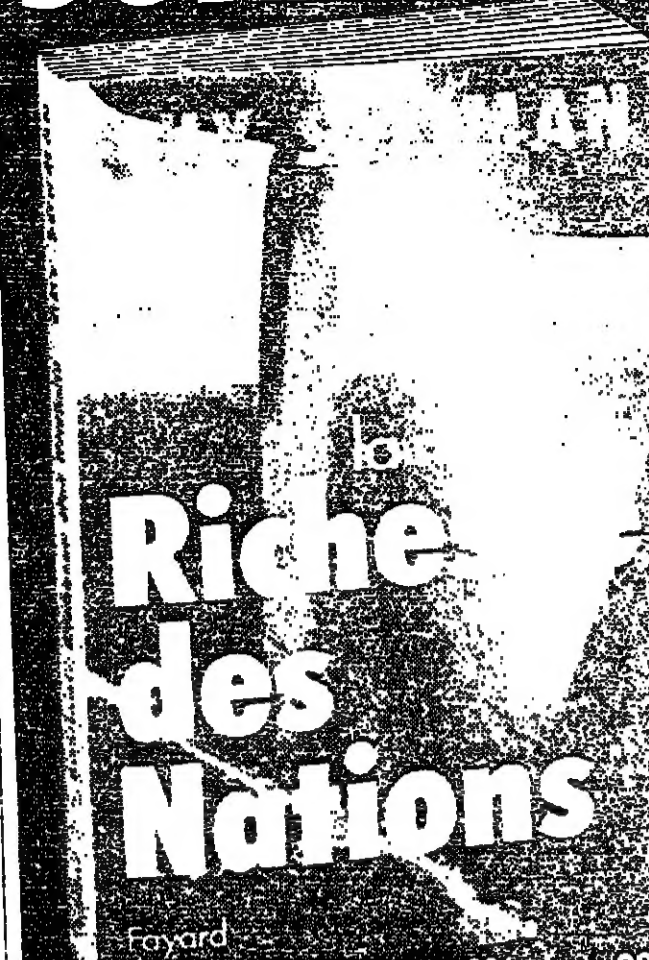
La direction de la section des « fusées alliées », Serguei Korolev — futur principal constructeur du Spoutnik — sera, lui, « privé de liberté » et sa section supprimée. Elle ne sera rétablie que durant la guerre, lorsque apparaîtra l'effigie des fusées Katioucha, conçues par l'Institut, indique Ogoniok.

● YUGOSLAVIE : nouvelle arrestation. — Le secrétaire général du marché monétaire yougoslave, M. Vladimir Kruzic, soupçonné d'avoir prêté son concours aux manœuvres frauduleuses du combinat agro-alimentaire Agrokombank portant sur près de 1 milliard de dollars, a été arrêté, le lundi 5 octobre, à Belgrade, et conduit à Bihac (Bosnie-Herzégovine), où il a été écroué. Le secrétaire général de l'institution par l'intermédiaire de laquelle les ban-

ques vendent leurs excédents de fonds est accusé d'avoir, au printemps, étouffé l'affaire, de complicité avec le président-directeur général d'Agrokombank, M. Fikret Abdic. Les autorités lui reprochent d'avoir à cette époque donné des « ordres précis » à ses collaborateurs, leur interdisant de communiquer aux banques toute information sur l'insolvabilité de l'entreprise de Velika-Kladusa (Bosnie-Herzégovine). — (AFP.)

LA NOUVELLE RICHESSE DES NATIONS

GUY SORMAN



Riche des Nations

Fayard

336 pages 98F

*“Son mérite est d'avoir été
“au charbon” et surtout d'avoir interrogé non
seulement ceux qui étaient favorables
à ses thèses mais ses contradicteurs avérés.
Il en résulte un travail d'excellent
journaliste, coloré, pas précheur pour un sou,
un livre vivant où l'on apprend beaucoup.”*

Pierre Drouin - Le Monde

*“Le livre de Guy Sorman va peut-être permettre
d'atteindre un objectif capital : l'accession
du grand public à la connaissance des causes
du sous-développement, et donc du
développement.”*

Jean-François Revel - Le Point

*“Un chef-d'œuvre de réflexion et de
journalisme... Un gigantesque voyage autour
de la planète... Ce livre révolutionnaire nous
idées sur le tiers monde.”*

Georges Siffert - Le Figaro Magazine

*“On attend la réponse des tiers-
mondistes, des idéologues et des dingistes.
La démonstration de Sorman, appuyée sur
des témoignages concrets, va les obliger à être
en grande forme.”*

Jean-Gabriel Fredet - Le Nouvel Observateur

*“Pour saisir la portée de ce livre, il suffit
d'en lire les quatre pages du prologue — beau
comme un John Ford —. Mais je vous préviens
si vous l'ouvrez, vous irez jusqu'au bout.”*

Michel Albert - Vie Publique



FAYARD

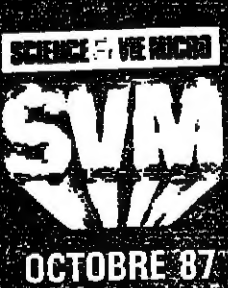


PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

4 gammes de assurances PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-85 +



OCTOBRE 87

ÉDITION ÉLECTRONIQUE

LA BOMBE ATARI

SAMSUNG

سكنى من الاعمال

Témoignages français sur un séjour en URSS

Vente sur mise immobilière au palais de justice de Boulogny

Le MARDI 13 OCTOBRE 1987 à 13 h 30
dans une maison d'habitation sise à

SAINT-DENIS (93) 8 bis, impasse Duval.

En 4 lots

1 ^{er} Lot	LOGEMENT 1 ^{er} PC jeunesse d'1 cont. et 1 cave MISE A PRIX : 25 000 F	3 ^e Lot	LOGEMENT 1 ^{er} PC av. jeun. 1 cont. 1 ch 1 ^{er} et 1 cave MISE A PRIX : 25 000 F
2 ^e Lot	LOGEMENT 2 ^{er} PC av. jeunesse d'1 cont. et 1 cave MISE A PRIX : 25 000 F	4 ^e Lot	LOGEMENT 2 ^{er} PC av. jeun. 1 cont. et 1 cave MISE A PRIX : 25 000 F

S'adresser : M^{re} Edouard, avocat, 11, rue du Gén.-Leclerc à Reims-sous-Bois (93) SCP
Courmoult, Leecocq, Eliebaud - 20 Avenue, 17, av. de Lamballe, Paris 16^e.
Tél. : 45-74-46-48

Politique

L'attitude de MM. Longuet et Madelin face à l'échéance présidentielle Drôle de jeu !

Suffit-il pour être encombrant, d'être incohérent ? Telle est la question posée après les déclarations dominicales de M. François Léotard, MM. Alain Madelin et Gérard Longuet. Ces deux derniers ne passent pas, du moins en matière de communication, pour être des débutants. Qu'ils aient choisi de s'exprimer le même jour et pratiquement à la même heure, le premier au « Grand jury RTL le Monde », le second devant le Club de la presse d'Europe 1, pouvait déjà sembler une heureuse coïncidence. Leurs déclarations ont prouvé qu'à quel-ques tonalités près, leur musique était parfaitement accordée : rappeler sur toutes les ondes qu'entre M. Chirac et M. Barre leur parti, le PR, restait officiellement assis entre deux chaises. Comme si « L'heure de vérité du 23 septembre de leur secrétaire général n'avait pas été suffisamment probante. Comme s'il importait d'effacer les mauvaises impressions des journées parlementaires UDF de Nice, trop barbares et partiellement déformées, à la soirée amicale — trop amicale — à Fréjus où l'on avait vu M. Léotard jouer le majordome auprès d'un M. Barre épaté.

Après six mois de faux suspense sur l'éventuelle candidature Léotard, il s'agit encore de jouer sa chat et à la souris jusqu'en janvier. Entre M. Chirac et M. Barre, les faux paris sont à nouveau ouverts.

Première incohérence. « Pour le PR, déclarait lui-même M. Léotard dans cet entretien au Point resté fameux du 31 mai dernier, qui allait coûter une semaine de crise gouvernementale, il n'y a que deux positions : soit le soutien à François Léotard. Toute autre hypothèse est exclue... » Vérité au printemps, erreur en automne ?

Deuxième incohérence : le coup de chapeau à M. Mitterrand et par effet de ricochet, le coup de pied de l'âne donné à M. Barre par M. Madelin. En s'honorant, la semaine dernière dans Libération, de voir le président de la République « se rapprocher des libéraux » sur le terrain des institutions, le numéro 2 du PR a signifié implicitement que M. Barre en demeurait, quant à lui, fort éloigné. Malgré quelques attentions de pure forme, M. Madelin a repris ce développement au « Grand jury RTL le Monde » et a, du même coup, vis-à-vis de ses amis, commis une double faute. Son coup de chapeau à M. Mitterrand ne répond pas à proprement parler à la consigne qui avait été donnée voici un mois par M. Léotard aux militants de son parti et qu'il s'est

empressé par la suite d'appliquer sur le dossier de la CNCL, à savoir qu'il était urgent de « rentrer dans le tard » de M. Mitterrand. M. Madelin, en suspectant toujours M. Barre de vouloir s'ériger, selon sa formule ancienne, « en président Zorro », M. Madelin fait la sourde oreille sur ce chapitre délicat des institutions. Dans sa lettre Faits et arguments, de janvier dernier notamment, l'ancien premier ministre s'était montré plus réceptif : « Si l'on entend par soumission, relevait-il, l'entente des institutions qui écarte une présidentialisation excessive, c'est-à-dire une sorte de monarchie républicaine absolue et qui repose sur un équilibre aussi harmonieux que possible entre le président de la République, le premier ministre et le Parlement, j'en suis totalement d'accord ».

toutes ces questions. Pour discuter, il faut être deux. Pour l'heure, ces arguments et ces exigences apparaissent comme autant d'habillages de la part de responsables politiques plus préoccupés par l'écho de leurs petites phrases.

Comment, alors, interpréter la démarche de MM. Longuet et Madelin ? Occuper le terrain, tant que cela est encore possible. Sans doute. Faire monter les enchères à la fois du côté de chez M. Barre et de chez M. Chirac, probablement. Chacun a pu par exemple relever le zèle déployé par MM. Madelin et Longuet dans la défense et l'illustration des privatisations. Avant la fin de l'année, le PR ne désespère pas d'obtenir de M. Balladur quelques compensations. En fait, tout se passe comme si MM. Madelin et Longuet désiraient jusqu'au bout jouer sur les trois tableaux.

Le tableau Mitterrand, entretenu par M. Madelin : la réélection de M. Mitterrand serait une chance pour eux de devenir les nouveaux tuteurs de la majorité défunte. M. Philippe de Villiers, dans le *Quotidien de Paris* de lundi, a clairement mis les pieds dans le plat en signalant : « Le jeu dangereux » de M. Madelin.

Le tableau Chirac, entretenu par M. Longuet, qui permettrait en cas de succès du président du RPR de revendiquer pour le PR l'Hôtel Matignon. M. Longuet s'efforce de préparer psychologiquement les esprits, dans l'attente d'un recul dans les sondages ou d'une faute de M. Barre.

Enfin, le tableau Barre, entretenu tant bien que mal par M. Léotard qui, dans le cas de figure, pourrait avoir accès à la présidence de l'UDF.

Mais ce drôle de jeu peut-il durer longtemps sans dégâts durables ?

DANIEL CARTON.

M. Michel Rocard fait salle comble à Dijon

DIJON
de notre correspondant

« Libéralités ». Ce qui fait, jugent-ils, que la différence entre la droite et la gauche « est si nette qu'il n'est nul besoin de la caricaturer par l'outrance ».

« Vous faites mentir les sondages ! » lançait M. Michel Rocard, le lundi 5 octobre à Dijon, aux quelque treize à quatorze cents Bourguignons venus l'écouter. De fait, si la capacité de la salle avait été prévue en fonction desdits sondages, ceux-ci voient sans doute un peu juste, tant étaient nombreux les auditeurs qui n'avaient pu trouver de place assise...

M. Rocard a pourtant réussi à déclencher quelques timides vagues d'applaudissements, même si elles étaient parfois à contretemps lorsque, abordant le thème qu'il avait choisi à Dijon, celui de la formation, il s'est élevé contre les incessantes réformes de l'enseignement qui déterminent chaque changement politique. « Moins de règlements, plus de programmes ; moins de lois générales, plus de contrats ; moins de tutelle, plus de responsabilité », a-t-il dit. « Qu'on en finisse avec les lois qui réforment et qui vivent les lois qui prévoient et organisent ».

Le candidat Rocard n'a pourtant pas réussi à déborder un auditoire bourguignon, au demeurant peu connu pour ses débordements. A croire que cet auditoire les avait épuisés, ces débordements, dès le premier instant, avant même l'arrivée de M. Rocard, pour acclamer le nom... de M. François Mitterrand, sous l'impulsion de M^{me} Marie-Thérèse Muten, la première secrétaire (proche de M. Jean Poperen) de la fédération départementale du PS.

L'assistance — où les enseignants étaient nombreux — s'est montrée plus perplexe et n'a applaudi que du bout des doigts lorsque le député des Yvelines a affirmé qu'il était indispensable, en contrepartie de cette plus grande autonomie, « que le service public s'affranchisse du culte de la norme ». Et de s'en prendre avec énergie, une énergie ironique qu'il aime visiblement manier lorsqu'il s'en prend à l'école, « à cette école qui ne reconnaît vraiment qu'une seule forme d'excellence, celle des mathématiques » ou encore « à cet impérialisme fou du Bac C sur tout le lycée ».

DIDIER CORNAILLE.

Les Verts définissent les thèmes de leur campagne pour 1988

Le candidat des Verts à l'élection présidentielle, M. Antoine Waechter, a déclaré, le lundi 5 octobre à Lyon, qu'il est « normal » que le préjudice subi par les écologistes du mouvement Greenpeace à l'occasion du sabotage du Rainbow Warrior soit « réparé ». Le responsable écologiste a cependant souligné que la somme exigée — environ 50 millions de francs — devra être versée par l'ensemble des contribuables. Il regrette donc que la sanction du tribunal international ne comporte « ni sanction pénale, ni condamnation financière des principaux responsables ».

Or, a-t-il fait observer, les Italiens financent le tiers du programme européen de la filière à neutrons rapides.

Le candidat écologiste à l'Elysée a présenté les quatre thèmes de sa campagne : « reconquérir la vie », « épanouir les diversités régionales », « créer un climat favorable à la paix » et « libérer le pays de l'angoisse du chômage ». Il a indiqué que la barre des cinq cents signatures de parrainage de sa candidature n'est pas encore atteinte mais qu'il n'est pas « inquiet » à ce sujet.

Au cours de la réunion du conseil interrégional des Verts, le week-end précédent à Paris, M. Waechter avait « passé » sa stratégie de campagne. Il avait estimé « éthiquement inacceptable » un retour à une croissance forte et avait suggéré une « réelle » politique de solidarité pour résorber le chômage.

M. Waechter a estimé, d'autre part, que l'affaire du surrégénérateur Superphénix de Creys-Malville (Isère) était « classée, terminée » dans la mesure où les Italiens s'apprêtent, selon son pronostic, à rejeter par référendum, le 8 novembre prochain, la poursuite d'un programme électromécanique transalpin.

La privatisation, le libéralisme, peuvent avoir un sens, le façon de combiner la répartition du pouvoir dans les grandes entreprises privatisées avec les amitiés politiques autour de certains membres de l'état-major d'un parti, le RPR, apparaît comme complètement ringarde. C'est vrai, les liens entre le pouvoir et le « fric » — ce qui a commencé au dix-neuvième siècle sous la forme du capitalisme naissant — aujourd'hui réapparaissent dans des conditions absolument ahurissantes.

PROPOS ET DÉBATS

M. Balladur : la responsabilité de M. Mitterrand

M. Edouard Balladur a été le premier invité de la nouvelle émission « la Presse par Cinq », sur la cinquième chaîne de télévision, le lundi 5 octobre. Le ministre d'Etat a regretté que la campagne électorale semble devoir « commencer maintenant », ajoutant : « Je n'ai pas le sentiment que des déclarations suivent presque tous les conseils des ministres, dans lesquelles le président de la République critique toutes les actions du gouvernement, concourant au bon fonctionnement des institutions ».

« Je souhaiterais que M. Mitterrand se consacre vraiment à faire en sorte que les six mois qui restent avant l'échéance présidentielle puissent se dérouler dans des conditions empreintes d'un minimum de sérénité. Il porte lui-même atteinte à la distance et la hauteur nécessaires pour que chacun accueille les décisions du chef de l'Etat avec la considération qu'il convient. Il a regretté que « la cohabitation n'aille pas très bien en ce moment ».

M. Cot : un atout essentiel

M. Jean-Pierre Cot, ancien ministre socialiste de la coopération, proche de M. Michel Rocard, a affirmé, le lundi 5 octobre, à Chambéry : « Le président sortant, François Mitterrand, est un grand président, et, quelle que soit sa place dans le combat que nous mènerons, elle sera un atout essentiel pour les socialistes, notamment dans l'hypothèse d'une candidature de Michel Rocard ».

M. Cot a expliqué qu'il souhaite une candidature de M. Rocard et a dit sa tristesse de voir M. Lajoinie faire le jeu de la droite en refusant toute perspective unitaire ».

M. Joxe : le pouvoir et le fric

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, invité, le lundi 5 octobre, de l'émission « Face au public » de France-Inter, a justifié et expliqué ses déclarations précédentes sur les privatisations (il avait, lors des journées parlementaires socialistes de Strasbourg, parlé de « megalomégas » et évoqué Zola et Goyau).

M. Joxe a évoqué le livre le *Curse d'Emile Zola* pour affirmer : « Vous vous rappelez ce que ça décrit. Vous ne voyez aucun rapport entre la spéculation immobilière sous le Second Empire et l'opération des privatisations actuelles ? » et il a ajouté, c'est le capitalisme le plus ringard que pratique M. Balladur et autres... Toute la presse internationale considère que ce sont des gens décalés, que si

M. André Lajoinie « un score jamais égalé »

Candidat du PCF à l'élection présidentielle, M. André Lajoinie a estimé, le lundi 5 octobre à Versailles (Yvelines), qu'il obtiendrait « un score significatif, jamais égalé, aux prochaines élections présidentielles ». Interrogé sur le report des voix au second tour, le candidat communiste a déclaré : « Nous sommes bien sûr toujours pour l'union de la gauche. Mais l'union pour quoi faire ? Toute la question est là. Pour l'instant, et-t-il conclu, aucun accord n'est possible, tant que les socialistes persisteront à longer vers le centre ».

Le soir, devant près de quatre cents personnes aux Mureaux, M. Lajoinie s'est engagé, en cas de victoire, à porter le SMIC au minimum à six mille francs, à offrir aux familles cinq cents francs dès le premier enfant, enfin, à baisser les loyers de 10 % à 20 %.

PARIS - MADRID FAITES VOTRE CHOIX

PRENEZ VOTRE TEMPS

Profitez de l'Espagne avant d'y travailler : atterrissez à 14 heures à Madrid, découvrez la ville, faites du shopping ou une première réunion. Passez une longue soirée à l'espagnole, une bonne nuit... et vous voilà frais et dispos pour attaquer tôt une journée de travail.

GAGNEZ DU TEMPS

Une bonne journée de travail commence par une bonne nuit : prenez l'avion à 20h15 après une journée bien remplie, dînez à bord ou bien à votre arrivée, à l'espagnole. Passez une bonne nuit sur place. Et le lendemain, vous êtes frais et dispos pour attaquer tôt !...

DEUX DÉPARTS QUOTIDIENS EN AIRBUS 300 ET BOEING 727					
12.05	20.15	Départ	PARIS (Orly-Sud)	Arrivée	11.05 19.15
14.00	22.10	Arrivée	MADRID	Départ	09.15 17.25

• Correspondances immédiates pour toutes les villes d'Espagne, Amérique du Sud et Centrale, U.S.A., Afrique, Moyen et Extrême-Orient.
• Trois classes : Première - Affaires - Touriste. • Salons VIP à Orly et Madrid.
• Consultez pour renseignements et réservations votre Agence de Voyages ou l'un de nos bureaux.
Réservations : Tél. (1) 47.23.00.23 / 31, av. Montaigne 75008 PARIS - Tél. (1) 47.23.01.23
1, rue Scribe 75009 PARIS - Tél. (1) 47.42.38.60 / Aéroport d'Orly - Tél. (1) 46.86.46.60



صكنا من الامم

ça

M'INTÉRESSE

Ce mois-ci :

3 SUJETS BRULANTS



Photo: J.F. Baudet

DOSSIER :

Infarctus : calculez vos risques !

En France, chaque année 200 000 personnes meurent d'une maladie cardiaque. 50 000 tombent, victimes de l'infarctus, un fléau qui frappe surtout les hommes en pleine force de l'âge, dès 30 ans. Pourtant, un dépistage de plus en plus précoce associé à une prévention sérieuse, pourraient en France comme aux États-Unis, faire baisser ces chiffres de près de la moitié. Qu'attendons-nous pour nous engager vraiment dans cette voie ? vous pouvez vous-même, dès aujourd'hui, calculer exactement vos risques grâce au Test de la Fédération de Cardiologie que Ça M'intéresse vous propose dans ce numéro.



Photo: R. Wadley Sygma

ENQUÊTE :

Peut-on libérer Paris des embouteillages ?

Des péages au portes de Paris ; interdiction de rouler un jour sur deux ; pas de parking, pas de voiture... Nos enquêteurs ont découvert une série de projets destinés à mettre un terme à l'asphyxie de la capitale. Des mesures si brutales qu'aucun responsable n'avait osé les révéler aux Parisiens.



Photo: Akbar - Magnum

MONDE :

Islam : les fanatiques vont-ils gagner ?

Que veut vraiment Khomeiny ? L'Islam est-il une religion à violence ? Où en est l'intégrisme dans le monde ?... Des réponses vraies et une carte complète des 20 pays musulmans menacés de déstabilisation par la poussée de l'intégrisme islamique.

Et comme chaque mois, dans ÇA M'INTÉRESSE, 15 grands articles d'actualité, de découverte, de réflexion. Et nos grands documents et reportages-photo exclusifs. En vente dès aujourd'hui.

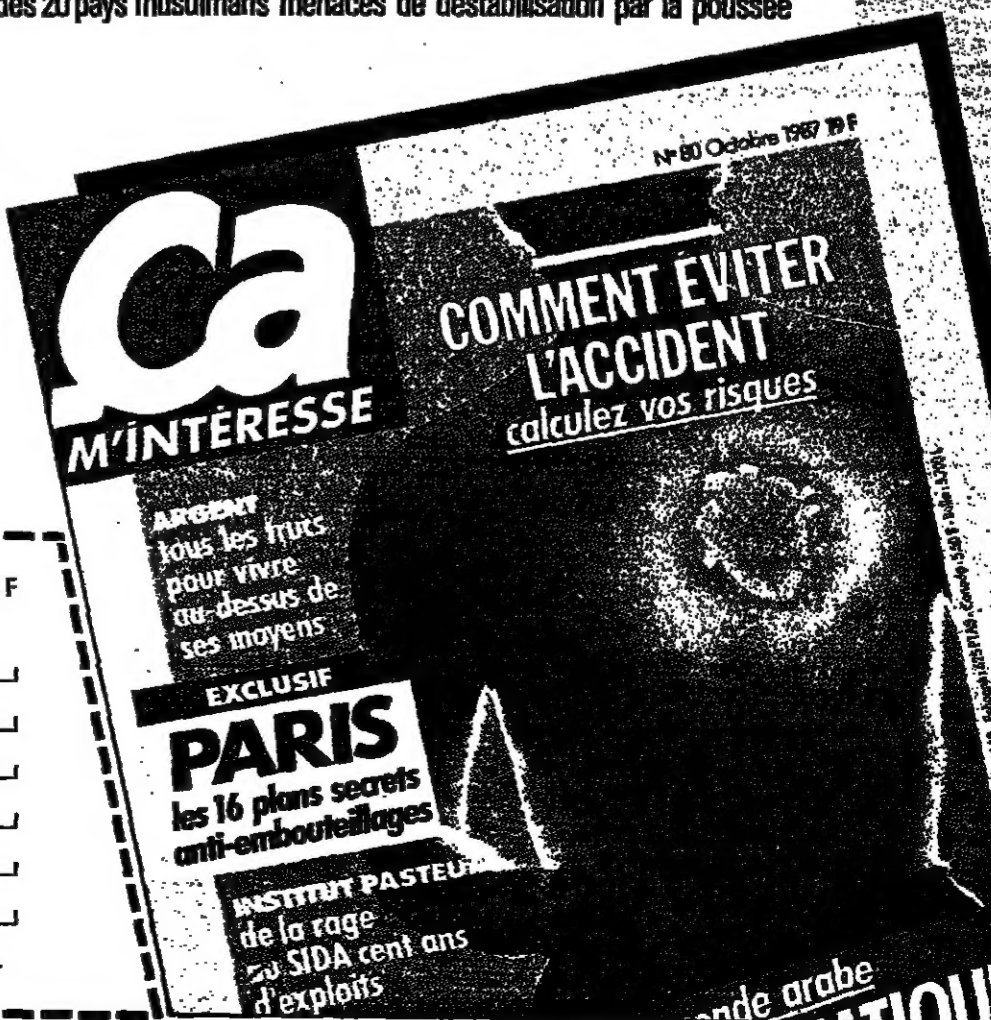
ÉCONOMISEZ 72 F.
Offre spéciale d'abonnement
réservée aux lecteurs du Monde.
194 F. pour 14 numéros
(au lieu de 266 F. prix de vente au numéro).

Veuillez m'abonner pour une durée de 14 mois à ÇA M'INTÉRESSE pour 194 F. au lieu de 266 F. Ce qui représente une économie de 72 F. sur le prix de vente au numéro. Je règle ci-joint de préférence par chèque bancaire ou postal à l'ordre de ÇA M'INTÉRESSE.

M., Mme, Mlle, Nom _____
Prénom _____
Résidence/Escalier/Bâtiment _____
Numéro rue/Avenue ou lieu-dit _____
Code postal _____
Bureau distributeur ou pays _____

A remplir et à retourner sous enveloppe affranchie à ÇA M'INTÉRESSE - Service Abonnement 60732 Sainte-Geneviève Cedex.

Ottawa 001 514 271 1127



Politique

En Nouvelle-Calédonie, un statut « d'autonomie de gestion » est proposé par le gouvernement

(Suite de la première page.)

Un autre facteur explique l'actuelle ferveur autonomiste de M. Pons : l'opinion des États du Pacifique sud qui dénoncent rituellement « les vestiges du colonialisme en Nouvelle-Calédonie » et ne comprendraient pas la perpétuation du statu quo.

La formule retenue par M. Pons associe des éléments du statut actuel et du statut « mort-né » avec les troubles de 1984-1985 — de l'ancien secrétaire d'État socialiste aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine. Du dispositif actuel, M. Pons conserve le principe de la régionalisation, même s'il opte pour un nouveau découpage régional : la région sud recouvrirait les communes de Yaté et l'île des Pins, les régions nord et centre seraient supprimées pour laisser la place à une région ouest (renforcée des banlieues urbaines de Dumbéa et Païta) et une région est, tandis que les îles Loyauté resteraient une région à part entière.

Ces régions seraient dotées de « compétences nouvelles » tendant à atténuer les « disparités à l'intérieur du territoire ». Cette décentralisation toucherait également les communes qui devraient bénéficier, a souligné M. Pons, des « mêmes droits et pouvoirs que les communes métropolitaines ».

consensus local autour de ce projet. Il lui faudra notamment convaincre le RPCR, qui reste réservé, non seulement sur la notion d'autonomie mais aussi sur le découpage régional : le parti de M. Lafleur souhaitait, en effet, supprimer la région des îles Loyauté, ce qui aurait eu pour effet de lui ménager un rapport de forces plus favorable au sein des institutions régionales.

Les partis d'extrême droite — le Front national, le Front calédonien, et le Comité d'action patriotique — sont hostiles, pour leur part, à toute idée d'autonomie et de régionalisation. Ils préconisent un resserrement des liens entre la Nouvelle-Calédonie et la métropole. Seul le mouvement modéré de M. Henri Leleu, l'Association pour le Renouveau calédonien, apparaît proche des thèses de M. Pons, bien que la formule d'un exécutif présidé par un élu local ne le séduise guère.

Du côté des partisans de l'indépendance, les réticences seront autrement difficiles à vaincre. Les petits partis indépendantistes — le mouvement Libération kanak

socialiste (LKS), le Parti fédéral kanak d'OPAO — émettent de multiples réserves, en particulier sur l'absence de toute évolution vers l'indépendance. La position la plus sévère a été celle de M. Nidoish Natsseline, chef du LKS, qui a refusé de rencontrer M. Pons et s'est prononcé déjà pour un boycottage des futures élections si celles-ci ont lieu avant le scrutin présidentiel.

Quant au FLNKS, il refuse toujours de discuter avec « un ministre qui est le porte-parole de la droite locale » et maintient son opposition irréductible à toute autonomie. « On se bat uniquement pour obtenir une discussion sur la constitution de Kanaky », avait indiqué M. Jean-Marie Tjibaou lors du dernier comité directeur de l'Union calédonienne (UC, composante majoritaire du FLNKS). M. Tjibaou était d'ailleurs absent lors de la visite de M. Pons : il s'était envolé le 3 octobre à destination de New-York, où il interviendra devant une commission du comité de décolonisation de l'ONU.

FREDERIC BOBIN.

BIBLIOGRAPHIE

« Lettres, notes et carnets » de de Gaulle

La fin du gaullisme présidentiel

« J'espère donc vivement votre succès et je pense que vous l'obtiendrez », écrivait de Gaulle à Georges Pompidou, le 30 avril 1969, deux jours après avoir cessé ses fonctions de président de la République. Ses encouragements étaient cependant assortis de remarques amères et du vif reproche de s'être déclaré avant que ne soit connue l'issue du référendum fatal du 27 avril. Tel est le dernier texte du onzième volume des Lettres, notes et carnets du général de Gaulle. Ainsi, soixante-quatre ans d'écriture se trouvent rassemblés dans cette collection pieusement réalisée par son fils Philippe. Un ultime volume à venir concernera la période allant du départ de l'Élysée à sa mort.

Dans le présent volume, assez vite de Gaulle, qui a été réélu président de la République le 5 décembre 1969, présente que le malaise social mérite remède. Le 13 novembre 1966, il demande à Georges Pompidou de permettre aux syndicats de « discuter de tout » sauf de la réduction de la durée du travail et de l'abaissement de l'âge de la retraite. A plusieurs reprises, il s'inquiète de la lenteur des réformes sociales et le

13 mai 1967 il juge que le projet de son premier ministre concernant l'intéressement des travailleurs aux bénéfices des entreprises « ne va pas assez loin ». Cependant, à la fin de l'année il semble serein : « L'année politique, sociale et économique s'achève dans le calme », écrit-il à son fils le 19 décembre ou encore que la transition d'une année à l'autre est « assez plate ». Très vite, il pense à des réformes possibles et dans une note du 3 février 1968, sous le titre « Les grandes nécessités nationales », il écrit : « La population : cela implique à la fois une politique de la natalité et une politique de l'immigration et de la naturalisation... » presque vingt ans avant que l'on parle de réformer le code de la nationalité ! Les événements de mai 1968 l'empêchent de se consacrer à sa tâche épistolaire bien que le 13 mai il trouve le temps de remercier la princesse Bibesco de lui avoir envoyé un de ses ouvrages. Mais dès juillet dans plusieurs lettres il évoque « la passe difficile » qu'il vient de traverser pour assurer aussitôt que « le bon sens national l'a emporté » et que désormais « la voie est libre

devant notre pays » en ajoutant toutefois : « Notre pays n'aura de difficultés que celle qu'il se suscitera à lui-même ». Dans plusieurs notes à ses ministres, il insiste sur les problèmes de la sélection des étudiants, du déficit des entreprises publiques, du développement agricole, de la modernisation de la justice, et aussi de l'aménagement du quartier des Halles, des nominations à l'ORTF, de l'abaissement de la majorité légale et il s'impatiente.

On trouve dans ce volume de multiples lettres adressées à des écrivains en remerciement de leurs ouvrages. Il trouve « inadmissible » que le TNP joue la pièce La Passion du général Franco et se réjouit à propos d'un film : « Quant à Michèle Morgan, quel bonheur qu'elle joue son rôle sans sautiller à la yé-yé ! ».

Enfin davantage que dans les précédents, l'amiral Philippe de Gaulle a rédigé des rappels plus complets des événements politiques contemporains qui situent mieux cette correspondance privée dans son contexte.

ANDRÉ PASSERON.

★ Charles de Gaulle : Lettres, notes et carnets, juillet 1966-avril 1969. Plon éditeur, 385 pages, 150 F.

POURQUOI TANT DE GENS PORTENT-ILS DES RECEPTEURS D'APPEL? A QUOI LEUR SERVENT-ILS? ET D'OU VIENNENT-ILS?

Au cours des cinq dernières années, le récepteur d'appel est passé du simple émetteur de « bip » à un appareil de réception de messages portatif multifonction de grande sophistication. A l'heure actuelle Motorola fabrique des récepteurs d'appel capables de recevoir, afficher, mettre et rechercher en mémoire des numéros de téléphone, des cours, des prix, des dates et des rendez-vous.

Et si le répertoire fonctionnel de ces appareils remarquables s'est accru, leur taille et leur poids par contre ont diminué.

De ce fait les utilisateurs de récepteurs d'appel sont aujourd'hui plus nombreux que jamais. Quant à l'usage qu'ils en font, la variété possible est aussi étendue que leur imagination le permet.

Il n'y a qu'une chose qui ne semble pas avoir changé en ce qui concerne les récepteurs d'appel. C'est la raison pour laquelle on s'en sert. Cette raison, en un mot, c'est la productivité. En termes simples, le récepteur d'appel vous aide à en faire plus en moins de temps.

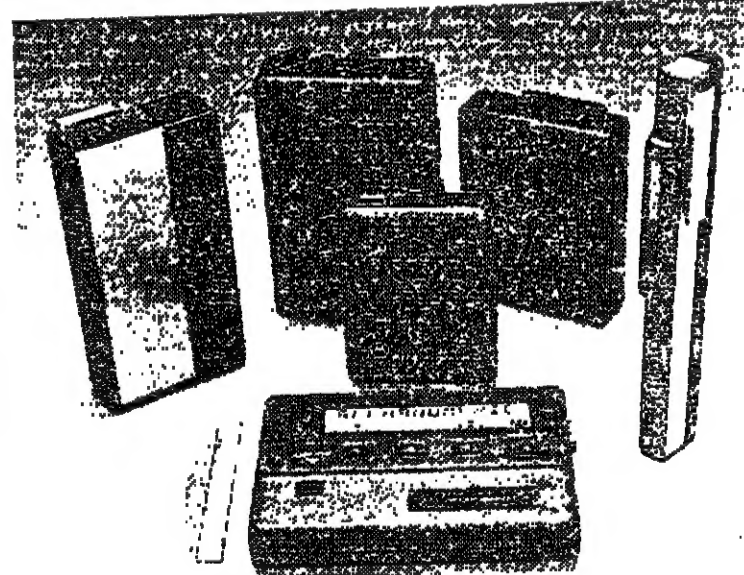
Depuis que Motorola a construit son premier récepteur d'appel en 1956, elle demeure un leader dans le développement de cette technologie d'un équipement dont le marché est en expansion rapide. Nous sommes aujourd'hui le premier fabricant mondial de récepteurs. Notre production comprend presque cent modèles différents qui vont du récepteur le plus petit du monde, pas plus grand qu'un stylo dans votre poche, au modèle de niveau sonore maximum que les brigades de sapeurs-pompiers utilisent ainsi que certaines industries.

Pour la France, les récepteurs d'appel ne forment qu'une partie de nos activités. Avec nos installations à Angers et à Toulouse, nous sommes engagés dans la conception et la production d'une large gamme de produits avancés dans l'électronique. Et notre réseau commercial en France ne compte pas moins de 16 bureaux.

Motorola est l'une des plus grandes sociétés mondiales dans le domaine de l'électronique. Nous travaillons sur les cinq continents. Et sur tous nos marchés, nous partageons un souci profond de bien servir nos clients, dans le domaine des radiocommunications (parole et données), des ordinateurs, des semiconducteurs et dans les composants électroniques pour la défense, l'aérospatiale, l'automobile et le marché industriel.



MOTOROLA Un leader mondial en électronique de pointe



Ils font « bip », ils affichent, ils mettent en mémoire, ils rappellent et certains ont même un signal silencieux. L'année dernière, Motorola a fabriqué plus de ces récepteurs remarquables que n'importe quelle société au monde.

Réserves en tout genre

Du statut Lemoine, le ministre a repris l'idée d'un exécutif présidé par un élu local ; mais, en affirmant son souci d'« ouverture aux minorités », il a opté pour une composition « hétérogène ». Cet exécutif comprendrait dix membres : six élus à la proportionnelle par le Congrès du territoire — dont le président — et les quatre présidents de région, « membres de droit ». Pour toutes les décisions importantes de politique générale, une majorité des deux tiers serait exigée, permettant ainsi à la minorité d'avoir voix au chapitre. Toutefois, en cas de blocage, le haut commissaire disposerait d'un pouvoir d'arbitrage. M. Pons s'est également inspiré de M. Lemoine en retenant la nécessité d'une « représentation coutumière » : une « chambre territoriale coutumière », composée de cinquante-deux grands chefs, serait consultée pour tout ce qui touche au droit coutumier.

Il reste maintenant au ministre des DOM-TOM à obtenir un

Un appel d'anciens résistants communistes contre M. Le Pen

L'Humanité du mardi 6 octobre publie « un appel de maires communistes, anciens résistants » demandant à leurs collègues de « refuser leur parrainage à Le Pen » pour l'élection présidentielle. Sous le titre « pas de signature pour Le Pen », ce texte exhorte les maires « à ne pas cautionner » la candidature du dirigeant d'extrême droite en raison de « ses paroles de haine, de racisme, d'antisémitisme, de division ».

Cet appel contre le président du Front national est paraphé par une soixante de maires, résistants ou fils de résistants, dont certains ont été déportés. Parmi eux se trouvent MM. André Duroméa, maire du Havre, Louis Bayeure (Fontenay-sous-Bois), Léopold Figères (Malakoff), René Lamp (Amiens), Louis Luc (Choisy-le-Roi), Michel Mazéas (Douarnenez), Albert Ouzoulias alias le Colonel André (Palisse), Georges Valbon (Bobigny) et Gaston Viens (Orly).

A l'extrême droite Création d'un nouveau parti : « Travail et patrie »

Un nouveau parti politique est né, le samedi 3 octobre, à Orange, à l'initiative des dissidents du Front national qui s'étaient regroupés, à l'occasion des élections législatives de mars 1986, en Front d'opposition national (FON). Il a été baptisé « Travail et patrie » et son président, M. Hugues d'Alauzier, a souligné qu'il s'agissait maintenant pour ses membres d'effacer définitivement toute référence au parti de M. Jean-Marie Le Pen.

Cette nouvelle structure, qui revendique déjà l'existence de trente-cinq fédérations départementales et de « plusieurs milliers de membres », rendra prochainement public un programme faisant une large part à ses préoccupations économiques et sociales.

M. d'Alauzier a indiqué, en outre, qu'il était « candidat à la candidature » pour l'élection présidentielle.

COMMENT EN L'ACCIDENT

سكن في الأصل

Politique

Le transfert des cendres de René Cassin au Panthéon

L'hommage du président de la République

Voici de larges extraits du discours prononcé par le président de la République, le lundi 5 octobre, lors de la cérémonie solennelle d'entrée de René Cassin au Panthéon.

Il est des hommes illustres pour avoir incarné la douleur ou la gloire d'une époque. Il en est d'autres dont la grandeur est d'avoir su anticiper sur leur temps, en y semant les germes du futur. René Cassin est de ceux-là.

Il faut souvent du temps pour que les hommes de patience et de prémonition acquièrent leur stature, aux yeux de la postérité. Et pourtant une dizaine d'années aurait suffi pour que René Cassin, mort en 1976, occupe sa juste place.

La raison en est simple. Si son œuvre et son nom prennent à si brève distance une valeur de symbole, c'est que, de son vivant déjà, cette dimension lui était reconnue. Le professeur René Cassin, homme de doctrine engagé dans l'action au service d'une idée, n'aura pas quitté pendant sa longue vie les premières lignes du combat pour le droit. (...)

Après avoir retracé la jeunesse de René Cassin, né à Bayonne, le 5 octobre 1887, d'une longue lignée de juristes français, le chef de l'Etat ajoute : « Juillet 1914 va tout bouleverser. La voilà qui monte à Paris. A peine descendu du train, le 31 de ce mois, avec son camarade d'étude, Paul Ramadier, avocat et journaliste à l'Humanité, qu'il avait fondée Jaurès dix ans plus tôt, il rencontre la rue Montmartre quand les cris « On l'a tué ! on l'a tué ! » les surprennent en chemin. Oui, on avait tué Jaurès. Le lendemain, mobilisation générale. Le 2 août, il est incorporé. Le 12 octobre de la même année, en pleine bataille de la Meuse, le capitaine René Cassin est éperonné par une balle explosive et cependant sauvé.

Coincidence d'un destin et d'une vocation

L'homme de paix a découvert l'état de guerre. Le professeur va devenir un militant. De ce moment date la coïncidence d'un destin et d'une vocation. Il importe de le rappeler. Le serviteur de la paix et du droit a été un serviteur de son pays. Décoré de la croix de guerre ainsi que de la médaille militaire avec citation à l'ordre de l'armée, cet internationaliste convaincu fut et restera un patriote intrinsèque, ce champion de la paix a vu et reverra la guerre de près.

Comment ne pas penser, devant des exemples comme le sien, à la célèbre phrase de Jaurès, qu'il a inversée : « Un peu de patriotisme éloigne de l'internationalisme, mais beaucoup y conduit. » (...)

M. Mitterrand évoque ensuite le combat de René Cassin au sein de l'Union fédérale des anciens combattants puis à la Société des Nations. Il déclare :

« Le droit international s'était jusqu'alors attaché à organiser la société des Etats. René Cassin fait partie de ceux qui s'efforcent de subordonner les rapports entre Etats à la primauté de l'individu. Dès 1930, par exemple, invité à donner un cours à l'Académie de droit international de La Haye, il refuse la prééminence de la nationalité sur le domicile, car cela dissimule, dit-il, rien moins que la toute-puissance de l'Etat sur l'individu. Le seul régime démocratique serait, pour lui, celui qui assurerait en priorité la défense des droits de l'homme en tant que tel, qu'il soit originaire du pays où il vit ou qu'il soit étranger. « Personne, écrivait-il, personne ne nie le caractère élevé du lien d'allégeance politique constitué par la nationalité, mais on ne saurait cependant, continue-t-il, le spiritualiser au point de le comparer à un lien confessionnel », et il complète sa pensée : « La lien de la nationalité n'est pas un lien unique entre les membres d'une nation. Il y en a d'autres, plus élémentaires : la maison, la commune ou la cité. »

Il suggère ainsi que la souveraineté étatique ne fût plus sur terre la loi suprême, mais que l'individu fût reconnu comme un sujet de droit international. Imaginons, Mesdames et Messieurs, le courage et la lucidité qu'il fallait pour opposer ce principe moral et juridique aux déchainements des mystiques nationalistes de l'Europe d'avant-guerre. Cependant, la montée des fascismes et des systèmes totalitaires submergeait alors la plus grande partie de l'Europe. Face à l'organisation des bureaux, il était nécessaire que les défenseurs de la paix fussent aussi bien pourvus.

René Cassin n'avait jamais été un inconditionnel de la négociation à n'importe quel prix. En 1933, lorsque à Genève le sieur Bernheim, juif de Haute-Silésie, fut appelé à comparaître devant le Conseil de la Société des Nations pour porter plainte, je cite, « contre les pratiques odieuses et barbares des hitlériens à l'égard de leurs propres compatriotes réfractaires au régime » et que le ministre Goebbels se leva en pleine assemblée générale et dit : « Messieurs, charbonnier est maître chez soi. Nous sommes un Etat souverain ; tout ce qu'a dit cet individu ne vous regarde pas. Nous faisons ce que nous voulons de nos socialistes, de nos pacifistes et de nos juifs, et nous n'avons à subir de contrôle ni de l'humanité ni de la SDN ». René Cassin comprit alors que les fautes étaient à l'arrêt et qu'il était urgent de leur opposer autre chose que des projets de résolution.

Alors, il sonne l'alarme. Inlassablement. Ceux qui taxent d'angélisme tout homme épris de paix et de dangereux rêveurs les partisans du désarmement et des systèmes de sécurité collective trouveront profit à se rappeler que cet apôtre du droit international prédisait en 1937 que la guerre serait mondiale, qu'il dénonçait l'illusion de Munich et qu'il refusa de remettre les pieds à la Société des Nations, proclamant en 1939 que la guerre qui venait d'éclater serait la croisade des droits de l'homme contre la coalition des Etats-léviathans.

Mesdames et Messieurs, un esprit de cette trempe n'est pas à la

Le chef de l'Etat a présidé, le lundi 5 octobre, la cérémonie d'entrée de René Cassin au Panthéon. Le cercueil, recouvert d'un drapeau tricolore, transporté par un engin blindé, puis par huit gardes républicains, avait été déposé entre les colonnes centrales du Panthéon lorsque M. Mitterrand a rendu hommage au « fantasme des droits de l'homme », « champion de la paix » et « patriote intrinsèque ». Il a longuement évoqué la rencontre, à Londres, entre René Cassin et le général de Gaulle, le 29 juin 1940. La cérémonie s'est déroulée en présence de M^{me} Cassin, des présidents des deux assemblées parlementaires, MM. Fohrer et Chaban-Delmas, du premier ministre et de nombreux membres du gouvernement. M. Badinter, président du Conseil constitutionnel et M. Fabius, ancien premier ministre, étaient également présents.

Parce qu'elle est celle de chaque homme, la souffrance relève de l'universel. Le droit des victimes à être secourues, dès lors qu'elles appellent au secours et secourues par des volontaires qui se veulent professionnellement neutres, dans ce qu'on a appelé, il y a peu, le « devoir d'ingérence » humanitaire dans les situations d'extrême urgence, tout cela, n'en doutons pas, figurera un jour dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Tant il est vrai qu'aucun Etat ne peut être tenu pour le propriétaire des souffrances qu'il engendre ou qu'il abrite.

Le droit des gens n'a jamais trop de mécanismes et de garanties d'application. Mais comment passer du dire au faire, comment un pacte international peut-il s'insérer dans l'ordre juridique interne des Etats ? Question toujours d'actualité. Y répondre demeure un souci permanent. Ce fut celui du président Cassin. N'était-il pas, en effet, étrange qu'un homme français présidât la Cour européenne des droits de l'homme, chargée de veiller à l'application d'une convention que la France se refusait alors à ratifier. C'était bien le moins que la France visant à elle-même les règles dont elle affirmait l'universalité. Le retard pris par notre pays fut heureusement comblé en 1973, lorsque, à l'unanimité, l'Assemblée nationale adopta le projet de ratification de la convention européenne, même si elle se fixait certaines limites puisque l'on acceptait ni la saisine de la Cour pour avis par le comité des ministres ni le recours individuel prévu par l'article 25 de la convention. René Cassin éprouvait douloureusement cette absence. C'est seulement en 1981 que notre pays eut à honneur, en levant ses dernières réserves, de faire entrer dans les faits la révolution juridique qu'avait constituée en 1950 l'introduction du droit de recours individuel, pierre de touche de la protection des droits de la personne.

L'Etat de droit est un édifice fragile qui se construit pierre à pierre dans la loi et la persévérance. C'est seulement hier que la peine de mort a été abolie, hier que les juridictions d'exception civiles et militaires ont disparu de notre arsenal législatif, que les droits des victimes comme ceux de la défense ont été consolidés. Je ne parierai pas des libertés communales et départementales, des droits des travailleurs, des droits des immigrés, des garanties apportées à la liberté d'expression.

ERRATUM. — René Cassin fut lauréat du prix Nobel de la paix en 1958 et non en 1956, comme l'indiquaient par erreur nos premières éditions du 6 octobre.

des mesures contre la discrimination des femmes dans le travail. Tout cela a été l'œuvre du temps depuis que René Cassin s'est adressé non seulement à la France mais au monde pour en appeler à la raison des hommes et rappeler encore et toujours que ces droits ne sont jamais nulle part un acquis irrévocable mais qu'ils sont un combat quotidien. La trop facile magie des références aux « droits de l'homme » ne saurait escamoter la dure leçon de choses que chaque époque nous administre à sa manière. René Cassin savait à rappeler que jamais « la traite des nègres n'avait été aussi intense qu'au Siècle des Lumières ». Chacun sait que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, dont nous sommes justement fiers, n'a pas supprimé ni atténué la loi de la honte que fut le « code noir ». Cette codification de l'esclavage au sein de l'empire français promulguée par Louis XIV et qui ne sera abolie qu'en 1848, après une courte suspension de huit années, entre 1794 et 1802.

« Intransigence, ténacité, modestie »

« Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. » Certes, mais derrière le principe, il y eut longtemps le travail des enfants, l'asservissement de la femme, la répression ouvrière, l'oppression coloniale, l'accapare-

ment du savoir, des moyens de produire, le laissez-faire face à la faim dans le monde.

Cette énumération, mesdames et messieurs, je la tire de la pensée écrite ou parlée de René Cassin. On ne peut en cet instant solennel célébrer sa mémoire sans célébrer aussi les raisons de sa lutte et celles de ses espoirs.

Ténacité, intransigence, modestie, ses vertus furent celles d'un homme libre fidèle à une certaine idée de la France et de la fraternité humaine. Ce « fantasme des Droits de l'homme », comme il aimait à s'appeler, a creusé dans son sillon un sillon que nul ne pourra sans péril laisser se refermer. Parce que cet homme n'appartient à personne, il mérite, exige l'hommage de tous. Ce ne sont pas seulement les juristes, ou les diplomates, les anciens combattants, les juifs de France, les fidèles du général de Gaulle ou les adeptes de Jaurès qui peuvent à travers lui se sentir aujourd'hui à l'honneur.

Je me tourne vers vous, madame, dont j'imagine la grave émotion en cet instant, vous qui avez accompagné tant d'espoirs et aussi tant de peines. Je me tourne vers vous comme je me tourne vers ses amis, ceux de René Cassin, ses amis et ses familiers et je leur dis comme à tous les Français : c'est de la France tout entière, celle d'hier et celle de demain, que René Cassin a bien mérité.

LES PAYS D'EUROPE OCCIDENTALE
Edition 1987

sous la direction d'Alfred Grosser
Chaque année, une analyse attendue de la situation de 17 pays de l'Europe occidentale. Identité de problèmes et d'interrogations, diversité des enjeux et des stratégies.

LA NOUVELLE CALEDONIE
par Alain Chastagnat
Des clés pour comprendre un problème d'actualité
Collection Notes et Etudes Documentaires
Le volume 48 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31 quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

Le Monde
sur minitel

IEP PARIS (2^e année)
RESULTATS DES ADMISSIONS
Pour être informé plus vite
36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis envoi, puis IEP

Vers l'an 2000... et après ?

Regards sur le 3^e millénaire

CARTES FRANCAIS

sous la direction de Marguerite Boucher
Avec les contributions de Hugues de Jouvanel, Jacques Lescaume, Thierry Gaudin, Edgar Momm et de plus de vingt spécialistes de la prospective
Collection Les Cahiers Français 42 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31 quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

PERSPECTIVES DU FINANCEMENT DE L'ECONOMIE FRANÇAISE
Rapport Lagayette
Commissariat Général du Plan
Les 3 tomes : 200 F
Une véritable somme sur les mutations du système financier français. Un rapport très attendu.

MÉCÉNAT EN EUROPE
Jacques de Chalendard et Guy de Brébisson
L'alliance de l'économie et de la culture : premier bilan européen des pratiques de mécénat. 250 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

Le Monde
sur minitel

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

24 heures sur 24.
365 jours par an.
Abonnez-vous au Monde et aux publications annexes quand vous en avez envie.

36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis code ABO

C'est à ce moment-là que je lui ai dit que j'avais acheté un VPC3 au lieu du Victor avec la carte amovible ADD-PAK."

Tant qu'il me disait : « Ça va Ram et le système 32" (comme 3200), c'est bien. Mais tu vois du moment que j'ai acheté un Victor. C'est le VPC3 de

publique

ment du service en vue
d'être le lieutenant dans
dans le monde

« Cette éducation
et l'expérience de la
d'être au point de vue
ou peut-être au point
trier sa méthode de
les passions de son
esprit.

« Telle est l'éducation
moderne, son véritable
d'un homme qui s'élève
telle idée de « l'homme
terme humain. Ce la
droits de l'homme.
aimer à s'élever, à
réaliser un idéal qui
sans peut-être ne tend
que cet être ne s'élève
intère à l'homme et
tous. Ce ne sont pas
paroles, ce sont des
grands écrivains de
France, les uns, les
Gautier ou de Victor
peuvent à l'œuvre.

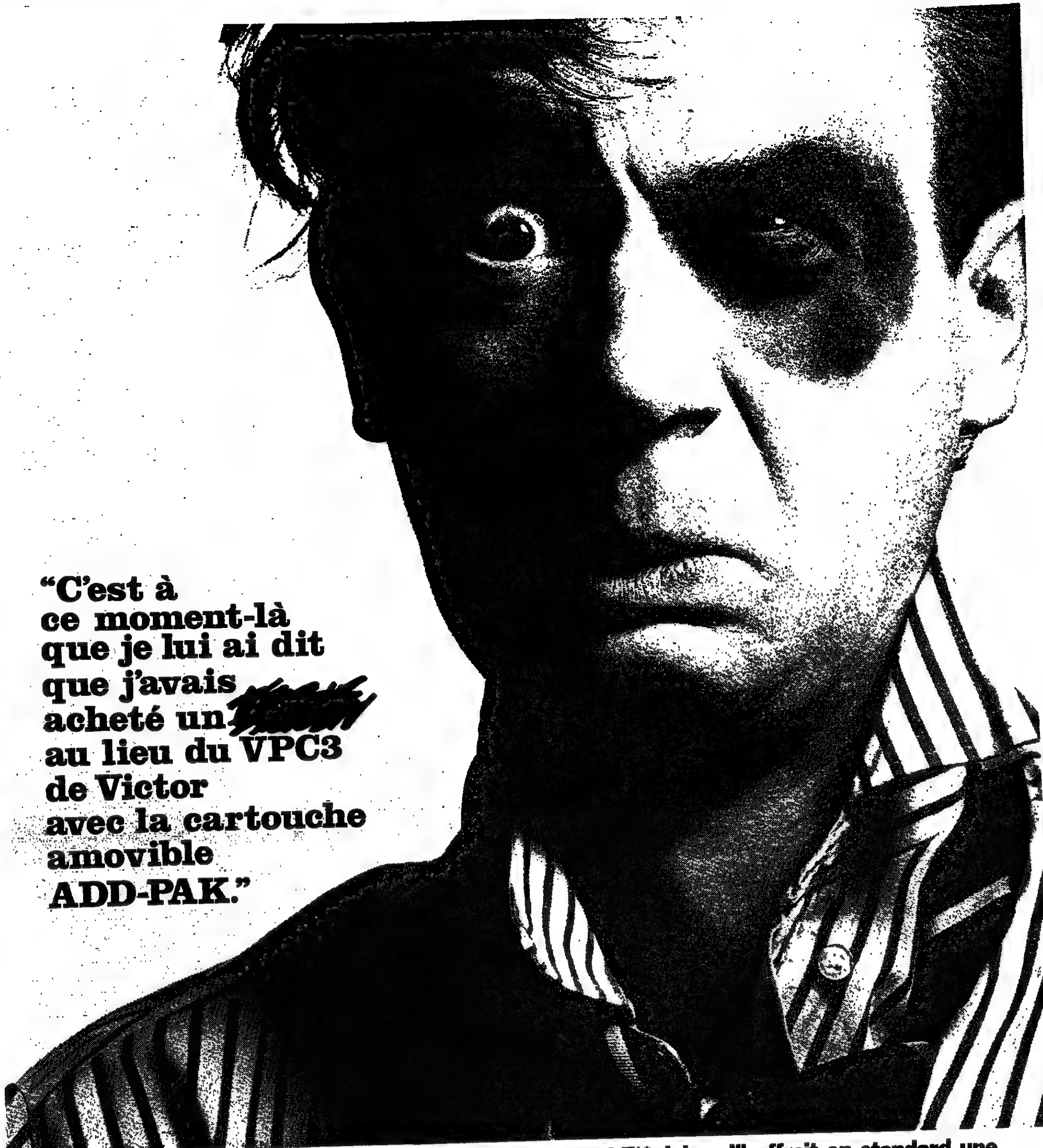
« Je me souviens
maternelle, dont j'ai
écoulée en un instant
accompagné par d'au
tant de puer le me
vont comme je me
enfin, dans le Parc
et son fils, et d'au
il leur les fruits de
France, et d'au
celle de l'homme, qui
bien même »

DOCUMENTATION FRANÇAISE
(L'ANNUAIRE 1987) F. 81 (1) 40.15.70.00.-

Regards sur
le 3^e millénaire

de Marguerite Boucher
de Auguste de Jouveny
de Henry Gaudel, Eugène Mille

Les vingt spéculations de la
L'Esprit



**“C’est à
ce moment-là
que je lui ai dit
que j’avais
acheté un ~~PC3~~
au lieu du VPC3
de Victor
avec la cartouche
amovible
ADD-PAK.”**

Tant qu'il me disait que le VPC3 de Victor utilisait le microprocesseur 80286 avec 640 Ko Ram et le système d'exploitation MS DOS 3.2* (comme moi), ça allait encore.

Mais tout a dégénéré à partir du moment où je lui ai avoué avoir acheté un ~~XXXX~~ au lieu du VPC3 de Victor. C'est alors qu'il m'a dit que le VPC3 de Victor ne coûtait que

24.990F**, lui, qu'il offrait en standard une interface pour disque de sauvegarde enfichable ADD-PAK de 30 Mo, en exclusivité, pour couronner le tout (et ça, bien sûr, ~~vous~~ ne peut pas l'avoir !). C'en était trop ! C'est à ce moment-là que c'est arrivé.

Si j'avais su, je serais allé voir les 650 revendeurs agréés Victor. Ils m'auraient prévenu, eux !


* Marque déposée. ** Prix moyen hors taxes.

VICTOR

Comme **moins cher qu'**

Exclusivité de Victor: la cartouche amovible ADD-PAK de 30 Mo, intégrable à l'unité centrale.

Je serais allé voir les 650
facteur. Ils m'auraient

 **couper**

Victor Technologies BP 209 - 92502 Rueil-Malmaison cedex

Tél. : (1) 47.52.22.22.

Nom : _____ Section : _____

Société : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Application : _____ Tél. : _____

LP-219/2

هكذا من الاجل

Société

Les suites de l'opération au Pays basque français

- Quarante-quatre expulsions vers l'Espagne
- Neuf personnes restent en garde à vue

Ce sont finalement quatre-vingt-trois personnes qui ont été interpellées au cours de l'opération policière déclenchée, samedi 3 octobre, au Pays basque français et dans d'autres départements. Après examen de leur situation, quarante-quatre personnes, de nationalité espagnole, ont été expulsées outre-Pyrénées, selon la procédure d'urgence absolue, mesure qui peut être prononcée « lorsque la présence d'un étranger sur le territoire français constitue pour l'ordre public une menace présentant un caractère de particulière gravité ».

A ces mesures s'ajoutent quatre reconductions à la frontière espagnole, mesure qui ne dépend que de l'autorité préfectorale, ainsi que trois assignations à résidence. Mardi matin, douze personnes ont été expulsées vers l'Algérie qui avait accepté de les recevoir. Il s'agit de personnes bénéficiant du statut de réfugié politique qui interdit leur expulsion vers l'Espagne.

Toutes ces personnes expulsées, reconduites à la frontière ou en situation de rétention administrative, n'ont pas fait l'objet de poursuites

judiciaire, aucun délit n'ayant pu être retenu contre elles. Leur expulsion est justifiée par la seule présence de leur nom sur une liste découverte par la police dans une maison de Saint-Pée-sur-Nivelle lors de l'arrestation, mercredi 30 septembre, d'un Basque espagnol considéré comme un important militant de l'ETA militaire.

Il en ira peut-être autrement de neuf autres personnes qui, mardi matin 6 octobre, étaient encore en garde à vue dans les locaux de la police judiciaire et de la gendarmerie, à Bayonne. Retenues en applica-

tion de la loi antiterroriste de septembre 1986, elles pourraient être transférées prochainement à Paris pour y être présentées à M. Michel Legrand, juge d'instruction en charge du dossier basque, et éventuellement inculpées.

Le garde des sceaux, M. Alain Chalon, a estimé, mardi 6 octobre sur Europe 1, que les expulsions ordonnées « s'imposent » la France étant devenue « depuis des années un sanctuaire des terroristes basques ».

Protestations de nombreuses organisations humanitaires

L'importante opération de police, effectuée le samedi 3 octobre dans tout le Pays basque français, et la manière dont elle s'est déroulée ont, dans l'immédiat, entraîné assez peu de réactions dans les milieux politiques proprement dits.

Seule la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a dénoncé violemment, dans un communiqué publié le lundi 5 octobre, les méthodes utilisées par la police française au Pays basque. « Ce qui s'est passé au Pays basque est une honte, écrit la LCR. En quelques heures, le gouvernement a installé là-bas un état de siège et procédé à des rafles dignes des méthodes de Pinochet. »

« Aucun démocrate ne peut tolérer un spectacle aussi révoltant, poursuit le communiqué. Après les immigrés, les syndicalistes, les Corsais et les Basques, le gouvernement est en train de mettre en place un régime répressif qui représente aujourd'hui un danger essentiel pour nos libertés. »

Les réactions du Parti socialiste sont beaucoup plus modérées. M. Jean-Pierre Desrude, député PS des Pyrénées-Atlantiques, a été le premier à prendre, dimanche dernier, certaines distances avec le côté « spectaculaire » de l'opération :

« J'ai toujours pensé qu'il fallait éradiquer la base arrière en France du terrorisme de l'ETA, mais j'estime qu'il y a des méthodes plus efficaces et moins voyantes déjà utilisées pour traquer le terrorisme et qui ont donné plus de résultats (...) ».

Sur le même thème, — oui à la lutte contre le terrorisme, non au « spectaculaire » — M. Marcel Debarge, secrétaire national aux fédérations du PS, a déclaré lundi :

« Les réactions de l'opération sont beaucoup plus modérées. M. Jean-Pierre Desrude, député PS des Pyrénées-Atlantiques, a été le premier à prendre, dimanche dernier, certaines distances avec le côté « spectaculaire » de l'opération :

« J'ai toujours pensé qu'il fallait éradiquer la base arrière en France du terrorisme de l'ETA, mais j'estime qu'il y a des méthodes plus efficaces et moins voyantes déjà utilisées pour traquer le terrorisme et qui ont donné plus de résultats (...) ».

Sur le même thème, — oui à la lutte contre le terrorisme, non au « spectaculaire » — M. Marcel Debarge, secrétaire national aux fédérations du PS, a déclaré lundi :

« Les socialistes sont pour la lutte contre le terrorisme intérieur, à condition qu'elle se fasse dans le respect des lois et qu'elle ne soit pas plus spectaculaire que réelle. »

« Mais ça, c'est l'avenir qui nous le dira », poursuit M. Debarge.

Une délégation de maires nationalistes basques français conduite par M. Denis Langlois, avocat spécialisé dans la défense des droits de l'homme, a été reçue en audience, lundi en début d'après-midi, par M. Stéfani, chef de cabinet de M. Robert Pandraud. Cette délégation entendait protester contre « les interpellations et les expulsions d'urgence intervenues en fin de semaine au Pays basque français ».

Dans un communiqué publié à l'issue de l'entrevue, les maires nationalistes basques, une soixantaine, ont lancé un appel à la population française « pour que cessent immédiatement les exactions policières en Pays basque français (...) ». Au-delà de la question basque, il s'agit de liberté démocratique de toute la population, du droit de circuler librement, de la liberté de réunion, de manifestation. Il s'agit du droit d'asile. Toutes ces libertés sont aujourd'hui remises en cause dans la plus grande sauvagerie policière (...) ». La gigantesque rafle organisée de Pasqua-Pandraud dans le silence complice de tous a,

dorénavant, instauré au Pays basque français une situation irréversible de tension. Honte à ceux qui ont pris l'initiative de tels agissements », conclut le communiqué.

Les inquiétudes d'Amnesty International

De nombreuses organisations et associations humanitaires ont également réagi à la vague d'interpellations, d'arrestations et d'expulsions de réfugiés basques.

La Cimade, France terre d'asile, le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI) et la Ligue des droits de l'homme se sont associés dans un communiqué commun de protestation qui déclare notamment : « Au moment où les centres de René Cassin, défenseurs des droits de l'homme, n'ont à Bayonne, sont transférés ou punition, le ministère de l'Intérieur vient de livrer à la police espagnole cinquante Basques espagnols selon la procédure d'urgence absolue. Les associations s'indignent du caractère particulièrement brutal des conditions de ces interpellations, arrestations et expulsions. Elles protestent vigoureusement contre l'utilisation d'une procédure manifestement détournée de son objet et qui n'offre aucune

des garanties juridiques prévues en matière d'extradition. »

Enfin, l'organisation humanitaire Amnesty International a rappelé, lundi, « son inquiétude quant aux risques de torture ou de mauvais traitements encourus par les Basques qui sont remis à la police espagnole et détenus en vertu de la loi antiterroriste ». Amnesty International insiste, dans un communiqué, sur les dispositions de cette loi espagnole qui « permet de détendre des suspects au secret pendant une période maximale de dix jours, ce qui favorise, d'après les informations en sa possession, la torture et les mauvais traitements ».

Rappelant la Convention européenne des droits de l'homme et la convention de l'ONU contre la torture interdisant « le renvoi d'une personne dans un pays où elle risque d'être torturée ou soumise à de mauvais traitements », Amnesty demande que « toutes les garanties soient prises afin que les Basques espagnols récemment expulsés de France ne soient pas victimes de ces traitements ». L'organisation réclame enfin que « tous ceux actuellement détenus en vertu de la loi antiterroriste soient soumis à une stricte surveillance judiciaire d'un tribunal ».

Changement de stratégie ?

Un document de l'ex-FLNC préconise « l'élimination physique à grande échelle de Français résidant en Corse »

BASTIA de notre correspondant

La découverte, le 1^{er} octobre, d'un document émanant de l'ex-FLNC dans les locaux bastiais de l'hébergement nationaliste corse U Ribombu semble être l'une des charges les plus importantes qui pèsent sur le directeur de la publication de cet hebdomadaire, M. Yves Stella. Celui-ci, transféré samedi de Bastia à Paris, a été écroué après avoir été inculpé d'association de malfaiteurs et de recrudescence de ligne dissoute par M. Michel Legrand, juge d'instruction chargé de dossiers de terrorisme.

Le document de vingt-cinq pages semble être une mise au clair de la stratégie de l'ex-FLNC pour les mois à venir. Selon les extraits rendus publics, il témoignerait d'un changement de stratégie effectif constaté ces derniers mois : l'abandon virtuel des « suites bleues », c'est-à-dire d'attentats en série commis dans une même nuit. Les derniers de ces « suites bleues » concernaient surtout des enseignants ou des fonctionnaires continentaux. La plus importante de ces dernières mois remonte au 21 mars.

Le texte préconise l'abandon de cette stratégie au profit d'actions moins fréquentes mais plus spectaculaires. Différents communiqués émanant de l'organisation disent avoir déjà affirmé que les actions contre les enseignants étaient suspendues mais que les attentats contre les forces de l'ordre allaient s'intensifier. Le document présenté par les enquêteurs confirme ce changement de stratégie, marqué par un regain d'attentats et de mitraillages contre les gendarmeries, dont le plus important a été l'opération contre un fourgon, au cours duquel le gendarme Guy Aznar a trouvé la mort, près de Bastia, le 4 août.

Plus inhabituels dans ce texte sont les conseils qui concernent « l'élimination physique » à grande échelle de Français résidant en Corse.

Jusqu'à présent, aucune de ces « éliminations » n'a été revendiquée par l'ex-FLNC. Plusieurs continuent d'être poursuivies, depuis 1983, pour des mobiles apparemment politiques. Le dernier meurtre en date a été celui, le 16 juin, du docteur Paul Lafay, au sujet duquel l'organisation a publié une communication rejetant toute responsabilité. En ce qui concerne d'autres assassinats, comme ceux de Jean Dupuis en 1984 et Marc Guarany au début de l'année, il n'y a pas eu de revendication. Enfin, si le texte se révèle authentique, l'évocation d'actions possibles envers des Corsais hostiles à l'ex-FLNC marquerait un changement de stratégie très important.

Traditionnellement, on pensait que les clandestins « ne s'en prenaient pas aux Corsais ». Un communiqué en date du 21 août, émanant de l'ex-FLNC, s'excuse même auprès d'un gendarme d'origine corse blessé au cours du mitraillage de la caserne de gendarmerie de Montecro à Bastia. Un autre communiqué mettait en garde les policiers et gendarmes d'origine corse contre une intensification des actions contre les forces de l'ordre et leur demandait de ne participer à

aucune garde de nuit comme de jour.

Ce changement de stratégie étonne population et observateurs insulaires, même si depuis plusieurs mois, notamment après le meurtre du docteur Lafay, plusieurs élus affirment qu'un jour « les terroristes s'en prendront à des Corsais ».

La teneur de ce texte a donc surpris, alors que, dans la matinée même de lundi, un homme, à bord d'un véhicule, jetait une charge explosive dans le hall de la caserne de gendarmerie de Montecro. Très vite, la population insulaire a qualifié cet attentat de réponse à l'inculpation et à l'incarcération du directeur de publication de l'hebdomadaire U Ribombu, mais lundi soir cet attentat n'avait pas encore été revendiqué. Une polémique s'est d'ailleurs déclenchée lundi en Corse, à propos de l'inculpation de Yves Stella.

Révélations et contre-révélations

Les autres responsables du journal, dont M. Léo Battesti, rédacteur en chef, élu nationaliste à l'assemblée de Corse, contestant les conditions dans lesquelles ont été opérées les expertises de ce fameux document, M. Battesti, qui avait été interpellé le 1^{er} octobre au même temps que M. Stella, puis relâché, affirme que les essais effectués en sa présence sur la machine à écrire trouvée par les gendarmes dans les locaux de la société Scritti, n'ont pas été concluants. « D'autres essais, dit-il, ont été effectués sans que je sois présent. » De ce fait, il conteste les conclusions selon lesquelles le texte a été dactylographié avec du matériel de l'hebdomadaire.

Selon les gendarmes, le document a pu être écrit avec une « marguerite » (c'est-à-dire des caractères interchangeables de machine électronique) qui a été découverte dans une sacochette lors des perquisitions opérées le 1^{er} octobre. Cette « marguerite », selon les gendarmes, s'adapte sur la machine découverte dans les locaux de Scritti.

Des constatations qui, disent toujours les enquêteurs sous l'autorité de M. Legrand, permettraient de conclure que le texte a bien été rédigé par des gens ayant accès aux locaux du journal. Il reste que la découverte de ce texte et la façon dont il a été dactylographié n'impliquent pas directement M. Stella, dont pourtant l'interpellation, le 1^{er} octobre, était jugée comme la plus importante des cinq opérées à Bastia puisqu'il a été transféré, seul, à Paris.

Il est possible que d'autres interpellations se produisent prochainement. En tout cas, les nationalistes corses, au sein de la coalition Unita Nazionale, insistent, à l'occasion de cette inculpation, une campagne pour « la liberté d'expression en Corse ». Un rassemblement devait avoir lieu mardi après-midi au palais de justice de Bastia à l'occasion du jugement d'un procès intenté au journal U Ribombu ; mercredi sont prévus des barrages filitants et des distributions de tracts dans toute l'île ; enfin, samedi, est organisée une manifestation à Bastia sur le thème de la liberté d'expression.

RENE SIACCI

A PARTIR DU 16 OCTOBRE 1987
Nombres datés 17 octobre

Le Monde

avec RTL



GRAND CONCOURS

600 PRIX

2.000.000 F A GAGNER

ABONNEMENT SPÉCIAL
LE MONDE DU VIN

Pour avoir tous les numéros du concours avec les questions et toutes les vignettes de participation, abonnez-vous au Monde daté 13 octobre au numéro daté 30 novembre 1987, au prix spécial de 190 F (pour l'étranger, nous consulter).

ABONNEMENT LE MONDE DU VIN
DU 13 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE 1987

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement à :
Le Monde, service des abonnements, BP 50709, 75422 Paris cedex 09.

Le Monde

partici
Grand C
CUISIN
26 jours
des coffrets de
participer
sur 171, 4 à 500
coulée par l'Etat
La Cuisine
10 octobre
minitel

Société

POINT DE VUE

Politique-spectacle

par Adeline Hazan
et J.-P. Deschamps.

présidente
et secrétaire général
du Syndicat de la magistrature

DECIDEMENT, le garde des sceaux nous a appris qu'il excellait dans l'art de la danse, des contours et des tours, surplombs et pirouettes. Il y a peu, la réforme Badier, instituant une collégialité des juges, était présentée comme le moyen budgétaire d'aplanir la situation. Mais la volonté politique s'inscrit dans un inévitable besoin de sabotage; le navire aujourd'hui coulé, voilà qu'on veut le renflouer.

Voilà donc Albin Chalandon devenu, par la grâce d'une soirée télévisuelle en faux direct, épître de la liberté; voilà de la bonne politique-spectacle. Elle a failli nous faire oublier la réalité politique, la vraie nature du projet pour la justice d'Albin Chalandon.

Il faut, en effet, y regarder de plus près: le ministre de la justice a un projet, celui de construire quinze mille places de prison supplémentaires. Il a établi un budget soi-disant équilibré, mais qui suppose l'augmentation des postes attribués à l'administration pénitentiaire et la diminution des crédits versés aux associations de contrôle judiciaire. En clair, il se paye des prisons et ruine les services chargés de la liberté.

Alors que cache cette réforme de l'instruction, présentée à grand fracas comme une révolution? Que les juges d'instruction sont trop jeunes! Ce n'est pas ce qui ressort du rapport établi par le procureur Tarré, sur la demande d'Albin Chalandon: «De toutes les affaires ayant eu, ces dernières années, un certain retentissement, aucune ne mettait en cause un magistrat débutant. Tous les juges d'instruction auxquels des écarts étaient reprochés exerçaient déjà leurs fonctions depuis quelques années» (page 49 du rapport).

Les juges d'instruction sont trop jeunes, mais aussi trop peu nombreux. Une réforme votée par les parlementaires en 1985 et instituant la collégialité doit entrer en vigueur en janvier 1988, à condition qu'Albin Chalandon accepte d'entrer, un tant soit peu, dans les chaussures de Robert Badier.

Alors, où est la révolution? Les juges d'instruction seront moins jeunes et moins seuls à la sauce Chalandon. On a tout lieu de craindre qu'ils deviennent surtout moins indépendants, car qu'est-ce qui gêne Albin Chalandon, sinon l'indépendance des magistrats, du juge Michau au procureur Apep? Il est vrai que c'est un juge seul qui veut entendre un ministre sur le non d'un «secrét défense» et que ce sont trois magistrats plus âgés, d'une plus haute juridiction, qui inventent, pour l'empêcher d'agir, la notion de «secrét défense»; il est vrai que c'est un jeune juge qui inculpe Paul d'Ornano, sénateur RPR, pour fraude électorale, à quelques jours de la session parlementaire.

Qu'on nous comprenne bien: nous ne plaidons pas pour la solitude du juge d'instruction, pas plus que pour la nécessité de sa jeunesse, et nous militons pour une véritable réforme de l'instruction, limitant la détention provisoire.

Nous proposons que la loi, déjà votée par le Parlement, soit mise en application. Nous proposons que la formation du juge à l'école nationale de la magistrature soit améliorée dans le sens du respect de la liberté individuelle. Nous demandons que le contrôle judiciaire et les solutions de renvoi à la détention fassent l'objet d'études poussées et d'affectations budgétaires sérieuses.

Nous demandons, surtout, que cesse cette politique-gadget qui consiste en un effet d'annonce avec sondages «immédiats» et l'appui sans que la moindre concertation ait eu lieu surprenant. La réponse à cette volonté nous est heureusement fournie par le garde des sceaux lui-même: «Il faut bien que je fasse quelque chose». Oui! Il le trouve.

A l'approche de l'hiver

La CEE distribuera aux pauvres ses excédents agricoles

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Communauté mettra à nouveau cet hiver ses stocks de produits agricoles à la disposition des plus démunis. La Commission européenne s'apprête à proposer aux Douze d'adopter à cet effet un programme qui pourrait être doté d'un budget de l'ordre de 150 millions d'ECU, soit 1 milliard de francs.

L'idée est de renouveler, en lui apportant quelques améliorations, l'opération déclenchée en janvier 1987 pour aider les plus pauvres à traverser la vague de froid. Pas question, cette année, d'attendre les rigueurs de l'hiver pour agir. Les Douze seront invités à approuver dans les meilleurs délais un programme permettant de manière permanente la distribution gratuite aux organisations caritatives de produits laitiers, de viande de bœuf, de farine, de sucre provenant des entrepôts frigorifiques et des silos de la Communauté. Il s'agit bien sûr de produits excédentaires ayant fait l'objet d'achats d'intervention.

L'existence d'un tel programme devrait permettre aux organisations caritatives de mieux planifier et coordonner entre elles leur action. Elles seront tout à fait libres de distribuer les produits ainsi recueillis en l'état ou bien de les servir sous forme de repas. La seule limite posée à cet effort de solidarité serait d'ordre budgétaire.

Le montant que la Commission suggère de débiter est légèrement inférieur à celui dépensé la

mauvaise saison passée. Il avait fallu intervenir alors de manière précipitée et improvisée. Les mécanismes étant désormais rodés, le budget prévu devrait permettre de fournir une aide au moins aussi substantielle que durant l'hiver dernier.

Début 1987, l'opération vague de froid avait été mise en œuvre de façon très variable selon les Etats membres. C'est au Royaume-Uni que la mobilisation des stocks publics communautaires avait été de très loin la plus importante. Si l'on prend l'exemple des produits laitiers, la distribution gratuite de beurre avait porté sur 1 665 tonnes en France, 4 490 tonnes en RFA et plus de 13 000 tonnes en Grande-Bretagne. En outre, au Royaume-Uni, plus de 10 000 tonnes de fromage avaient été prélevées sur les stocks publics.

PHILIPPE LEMAITRE.

Les dépenses de cette opération avaient atteint 72 millions d'ECU (500 millions de francs) au Royaume-Uni, contre 27 millions d'ECU (186 MF) en RFA et 24 millions d'ECU (165 MF) en France. Quoi qu'il en soit, les organisations françaises semblent avoir vivement apprécié les possibilités offertes par la contribution communautaire. Ainsi début 1987, les Restos du cœur distribuaient, selon les indications fournies par leurs dirigeants, cent mille repas par jour avant l'action de la CEE et ont pu porter leur effort à deux cent mille repas par jour une fois celle-ci déclenchée. Le prix du panier d'alimentation distribué a été ramené de 3,85 F à 1,55 F pour un repas pourtant plus substantiel et plus diversifié.

Le problème majeur, soulignent les Restos, réside désormais dans les «centaines de milliers» de parcelles individuelles sur lesquelles le pavot est cultivé illégalement.

PHILIPPE LEMAITRE.

Sursis pour Camille Tournier

Condamné à être expulsé du logement qu'il occupe à Besançon, Camille Tournier, héros devenu guerrier, n'a pas à quitter son logement dans l'immédiat (*Le Monde* du 6 octobre). C'est ce qu'a fait savoir son propriétaire, la société anonyme d'ILM de Franche-Comté (SAFC), dont Camille Tournier ne pouvait plus payer les loyers en raison d'une grave maladie contractée après avoir sauvé, le 4 avril 1985, vingt-sept enfants dans son immeuble en feu.

La SAFC a expliqué que son action contre son locataire avait été engagée parce qu'elle ne connaissait pas le dossier médical de Tournier. «Nous ferons tout», a déclaré lundi 5 octobre le sous-directeur de cet organisme, pour que M. Tournier obtienne des organismes sociaux toutes les aides possibles.

Cependant, la Confédération nationale du logement, qui soutient M. Tournier, a déclaré qu'en tout état de cause «il n'est pas question que le locataire paie des arriérés de loyer» et que «la SAFC n'est pas sérieuse en prétendant ne pas avoir connu le dossier médical».

64 kg de cocaïne saisis à Paris

Seize-quinze kilos de cocaïne ont été saisis à Paris par les policiers de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCTIS). Il s'agit de la plus importante saisie jamais réalisée en France, d'une valeur marchande à la revente au détail de 64 millions de francs.

Les policiers français, après une enquête menée pendant trois mois en coopération avec leurs collègues américains de la Drug Enforcement Administration (DEA), ont arrêté quatre trafiquants, un Colombien et trois Américains originaires de Porto-Rico, Cuba et Saint-Domingue. L'enquête avait commencé début juillet avec l'identification de trafiquants vivant à Miami (Floride), dont les policiers américains avaient pu établir qu'ils désiraient implanter en France un réseau de trafic de cocaïne. Le 6 septembre, grâce aux services des douanes de Roissy, Mario Payro, trente-trois ans, citoyen américain né à Cuba, était repéré en compagnie de Julio Andujar, vingt-quatre ans, citoyen américain né à Saint-Domingue. Dans une valise métallique à roulettes, les policiers découvrirent, sous une fine couche de café de Colombie en grains, 27,3 kilos de cocaïne d'excellente qualité. Ces deux interpellations ont

ensuite permis aux policiers américains d'identifier et d'arrêter en Floride des «correspondants» du réseau, en possession de 6 kilos de drogue de la toison provençale.

Le 29 septembre, l'enquête débouchait sur l'interpellation, dans un grand hôtel parisien, de deux hommes débarqués des Etats-Unis: Wilfredo Ruiz, trente ans, un Américain natif de Porto-Rico, et José Zubizarra, cinquante ans, un Colombien qui, selon M. Bernard Gravel, directeur de l'OCTIS, serait «le grand responsable, non seulement de la filière française en projet, mais aussi de plusieurs autres».

Les deux hommes étaient porteurs de deux valises dans lesquelles se trouvaient 37 kilos de la même cocaïne. Les quatre trafiquants ont été présentés à M. Jean-Paul Valat, juge d'instruction à Paris, qui les a inculpés et fait écrouer.

Sept toiles de maîtres volées à Paris. — La brigade de répression du banditisme a été chargée de l'enquête sur la disparition de sept toiles de maîtres, signées Fragonard, David, Greuze et Boucher estimées à environ 10 millions de francs au domicile de la veuve de l'ancien propriétaire des Grands Moulins de Pantin, avenue Foch à Paris 18^e.

M^{me} Lesry, quatre-vingt-dix-huit ans, a constaté la disparition des toiles en revenant samedi avenue Foch, après une absence d'une dizaine de jours.

La culture du pavot interdite en URSS

Les autorités soviétiques ont décidé d'interdire totalement la culture du pavot, jusqu'alors uniquement autorisée dans certaines exploitations collectives pour les besoins de l'industrie pharmaceutique, ont annoncé, lundi 5 octobre, les *Izvestia*. Le journal explique que cette mesure «radicale» prise par les ministères de l'Industrie médicale et microbiologique et de l'Industrie agro-alimentaire, a été rendue nécessaire par l'intensification du problème de la drogue dans le pays.

Le journal relève que 80 % du pavot utilisé par l'industrie pharmaceutique étaient jusqu'alors importés. L'interdiction de le cultiver n'affectera donc que 20 % des besoins.

Le problème majeur, soulignent les *Izvestia*, réside désormais dans les «centaines de milliers» de parcelles individuelles sur lesquelles le pavot est cultivé illégalement.

Anticipez votre retraite.

Tous les succès se préparent longtemps à l'avance. Avec «Réussir sa retraite», le Guide 87 du Journal des Finances vous pouvez préparer votre retraite dès aujourd'hui.

- Le Guide 87 «Réussir sa retraite» répertorie :
- Les systèmes de retraite.
 - Les répartitions par catégories socio-professionnelles.
 - Les systèmes de capitalisation et capitalisation bis.
 - Les résultats estimés des contrats.
 - Comment vivre sa retraite et préparer sa succession.

Qui mieux qu'un stratège de la finance et des questions fiscales peut vous aider à renforcer votre retraite, à choisir la meilleure épargne individuelle? «Réussir sa retraite», Guide 87 du Journal des Finances.

Dès aujourd'hui des financiers se penchent sur le problème de votre retraite. Agissez aujourd'hui pour bien vivre demain.

Le Journal des Finances. Réussir sa retraite. Guide 87.

FINANCES
JE LE LIS, J'AGIS.

découvrez les recettes de la gastronomie au Micro-Ondes dans

CUISINE & VINS

participez au Grand Concours

CUISINE & VINS

doté de prix prestigieux
26 tours à Micro-Ondes,
des coffrets de vins à dégustation, etc.

Sur minitel aussi, jouez et gagnez au même jeu en tapant 36.15 code CVF.

صكنا من الامم

Société

L'arrivée en France de 72 orphelins du Bangladesh

« Partager tout ce que l'on a »
avec des enfants réfugiés

Roissy, mardi 6 octobre, 7 h 45, aéroport Charles-de-Gaulle. Jnana, sept ans, pull beige, chemise bleue, pantalon blanc. Dans ses yeux, l'émotion, l'étonnement, le sourire parfois. Mais aussi l'horreur d'une vie trop tôt plongée dans la tragédie : la guerre, la peur, la fuite. On cherche surtout à y déceler une lueur d'espoir. Espoir, mot d'ordre de l'association Partage avec les enfants du tiers-monde, qui n'a eu de cesse, depuis plus d'un an, d'organiser l'arrivée en France de soixante-douze enfants orphelins du Bangladesh, qui seront accueillis par des familles françaises.

Soixante-douze petits Chakmas de huit à treize ans, du nom de cette tribu bouddhiste aux confins du Bangladesh et de la Birmanie, en butte dans son pays aux ambitions foncières de colons musulmans qui tentent par la force de s'emparer de ses terres.

Après l'attaque, le 13 juin 1986, de leur orphelinat de Parbatya au cours de laquelle une centaine d'enfants ont disparu, les autres sont arrivés après trois jours de marche vers un début de liberté de l'autre côté de la frontière indienne, dans un des camps de réfugiés de l'Etat de Tripura, inaccessible à toute organisation humanitaire étrangère. Après des mois de malnutrition et de mauvaises conditions sanitaires, c'était, mardi matin, la France sous un ciel pluvieux pour Jnana, Naujoy, Jasoyan, Suniti, Kamelendu, Manjuli et Amulyadhar. La France et un nouveau foyer temporaire dans l'attente hypothétique d'une meilleure situation politique dans leur pays.

Pour accueillir deux petits Chakmas, Alain et Nicole sont venus de Romans (Drôme). Leur histoire n'est pas banale. Avec Jnana et Naujoy, leur famille comptera, désormais, sept enfants venus, outre du Bangladesh, de Corée, de l'Inde, du Burkina, de Djibouti et du Brésil. La rencontre dans le hall de l'aéroport est émouvante, tout comme celle des autres enfants avec leur

nouvelle famille. Certains rient, d'autres ravalent leurs larmes. Les « parents » n'en méritent pas large non plus. On s'embrasse, on se regarde, on se dévisage. Pour Alain, il s'agit de « partager avec ces enfants tout ce que l'on a ». Claire, qui est venue d'Anjou chercher Jasoyan, sait déjà que « cet échange ne sera pas à sens unique ».

Créée en 1973 par M. Pierre Marchand, l'association Partage avec les enfants du tiers-monde compte six permanents et quelque six mille adhérents. Son but : rassembler des familles françaises acceptant de parrainer un enfant du tiers-monde en difficulté, moyennant une participation financière de 200 francs par mois. C'est parmi ces adhérents que l'association a « recruté » les soixante-dix familles qui, mardi matin, se sont rendues à Roissy. Une démarche qui ne fut pas la plus difficile au regard des tracasseries procédurales et de la lenteur administrative auxquelles l'association s'est heurtée pendant plusieurs mois. En France tout d'abord, en Inde et au Bangladesh ensuite, les trois parties devant tomber d'accord sur le principe de cet accueil qui ne doit en rien être une adoption, selon la décision du gouvernement de Dacca. La loi du transport des enfants (environ 500 000 F) a été couverte par des dons de particuliers et d'entreprises à la suite d'une campagne d'information. M. Pierre Marchand, qui accompagnait les enfants, a rappelé que trois cent cinquante petits Chakmas avaient encore besoin de bas de pyjama.

Présent mardi matin à l'aéroport, M. Claude Melhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est félicité de l'heureuse issue de l'entreprise : « Ce qui fut un imbroglio sur le plan juridique se termine bien. J'ai passé moi-même de longs moments dans des camps de réfugiés. Ce n'est pas un avenir pour les enfants, leur avenir, c'est une vraie famille même à l'autre bout du monde. »

JACQUELINE MEILLON.

ENVIRONNEMENT

Une importante découverte pour les sciences de la Terre

La teneur de l'air en gaz carbonique
suit les grandes variations climatiques

Pour la première fois a été montrée une très nette corrélation entre les grandes variations climatiques que notre planète a subies au cours des 160 000 dernières années et la teneur de l'air en gaz carbonique : plus il fait froid, moins il y a de gaz carbonique. Les activités humaines ne sont donc pas les seules responsables des variations des teneurs de gaz carbonique dans l'atmosphère.

Pour la première fois aussi a été prouvée la justesse de l'hypothèse de Milankovitch qui fait intervenir des facteurs astronomiques dans les variations climatiques (1).

Les variations des températures et des teneurs de l'air en gaz carbonique pendant le laps de temps qui couvre la fin de l'avant-dernière période glaciaire, l'avant-dernier interglaciaire (de - 140 000 à - 120 000 ans), la dernière période glaciaire (de - 110 000 à 13 000 ans avant Jésus-Christ) et l'actuel interglaciaire (qui a commencé vers 10 000 ans avant notre ère) ont été reconstituées grâce aux mesures faites sur des échantillons de glace prélevés dans la calotte polaire antarctique. La courbe des températures ainsi obtenue est assez bien corrélée avec celle qui ressort de l'analyse des sédiments marins faite au Centre des faibles radioactivités (CNRS-CEA) de Gif-sur-Yvette.

Ces résultats sont le fruit d'une collaboration franco-soviétique bénéficiant d'appui logistique américain. Les Soviétiques ont carotté à grand peine la calotte antarctique à leur base de Vostok. En cinq ans (de 1980 à 1985) de travail très difficile, ils ont réussi à descendre leur forage thermo-électrique à la profondeur de 2 200 mètres sous la surface de la calotte et à récupérer

85 % de la glace ainsi découpée (soit une quinzaine de tonnes). Pour le moment, 7 % de la carotte ont été apportés pour analyse à Grenoble (laboratoire de glaciologie et de physique de l'environnement du CNRS), et à Saclay (laboratoire de géochimie isotopique de CEA-CNRS). Les résultats sont présentés conjointement par les spécialistes français et soviétiques qui ont mené à bien ces études, dans le numéro du 1^{er} octobre de *Nature*, l'hebdomadaire scientifique britannique.

La calotte glaciaire antarctique est faite par accumulation de la neige tombant chaque année. La température de l'air à l'époque de chaque chute de neige conditionne la composition isotopique de l'hydrogène (un des deux constituants de l'eau). Plus il fait froid, moins il y a d'hydrogène lourd (ou deutérium). La neige se transforme peu à peu en glace et celle-ci emprisonne entre ses cristaux un peu de l'air contemporain de chaque chute de neige. Avant l'ère industrielle, l'air contenait 270 à 280 parties par million (ppm) de gaz carbonique. Cette teneur a été retrouvée dans les échantillons de glace formée pendant les interglaciaires. Mais les dosages ont montré que la teneur de l'air en gaz carbonique tombait à 180 ou 200 ppm pendant les maxima glaciaires. Il y a donc des variations naturelles de la teneur en gaz carbonique. Et cette teneur reflète bien les variations de température.

Cette découverte est d'autant plus intéressante que les activités indus-

rielles font régulièrement augmenter la quantité de gaz carbonique présent dans l'air (on en est actuellement à 340-350 ppm), et que le gaz carbonique a la propriété de réchauffer la terre par « effet de serre ». Le gaz carbonique, en effet, nous renvoie le rayonnement infrarouge émis par la Terre chauffée par l'énergie solaire.

Bien entendu, on ne sait pas encore si les variations de la teneur de l'air en gaz carbonique est la cause ou la conséquence des variations climatiques globales de la planète. Mais maintenant qu'est connue l'existence de variations naturelles de la teneur de l'air en gaz carbonique qui ne doivent rien à l'homme, les spécialistes disposent d'une information très importante qui, sans nul doute, servira à orienter les recherches sur l'avenir des climats.

YVONNE REBEYROL.

(1) Milutin Milankovitch, savant yougoslave, fut le premier à penser, il y a une soixantaine d'années, que des facteurs astronomiques cycliques pourraient expliquer les grandes variations climatiques. L'inclinaison de l'axe de rotation de la Terre, la précession des équinoxes, les excentricités de l'orbite terrestre fluctuent en suivant des cycles d'environ 40 000, 23 000 et 100 000 ans et contribuent à faire varier la quantité d'énergie solaire reçue en chaque point de la surface de notre planète. Personne ne croyait à l'hypothèse de Milankovitch jusqu'à ces dernières années.

RELIGIONS

Selon un sondage

Les catholiques non pratiquants conservent
des liens assez étroits avec l'Eglise

Seuls 11 % des catholiques français ont à la messe tous les dimanches. Que deviennent les autres, les non-pratiquants ? La question intéresse directement les évêques, réunis ce mois-ci à Rome, pour un synode mondial consacré au rôle des laïcs dans l'Eglise. Ils trouveront des réponses intéressantes dans les résultats d'un sondage qui publie, le mercredi 7 octobre, l'hebdomadaire chrétien *la Vie* (1).

Premier constat : si des catholiques cessent de pratiquer, ce n'est pas parce qu'ils ont rompu avec le christianisme ou avec l'Eglise. La majorité d'entre eux attribuent cette prise de distance aux conditions de la vie moderne. La multiplication des sollicitations extérieures et les départs en week-end seraient donc des facteurs déterminants. On comprend, dans ces conditions, que les évêques français s'accrochent tant à « leur » catéchisme du mercredi.

Deuxième enseignement de ce sondage : les non-pratiquants sont plus « religieux » qu'on pourrait le croire. 64 % se déclarent « personnellement concernés lorsqu'on parle de Dieu », et 32 % affirment prier souvent. D'autre part, 66 % aimeraient avoir un enterrement religieux. 82 % souhaitent que leurs enfants soient baptisés, 70 % qu'ils suivent des cours de catéchisme, 65 % qu'ils se marient à l'Eglise et 41 % qu'ils aillent à la messe régulièrement. Seul un non-pratiquant sur cinq estime que le monde moderne n'a pas besoin de religion. Des majorités aussi nettes se dégagent pour souhaiter que l'Eglise prenne position sur le tiers monde et sur le racisme. Moins : 54 % de ces catholiques n'excluent pas d'être amenés à fréquenter de nouveau l'Eglise.

Les évêques auraient tort de se réjouir trop vite, car la troisième leçon de ce sondage est le fossé qui sépare les 18-24 ans des autres non-pratiquants. A toutes les questions posées, ces jeunes font des réponses qui témoignent d'une plus grande distance à l'égard de l'Eglise et d'un moindre intérêt pour la foi. Ils sont moins nombreux à prier régulièrement (13 %), moins attachés à la morale chrétienne (29 %), moins désireux que les autres de faire bap-

tiser leurs enfants (60 %) ou de les envoyer au catéchisme (43 %).

Commentant les résultats de ce sondage, le Père Gaston Fierri, secrétaire général adjoint de l'épiscopat français, affirme notamment dans *la Vie* : « L'Eglise devra se préoccuper davantage de faire place, effectivement, à ces hommes et à ces femmes qui ne lui sont pas étrangers et qui tiennent à la manifestation ».

(1) Sondage CSA, réalisé du 14 au 18 septembre 1987, auprès d'un échantillon national de 801 personnes catholiques non pratiquantes. *La Vie* du 7 octobre (163, bd. Maillat, 75017 Paris).

REPÈRES

Education

M. Michel Carayol
président de l'université
de la Réunion

M. Michel Carayol, professeur de langue et littérature françaises, a été élu, le 22 septembre, président de l'université de la Réunion. Il succède à M. Pierre Livet, dont le mandat venait à expiration. M. Carayol a obtenu 49 voix sur 92 votants.

(Né le 25 juillet 1935 à Pont-de-Laux (Tarn), M. Michel Carayol est agrégé de grammaire. Il a enseigné au lycée Frédéric Mistral d'Avignon de 1959 à 1968, avant de devenir assistant au centre universitaire de la Réunion. En 1976, il soutient une thèse d'Etat sur le français parlé à la Réunion et est nommé professeur en 1978. Doyen de la faculté des lettres et sciences humaines de 1981 à 1984, il est élu vice-président de l'université en 1982. Il est, depuis 1975, co-responsable avec M. Robert Chaudenson, ancien président du centre universitaire de la Réunion, de l'UA 1041 CNRS, conjointement implantée à l'université de la Réunion et à l'université de Provence.)

• Inscritures : précision. — Les femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge ne sont pas dispensées du DEJG pour se présenter au concours de recrutement d'institutrices, contrairement à ce que nous indiquions dans l'article intitulé « Devenir institutrice à quarante ans » (*la Vie* du 1^{er} octobre). Cette dispense ne s'applique qu'aux femmes mariées ou ayant élevé au moins trois enfants. Les mères célibataires ne sont en revanche pas soumises à la limite d'âge de quarante ans, pas plus que les mères de trois enfants.

Espace

Mars dans les visées
soviétiques

Les responsables du programme spatial soviétique ont, à l'occasion du 30^e anniversaire du lancement du Spoutnik, annoncé que l'exploration de la planète Mars constituait le premier de leurs objectifs à long terme.

Tempêtes

Un mort
sur la Côte d'Azur

Les pluies hivernales qui se sont abattues le lundi 5 octobre sur la Côte d'Azur ont provoqué des inondations sur tout le littoral. A Antibes, un jeune homme a été emporté par un torrent de boue puis aspiré dans une canalisation qui l'a rejeté en mer, noyé.

LE LOGEMENT DES ÉTUDIANTS

Il est de plus en plus difficile pour les étudiants de trouver un logement. Réputés bruyants et mauvais payeurs, les propriétaires ne leur font pas confiance. Il existe pourtant des systèmes de garantie qui devraient pouvoir les rassurer...

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

La recherche dans les grandes écoles. La recherche fait une percée spectaculaire dans les grandes écoles. Aujourd'hui, 20 % des élèves font de la recherche dans les laboratoires. Un signe encourageant pour l'économie française face à la compétition internationale.

Le Monde

CAMPUS

Supplément gratuit
Avec le Monde du mercredi 7 octobre daté jeudi 8.

René Cassin
Les hommes
partis de rien

René Cassin au Panthéon
Hommage de la France
aux droits de l'Homme

« Homme d'exception n'aura plus fait pour l'homme. Il passera un homme juste, un homme qui aura voulu, fait pour le progrès de l'humanité, cette loi de l'homme. Contribution à l'œuvre d'un philosophe de la modernité dans l'importance » (Chateaubriand). Cassin s'élève de la charité à la justice, à la moralité mondiale. « À ce juste », il était temps que, reconnaissant, la patrie rende justice. René Cassin aura la place qu'il mérite au Panthéon. » GEORGES ARLOFF « LE FIGARO »

Plon

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Du 5 au

REPÈRES

Education

M. Michel Carayon
président de l'université
de la Réunion

M. Michel Carayon, président de l'université de la Réunion, a été élu à la présidence de l'université de la Réunion le 22 septembre 1987. Il a succédé à M. Jean-Pierre Laroche, qui a été élu à la présidence de l'université de la Réunion le 22 septembre 1987. M. Carayon a été élu à la présidence de l'université de la Réunion le 22 septembre 1987. Il a succédé à M. Jean-Pierre Laroche, qui a été élu à la présidence de l'université de la Réunion le 22 septembre 1987.

M. Carayon a été élu à la présidence de l'université de la Réunion le 22 septembre 1987. Il a succédé à M. Jean-Pierre Laroche, qui a été élu à la présidence de l'université de la Réunion le 22 septembre 1987. M. Carayon a été élu à la présidence de l'université de la Réunion le 22 septembre 1987. Il a succédé à M. Jean-Pierre Laroche, qui a été élu à la présidence de l'université de la Réunion le 22 septembre 1987.

Espace
Mars dans les visuels
soviétiques

Les visuels soviétiques de Mars, réalisés par l'Union soviétique, ont été présentés à l'occasion d'une exposition à Moscou. Ces visuels ont été réalisés par des artistes soviétiques et ont été présentés à l'occasion d'une exposition à Moscou.

Tempêtes

Un mort
sur la Côte d'Azur

Un mort a été enregistré sur la Côte d'Azur à la suite d'une tempête. Le mort a été retrouvé par les secours et a été identifié comme étant un touriste étranger.

René Cassin
Les hommes
partis de rien



René Cassin au Panthéon
Le juge de la France
Les droits de l'Homme

René Cassin a été élu à la présidence de l'université de la Réunion le 22 septembre 1987. Il a succédé à M. Jean-Pierre Laroche, qui a été élu à la présidence de l'université de la Réunion le 22 septembre 1987. René Cassin a été élu à la présidence de l'université de la Réunion le 22 septembre 1987. Il a succédé à M. Jean-Pierre Laroche, qui a été élu à la présidence de l'université de la Réunion le 22 septembre 1987.

RÉFLÉCHISSEZ : quand un groupe financier augmente de 50% en trois ans ses bénéfices et ses fonds propres, peut-on douter de sa rentabilité?

2,4 milliards de francs de bénéfice consolidé en 1986, 1,4 milliard de francs de bénéfice courant soit 50% d'augmentation en trois ans. Gagner de l'argent, c'est le métier de Suez. Ces bons résultats sont dus à la rentabilité des filiales de la Compagnie Financière de Suez : en 1986, celles-ci ont toutes réalisé des bénéfices. C'est, en effet, une des exigences du Groupe que d'atteindre les plus hauts

niveaux de rentabilité. Suez ne s'intéresse pas aux profits spéculatifs. Sa politique est plutôt de rechercher des gains correspondant à une réelle valeur ajoutée. Pour y parvenir, le Groupe veille à une répartition réfléchie des investissements dans les différents métiers et les différents pays. Pour cette raison, Suez est présent sur les cinq continents et dans tous les secteurs de la vie économique.

Conséquence directe de sa rentabilité, les fonds propres du Groupe Suez sont de plus en plus importants. En 1986, ils atteignaient 16,5 milliards de francs contre 10,3 milliards trois ans plus tôt. Ces fonds propres sont la garantie de la capacité d'investissement et de développement du Groupe Suez. 1986 est une année particulièrement fructueuse. Mais rien n'est jamais définitivement

acquis. Aussi, plus que les 2,4 milliards de bénéfice, c'est la capacité des équipes du Groupe et de ses dirigeants à rechercher un développement régulier qui constitue la meilleure garantie que Suez peut offrir à ses actionnaires.

SUEZ Les Stratèges de l'Argent

TÉLÉPHONEZ AU (16 1) 46 613 613 OU ÉCRIVEZ A SUEZ PRIVATISATION 1 RUE D'ASTORG 75008 PARIS. MINITEL 3615 SUEZ



Du 5 au 17 octobre, devenez actionnaire du Groupe Suez.

UNE NOTE D'INFORMATION (VISA COM N° 87-314 DU 01 05 87) EST TENUE GRATUITEMENT À LA DISPOSITION DU PUBLIC AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS CHARGÉS DE LA VENTE DES ACTIONS

هكذا من الاجل

ROCK

Bob Dylan à Bercy

Un acte de vitalité

De tous les rockers des années 60, Dylan est le seul à être en permanence sur la route. Pour des nécessités de vie. Et non pour promouvoir un album.

En un quart de siècle, cinquante ouvrages sont allés à la découverte de Bob Dylan et ont donné chacun son interprétation d'un des auteurs-compositeurs-interprètes qui ont transformé le rock en un genre musical aux vastes horizons. Poète écorché, saltimbanque solitaire, heureux et malheureux, Dylan a eu la force, l'audace, le pouvoir et l'impudence de donner tout en spectacle. Chaque représentation a été (est) un acte de vitalité, et le charisme, le mystère dont fait preuve l'auteur de *Like a Rolling Stone* restent exemplaires dans la chanson. La continuité du mythe a autorisé la parfaite disponibilité du chanteur, dont l'universalité constitue le meilleur garant d'une singularité irréductible et rejoint un peu celle de Charlie, à qui il fait songer le temps d'une image fugitive au milieu de ses musiciens, mais aussi par le personnage désespéré qui a la volonté d'aimer la vie.

Comme l'homme au tambourin d'une de ses chansons, Dylan nous a entraînés à sa suite, battant les chemins, promenant des rêves éveillés, galvanisant de son intensité une quête de l'identité, jouant avec les mythes de la justice, de l'Apocalypse et l'existence racontée comme un film ou comme une farce.

Depuis vingt-cinq ans, beaucoup de figures du rock se sont estompées, se sont effacées avec une vitesse vertigineuse. Bob Dylan continue à parler de nous-mêmes. A

travers un itinéraire tortueux, des périodes plus ou moins créatives, des dérivés désarmants et des éclats flamboyants comme l'un de ses derniers albums (*Empire Burlesque*) et comme la prestation, en état de grâce, qu'il fit il y a trois ans au parc de Sceaux.

Bob Dylan ne quitte plus la route. Tournaient et retournant à travers les cinq continents, changeant de style et de groupe, chantant de nouvelles chansons, révisant, réécrivant ses « classiques », regardant au plus profond de lui-même pour trouver de la musique, se donnant de tout son être dans le son et le rythme et jouissant de sa solitude sur scène.

Dylan vient au Palais omnisports de Bercy mercredi 7 octobre. Accompagné de Tom Petty et des Heartbreakers, ses compagnons du tour du monde depuis douze mois. Il chantera peut-être quelques-uns des titres imaginés pour *Hearts of Fire*, le film réalisé par Richard Marquand en Grande-Bretagne et au Canada et qui marque sa rentrée d'acteur au cinéma, où il était apparu dans les années 70 avec *Pat Garrett and Billy the Kid* et *Renaldo and Clara*.

Il reprendra sans doute *Blowin' in the Wind*, qu'un jour il essaya d'expliquer en ces termes : « Les gens prétendent me dire où se trouve la vérité, mais je n'y crois pas. Je dis toujours qu'elle est dans le souffle du vent et que, comme une feuille de papier jetée en l'air, elle retombera un jour... Mais le problème, en fait, c'est que personne n'attrape la réponse au moment où elle redescend du ciel, si bien qu'il n'y a pas grand monde qui aille y voir et savoir... Et alors, la réponse, elle, reprend son envol à nouveau. »

CLAUDE FLEOUTER.

★ Palais omnisports de Bercy, le 7 octobre, à 20 h 30.

Un entretien avec Mick Jagger

Seul mais pas solitaire



Pour la sortie de son deuxième album en solo (sans les Rolling Stones), Mick Jagger a reçu brièvement quelques membres émus de la presse dans la provisoire intimité d'une suite au George-V.

Il était très simplement vêtu d'un pantalon noir à ceinture dorée, d'une chemise blanche, le cheveu brun et long dans la cou, et paraissait fort content, comme nous, de son nouveau-né.

musique très particulière, très identifiable. Mon projet était différent. Il y a des chansons que je n'aurais pas créées avec eux, *Primitive Cool*, *Say you will*, *War Baby*. Ils n'auraient pas aimé, je crois.

— Vous êtes sûr, on c'est une intuition ?

— Une intuition, vous voulez dire... Je les connais.

— Vous allez néanmoins faire encore des disques avec eux, vous êtes liés par contrat à CBS.

— Oui, mais enfin... si je décide de me retirer dans le désert, CBS ne va pas envoyer la police pour nous obliger à jouer.

— Pouvez-vous nous parler de Keith Richards ?

— Non.

— Pourquoi ?

— Je sais, tout le monde nous aime. Mais c'est la vie, vingt-cinq ans de rock, cela use. Au demeurant, j'ai toujours envie de travailler et les Rolling Stones n'ont aucune intention de se séparer.

— Est-ce agréable d'être le plus vieux groupe de rock au monde ?

— Non. Pas vraiment. D'ailleurs, je me demande si c'est nous les plus vieux. N'importe, tout ça relève de la mythologie. Les gens imaginent les groupes autrement qu'ils ne sont. La réalité est bien plus simple : c'est un boulot.

— Vous allez continuer longtemps à courir sur scène, à sauter en l'air, à vous rouler par terre ? Jusqu'à quel âge ? N'est-ce pas un peu épuisant ?

— Un jour, ce ne sera plus possible. Eh bien ! je bougerai moins, voilà tout. On n'est pas forcé de courir pour chanter, la plupart des gens ne le font pas. Et, pour être franc, le simple fait de chanter est en soi très fatigant. Cela suffit amplement à pomper toute l'énergie d'un individu.

— Vous vivez souvent en France, qu'est-ce qui vous plaît ici ?

— Un mode de vie assez calme. Pas si loin du nôtre et déjà latin.

— Comment voyez-vous la vie politique française ?

— Je n'ai pas à la juger, je ne suis pas assez informé. Ce qui semble étrange, pour un Anglais, c'est vos problèmes de Constitution. Chez nous, elle n'est pas écrite du tout. La cohabitation aussi est bizarre, mais pourquoi pas. Et cette façon qu'ont les Français de râler contre tout, les uns et les autres, sans arrêt, c'est amusant.

— Vous avez déclaré dans une interview récente que vous étiez « fou de sexe et de pouvoir ».

— Non, sans blagues.

— Si, je peux vous montrer le journal.

— Surtout pas, rangez-le, je ne veux pas le voir. Entre nous, vous m'imaginez prononcer une phrase comme celle-là : « Je suis fou de sexe » ?

— Non.

— Moi non plus.

— Après la séparation des Beatles, aucun d'eux n'a connu ce solo le succès qu'il avait en groupe, cela ne vous fait pas peur ?

— Les Beatles ? Cela fait si longtemps. On disait que Lennon était un génie, je me souviens. Mais lui et McCartney étaient tous les deux des chanteurs, c'est peut-être ce qui les a gênés par la suite. Et, encore une fois, on se raconte trop d'histoires sentimentales. Ce n'est que du travail. Fred Astaire et Ginger Rogers étaient-ils inséparables ? Ils se détestaient et réussissaient ensemble. Et puis Fred Astaire a continué formidablement tout seul.

Propos recueillis par MICHEL BRAUDELL.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

ANNE-MARIE ROBBE
NOËL LEE
DANIEL CATALANOTTI
Schumann - Schubert, Strauss - Britten - Liszt

L'ENSEMBLE VOCAL
AUDITE NOVA
SCHUBERT, SCHUMANN, BRAHMS, FAURÉ, DEBUSSY
Marianne Rouzeau, piano.
DIRECTION
JEAN SOURISSE

QUATUOR
VIA NOVA
JEAN HUBEAU
WOLFF, BRAHMS, FAURÉ

J.-M. FOURNIER Prod.
Laurant
CABASSO
HAYDN, SCHUMANN, SCHUBERT

FELICITY LOTT
Graham Johnson
FAURÉ, DEBUSSY, R. HAHN, POULENC
J.-M. FOURNIER, Prod.

VOGLER
QUARTET
1^{er} Prix Concours EVIAN 1968
MOZART, DEBUSSY, BARTOK

musique à 15h30
16.17 octobre
DAVID HYKES
AND
THE HARMONIC CHOIR
A L'ECOUTE DES VENTS
SOLAIRES ET AUTRES ŒUVRES

PRIX 52 F
2 PL. DU CHATELET
42.74.22.77

CINÉMA

« Maladie d'amour », de Jacques Deray

Mélo ma non troppo

Amour, sacrifice, la mort qui menace... Maladie d'amour à tout le mélo mais que vaut un mélo qui laisse insensible ?

Enfin une bonne nouvelle, le cancer, cessez tout de suite de persifler, on ne rit pas avec ces choses-là. Qui vous parle de rire, un mélodrame, un beau, un grand, un vrai mélo, ça n'est pas fait pour rire, mais pour pleurer. Et dites-moi, y a-t-il quelque chose de plus délicieux que de devenir dans le noir au envol unanime de mouchoirs ? Vous n'aimez pas pleurer au cinéma, vous ? Si, bien sûr, l'adieu. Mais il y a mélo et mélo, le lacrimal basique, genre *Voile bleu* avec Gaby Morley, et l'expressionnisme flamboyant style *Écrit sur du vent* de Douglas Sirk.

Qu'importe la catégorie, *Maladie d'amour*, de Jacques Deray, scénario de Danièle Thomson, avec Nastassja Kinski, Michel Piccoli, Jean-Hugues Anglade, est un mélodrame comme on n'en faisait plus. Qui vous a dit ça ? Tout le monde.

Cette « maladie d'amour », au fait, quelle est-elle ? J'espère qu'il ne s'agit pas du SIDA. Parce qu'on peut bien s'expliquer que James Bond, version 1987 est devenu monogame à cause de ça, je ne suis pas sûr qu'on fasse de bons films avec de bons préservatifs. Vous voyez, tout de suite, l'esprit mal tourné... Voici l'histoire : Juliette, divine paumée, ex-enfant mariée (bon, ça, pour le mélo) est sham-pouneuse à Bordeaux. L'éminent cancérologue Raoul Bergeron, dépendant, accueille dans son service un jeune interne, Clément, doué et ambitieux. L'éminent cancérologue tombe amoureux de la petite sham-pouneuse. Qui tombe amoureuse du jeune interne. Jusque-là, rien que de très normal.

Le balancier du destin

Heureusement, le drame se noue. Le balancier du destin (on est dans un mélo, oui ou non ?) penche d'abord du bon côté. Juliette et Clément se marient. La jeunesse a gagné. Mais devenu médecin de campagne (le grand patron shan-

donné a viré son rival, c'est la moindre des choses), Clément s'ennuie. Alors, Juliette se sacrifie. Elle le quitte pour cesser d'être un frein à sa glorieuse carrière, et retourne vivre avec Raoul.

Un soir, à l'Opéra, elle sent les premières atteintes du mal qui mangera l'opéra (on est dans un mélo, oui ou non ?). Impuissant à la guérir, Raoul rendra Juliette à Clément, qui seul est capable — peut-être — de la ramener à la vie, de l'arracher à cette « maladie d'amour » aussi détreinée que mortelle.

Pour un peu, on en pleurerait

Pas mal, finalement, cette trame de drame, on est dans un mélo, oui ou non ? D'autant que Nastassja est une héroïne exemplaire, fragile mais forte, d'un charme constant, lorsqu'elle rit, lorsqu'elle pleure, avec la voracité pathétique d'un bébé sous-alimenté, lorsqu'elle est habillée, lorsqu'elle est nue. Elle fait ce qu'on lui dit de faire avec ce quelque chose en plus, de surprenant, de non convenu, qui change tout. Un geste, un rien, un instant de vérité, fugace, précieux.

Bien. Alors *Maladie d'amour* est donc un bon film, populaire et tout, avec une actrice épatante, dites-le, on ne va pas passer l'hiver à dése-

Je ne peux pas, je suis navrée. Ça ne fonctionne pas. Le grand Piccoli, impeccable dans sa blouse blanche, a beau s'employer avec une sobriété tendue, le petit Anglade a beau se dépenser avec une fausse simplicité têtue (« Je souris mais voyez la tristesse de mon regard, je souffre mais voyez l'éclat de gaieté qui pétillait en sourdine dans mes yeux »), ça ne fonctionne pas. Malgré la mort d'un petit chien, malgré les séances de scanner et de chimiothérapie, malgré Nastassja Kinski...

Pour réussir *Maladie d'amour* (coupiu logiquement à l'origine pour ce fou de Zulawski), sans doute fallait-il être plus désinvolte, plus vicieux, moins sage.

Jacques Deray, cinéaste énigmatique et polymorphe, capable de tâcheronner platement comme de donner des films aussi insolites et attachants que *le Papillon sur l'épaule* ou *On ne meurt que deux fois*, a voulu garder ses distances, rester de bon goût, flirter vertueusement avec le second degré, donnant une image pasteurisée, stérile comme une compresse. Résultat, *Maladie d'amour* a la couleur du mélo, ça ressemble à un mélo, mais ça n'est pas un mélo. Pour un peu, on en pleurerait.

DANIELE HEYMANN.

Les 400 coups des « Cahiers »

En même temps qu'une livraison « normale » les Cahiers du cinéma publient un numéro spécial portant le numéro 400. Couragisme prodigieux en des temps où l'on ne parle plus du septième art que comme d'un grand mélo de travail d'années pénibles. Aucune défection morale dans le travail des Cahiers (qui éditent également en fac-similé les introductibles premiers numéros de la revue), mais au contraire beaucoup d'énergie, beaucoup d'amour pour le cinéma vivant.

La rédaction en chef du numéro 400 a été confiée à Wim Wenders. « Pendant de longs mois, raconte le directeur des Cahiers, Serge Toubiana, le projet demeure au stade de la bonne idée inaboutie, du vœu pieux. Wenders, en effet, avait dit oui. Mais il était parti sur les Ailes du clair et était aussi inépuisable, inassaisable qu'un ange... Enfin il revient, et se met aussitôt à la tâche, apportant avec lui deux valises de documents, de photos, appartenant dans le monde entier ses amis. Il s'agissait de leur demander de lui livrer des extraits de leurs projets non réalisés, de leurs scénarios non tournés.

Curieusement, aucune tristesse, aucun sentiment d'échec ne se dégageait de ce panorama de films imaginaires, mais plutôt une grande vitalité, l'heureux jaillissement créatif de plus de quarante cinéastes de consé-

quence. Au générique éblouissant de ce numéro 400, Antonioni et Kazan, Cassavetes et Rohmer, Fuller et Duras, Cahuna et Godard.

Et un texte irrésistible de Federico Fellini, où le maestro, après avoir prévenu : « Je ne crois pas aux projets dans le noir ou du moins je crois que, s'ils existent, ils sont très seulement pour y rester », énumère quantité de films rêvés, « caressés, poursuivis pendant toutes ces années », et qui vont de *l'Étrier de Dante à l'Amérique de Kafka*, d'une nouvelle d'Edgar Poe à une série policière pour la télévision, du mythe *Voyage de Mastorna* à celui qu'il « regrette le plus de ne pas avoir fait », et « qui se présente souvent à lui avec un air de reproche ».

Il s'agit d'une histoire avec « une trentaine d'enfants de deux ou trois ans qui vivent dans un immeuble de banlieue ». « Ces enfants, écrit Fellini, me semblent déposés dans de grandes richesses, ils ont une sorte de immense coffre-fort dans la tête, dans la cour, dans le ventre, avec des secrets qui petit à petit disparaissent. »

D.H.

★ Double numéro des Cahiers du cinéma, 50 F.

★ Tome I des Cahiers de cinéma, en fac-similé, avril 1951/mars 1952, 340 F.

Concerts Radio France

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

VENREDI 9 OCTOBRE, 20 h 30 GRAND AUDITORIUM

dir. Wolfgang SAWALLISCH

G. DANGAIN - R. POULAIN

HINDEMITH - R. STRAUSS - MENDELSSOHN

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

DIMANCHE 11 OCTOBRE, 21 h SALLE PLEYEL

recital

Dietrich FISCHER-DIESKAU

Hartmut HÖLL, piano

SCHUMANN, Lieder

MUSIQUES SACREES

MERCREDI 14 OCT., 20 h 30 EGLISE ST-LOUIS-DES-INVALIDES

LA GRANDE ÉCURIE ET LA CHAMBRE DU ROY

CHŒURS DU NORD PAS-DE-CALAIS

dir. Jean-Claude MALGOIRE

M.A. CHARPENTIER, Vêpres

LOCATION 14 jours à l'avance

RADIO FRANCE SALLE PLEYEL

tél. 42.30.15.16 tél. 45.63.88.73



Jeu 8 - 18 h 30 Centre Georges Pompidou - Grande Salle

MUSIQUE DE CHAMBRE

UNE HEURE AVEC LES SOLISTES DE L'EIC

Zimmermann - Bartok

Reclut pour les abonnés EIC (RCAM)

Lundi 12 - 20 h 30 Théâtre du Rond-Point - Loc. 42.56.08.80

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

DIRECTION PETER EOTVOS

Ferneyhough - Petras - Berio

Rides Krueker, mezzo-soprano, Sophie Chérrier, flûte,

Jeanne-Marie Conquert, violon

Pierre-Laurent Aimard, Alain Neveux, piano

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

MUSÉE CARZOU

Œuvres de 1928-1985

VENCE (Alpes-Maritimes)

Ouvert tous les jours sauf le dimanche

sur scène
Platonov

DIGRES

Mes

1

UN FILM DE
LOUIS MALLE

CEMA

Culture

Un entretien avec M. André Miquel

(Suite de la première page.)

« A Londres, huit cents employés travaillent dans un tel département. Deux millions et demi de titres sont ainsi diffusés de par le monde. Nous, en dépit d'une énergie extraordinaire, nous ne pouvons que nous enfoncer dans la spirale de la déperdition. Pour moi, le poids de l'angle-terre et de la francophonie se mesure à de telles différences.

« Quand je suis arrivé, il n'y avait ni direction commerciale ni direction administrative et financière. Et, une fois ces postes créés, j'ai dû patienter un an et demi avant de voir réellement pourvus. Enfin, les procédures de recrutement sont si lourdes et si lentes qu'une quarantaine de postes sont vacants toute l'année, souvent dans des services-clés. Et il faut savoir que nous sommes corvéables à merci : l'ouverture du Musée d'Orsay s'est soldée, pour nous, par la perte de vingt-cinq postes de magasiniers. Et quant aux bâtiments, nous allons devoir céder tout un immeuble au presque pour reloger certains agents du ministère de la culture.

« Mais, si le personnel n'est pas assez étoffé dans bien des cas, en revanche, les contrôles sont constants, tatillons, abusifs. Pendant les premiers mois de mon installation, en l'absence de directeur financier, j'ai dû signer tous les engagements de dépenses. Certains, pour des sommes n'excédant pas 300 F (sur un budget de plusieurs dizaines de millions de francs) m'ont été retournés avec la mention : « Prière de joindre une justification ». J'exagère à peine en disant que je ne peux signer une gomme ou une rampe de papier sans en demander l'autorisation.

« Sauvez un livre »

« Les moyens financiers dont vous êtes dotés vous semblent-ils suffisants ?

« Depuis le début de la décennie, de gros efforts ont été faits dans ce domaine. En 1981, les subventions versées à la Bibliothèque nationale étaient de 30 millions de francs. Quand j'ai pris mes fonctions en 1984, elles étaient passées à 68,5 millions de francs et, en 1986, à 87,6 millions de francs. Elles sont, cette année, de 92,9 millions de francs. C'est donc un budget convenable, même s'il est encore insuffisant, surtout si on le compare à celui des grandes bibliothèques étrangères. Celui de notre homologue britannique est presque du double. Mais ce que je déplore par-dessus tout, c'est la sclérose des structures de l'institution, leur inadaptation à notre époque, et le retard qu'elles font prendre à la Bibliothèque nationale.

« Les mouvements de grève qui ont perturbé la salle des imprimés sont-ils liés à ces pesanteurs ?

« Oui, en grande partie, dans la mesure où la situation des magasins (aujourd'hui en voie de règlement) était traitée, depuis une trentaine d'années, à coups d'expédients. Résultat : elle est scandaleuse — ils ne gagnent que 6 000 F en fin de carrière — comme l'est celle de tout le personnel : un conservateur en chef de classe exceptionnelle touchera 15 000 F à la veille de sa retraite, un restaurateur spécialiste (nous avons les

meilleurs de France) 8 000 F. Mais la situation de la salle des imprimés est tout à fait exemplaire. Nous avons là trois cent soixante-seize places. Grâce au dévouement du personnel, nous arrivons à doubler le nombre des entrées. Certains jours d'été, nous recevons plus de mille personnes.

« Or ce n'est pas la taille de la salle qui est en cause. Si vous allez à la British Library, à Londres, vous constaterez que bien souvent la moitié des places sont inoccupées. Tout simplement parce que les universitaires font leurs recherches dans les bibliothèques d'Oxford ou de Cambridge. A Paris, 50 % ou 60 % des lecteurs sont des étudiants qui font des thèses de troisième cycle. Ce n'est pas leur place. Mais puis-je leur refuser l'entrée sachant que les bibliothèques où ils devraient travailler sont insuffisantes ou saturées ? La Bibliothèque nationale ne devrait recevoir que deux types de chercheurs — et j'entends par ce mot toute personne qui a des recherches à faire (y compris pour son plaisir personnel) : ceux qui ont besoin d'un document rare, inconnu, oublié, et ceux qui travaillent sur un ensemble de documents variés, disparates, qu'ils ne trouvent pas rassemblés ailleurs.

« Le sort de notre établissement est donc lié à celui des bibliothèques universitaires, dont l'état est souvent catastrophique. Il faut, un jour, qu'un débat national s'engage sur le dossier général des bibliothèques. Car les problèmes auxquels nous sommes confrontés — conservation, communication, reproduction, le trio infernal — sont tels qu'ils ne pourront être résolus que s'ils sont traités globalement. Il est urgent de sensibiliser l'opinion publique à ces sujets. Cela n'a rien d'utopique. Nos voisins d'outre-Manche viennent, par exemple, de prendre tout récemment une remarquable initiative pour signer une plaie qui affecte toutes les bibliothèques du monde : celle de l'autodestruction des livres du dix-neuvième siècle. Pour enrayer l'épidémie, il faut désacidifier le papier. L'opération coûte, selon l'étendue des traitements, de 80 à 1 000 F par titre. Les sommes à engager sont donc très importantes puisque chaque grand établissement doit sauver un million de volumes environ. Les Anglais ont lancé une vaste campagne dans tout le pays sur le thème « Sauvez un livre ». Tout souscripteur devait recevoir la microforme d'un volume — avec un certificat sous forme d'une page de garde où il est attesté que le titre a été sauvé grâce à son don. Au bout de quinze jours de campagne, il y avait 250 000 réponses, et le quart des livres en danger pouvaient être traités. Je regrette de ne pas avoir eu le temps de lancer en France une telle campagne.

« Une formidable mnémothèque »

« L'un des handicaps de la Bibliothèque nationale, n'est-ce pas son profil, terriblement dénué ?

« Son profil est dénué et son titre trompeur. Cet établissement renferme 13 millions de livres, mais aussi 14 millions d'images. C'est certes une bibliothèque, mais

tout autant une phonothèque. On y trouve aussi des médailles et des monnaies, des plans et des cartes, des partitions musicales, tous les arts du spectacle, des journaux et des estampes. C'est en réalité une formidable « mnémothèque », le réservoir de la mémoire mobilière de la nation.

« Quelles sont les réformes les plus urgentes à introduire à la Bibliothèque nationale ?

« D'abord, la rattacher complètement et définitivement à un seul ministère. Celui de la culture me semble souhaitable. Il faut ensuite revoir le rôle de l'administrateur général. Lui accorder une autonomie, des responsabilités et une autorité plus grande. Lui permettre et lui donner les moyens d'avoir une vraie politique commerciale, comme celle de la réunion des musées nationaux, de pouvoir s'associer sur tels ou tels domaines avec des organismes extérieurs, le CNRS pour la recherche, ou des entreprises privées pour des opérations ponctuelles. Enfin ouvrir grandes les fenêtres de la maison pour qu'on cesse de parler de « la vieille dame de la rue de Richelieu », et que les médias veuillent bien s'intéresser à elle autrement (ce qui a trop souvent été le cas) qu'à travers ses difficultés.

« Comment avez-vous vécu, finalement, ces trois ans et demi ?

« De 1984 à 1986, j'ai disposé, je vous l'ai dit, d'un budget en forte augmentation. Tous les postes vacants étaient pourvus, et mon ministère (qui est venu plusieurs fois à la Bibliothèque nationale) m'avait donné entière liberté de rencontrer qui je voulais, jusqu'au président de la République, sous réserve (c'était la moindre des choses) de le tenir informé.

« Et depuis 1986 ?

« La tutelle est devenue plus stricte, tous les postes vacants n'ont pas été pourvus. Mais il paraît que nous sommes dans une phase de transition, en attendant les conclusions du rapport demandé à M. Francis Beck. Espérons...

« Vous avez vu votre ministre depuis 1986 ?

« Il est venu faire une visite à la Bibliothèque nationale après sa nomination, puis avec le président de la République, pour l'exposition Rembrandt. Enfin, il m'a reçu à l'occasion de mon départ.

« Votre bilan personnel ?

« Je dirais que, pour des réalisations qui ne m'apparaissent pas négligeables : inauguration des bâtiments Vivienne, réaménagement de l'aile Richelieu, poursuite des opérations d'informatique, réorganisation du service de photographie, expositions, dont celle consacrée à Rembrandt, mise en route de vidéosurveillance sur la Révolution française, création d'un premier monde d'un trio inédit de Debussy, « Réclamations » de la Comédie-Française, publication de disques, etc., trop de mon temps et de mon énergie a été consacré à me battre pour un quotidien rendu trop difficile par notre système administratif ; situation que je partage sans doute avec d'autres chefs d'établissement.

« Et maintenant ?

« La page est tournée. »
Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX.

LE PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin, 75005 Paris

« un simple détail de l'Histoire... »

LE TEMPS DU GHETTO

de Frédéric Rossif

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

MICROS, LOGICIELS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

SPECIAL PC 386

• 11 PC 386 à l'essai
• COMPAQ ENCORE PLUS RAPIDE

octobre 87

MOBILIER URBAIN

SPECTACLE MUSICAL DE CLAUDE MALHERBE ET CLAUDE WITTING-MONTERO

DU 7 AU 14 OCTOBRE

CLAUDE WITTING-MONTERO

THEATRE DE POCHES - Loc. 45 48 92 97

19h - Soirée

VARIATIONS SUR LE CANARD

de David MAHER adapté Pierre LAVILLE

BIERRY SEILER

Un éblouissant divertissement une poêle heure délicieuse et rare, Étienne BERRY et Jacques SEILER, complices, sont superbes. On rit, de tout, de rien. A voir en opérette.

Arnette HELLOT

LE QUOTIDIEN DE PARIS

Communication

Le budget de l'audiovisuel public

Un effort très relatif en faveur de la création

M. François Léotard rappelle dans chacun de ses discours que « jamais, en France, un gouvernement n'avait consenti un tel effort en faveur de la création ». Et le ministre de la culture et de la communication nous propose, en détaillant notamment les « mesures nouvelles accordées aux chaînes publiques », ou bien encore le développement de la Sept, le futur programme culturel. Un examen attentif du projet de loi de finances pour 1988 — le fameux « bleu » budgétaire — conduit pourtant à nuancer ces affirmations.

Car il y a deux budgets de l'audiovisuel public. Celui — stricto sensu — qui doit être adopté par le Parlement. Et celui mis en avant par le ministre de la culture et de la communication incluant les dotations en capital prélevées sur le produit de la vente de TF1 et dont bénéficieront Antenne 2 (200 millions) et FR3 (100 millions). Dotations réparties sur deux ans (les deux tiers en 1988, le solde l'année suivante) et qui devraient atténuer, pour ces deux chaînes seulement, la rigueur générale.

Côté ressources, le produit — net — de la redevance devrait s'élever à 6 667 millions en 1988, contre 6 653 millions cette année (+14 millions seulement), puisque les taxes — 506 F pour un récepteur couleur, 333 F pour un noir et blanc — demeurent inchangées. Quant aux ressources publicitaires, elles ne devraient « glisser » que de 2,5 % l'an prochain. Une augmentation équivalente à celle des prix. Les ressources du secteur public, hors dotation en capital, stagneront d'autant plus que le ministre de la culture n'a

pas obtenu par ailleurs de prise en charge par le budget de l'Etat de certaines obligations incombant à ce dernier.

Les exonérations de redevance ? L'Etat — qui les octroie — se prévoit toujours aucune compensation. La prise en charge par l'Etat d'une part du budget de Radio-France internationale (RFI) ? La rue de Valois n'a décaissé que 11,3 millions de francs auxquels il faut ajouter, il est vrai, une dotation en capital de 25 millions de francs. Et le président de la Voix de la France à l'étranger, M. Henri Tézenas du Montcel, multiplie les mises en garde pessimistes (le Monde du 6 juillet). Radio-France ? La société vient de revoir son plan de décentralisation pour tenir compte de la très faible hausse prévue de son budget de fonctionnement (+0,48 %), malgré l'attribution de 12 millions de francs pour le développement du nouveau programme d'information continue, France-Info. L'institut national de l'audiovisuel (INA), enfin ? L'établissement public voit non seulement ses ressources diminuer (-0,8 %), mais aussi devenir plus précieuses puisque les versements forfaitaires des chaînes publiques disparaîtront l'an prochain au profit de recettes purement commerciales.

Aucun fatalisme n'exige que les budgets de l'audiovisuel augmentent de 15 % par an, dit en privé un conseiller de M. Léotard. Certes. Mais le raisonnement n'est pas sans conséquence. Pour financer ce qu'on appelle les « mesures nouvelles », les pouvoirs publics ont été contraints de comprimer au maximum les dépenses de fonctionne-

ment — elles ne devraient pas augmenter l'an prochain — et de personnel. Les effectifs globaux du secteur public seront ainsi ramenés de 14 128 à 13 971 salariés.

Dès lors, les mesures en faveur de la création ne pouvaient être aussi importantes que ne laissent croire les déclarations du ministre. Ainsi, les 100 millions de francs de « mesures nouvelles » (hors dotation en capital) prévues pour les « programmes » d'Antenne 2 se décomposent en réalité en 30 millions pour la « reconstruction des stocks de films », 45 millions pour les retransmissions sportives (dont les coûts s'envolent avec la concurrence du privé), 9,5 millions pour les programmes du « prime-time » et... 31 millions seulement pour la « création » au sens strict.

La démonstration vaut pour FR3, et la situation de la SEPT elle-même, si souvent vantée, n'apparaît pas si favorable que cela. Sa dotation budgétaire, qui augmentera de 20 millions l'an prochain, sera en effet grevée par des frais de fonctionnement plus lourds (elle sera la seule société à recourir) et par des frais de diffusion (24,5 millions de francs sont prévus à cet effet) qu'elle n'avait pas à assumer jusqu'ici.

La société la mieux traitée l'an prochain sera RFO, la radiotélévision d'outre-mer, qui non seulement bénéficiera de 18,4 millions de francs pour audier la déserte des départements et territoires éloignés, mais sera autorisée — hors budget — à ouvrir un deuxième canal de télévision à Nouméa et à Papéete.

PIERRE-ANGEL GAY.

Les budgets des organismes (*)

(en millions de francs)

	TDF	INA	A 2	FR 3	RFO	RADIO-FRANCE	RFI	SEPT
Budget 1988	2 903,9 (1)	373,3	2 614,7	2 805,3	667,3	1 835,4	372,2	326,6
dont :								
- Redevance	25,5	102,2	795	2 304,8	615,4	1 734,9	337,6	311,6
- Publicité	—	—	1 588,8	373,3	33,9	—	—	—
- Recettes commerciales	1 210,5	126	15	48,7	—	46,1	0,3	10
- Versement des sociétés publiques	1 644,1	121	—	—	—	—	—	—
Personnel permanent	4 039	909	1 306	1 344	758	3 059	423	55
(variations 83/87)	(- 63)	(- 10)	(- 21)	(- 30)	(- 13)	(- 48)	(- 7)	n.c.

(1) Ne comprend pas les charges et les ressources liées aux satellites TDF 1 et TDF 2

(*) A 2 et FR 3 bénéficieront en outre — hors budget — d'une dotation en capital prélevée sur le produit de la vente de TF1, de 200 millions pour la première et de 100 millions pour la deuxième. Les deux tiers en 1988, le solde l'année suivante.

Après la diffusion du magazine de l'objet sur TF 1

La CNCL est impuissante devant le développement du télé-achat

TF1 persiste et... vend. La première émission de télé-achat — baptisée pudiquement « Le magazine de l'objet » — a donc vu le jour, le lundi 5 octobre, à 10 heures du matin. Et cela malgré les « objections » exprimées à deux reprises, le 8 et le 30 septembre, par M. Gabriel de Broglie, président de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) (le Monde du 3 octobre).

Fiancé de ses deux acolytes, Marjorie Cézans et Gregory Fraux, Pierre Bellemare avait tout d'un commissaire-priseur : le sérieux, le bagout et l'art du boniment. On lui apporte les objets à vendre, qu'il présentait au public avec force explications sur l'origine, la fabrication, mais surtout leurs vertus attractives. Et dès ce coup d'essai, tout a été vendu !

En guise d'« objets rares » ou de « curiosités », ont été proposés à la curiosité des ménagères à domicile : une maquette en carton de l'Opéra de Paris (155 F), un collier en bélemnite (50 F) et une « bougie perpétuelle » (sic) (360 F). Le paiement peut être effectué par chèque, ou plus rapidement, par carte de crédit, en donnant son numéro à l'une des cent huit standardistes mobilisées pendant l'émission et une demi-heure après. Des objets « en nombre limité », peut-être (trois cents maquettes, huit cent quarante bougies), mais un chiffre global dépassant les 186 000 F, pour une entreprise où TF1 et l'équipe de Bellemare sont associées respectivement à 85 % et 15 %.

Une affaire qui marche, donc, et qui inquiète, à juste titre, les membres de la CNCL. En formulant ses réserves, M. de Broglie reconnaît que « aucune disposition de la loi [sur l'audiovisuel] ne vise expressément ce type d'émission ». Et c'est par cette brèche juridique, dont a profité TF1, que la plupart des grands magasins et des entreprises de distribution songent déjà à s'engouffrer.

Le télé-achat, ou « home shopping », fait ses preuves aux Etats-Unis depuis plus de cinq ans, avec un chiffre d'affaires de 2 milliards de dollars. En France, selon la groupe FACEM (consultants spécialisés dans la grande distribution), cette forme de vente atteindra un chiffre d'affaires de 1,25 milliard de francs en 1990.

Si la CNCL, qui avoue son impuissance, est obligée pour l'instant à faire le gros dos, l'Union fédérale des consommateurs, elle, n'a pas perdu son temps. Dans un communiqué publié quelques heures après l'émission de Pierre Bellemare, elle demande à la CNCL d'interdire le télé-achat sur toutes les chaînes de télévision, en l'attente d'une réglementation précise garantissant les droits des consommateurs.

« La CNCL se doit de faire respecter ses recommandations », conclut la Fédération, car, après TF1, les autres chaînes suivront. « En effet, Canal Plus annonce une émission similaire pour la fin du mois, et la Cinq et M6 fourbissent en secret leurs armes... »

ALAIN WOODROW.

Attaqué par les exploitants de cinéma

FR 3 devra réduire son nombre de films

La CNCL peut se rassurer : « FR 3 respectera la loi ». Sonnée par la Fédération nationale des cinémas français (FNCF), les exploitants de salles (FNCF), les exploitants de salles (FNCF) de respecter son quota de 192 films diffusés annuellement, la troisième chaîne a fait savoir, le lundi 5 octobre, par la voix de son directeur des programmes Yves Jaigu, qu'elle renoncera à la grille d'ici à la fin de l'année pour ne pas dépasser le chiffre fatidique. Mais en attendant un éventuel arbitrage de la Commission nationale de la culture et de la communication, la chaîne ne se prive pas d'organiser. Sur les chiffres d'abord : la FNCF affirme que la chaîne avait diffusé au minimum 172 films au 29 septembre dernier. Seulement 165, réplique M. Jaigu, pour qui « six films relevant du cinéma d'auteur » et programmés dans l'émission tardive « Acteur-studio » doivent être classés à part.

Sur le fond, ensuite, « il existe une contradiction », estime M. Jaigu, entre un quota approuvé administrativement et la protection d'un film d'auteur. « FR 3 se targue en effet, d'être la seule chaîne à exproprier des longs métrages difficiles et à leur donner une chance de se faire connaître auprès du grand public. « Un film comique programmé par une chaîne à 20 h 30 concurrence les salles obscures : un film difficile diffusé à 23 heures permet à ce type de cinéma d'exister. »

Ce langage a-t-il une chance d'être entendu ? La FNCF sera d'autant plus « vigilante » que FR 3 avait déjà dépassé son quota autorisé l'an dernier en programmant 250 longs métrages et que la chaîne — surprise, il est vrai, en cours d'année par une réglementation plus restrictive — avait été timent prévenue à plusieurs reprises.

P.-A. G.

EN BREF

« La Générale occidentale n'a pas de projets de presse. » La Générale occidentale, propriétaire du groupe Express-Presses de la Céc, ne prévoit « aucun investissement nouveau dans les médias d'information générale ». C'est en ces termes que M. Gilbert Beaux, directeur général de la société, a tenu à démentir les rumeurs concernant d'éventuelles participations de la Générale occidentale dans des organes de presse et des chaînes de télévision.

On prêtait, depuis quelques jours, à l'ancien groupe de M. Jimmy Goldsmith, récemment acheté par la Compagnie générale d'électricité, l'intention de renouer la Quotidien de Paris. Des contacts fréquents ont bien eu lieu entre M. Philippe Tessier, directeur du journal, et M. Goldsmith, mais ce dernier peut très bien négocier en son nom personnel. D'autres rumeurs faisaient état d'un rapprochement entre la Générale occidentale ou la CGE et le groupe de M. Robert Hersant pour permettre au patron du Figaro de faire face aux difficultés de la Cinq.

« M. Hersant rachète le Vie des bêtes. » La Gerpresse, filiale du groupe de M. Robert Hersant, vient de reprendre le mensuel le Vie des bêtes. Déjà propriétaire de Trente millions d'amis, la Gerpresse a l'intention de fusionner les deux titres qui paraissent déjà conjointement il y a quelques années, lorsqu'ils dépendaient du groupe Hachette. Le tirage des deux mensuels regroupés atteindra 150 000 exemplaires.

en faveur de la création

in accordance with (1)

DATE	TIME	TYPE	LOCATION	REMARKS
1960-10-10	10:00	1000	1000	1000
1960-10-11	10:00	1000	1000	1000
1960-10-12	10:00	1000	1000	1000
1960-10-13	10:00	1000	1000	1000
1960-10-14	10:00	1000	1000	1000
1960-10-15	10:00	1000	1000	1000
1960-10-16	10:00	1000	1000	1000
1960-10-17	10:00	1000	1000	1000
1960-10-18	10:00	1000	1000	1000
1960-10-19	10:00	1000	1000	1000
1960-10-20	10:00	1000	1000	1000
1960-10-21	10:00	1000	1000	1000
1960-10-22	10:00	1000	1000	1000
1960-10-23	10:00	1000	1000	1000
1960-10-24	10:00	1000	1000	1000
1960-10-25	10:00	1000	1000	1000
1960-10-26	10:00	1000	1000	1000
1960-10-27	10:00	1000	1000	1000
1960-10-28	10:00	1000	1000	1000
1960-10-29	10:00	1000	1000	1000
1960-10-30	10:00	1000	1000	1000
1960-10-31	10:00	1000	1000	1000

SECRET

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

La "Gazzetta" di ieri, pubblicando un articolo di un certo "Gazzettino", ha fatto un'asserzione che non è esatta. Il "Gazzettino" dice che il "Gazzettino" ha fatto un'asserzione che non è esatta. Il "Gazzettino" dice che il "Gazzettino" ha fatto un'asserzione che non è esatta.

[illegible][illegible]

1. NAME OF THE PARTY
 2. NAME OF THE PARTY
 3. NAME OF THE PARTY
 4. NAME OF THE PARTY
 5. NAME OF THE PARTY
 6. NAME OF THE PARTY
 7. NAME OF THE PARTY
 8. NAME OF THE PARTY
 9. NAME OF THE PARTY
 10. NAME OF THE PARTY
 11. NAME OF THE PARTY
 12. NAME OF THE PARTY
 13. NAME OF THE PARTY
 14. NAME OF THE PARTY
 15. NAME OF THE PARTY
 16. NAME OF THE PARTY
 17. NAME OF THE PARTY
 18. NAME OF THE PARTY
 19. NAME OF THE PARTY
 20. NAME OF THE PARTY
 21. NAME OF THE PARTY
 22. NAME OF THE PARTY
 23. NAME OF THE PARTY
 24. NAME OF THE PARTY
 25. NAME OF THE PARTY
 26. NAME OF THE PARTY
 27. NAME OF THE PARTY
 28. NAME OF THE PARTY
 29. NAME OF THE PARTY
 30. NAME OF THE PARTY
 31. NAME OF THE PARTY
 32. NAME OF THE PARTY
 33. NAME OF THE PARTY
 34. NAME OF THE PARTY
 35. NAME OF THE PARTY
 36. NAME OF THE PARTY
 37. NAME OF THE PARTY
 38. NAME OF THE PARTY
 39. NAME OF THE PARTY
 40. NAME OF THE PARTY
 41. NAME OF THE PARTY
 42. NAME OF THE PARTY
 43. NAME OF THE PARTY
 44. NAME OF THE PARTY
 45. NAME OF THE PARTY
 46. NAME OF THE PARTY
 47. NAME OF THE PARTY
 48. NAME OF THE PARTY
 49. NAME OF THE PARTY
 50. NAME OF THE PARTY
 51. NAME OF THE PARTY
 52. NAME OF THE PARTY
 53. NAME OF THE PARTY
 54. NAME OF THE PARTY
 55. NAME OF THE PARTY
 56. NAME OF THE PARTY
 57. NAME OF THE PARTY
 58. NAME OF THE PARTY
 59. NAME OF THE PARTY
 60. NAME OF THE PARTY
 61. NAME OF THE PARTY
 62. NAME OF THE PARTY
 63. NAME OF THE PARTY
 64. NAME OF THE PARTY
 65. NAME OF THE PARTY
 66. NAME OF THE PARTY
 67. NAME OF THE PARTY
 68. NAME OF THE PARTY
 69. NAME OF THE PARTY
 70. NAME OF THE PARTY
 71. NAME OF THE PARTY
 72. NAME OF THE PARTY
 73. NAME OF THE PARTY
 74. NAME OF THE PARTY
 75. NAME OF THE PARTY
 76. NAME OF THE PARTY
 77. NAME OF THE PARTY
 78. NAME OF THE PARTY
 79. NAME OF THE PARTY
 80. NAME OF THE PARTY
 81. NAME OF THE PARTY
 82. NAME OF THE PARTY
 83. NAME OF THE PARTY
 84. NAME OF THE PARTY
 85. NAME OF THE PARTY
 86. NAME OF THE PARTY
 87. NAME OF THE PARTY
 88. NAME OF THE PARTY
 89. NAME OF THE PARTY
 90. NAME OF THE PARTY
 91. NAME OF THE PARTY
 92. NAME OF THE PARTY
 93. NAME OF THE PARTY
 94. NAME OF THE PARTY
 95. NAME OF THE PARTY
 96. NAME OF THE PARTY
 97. NAME OF THE PARTY
 98. NAME OF THE PARTY
 99. NAME OF THE PARTY
 100. NAME OF THE PARTY

[illegible]

PREMIER JOURNAL D'OFFRES D'EMPLOI DES CADRES

Le Monde

هكذا من الاجل

SPECTACLES NOUVEAUX

CONFÉRENCES

3, rue Rousselet, 14 h 30 : « Ducio » : 19 h : « La tapisserie de l'Apocalypse d'Angers » (Arcas).

Hôtel Concorde-Saint-Lazare, 108, rue Saint-Lazare, 20 heures : « Spiritualisme, matérialisme et dialectique » (AGFASA).

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 6 octobre à 0 h TU et le dimanche 11 octobre à 24 h TU.

Un régime de basses pressions persistera sur la France jusqu'à la fin de cette semaine, nous donnant un temps perturbé : un ciel nuageux et souvent pluvieux alternant avec un ciel plus variable accompagné de quelques averses sur l'ensemble du pays et pour toute la période.

Le soleil fera de courtes apparitions durant les aurores.

Mardi : courte aurore, puis dégradation par l'ouest.

Sur la région Rhône-Alpes, la Bourgogne, la Franche-Comté, le Nord-Est, ainsi que la Corse, la matinée sera encore très nuageuse avec quelques averses, ensuite des éclaircies se développeront.

Sur le littoral méditerranéen, nuages et éclaircies alternent.

Sur le Sud-Ouest, le Massif Central, le Bassin parisien et le Nord, le début de journée sera plutôt ensoleillé, après dissipation des brumeaux matinaux, puis

au cours de l'après-midi, le ciel se couvrira par l'ouest et il se mettra à pleuvoir.

Sur les Pays de la Loire et la Normandie, le ciel sera gris dès le lever du jour, puis la pluie commencera dans la matinée, et durera toute la journée.

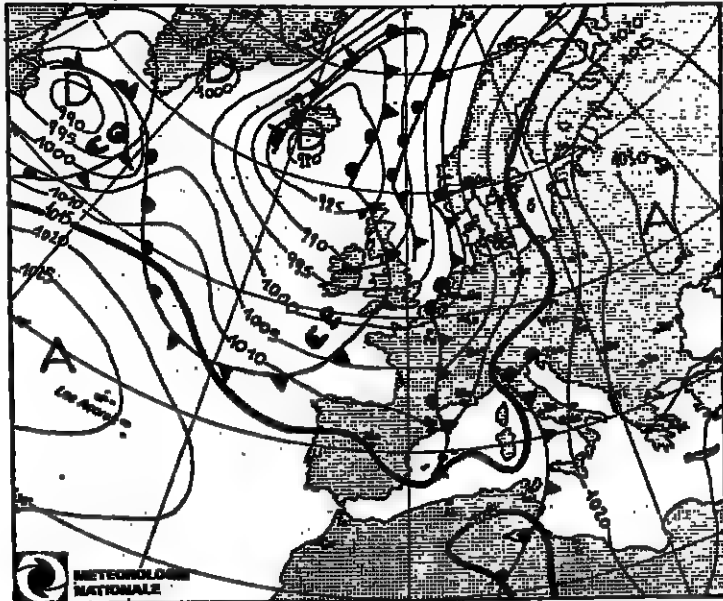
Sur la Bretagne, la pluie présente dès le matin cessera en fin de journée et laissera la place à quelques éclaircies.

Le vent de sud-ouest se lèvera sur les côtes bretonnes et de la Manche, et devrait souffler très fort. En Méditerranée, il y aura une tramontane assez forte, ainsi qu'un vent d'ouest assez soutenu en Corse.

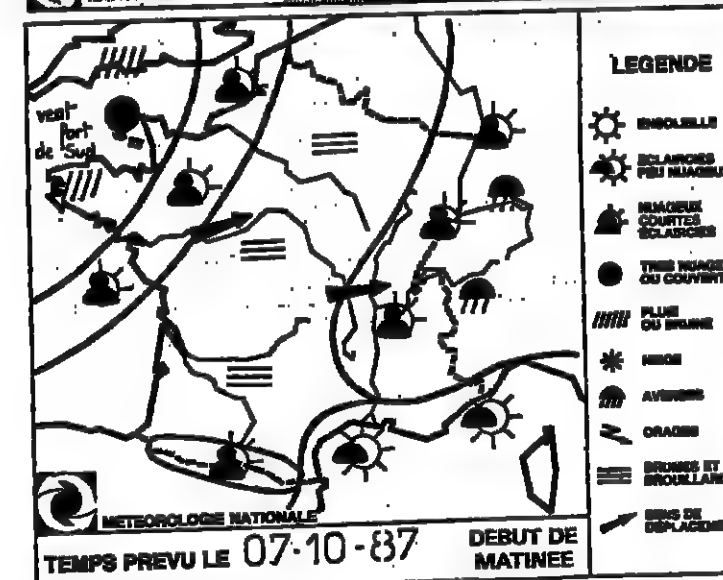
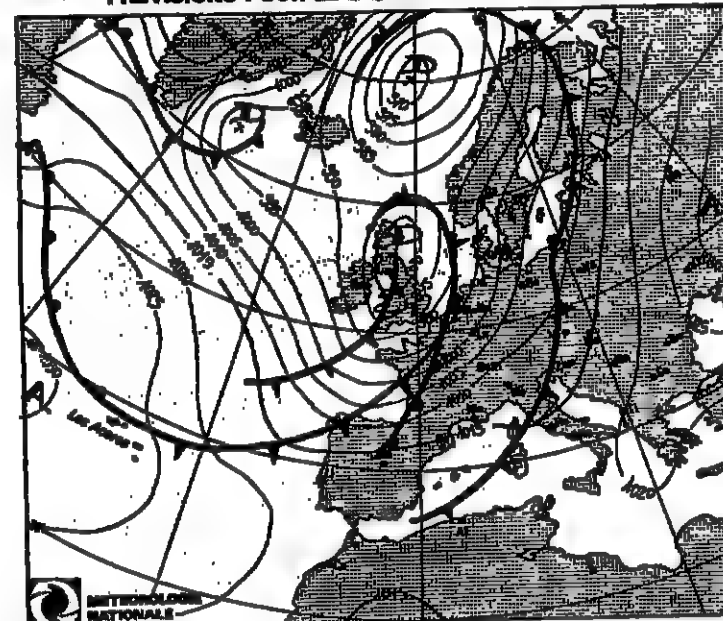
Ailleurs, on sera un vent de sud-ouest modéré à assez fort.

Jusqu'à des Pyrénées à l'Aquitaine, au Massif Central, aux régions du Nord-Est et de l'Est, le temps sera couvert et pluvieux le matin. Dans le cours de l'après-midi, le ciel deviendra plus variable, avec des averses plus fréquentes sur la moitié nord et des éclaircies plus belles sur la partie sud.

SITUATION LE 6 OCTOBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 8 OCTOBRE A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 5-10 à 6 heures TU et le 6-10-1987 à 5 heures TU

FRANCE			TOURNAI	21	14	P	LES ANGOIS	20	13
PARIS	31	18	PARIS	20	14	P	LYONS	20	13
MARSEILLE	31	18	TOULOUSE	20	14	P	MARSEILLE	17	12
STRASBOURG	31	18	ÉTRANGER						
BRUXELLES	31	18	ALGER	30	17	P	MEXICO	25	10
AMSTERDAM	31	18	AUSTRIE	30	17	P	MEAN	14	12
BERLIN	31	18	ATHENS	31	16	N	MOSCOW	9	3
ST-PETERSBOURG	31	18	BANGKOK	33	24	N	NAGORI	26	14
OSLO	31	18	BANGKOK	25	15	D	NEW-YORK	21	8
HELSINKI	31	18	BERGAMO	25	15	D	OSLO	11	6
STOCKHOLM	31	18	BRESCIA	17	9	P	SAN-PAOLO	26	17
PRAGUE	31	18	BRESCIA	21	13	D	STO-DELANERO	26	21
BOLOGNE	31	18	CHICAGO	29	16	P	ROME	32	18
GENÈVE	31	18	CHICAGO	30	24	O	SINGAPOUR	26	18
LAUSANNE	31	18	DELHI	36	24	N	STOCKHOLM	13	7
VIENNE	31	18	DESSA	32	22	N	TOKYO	24	12
BRUXELLES	31	18	GENÈVE	26	11	N	TUNIS	32	22
AMSTERDAM	31	18	HAMBURG	27	11	D	VARSOVIE	16	14
BERLIN	31	18	HELSINKI	22	13	N	VIENNE	17	13
MOSCOW	31	18	LYONS	21	13	N			
NEW-YORK	31	18							

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EDUCATION

La nouvelle formule du « Monde-Campus »

Le Monde reprend demain (dans ses éditions datées jeudi 8 octobre) la publication de son supplément Campus, consacré à l'enseignement supérieur et aux débouchés professionnels des étudiants.

Au sommaire :

— La recherche dans les grandes écoles. Une enquête réalisée avec la conférence des grandes écoles.

— Le logement des étudiants.

— Un numéro marque le début d'une nouvelle formule du Monde-Campus qui comprendra désormais :

— Le supplément mensuel (le premier mercredi de chaque mois).

— Une page hebdomadaire (les autres mercredis).

— Une rubrique quotidienne.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 5 et mardi 6 octobre 1987 :

UN DÉCRET

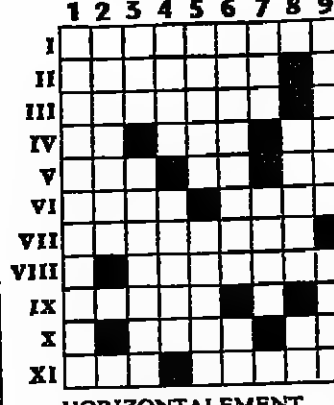
— N° 87-811 du 5 octobre 1987 relatif au Centre national de la fonction publique territoriale.

DES DÉCISIONS

— De la Commission nationale de la communication et des libertés du 2 octobre 1987 relatives à des appels aux candidatures pour l'usage de fréquences (services privés de télévision à vocation nationale).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4586



HORIZONTALEMENT

1. Fait passer par des hauts et des bas. — II. Est souvent à la rue mais n'est pas sans travail. — III. On n'est pas rare que les carottes soient cuites. — IV. Sème en toute saison. Source de lumières. Démontre. — V. Refusa toute coopération. Celui qui a bien pioché est heureux d'en faire la découverte. Une partie de rigolade. — VI. Où certains prennent de nombreux verres sans, pour autant, boire comme des trous. Vist-ble sur une boule. — VII. Il en est que l'on découvre sous les pierres et d'autres que l'on trouve sur des pierres. — VIII. Obligées à donner le meilleur d'elles-mêmes. — IX. Fera en sorte qu'on ne manque pas de dignité. — X. Ce qu'il manquait cruellement aux Danaïdes. N'est

donc pas à même de soulever un coin du voile. — XI. Procède par élimination. Avoient intérêt à ne pas trop tirer sur la corde !

VERTICALEMENT

1. Des hommes appelés à juger sur pièces. — 2. On ne réchappe pas toujours de ce qui s'en échappe. — 3. Nul autre. Il arrive qu'il ne soit pas encore fixé. — 4. Cours d'Anglais. Est inutile pour celui qui ne veut pas desserrer les lèvres. — 5. Fait le tour du sujet. Agent de maîtrise. — 6. Disperse les moutons. Cause la déception ou fait éprouver la satisfaction. — 7. Utile pour régler. Source de rayonnements. — 8. Déclenche une attaque. Désormais exposé aux câlins. — 9. Abridge des souris qui ne sont guère indésirables. Contenu d'escarcelle.

Solution du problème n° 4585

Horizontalement

1. Clientèle. — II. Resservis. — III. Age. Tiens. — IV. Bar. Sen. — V. Elée. Rémi. — VI. Si. Crème. — VII. Tiré. En. — VIII. Méloanes. — IX. Eue. Tue. — X. Ino. Rosse. — XI. Nonnes. Es.

Verticalement

1. Crabes. Main. — 2. Légalité. Nô. — 3. Isère. Iléon. — 4. Es. Ecrou. — 5. Neis. Rémeré. — 6. Trière. Os. — 7. Evénements. — 8. Lin. Menouse. — 9. Essai. Sées. — 10. Nonnes. Es.

GUY BROUTY.

EN BREF

Quelles places pour les villes moyennes ? — La ville de Cholet organise le 23 octobre une journée d'études sur le thème « Les villes moyennes dans l'économie française : situation et perspectives ». Des locaux, universitaires, chefs d'entreprise y participeront. * Mairie de Cholet, rue Saint-Bouvenant, 49300 (Maine-et-Loire). Tél. 41-85-01-47.

La Paris des jeunes. — Un forum sur les jeunes dans la région parisienne est organisé les jeudi 8 et vendredi 9 octobre à l'espace AGF (87, rue de Richelieu, 75002 Paris) par Atouts jeunes et Sauvegarde de l'adolescence. De nombreux spécialistes participeront aux différents car-

refours sur les thèmes les plus variés (emploi, loisirs, sexualité, etc.). * Inscriptions : Atouts jeunes-Sauvegarde, 50, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris. Tél. 42-72-25-14.

RESULTATS COMPLETS N° 4

	montant de chaque versement	montant des versements
1 ^{er} versement	—	49 989,00
2 ^{ème} versement	42	4 164,00
3 ^{ème} versement	508	512,00
4 ^{ème} versement	4 998	90,00
5 ^{ème} versement	24 238	16,00
6 ^{ème} versement	37 846	15,00
7 ^{ème} versement de la caisse	2 447	

Tirage des " 7 Numéros de la Caisse "

du Mercredi 4 Oct. 1987 : **7 8 8 8 8 8**

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Le centenaire de l'Institut Pasteur

De la première inoculation de la rage à l'inauguration de l'Institut, en 1887, l'histoire d'un immense élan de générosité et de foi dans le progrès de la science.

Le samedi 4 juillet 1885, un matin, Joseph Meister, âgé de neuf ans, fils d'un boulanger, se rendait seul du village de Steige, en Alsace (alors rattachée à l'Allemagne), où habitait ses parents, au village voisin de Meisengott (Meisengott). En chemin, il fut attaqué par un chien qui le terrassa en le mordant profondément à différentes reprises. Un individu, alerté par la scène, accourut armé d'une barre de fer et assomma l'animal. Pendant cet épisode, le propriétaire du chien, Théodore Vonné, épiciériste à Meisengott, était arrivé sur les lieux et, après avoir égaré le chien, réussit à enfermer son animal.

De retour à Steige, le jeune Meister fut soigné par ses parents, lesquels furent effrayés d'apprendre plus tard que le chien qui avait mordu leur fils était bel et bien enragé. Le petit Joseph fut examiné par le docteur Weber de Villé, qui réussit à cauteriser au phénol quelques-unes des nombreuses morsures. Devant la gravité d'un tel cas (la rage causait la mort de 4 % des enfants en Europe au milieu du siècle dernier), on conseilla à Mme Meister d'aller à Paris pour conduire son enfant à la seule personne qui pouvait encore peut-être le sauver.

Le 6 juillet, Théodore Vonné et le jeune Meister accompagnés de sa mère se présentèrent, rue d'Ulm, au laboratoire de Pasteur de l'Ecole normale supérieure. Pasteur reçut l'épiciériste de Meisengott, qui n'avait été que légèrement blessé au bras mais, pour l'enfant, mordu quatre fois, il ne put cacher ses craintes. L'antécédent du chien avait révélé qu'il était en plein accès de rage au moment où il avait attaqué le jeune garçon. Pasteur avait vu l'enfant et, devant la gravité de la situation, il ne pouvait pas hésiter à tenter une expérience. Mais, après avoir pris l'avis des professeurs Vulpian, doyen de la Faculté, et Gran-

cher, professeur à la faculté de médecine, et pour sauver Joseph Meister, le soir même, à 20 heures, Pasteur tenta sa première inoculation antirabique sur l'homme.

Pasteur avait noté que le virus de la rage se reproduisait rapidement, et pour sauver Joseph Meister, le soir même, à 20 heures, Pasteur tenta sa première inoculation antirabique sur l'homme.

lorsqu'on l'injectait dans le cerveau du chien ou du lapin. Il commença donc par inoculer par trépanation, à un lapin, une moelle de chien mort enragé. Chaque lapin mort de la rage servait à inoculer son voisin, et ainsi de suite. Après plusieurs passages successifs du virus sur les lapins, Pasteur parvint à obtenir un virus de virulence stable (2). Après dessiccation des moelles rabiques, à l'abri de l'humidité, leur virulence s'atténuait progressivement. Il obtint donc toute une collection de moelles rabiques, depuis les moelles fraîches extraites le jour même et d'une extrême virulence jusqu'à des moelles conservées plus ou moins longtemps en flacons et dont la virulence s'était atténuée de façon sensible. Ces premiers tra-

vaux montraient que des injections répétées de moelles rabiques de plus en plus virulentes déterminaient l'apparition d'un état d'immunité chez le chien et le lapin et qu'après l'inoculation d'une moelle rabique fraîche, donc très virulente, l'immunité acquise au cours du traitement s'en trouvait d'autant plus renforcée.

Ce traitement était-il efficace sur l'homme comme il l'était sur l'animal ou, au contraire, n'allait-il pas précipiter la mort du patient ?

Le 26 octobre, Pasteur expose à l'Académie des sciences le traitement qu'il a suivi le jeune Meister, qui se porte toujours bien, et le berger Jupille. Après cette communication, le professeur Vulpian exprime ses sentiments d'admiration et déclare : « Il devient dès à présent nécessaire de se préoccuper de l'organisation d'un service de traitement de la rage par la méthode de M. Pasteur. Il faut que toute personne mordue par un chien enragé puisse en bénéficier. »

Dès que les guérisons de Meister et de Jupille furent connues du public, les « mords » affluèrent d'abord au laboratoire de la rue d'Ulm, vite

Le 26 octobre, Pasteur expose à l'Académie des sciences le traitement qu'il a suivi le jeune Meister, qui se porte toujours bien, et le berger Jupille. Après cette communication, le professeur Vulpian exprime ses sentiments d'admiration et déclare : « Il devient dès à présent nécessaire de se préoccuper de l'organisation d'un service de traitement de la rage par la méthode de M. Pasteur. Il faut que toute personne mordue par un chien enragé puisse en bénéficier. »

Dès que les guérisons de Meister et de Jupille furent connues du public, les « mords » affluèrent d'abord au laboratoire de la rue d'Ulm, vite

Le 20 octobre, Pasteur entreprit le même traitement sur un deuxième patient : un jeune berger âgé de quinze ans, Jean-Baptiste Jupille, lequel avait été mordu six jours auparavant. Le vaccin de Pasteur s'avéra une nouvelle fois efficace et Jupille, comme Meister, n'allait pas contracter la rage. Plus tard, Meister et Jupille, dont les noms étaient entrés dans l'histoire, décidèrent d'offrir leurs services comme gardiens de l'Institut en signe de gratitude envers celui qui leur avait sauvé la vie.

Les « mords » affluèrent !

Le 20 octobre, Pasteur entreprit le même traitement sur un deuxième patient : un jeune berger âgé de quinze ans, Jean-Baptiste Jupille, lequel avait été mordu six jours auparavant. Le vaccin de Pasteur s'avéra une nouvelle fois efficace et Jupille, comme Meister, n'allait pas contracter la rage. Plus tard, Meister et Jupille, dont les noms étaient entrés dans l'histoire, décidèrent d'offrir leurs services comme gardiens de l'Institut en signe de gratitude envers celui qui leur avait sauvé la vie.

volonté de décentralisation et de rayonnement planétaire. Maurice Nicolle crée en Turquie dès 1893 un Institut de microbiologie. Alexandre Yersin parcourt l'Inde et la Chine ; il fonde l'Institut Pasteur de Nha-Trang, lance des cultures de coquilles et de quinquina pour combattre la malaria, crée l'Ecole de médecine de Hanoi et découvre le bacille de la peste, dont un autre pasteurien, Simond, montre en Inde qu'il est transmis par les puces.

Le nom de Charles Nicolle reste lié, pour sa part, dans l'histoire à la découverte du mode de transmission du typhus et à la création du premier et du plus important Institut Pasteur d'Afrique, celui de Tunis, où il fut inhumé en 1936 revêtu de sa blouse de travail.

Il avait, durant ses trente-trois ans d'activité pastoriennne, transformé radicalement la santé publique du pays, introduit les vaccinations — ou sérothérapie antivaricelleuse, antidiptérique et antirabique, — lutté contre la peste, le paludisme et toutes les autres maladies tropicales qui décimaient la population.

En quelques années, les pastoriens essaimèrent alors sur toute l'Afrique du Nord (instituts d'Algérie et du Maroc), sur

l'Afrique noire, à Madagascar, aux Antilles, en Guyane, en Nouvelle-Calédonie et dans les îles du Pacifique.

De Bangui à Leningrad

Le royaume de la microbiologie s'étend sur quelque 12 millions de kilomètres carrés, sous toutes les latitudes et dans cinq continents, et les découvertes se multiplient, qui, toutes, ont des conséquences essentielles pour la santé publique.

Alphonse Laveran découvre, à Constantinople en 1890, l'hématozoaire du paludisme, ce qui lui vaudra en 1907 le prix Nobel de médecine.

En 1923, un Institut Pasteur est fondé à Leningrad, alors que la France n'avait pas encore reconnu la jeune république soviétique. La science avait devancé la diplomatie, et le directeur de cet institut remet chaque année à ses plus brillants chercheurs une médaille qui porte les armoiries de la France et de l'URSS et cette phrase de Louis Pasteur : « Je crois que la connaissance et la paix triompheront de l'ignorance et de la guerre. »

Dr. E.-L.

Le 26 octobre, Pasteur expose à l'Académie des sciences le traitement qu'il a suivi le jeune Meister, qui se porte toujours bien, et le berger Jupille. Après cette communication, le professeur Vulpian exprime ses sentiments d'admiration et déclare : « Il devient dès à présent nécessaire de se préoccuper de l'organisation d'un service de traitement de la rage par la méthode de M. Pasteur. Il faut que toute personne mordue par un chien enragé puisse en bénéficier. »

Dès que les guérisons de Meister et de Jupille furent connues du public, les « mords » affluèrent d'abord au laboratoire de la rue d'Ulm, vite

Le 26 octobre, Pasteur expose à l'Académie des sciences le traitement qu'il a suivi le jeune Meister, qui se porte toujours bien, et le berger Jupille. Après cette communication, le professeur Vulpian exprime ses sentiments d'admiration et déclare : « Il devient dès à présent nécessaire de se préoccuper de l'organisation d'un service de traitement de la rage par la méthode de M. Pasteur. Il faut que toute personne mordue par un chien enragé puisse en bénéficier. »

Dès que les guérisons de Meister et de Jupille furent connues du public, les « mords » affluèrent d'abord au laboratoire de la rue d'Ulm, vite

Le 26 octobre, Pasteur expose à l'Académie des sciences le traitement qu'il a suivi le jeune Meister, qui se porte toujours bien, et le berger Jupille. Après cette communication, le professeur Vulpian exprime ses sentiments d'admiration et déclare : « Il devient dès à présent nécessaire de se préoccuper de l'organisation d'un service de traitement de la rage par la méthode de M. Pasteur. Il faut que toute personne mordue par un chien enragé puisse en bénéficier. »

Dès que les guérisons de Meister et de Jupille furent connues du public, les « mords » affluèrent d'abord au laboratoire de la rue d'Ulm, vite

Le 26 octobre, Pasteur expose à l'Académie des sciences le traitement qu'il a suivi le jeune Meister, qui se porte toujours bien, et le berger Jupille. Après cette communication, le professeur Vulpian exprime ses sentiments d'admiration et déclare : « Il devient dès à présent nécessaire de se préoccuper de l'organisation d'un service de traitement de la rage par la méthode de M. Pasteur. Il faut que toute personne mordue par un chien enragé puisse en bénéficier. »

Dès que les guérisons de Meister et de Jupille furent connues du public, les « mords » affluèrent d'abord au laboratoire de la rue d'Ulm, vite

Le 26 octobre, Pasteur expose à l'Académie des sciences le traitement qu'il a suivi le jeune Meister, qui se porte toujours bien, et le berger Jupille. Après cette communication, le professeur Vulpian exprime ses sentiments d'admiration et déclare : « Il devient dès à présent nécessaire de se préoccuper de l'organisation d'un service de traitement de la rage par la méthode de M. Pasteur. Il faut que toute personne mordue par un chien enragé puisse en bénéficier. »

Dès que les guérisons de Meister et de Jupille furent connues du public, les « mords » affluèrent d'abord au laboratoire de la rue d'Ulm, vite

UN ABSOLU D'HUMANISME

PARTI de la stéréochimie et de l'étude des fermentations, un chercheur de génie, Louis Pasteur, jeta il y a un siècle toutes les bases de la biologie et de la médecine modernes.

Au temps où l'on parlait de « miasmes », de « fatalité » ou de « consomption » pour les maladies infectieuses qui décimaient les populations, Pasteur prouve qu'elles sont dues à des agents microbiens, en découvre plusieurs, et, par les vaccinations, leur défait le pouvoir de destruction. Il renforce les défenses de l'organisme, jette les jalons d'une des sciences les plus évolutives de notre époque : l'immunologie.

La médecine préventive était née, dans les tempêtes et les contestations que rencontrent toujours les idées révolutionnaires. Mais, au-delà de la découverte scientifique, c'est à une vision profondément originale des liens entre la science et ses applications industrielles que conviait le prodigieux précurseur.

D'emblée, en effet, il conçut un institut, resté unique au monde cent ans plus tard, et dans lequel la fabrication des fruits de la science (les vaccins) était accomplie au sein même des laboratoires, les bénéfices résultant de leur vente, ou des tests diagnostiques, servant exclusivement à de nouvelles recherches.

Recherches que conduisaient côte à côte, en un œcuménisme impensable pour le conservatisme universitaire et académique, les sciences de la vie et les sciences de la matière.

Le même œcuménisme — et une foi fortement ancrée dans le triomphe de la science sur l'obscurantisme, de la paix sur la guerre et de la solidarité sur l'égoïsme — incita Louis Pasteur à jeter sur les cinq continents les mailles d'un réseau de santé publique resté, lui aussi et cent ans plus tard, unique au monde.

Par-delà les terres, les mers, les obstacles des langues, des coutumes ou des statuts politiques, les pastoriens ont créé au cours des ans vingt-sept instituts reliés à la maison mère et qui jamais ne rompirent ces liens, même au cœur des conflits les plus cruels, comme les guerres successives du Vietnam par exemple.

Celui qui avait scellé tous les piliers de la science et de la médecine fondait ainsi par la seule force de son génie et de ses convictions les jalons de ce que l'on nomme à présent la coopération.

Plus que jamais, le réseau de la fraternité, de la solidarité et de la science survit et survivra à toutes les tempêtes, porteur des valeurs suprêmes d'humanité dont Pasteur reste le symbole dans le monde.

D'ESCOFFIER-LAMBOTTE.

Un rayonnement planétaire

Vingt-sept instituts portent sur les cinq continents le message pastorien

L'APPEL à la générosité collective pour la création d'un établissement destiné non seulement aux recherches futures, mais à l'enseignement, à l'accueil des malades et à la fabrication des vaccins, jetait les bases d'une structure originale qui n'a toujours pas d'équivalent dans le monde.

Mais à peine l'Institut Pasteur était-il inauguré à Paris que son initiateur fit connaître à ses élèves sa volonté de lutter non seulement en France mais aussi dans le monde entier, et plus particulièrement parmi les populations les plus démunies du globe contre les maladies infectieuses qui les décimaient à l'époque.

Les succès de Calmette

En 1883 déjà, quatre élèves de Pasteur, dont le célèbre Emile Roux, partirent pour l'Egypte, où régnait une terrible épidémie de choléra, aux fins de découvrir la cause, alors inconnue, du mal

dont l'un d'eux devait mourir à vingt-trois ans.

En 1890, Pasteur propose à un autre de ses élèves, le non moins célèbre Albert Calmette, d'établir à Saigon un laboratoire où pourraient être préparés les vaccins contre la rage et contre la variole. En fait, Calmette créait ainsi le premier Institut Pasteur hors de France, toujours très actif aujourd'hui. Il avait emporté avec lui, sur le paquebot *Natal* qui l'amenait à Saigon, des lapins qu'il inoculait tous les dix jours après trépanation pour entretenir ses souches de virus rabique, et cela pendant les trente jours que dura la traversée. Après avoir préparé des sérum antivenimeux (les cobras faisaient des ravages dans l'Indochine d'alors), Calmette rentre en France, crée l'Institut Pasteur de Lille et... met au point avec Guérin le vaccin antituberculeux, le BCG (1921), qui le rendra célèbre dans le monde entier.

Les succès remportés par Calmette confortent Pasteur dans sa

volonté de décentralisation et de rayonnement planétaire. Maurice Nicolle crée en Turquie dès 1893 un Institut de microbiologie. Alexandre Yersin parcourt l'Inde et la Chine ; il fonde l'Institut Pasteur de Nha-Trang, lance des cultures de coquilles et de quinquina pour combattre la malaria, crée l'Ecole de médecine de Hanoi et découvre le bacille de la peste, dont un autre pasteurien, Simond, montre en Inde qu'il est transmis par les puces.

Le nom de Charles Nicolle reste lié, pour sa part, dans l'histoire à la découverte du mode de transmission du typhus et à la création du premier et du plus important Institut Pasteur d'Afrique, celui de Tunis, où il fut inhumé en 1936 revêtu de sa blouse de travail.

Il avait, durant ses trente-trois ans d'activité pastoriennne, transformé radicalement la santé publique du pays, introduit les vaccinations — ou sérothérapie antivaricelleuse, antidiptérique et antirabique, — lutté contre la peste, le paludisme et toutes les autres maladies tropicales qui décimaient la population.

En quelques années, les pastoriens essaimèrent alors sur toute l'Afrique du Nord (instituts d'Algérie et du Maroc), sur

l'Afrique noire, à Madagascar, aux Antilles, en Guyane, en Nouvelle-Calédonie et dans les îles du Pacifique.

De Bangui à Leningrad

Le royaume de la microbiologie s'étend sur quelque 12 millions de kilomètres carrés, sous toutes les latitudes et dans cinq continents, et les découvertes se multiplient, qui, toutes, ont des conséquences essentielles pour la santé publique.

Alphonse Laveran découvre, à Constantinople en 1890, l'hématozoaire du paludisme, ce qui lui vaudra en 1907 le prix Nobel de médecine.

En 1923, un Institut Pasteur est fondé à Leningrad, alors que la France n'avait pas encore reconnu la jeune république soviétique. La science avait devancé la diplomatie, et le directeur de cet institut remet chaque année à ses plus brillants chercheurs une médaille qui porte les armoiries de la France et de l'URSS et cette phrase de Louis Pasteur : « Je crois que la connaissance et la paix triompheront de l'ignorance et de la guerre. »

Dr. E.-L.

(Lire la suite page 25.)

autrement

NOUVEAUTÉS...



ODEURS

Revue n° 92 dirigée par Jacqueline Blanc-Mouchet. Nez, odeurs, parfums... Un numéro qui ressuscite un cinquième sens oublié, souvent malmené et nous invite à humer les espaces de nos vies. 216 pages - 80 F.

L'ETHIQUE

Revue n° 93 dirigée par Minou Amsel et Pierre Jouannet. L'éthique biomédicale : un frein ou une nécessité pour la recherche ? Sur fond de carte santé informatisée et "d'exploits" génétiques... 216 pages - 80 F.

EN LIBRAIRIE

هكذا من الاصل

L'Institut Pasteur

(Suite de la page 23.)

Des listes de souscription sont publiées au *Journal officiel* : M. Pastel, facteur (0,50 F), un phisique (1 F), le *New York Herald* (2.500 F), la Banque de France (40.000 F), l'empereur du Brésil (1.000 F), le tsar de Russie (100.000 F), Mme veuve Boucaut (250.000 F), Steige, la commune alsacienne de Joseph Meister (10.020 F), les Alsaciens-Lorrains (43.000 F)...

Tout le monde voulait donner. Des artistes participèrent à un festival au Trocadéro, de simples villageois organisèrent des kermesses locales. Tant d'enthousiasme et d'effort suscité, bien sûr, des jalousies. Les détracteurs de la méthode pasteurienne

s'échauffèrent dans les colonnes de *L'Intransigeant* et du *Cri du peuple*. Ils dénoncèrent l'inefficacité et même la maladresse des inoculations antirabiques. Dans *L'Intransigeant* du 5 avril 1886, Henri Rochefort alimente la polémique : « Les faits (...) parlent plus haut que toutes les souscriptions (...) : il ne meurt pas annuellement en Europe plus de sept ou huit personnes de la rage », et, plus loin : « A partir du jour où M. Pasteur a annoncé au monde qu'il avait découvert la vaccination contre la rage, on est mort de cette atroce affection deux fois plus que lorsqu'il n'avait rien découvert du tout. » Dans le *Cri du Peuple*, la souscription publique est qualifiée de « sottise humaine », et on peut lire : « Cet homme a la sèble infatigable. »

Pasteur, très affaibli et déjà malade, devait confesser plus tard : « Je ne me croyais pas tant d'ennemis. »

L'inauguration

Le 19 mars 1887, on fit l'acquisition d'un vaste terrain qui appartenait à des maraîchers, situé rue Dutot, dans le quinzième arrondissement. Le 4 juin 1887, l'Institut Pasteur est reconnu d'utilité publique et habilité à recevoir des legs. Les travaux de construction, confiés d'abord à l'architecte Petit, puis à Brébant, commencent aussitôt.

L'inauguration de l'Institut Pasteur aura lieu le mercredi 14 novembre 1888. Dès 11 heures

du matin, une foule considérable se presse vers la porte de l'établissement. Perchés sur le toit des maisons et des échoppes pavées qui font face à l'Institut, de nombreux Parisiens attendent l'arrivée des personnalités. On peut lire sur la façade du bâtiment de pierre et de brique : « Souscription publique 1882. » Pasteur porte le grand cordon de la Légion d'honneur et descend l'escalier pour recevoir, aux accents de la *Marseillaise*, le président de la République, Sadi Carnot.

Les grands ducs de Russie, les ambassadeurs de Turquie et d'Italie, le prince Roland Bonaparte, le baron Alphonse de Rothschild ainsi que MM. Jules Ferry, Jules Simon, Berthelot et Pouille sont dans l'assistance. Les officiels, sur une estrade dressée dans le fond du salon des réceptions, où ont été placés les bustes des principaux donateurs, écoutent Bertrand, qui ouvre la cérémonie. Le professeur Grancher expose la méthode pasteurienne et donne des statistiques qui démontrent l'efficacité du traitement. Sur 374 personnes traitées à Paris à la date du 1^{er} juillet 1888, le taux de mortalité, malgré le traitement, est inférieur à un pour cent et, depuis 1886, il ne cesse de diminuer. C'est ensuite le tour de Christophle, le trésorier, qui dresse le bilan financier de la souscription publique. Elle a rapporté 2 586 680 francs, dont 1 563 786 francs ont servi à payer le terrain et les constructions. Les 1 022 894 F restants formeront la dotation de l'Institut.

Sous le coup d'une profonde émotion, Pasteur demande à son fils de lire son discours.

Trois mots-clés : enseignement, recherche, traitement. Pasteur s'adresse à ses maîtres, à ses compa-

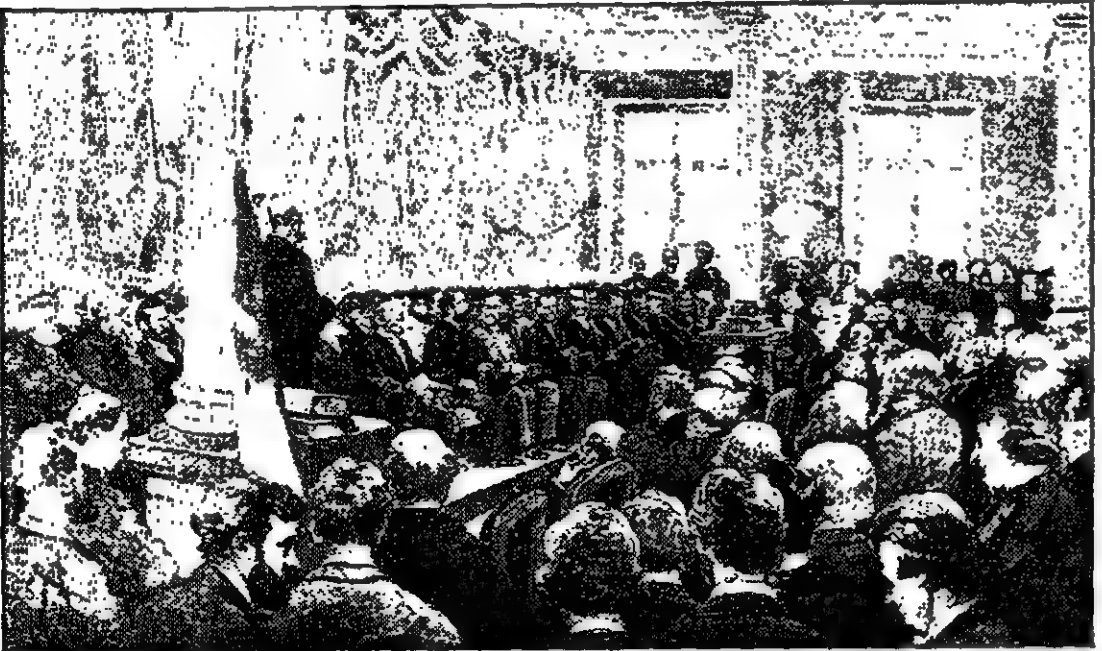
gnons de lutte disparus, aux donateurs généraux et à la France surtout. « Qui a placé au premier rang de ses préoccupations l'enseignement à tous les degrés. Il ajoutera plus loin : « La voilà donc bâtie, cette grande maison dont on pourrait dire qu'il n'y a pas une pierre qui ne soit le signe matériel d'une généreuse pensée. » A ses collaborateurs, il donnera ce conseil : « N'avez rien qui ne puisse être prouvé d'une façon simple et décisive. Ayez le culte de l'esprit critique. » Enfin, devant le président de la République, il oppose la « loi de sang, de guerre et de mort » à la « loi de paix, de travail et de salut ». Et il termine ainsi : « Laquelle de ces deux lois l'emportera sur l'autre ? Dieu seul

le sait. Mais ce que nous pouvons assurer, c'est que la science française se sera efforcée, en obéissant à cette loi d'humanité, de reculer les frontières de la vie. »

SENSE ALONSO,
Chargé de recherche au CNRS.

(1) L'hydrophobie est due aux spores extrêmement denses qui bloquent l'oxygène, empêchant le malade de déglutir même de l'eau. L'exagéré est ainsi appelé hydrophobe.

(2) La première souche de virus fixe est la souche « Louis Pasteur » qu'il avait isolée en 1882 sur une vache atteinte de rage. C'est en 1906, un siècle plus tard, qu'un groupe de chercheurs de l'Institut Pasteur a publié la première séquence génomique d'une des souches virales rabiques (PNAS, vol. 83, pp. 3914-3918).



La salle de réception de l'Institut Pasteur le jour de l'inauguration

Calendrier des manifestations

Du 8 octobre au 15 novembre. — Exposition « L'Institut Pasteur au service de la santé ». Tous les jours de 9 heures à 18 heures. Entrée : 20 F, 10 F pour les groupes. L'exposition deviendra ensuite itinérante.

Pour les visites de groupes scolaires, prendre rendez-vous auprès de M^{me} Bucau : 45-68-82-73.

7 octobre. — Inauguration de l'aménagement de la station de métro Pasteur. Un laboratoire ancien du temps de Louis Pasteur y sera présenté, en alternance avec un laboratoire moderne.

8-9 octobre. — Une leçon sur Pasteur est prévue dans tous les lycées et collèges de France. Du matériel est communiqué par le ministère de l'éducation nationale.

9 octobre. — Vernissage de l'exposition de photographies qui sera présentée à la Cité des sciences et de l'industrie (porte de La Villette, 30, avenue Constantin-Carlier).

— Musées. — Les appartements de Louis Pasteur (25, rue du Docteur-Roux, Paris-16^e), tous les jours, du lundi au vendredi, de 14 heures à 17 heures. Ce musée abrite aussi la crypte où est enterré Louis Pasteur, ainsi qu'une salle de souvenirs scientifiques illustrant ses travaux.

Le Musée des applications de la recherche pasteurienne (3, bd Raymond-Poincaré, 92430 Marnes-la-Coquette), tous les jours, sauf samedi et dimanche, de 14 h à 17 h 30.

Les cérémonies officielles du centenaire

Le discours de François Jacob

MONSIEUR le président de la République.

C'est un grand honneur pour l'Institut Pasteur de vous accueillir à nouveau. Votre présence, ici, ce soir, donne toute sa solennité à cette manifestation. Les pastoriens vous en remercient.

Messieurs, Messieurs.

L'image d'un peuple veut donner de lui-même et se donner à lui-même se reflète dans les anniversaires qu'il choisit de célébrer pour illustrer son histoire. Il y a cent ans, dans l'ivresse d'une victoire sur l'une des plus dramatiques, des plus insaisissables maladies, la rage, le monde entier se conjuguait pour édifier ce qui apparaît bien comme la première des institutions entièrement consacrées aux sciences de la vie et à la santé des hommes.

Depuis lors, l'histoire de l'Institut Pasteur est jalonnée de noms et de découvertes qui marquent l'évolution de la biologie et la lutte contre certains des grands fléaux de l'humanité : la peste avec Yersin ; la paludisme avec Laveran ; le typhus avec Nicolle ; la diphtérie avec Roux et Ramon ; la tuberculose avec Calmette et Guérin ; la découverte de certains mécanismes de défense avec Bordet, puis Oudin ;

celle du bactériophage avec d'Hérelle ; celle des sulfamides avec le Tréfouët, Nitti et Boveri ; l'événement de la biologie moléculaire avec Lwoff, Monod et leurs groupes. Et un siècle après la vaccination contre la rage, c'est encore à l'Institut Pasteur que vient d'être isolé et identifié le virus responsable de l'un des pires fléaux de ce temps.

Le grand homme, en science, c'est d'abord celui qui sait discerner les bons problèmes au bon moment, quand il y a une chance de leur apporter quelque solution. C'est aussi celui qui sait entourer de bons collaborateurs : trouver les éléments capables de développer son œuvre. Ce qui est exceptionnel dans l'histoire de l'Institut Pasteur, c'est qu'après avoir fondé une science et une médecine nouvelles, il installe ses collaborateurs dans un lieu de travail exactement agencé pour leur permettre d'exploiter ses idées. L'Institut érigé pour appliquer le « traitement de la rage après morture », mis au point par Pasteur et ses assistants, est construit grâce à une souscription publique [...].

La recherche interdisciplinaire

Depuis sa création, l'Institut Pasteur s'est distingué des autres organismes de recherche et d'enseignement par certaines particularités. Particularité de peuplement d'abord. Avec les premiers collaborateurs qu'il s'était choisis, Pasteur avait engendré une espèce nouvelle de chercheur : le « pastorien ». Le pastorien se recrutait un peu partout dans le monde. Il venait parfois de loin, comme le grand Elie Metchnikoff, accouru du fond de l'Ukraine pour travailler au côté de Pasteur.

De formation scientifique ou médicale, le pastorien est longtemps resté en marge des structures et des carrières officielles. Médecin sans clientèle, pharmacien sans officine, chimiste sans industrie, universitaire sans chaire, son statut ne se définissait que par un style et surtout un lieu de travail : il fonctionnait à l'Institut Pasteur. Cette diversité de formations et de talents réunis en un même lieu pour y étudier en même temps sous ses aspects les plus divers, c'était avant la lettre ce qu'on appelle maintenant la « recherche interdisciplinaire ».

Si, aujourd'hui, les pastoriens ont fini par acquiescer un statut, leur communauté n'en a pas moins conservé sa diversité puisqu'elle comprend des chercheurs d'origines variées, CNRS, INSERM, INRA, ainsi que de nombreux stagiaires étrangers.

Autre particularité de l'Institut Pasteur : l'extrême des liens maintenus entre recherche et applications. Nul peut-être n'a su, mieux que Pasteur, unir ces deux aspects de la science. Cette union, Pasteur l'a reportée sur la structure de son Institut, la recherche apportant des idées à une industrie qui, en retour, fournissait des fonds à la recherche. Si l'Institut Pasteur n'est pas devenu le premier centre de l'industrie biologique en Europe, c'est d'abord que les pastoriens n'ont guère montré de don ni d'intérêt pour le commerce et l'industrie. Mais c'est aussi que l'industrie privée ne les a guère aidés. D'où, après la dernière guerre, les difficultés financières de l'Institut Pasteur qui avait, jusque-là, vécu de ses ressources propres.

Les pouvoirs publics, en la personne du ministre de la santé d'alors, M^{me} Simone Veil, eurent la sagesse d'attribuer à l'Institut une subvention annuelle correspondant à la moitié de son budget, tout en maintenant son statut de fondation privée. En même temps, sous l'impulsion de Jacques Monod, alors directeur, la production Pasteur était séparée de la recherche. Elle est aujourd'hui étroitement associée à deux puissantes industries pharmaceutiques. En gardant ainsi son statut de fondation privée et grâce à de nombreux dons et legs, l'Institut Pasteur a conservé une souplesse, une capacité de réaction aux imprévus de la recherche dont sont trop souvent dépourvus les organismes publics. Ce n'est pas par hasard si, en France, la biologie moléculaire est née à l'Institut Pasteur ; ou si le virus de SIDA a été isolé à l'Institut Pasteur.

Fidélité à la mission

Derrière particularité de cet Institut : sa capacité à examiner à travers le monde. Car l'histoire de cette maison, ce n'est pas seulement une longue série de découvertes. Ce n'est pas seulement non plus une liste de noms, célèbres ou inconnus, toute la cohorte de ceux, chercheurs ou ingénieurs, préparateurs ou techniciens, ouvriers ou aides de laboratoire qui, lentement, patiemment, ont participé au travail et permis à cette maison de devenir ce qu'elle est. C'est aussi la pléiade de ceux qui, formés à l'Institut Pasteur, se sont répandus à travers le monde pour étudier sur le terrain les maladies les plus variées ; qui, sur place, ont construit des centres fonctionnant selon les principes qu'on leur avait enseignés à Paris.

Ainsi, de Tahiti à Cayenne, à travers l'Asie du Sud, le continent afri-

caïn et le pourtour méditerranéen, s'est tissé un réseau d'Instituts Pasteur formés sur le modèle de celui de Paris. C'est pour une bonne part à ce réseau que l'Institut Pasteur doit son renom, non seulement dans les pays riches qui participent à la recherche, mais aussi dans les pays démunis où il a contribué, au premier rang, à l'effort de santé publique. Malgré les vicissitudes politiques, ces Instituts Pasteur ont le plus souvent conservé leur réputation : celle du dévouement au service des pays où ils sont implantés.

Dans le discours prononcé à l'inauguration de l'Institut Pasteur en présence du président de la République, Sadi Carnot, Pasteur écrivait : « Notre Institut sera à la fois un dispensaire pour le traitement de la rage, un centre de recherches pour les maladies infectieuses et un centre d'enseignement. » Depuis cent ans, l'Institut Pasteur est fidèle à la mission que lui avait assignée son fondateur. Il l'a même dépassée en élargissant le champ de ses recherches et de ses enseignements à des domaines qui dépassent le projet initial. Intégré à la vie culturelle de la France, l'Institut Pasteur se prépare à aborder un nouveau siècle de son histoire avec la volonté qui, depuis sa création, l'anime : poursuivre et développer la recherche en santé publique.

En un siècle, beaucoup de maladies ont disparu. Mais pas toutes. Aujourd'hui encore, la rougeole tue, dans le monde, un enfant toutes les quinze secondes, soit deux millions par an ; aujourd'hui encore, la tuberculose fait dix millions de victimes par an. Les grandes parasites touchent toujours des centaines de millions d'êtres humains. Et puis des maladies nouvelles sont apparues. L'une surtout, le SIDA, qui pose et posera des problèmes majeurs de santé publique en Europe et dans le monde. C'est dire la nécessité d'une recherche toujours plus poussée, toujours plus vigoureuse. Sans oublier que la source principale de progrès en médecine, c'est la recherche fondamentale.

Si la maladie cancéreuse s'entrevoit aujourd'hui à l'analyse, si l'on peut espérer trouver un remède au SIDA, c'est d'abord le résultat lointain de travaux qui ne visaient qu'à comprendre certains mécanismes de base, tels la multiplication de la plaque ou le sexe des bactéries. Il n'y a aucun moyen de dire où mènera un domaine de recherche. L'important, en science, c'est ce qu'on ne peut pas prévoir. C'est ce qu'on ignore, dans un coin de cave ou de grenier, bouleversera dans notre manière de nous représenter le monde.

La réponse de M. François Mitterrand

M. François Mitterrand a ouvert, le lundi 5 octobre, la semaine du centenaire de l'Institut Pasteur. Accueilli par le professeur François Jacob, président de l'Institut, le président de la République a consacré une grande partie de son allocution aux problèmes éthiques soulevés par le développement de la biologie moléculaire.

« Avec la biologie moléculaire, a-t-il déclaré, on a élargi le champ de la recherche et de la connaissance. Et c'est vrai que toutes les formes de bio-génétiques aujourd'hui connues apparaissent comme un immense champ exploratoire et permettent déjà d'imaginer de quelles façons l'humanité pourra apaiser ses angoisses, apaiser ses souffrances, grâce à l'effort de celui qui cherche, grâce à la ténacité du médecin, de celui qui guérit, grâce aussi à la chaîne qui, à travers les générations, a su créer autour de cet Institut et de quelques autres, une somme de connaissances inappréciables. »

Évoquant la réflexion éthique qui doit, selon lui, accompagner toute démarche scientifique, M. Mitterrand a poursuivi : « Que fais-on de ce que l'on sait ? Est-ce un moyen

de suprématie, est-ce un moyen de domination ? Va-t-on répondre aux rêves fous ? Parce que moi je pense qu'il est fou, et je ne suis pas le seul dans cette salle, celui qui permettrait de modifier l'homme à sa convenance ou qui pourrait croire qu'au travers de quelques codes génétiques, la carte génétique, on arriverait à percevoir exactement la carte d'identité de l'homme. Ce n'est pas de la somme des éléments qui le composent que naît la vraie personnalité de chaque individu. Il y a donc là une tâche immense qui engage d'abord les démocraties, c'est-à-dire les régimes où l'on associe tous les savoirs, toutes les connaissances, toutes les capacités, tous les potentiels, où nul n'est exclu du moyen non seulement de connaître la science mais aussi d'en tirer avantage. Voilà à quoi nous nous sommes appliqués. »

M. Mitterrand a ensuite évoqué l'action du Comité consultatif national pour les sciences de la vie et de la santé, ainsi que la structure internationale de réflexion éthique centrée sur le SIDA qu'il a contribué à mettre en place. « Je souhaite, a-t-il conclu, que le siècle qui commence soit aussi riche de découvertes et d'enseignements que celui qui s'achève. »

SOLIDARITÉ-SANTÉ

ETUDES STATISTIQUES

6 numéros/an

Abonnement 200 F - Le n° : 35 F

Dans chaque numéro un grand dossier :

- Les médecins en France
- La pauvreté
- Le système hospitalier
- L'approche locale de la protection sociale.

Et des enquêtes en profondeur : santé, action sociale, sécurité sociale, démographie...

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'EMPLOI

Diffusion
MASSON / SPIFF
B.P. 22 - 41363 VINEUIL

Donnez sur imprimante à laser vos textes enregistrés sur disquettes Macintosh ou Amstrad.

LASERMARK
45 bd Richard-Lenoir
75011 PARIS
Tél : 45 06 84 01

LE PRINCE ET LE GRIOT
Expériences et expériences africaines

Par BLANC
15,5 x 24 cm - 254 p.
Encart de 4 p. de photos - 120 F

Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

SCIENCE & VIE MAC
SVI
OCTOBRE 87

Banc d'essai :
HYPERCARD : TOUT L'ESPRIT DU MACINTOSH

rayonnement

Les premiers

PIONNIERS DE L'AT ME

MÉDECINE

Un rayonnement planétaire

(Suite de la page 23.)

Cette médaille fut offerte au cosmonaute Jean-Loup Chrétien à la veille du vol de recherche scientifique Salont-7-Soyouz.

Aujourd'hui, ce sont vingt-sept instituts, dont dix-neuf portent le nom de Pasteur, qui assurent, depuis cent ans maintenant, le lien scientifique et humain qu'avait voulu leur initiateur, par-delà les mers et les continents.

Chacun a sa spécialité. Ceux de Bangui (République centrafricaine) et de Dakar jouent, par exemple, un rôle actif dans les travaux en cours sur le SIDA. Tous

participent à la formation de biologistes, de chercheurs et de techniciens. Beaucoup constituent de véritables centres de référence pour les grandes endémies spécifiques.

Des programmes prioritaires de recherche sont mis en place en commun, en fonction de l'intérêt qu'ils peuvent présenter ici ou là pour la santé publique.

Il en est ainsi par exemple pour le paludisme, sur lequel d'importantes recherches sont menées entre les Instituts Pasteur de Lille, de Dakar et de Guyane, pour la lèpre ou pour les fièvres

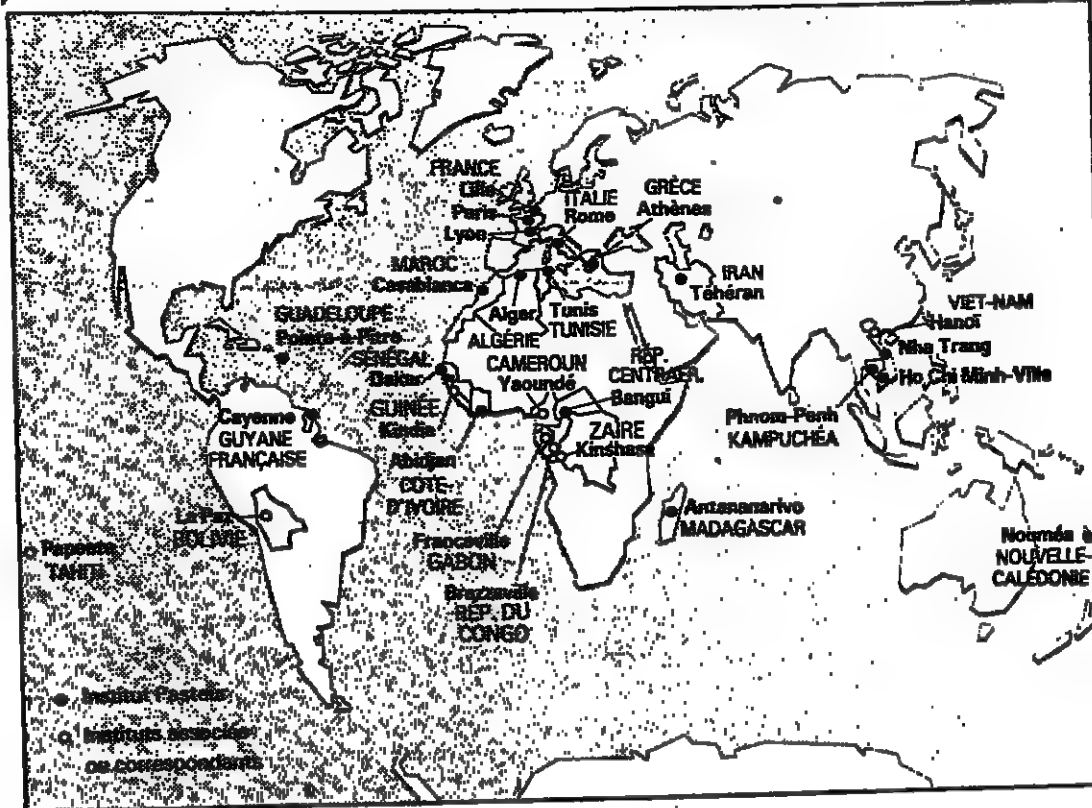
hémorragiques gravissimes qui règnent en Afrique.

Selon l'initiative que prit Jacques Monod en 1972, les directeurs de tous les instituts Pasteur mondiaux se réunissent chaque année alternativement en France et dans un établissement étranger.

Les liens voulus par Pasteur se sont ainsi maintenus et développés tout au long des années et par-delà toutes les vicissitudes politiques, diplomatiques ou militaires, qui déchirent parfois les Etats.

Dr E.-L.

LES INSTITUTS PASTEUR DANS LE MONDE



Les premiers pas d'André Lwoff

MA première vision de l'institut Pasteur, en 1921, fut celle d'une vaste cour pavée où des palefreniers s'employaient à panser des chevaux. Il y régnait une étrange odeur de fumier et de croûtes. Au fond de la cour, un bâtiment lépreux, ancien hôtel borgne où, autrefois, les cochers de l'urbaine de la Seine, après leur journée de travail, venaient se débarrasser. Grâce à son prix Nobel de médecine, Alphonse Laveran l'avait, en 1907, aménagé en un laboratoire provisoire qui, à aujourd'hui soixante-dix ans et durera bien encore quelques temps.

L'atmosphère de l'hôtel-laboratoire de protozoologie et de médecine tropicale était pleine de charme. Le voisinage des chevaux, sans doute, y était pour quelque chose, car les animaux humanisent tout. Peut-être aussi la présence, parmi les chercheurs, du futur Céline, qui conférerait au microcosme un caractère particulier. La légende, enfin, car tout était noyé dans la légende. Pasteur était présent partout, par son nom, par son œuvre, par sa gloire, par ses bustes, par son musée, par son tombeau, présent par les ombres et les effigies de broches de ceux

qui l'avaient accompagné au cours de sa longue marche, présent enfin par ses compagnons survivants. Témoins des temps héroïques, ils conféraient à la légende une insupportable réalité. Pour couronner le tout, contrepoids animés des froides statues commémoratives, de malheureux chiens en cage, par leurs aboiements rauques, cernaient aux quatre coins de l'espace l'inoubliable victoire sur la rage.

* Extrait d'un article d'André Lwoff, prix Nobel, paru dans le Monde daté 29-30 avril 1973.

BERTRAND GOLDSCHMIDT

PIONNIERS DE L'ATOME

STOCK

Le roman vrai de la recherche atomique raconté comme il l'a vécu par un des grands aventuriers de la science

LE MONDE

diplomatique

octobre

EST PARU

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier / Permanence téléphonique

Permanence téléx/bureau meublé, rédaction d'actes, constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

SECTEURS DE POINTE

La commercialisation des brevets

Le transfert des découvertes pastoriennes vers l'industrie permet en retour de financer de nouvelles recherches.

« L'INSTITUT Pasteur a toujours mené de front la recherche et ses applications, mais jusqu'à la seconde guerre mondiale, cela se faisait de manière un peu artisanale », explique Xavier Van Robais, l'un des responsables du service de valorisation de la recherche. Dans les années 50, l'institut s'est rendu compte que, pour poursuivre dans cette voie, il lui fallait dissocier recherche et production.

Cette décision bouleverse les habitudes de la maison : les laboratoires de recherche de l'Institut Pasteur ont coutume de suivre une à une les étapes de l'élaboration d'un produit, de la recherche à la production. Rationalisation oblige, ces deux secteurs sont progressivement dissociés : budgets, personnels et directions distincts dès le début des années 70, puis création, en 1972, de l'Institut Pasteur productions (IPP), qui, maintenant, n'existe plus.

Aujourd'hui, l'Institut Pasteur dispose de deux filiales - Diagnostics Pasteur et Pasteur Vaccins - auxquelles il convient d'ajouter un troisième partenaire, plus « lointain » (l'institut ne possède que 15 % de son capital, contre 45 % dans les deux autres) : Biochem. Ces sociétés sont chargées de mener à bien l'exploitation industrielle des découvertes des chercheurs pastoriens.

La maison mère a elle aussi mis en place des structures adéquates : une direction des applications de la recherche en 1976, une direction scientifique du développement en 1981, et une direction de la valorisation de la recherche.

Aujourd'hui, dès que les travaux d'un scientifique pastorien aboutissent, ces services se mettent en action. La « découverte » est d'abord soumise à appréciation en vue d'un éventuel dépôt de brevet, qui exige - déjà - un investissement. « C'est un véritable pari », explique Xavier Van Robais, nous cherchons à évaluer la portée de l'invention, mais aussi l'importance de ses possibilités débouchés industriels. » A l'issue de ce premier barage, une quarantaine de projets sont retenus tous les ans par l'institut, qui gère aujourd'hui un portefeuille de deux cent cinquante brevets (les deux tiers des dépôts d'origine française).

L'institut s'adresse alors à ses deux partenaires « privilégiés », qui bénéficient d'un « droit de premier refus » ou de « première information ». Les discussions s'engagent avec Diagnostics Pasteur ou avec Rhône-Poulenc, actionnaire de l'Institut Mérieux, qui détient 51 % de Pasteur Vaccins. On leur propose un plan de développement et un contrat. Si les « privilégiés » refusent, l'institut est libre de s'adresser à d'autres industriels dans le cadre de contrats de recherche et de développement.

Tous les brevets ne trouvent pas preneur : sur les deux cent cinquante brevets gérés par l'Institut Pasteur, plus de 20 % sont restés sur le papier. L'exploitation des brevets contractés demande du temps : pour un réactif de diagnostic, le délai de mise en vente est rarement inférieur à trois ans, et, pour les vaccins, il peut s'écouler sept à dix ans entre le dépôt du brevet et la mise sur le marché. Avec, bien sûr, des variations : un des réactifs de diagnostic de l'Institut breveté en 1968 ne sera pas disponible sur le marché avant 1979. Il aura donc fallu onze années.

Ce transfert des découvertes pastoriennes vers l'industrie permet en retour de financer... de nouvelles recherches. Les bénéfices tirés de cette exploitation représentent 10 % des ressources de l'Institut, dont le budget annuel s'élève à 500 millions de francs. Ses filiales lui versent chaque année une redevance proportionnelle à leur chiffre d'affaires, et les « licences Pasteur » accordées aux autres sociétés donnent droit à des royalties. Ce système semble efficace : la direction de la valorisation de la recherche, qui dispose d'un budget de près de 10 millions de francs, a signé 80 contrats en 1986 et enregistre un taux de progression annuel de plus de 15 %. Ces revenus complètent le budget de l'Institut, qui, fondation privée reconnue d'utili-

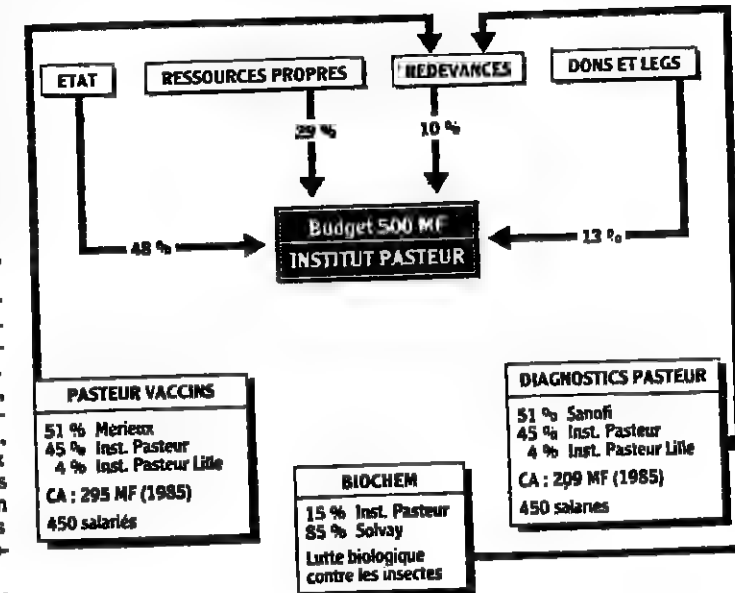
lié publique, reçoit des subventions de l'Etat équivalent à 50 % de son budget. Les 40 % restants se répartissent entre les ressources propres de l'Institut (issues d'expertises, d'analyses, de productions spécialisées, etc.) et les dons et legs.

Ces sources de financement sont obligatoirement réinvesties dans la recherche puisque les statuts de l'Institut Pasteur lui interdisent de dégager des profits.

La réussite de cette politique résolument tournée vers les appli-

cations industrielles a conduit certains scientifiques, que la tradition portait parfois à rester en retrait, à modifier leur attitude réfractaire à l'exploitation commerciale des découvertes pastoriennes. « Il faut soutenir les chercheurs qui ont le courage de se lancer dans des travaux d'application », précise Xavier Van Robais. Nous avons mis en place des mesures d'intéressement des scientifiques, qui touchent désormais des redevances au titre de l'exploitation de leurs brevets. Nous avons également tenté de favoriser le dialogue entre les chercheurs et les industriels, et nous constatons qu'il s'améliore de jour en jour. Une dynamique a été lancée.

ANNE CHEMIN.



Demain

UN NOUVEAU VACCIN CONTRE L'HÉPATITE B

C'est à l'Institut Pasteur qu'est né, après les travaux du professeur Maupas, de Tours, il y a une dizaine d'années, le premier vaccin contre le virus de l'hépatite B (HBV) - la forme d'hépatite virale la plus grave - produit à partir du sang de personnes infectées par le HBV. Ce type de fabrication le rendait potentiellement suspect bien qu'aucun accident ne soit survenu. Un nouveau vaccin présentant toutes garanties d'innocuité, moins cher et plus facile à fabriquer, a donc été préparé grâce aux techniques du génie génétique, par les chercheurs pastoriens (professeur Tiollais et coll.). Des cellules animales - de hamster - au patrimoine héréditaire modifié ont été utilisées : la production de particules d'antigènes de surface du virus, immunogènes et protégeant contre les infections à HBV a été obtenue.

Le Sud-Est asiatique et l'Afrique, où règnent à l'état endémique l'hépatite B et le cancer primitif du foie qui en découle parfois, devraient bénéficier de ce nouveau vaccin.

VIRUS ET CANCER GÉNITAL

Un lien a été établi entre les cancers de l'utérus (6 000 nouveaux cas annuels en France), ou certains états précancéreux, et l'infection par les papillomavirus humains (PVH). Les PVH sont des virus à ADN, de structure simple, très résistants, qui sont à l'origine de lésions de la peau et des muqueuses (verruques, condylomes). Les travaux de Gérard Orth et de son équipe (Institut Pasteur) ont démontré la pléiade des PVH et la spécificité du pouvoir pathogène de chacun

d'eux. La recherche de ces différents types est effectuée sur frottis et biopsies, par une nouvelle méthode d'hybridation moléculaire utilisant des sondes radioactives à ADN, spécifiques des PVH considérées comme potentiellement pathogènes.

Les résultats obtenus permettent maintenant d'envisager l'utilisation de nouvelles sondes « froides », non radioactives, et l'application de ce dépistage virologique à la détection précoce de routine des cancers de l'utérus, en l'absence d'anomalies décelables par les frottis.

SUR LE BOUT DU DOIGT LE TÉTANOS

Dans quelques semaines, le Vaccin-Tét T de l'Institut Pasteur sera sur le marché français. Fruit des recherches du professeur Relyveld, il permet de savoir en vingt minutes si une personne est très bien, bien, faiblement ou pas protégée contre le tétanos et, par là, d'éviter de revacciner celles qui sont bien immunisées.

Le test utilise le principe de l'hémagglutination passive : des hématies de dinde ont été couplées avec de la toxine tétanique purifiée ; en présence des anticorps spécifiques, il se forme des immunocomplexes hématies sensibilisées-anticorps, qui sont visualisés par une hémagglutination. En prélevant une goutte de sang au bout du doigt, on peut ainsi apprécier le taux d'anticorps tétaniques chez un blessé, lors des bilans systématiques de santé, pour le tri des plasmas destinés à la préparation des immunoglobulines tétaniques spécifiques et lors de la mise en place de programmes larges de vaccination pour évaluer la couverture vaccinale d'une population (dans le tiers-monde notamment, où le tétanos fait des millions de victimes).

ASSIMIL

Le don des langues

CHEZ VOUS - PAR VOUS-MÊME

ENVOYEZ-MOI UNE CASSETTE ET UNE BROCHURE D'ESSAI.
(Sans engagement de ma part)

ASSIMIL B.P. 25 94431 CHENNEVIERES-sur-M. Cedex

NOM: _____ PRÉNOM: _____

ADRESSE COMPLÈTE: _____

LANGUE CHOISIE: _____

(Le port 2 lettres à 2 201 pour demande au 205 d'essai)

هكذا من الاصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGENIEURS ANALYSTES

L'UB-LOCABAIL, filiale de la Compagnie Bancaire, est le n°1 européen du financement des investissements des PME. Nous nous distinguons par notre sens de l'innovation : notre informatique de pointe en est l'une des meilleures preuves.

Pour renforcer le service Etudes de notre Département Informatique, nous souhaitons intégrer de jeunes ingénieurs Analystes.

Vous avez déjà mis à profit votre formation supérieure (Ecole d'ingénieurs, MIAGE) au cours de deux années d'expérience professionnelle, de préférence dans une SSIL.

Si vous pensez que le moment est venu de valoriser cet acquis, nous vous proposons de manager de A à Z des applica-

tions de gestion, du cahier des charges à la réalisation et au lancement.

Vous disposerez d'outils performants : grand système IBM, base de données relationnelle DB2, moniteur télématique CICS...

Notre équipe est jeune, compétente et soudée : nous serons sensibles aux qualités relationnelles que vous saurez y développer.

Adressez votre candidature sous réf. 432 à Robert PREVOST-HABERER
COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kléber - 75116 Paris.

**UB
LOCABAIL**

groupe de la compagnie bancaire

Ingénieur génie logiciel pour le contrôle de processus industriel

Schlumberger

■ Contrôle industriel est une division du groupe Régulation & Capteurs de Schlumberger Industries, orientée vers les technologies de pointe, concevant et développant des systèmes de processus industriels de haute performance.

Nous travaillons désormais au développement

d'une nouvelle génération de ces produits et souhaitons renforcer notre équipe en intégrant un INGENIEUR GENIE LOGICIEL débutant ou première expérience, diplômé d'une grande école (ESE, INPG...).

Vous assurerez la maintenance de nos logiciels ainsi que la mise en place d'outils de développement dans un environnement infor-

matique varié (VAX, POP, PC, réseau ETHERNET...). Nous vous offrons de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite à la Direction du Personnel, Schlumberger Industries, Régulation & Capteurs, 100 rue de Paris, 91342 Massy Cedex.

**PPB
PROVENCE**

NOTRE INFORMATIQUE, CE SERA VOUS.

Située près d'AVIGNON, PPB Provence produit des éléments préfabriqués pour le Secteur du Bâtiment et des TP.

La Direction Financière du Groupe dont elle fait partie (Holding + 7 filiales, 12 usines, CA 500 MF, 700 personnes) souhaite confier la responsabilité de l'ensemble des équipements et des applications informatiques de PPB Provence (Gestion, Informatique Industrielle, Informatique Scientifique) à un Ingénieur possédant 3 à 5 ans d'expérience, notamment en GPO.

Diplômé d'études supérieures (A & M ou équivalent), vous avez acquis une véritable culture industrielle, de préférence en PMI. Vous aimez entreprendre et réaliser, créer et développer.

Après une réflexion d'ensemble sur nos moyens et nos applications, vous mettrez en œuvre les projets de l'entreprise et des usines. Vous serez en relation avec nos services financiers, commerciaux et techniques aussi bien qu'avec les sous-traitants et les constructeurs.

A terme, vos responsabilités évolueront dans le cadre du développement rapide de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 644/M ; à notre Conseil.

UNILOG

9, rue Alfred-de-Vigny 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTAC informatique

**ERNAULT-TOYODA
AUTOMATISATION**

(500 personnes - 300 MF de CA)

Nous bénéficions du savoir-faire ERNAULT et de l'appui du puissant Groupe Industriel TOYODA. Leader sur notre marché des biens d'équipements, nous enrichissons continuellement notre gamme : a Centres de Tournage et de Centres d'Usinage b Cellules Automates et Flexibles. Nous recherchons :

3 INGENIEURS

sur notre site de CHOLET
(Maine & Loire - 60 km de l'océan)

**RESPONSABLE DES
DEVELOPPEMENTS LOGICIELS**

communs aux Centres de tournage et d'usinage.

une expérience de 3 ans minimum en commande numérique, DNC et informatique industrielle est nécessaire.

Pour tous ces postes, l'expérience et le potentiel comptent beaucoup pour nous. Une formation de haut niveau sera bien sûr très appréciée.

Pour informations complémentaires, appelez "contact-téléphone" 16 (1) 42 61 82 81 (8h30 à 18h30 et 10h à 13h le samedi) ou adressez lettre de candidature et CV complet en précisant le poste choisi à E.T.A. Madame L'APORTE - BP 347 - 49303 CHOLET Cedex.

sur notre site de MONTZERON
(Côte d'Or - 2 heures de Paris)

AUTOMATISCIEN

chargé de développer, sur le site de production, un service "Automatismes".

Une expérience d'au moins 3 ans en Bureau d'Etudes Electriques ou Automatismes est indispensable. Des connaissances en CN (FANUC et NUM) seront appréciées.

MECANICIEN

avec 3 à 5 ans d'expérience de Bureau d'Etudes dans des domaines tels : la mécanique de précision ou la machine-outil, l'aéronautique ou la robotique. Connaissances en résistance des matériaux, dynamique, automatismes appréciées.

Contact-téléphone
(1) 42 61 82 81

MARKETING INFORMATIQUE

Ingénieur, vous avez acquis une expérience technique d'au moins 3 ans chez un constructeur, une SS II ou un utilisateur, complétée éventuellement par une expérience marketing ou commerciale.

Au sein de l'équipe Promotion-Produits, vous serez responsable des études et de l'analyse du marché et de la concurrence. Vous participerez à l'élaboration de la stratégie de lancement des nouveaux produits - matériels ou logiciels - et vous aurez la responsabilité de sa mise en œuvre.

Ces fonctions impliquent de bonnes capacités de communication.

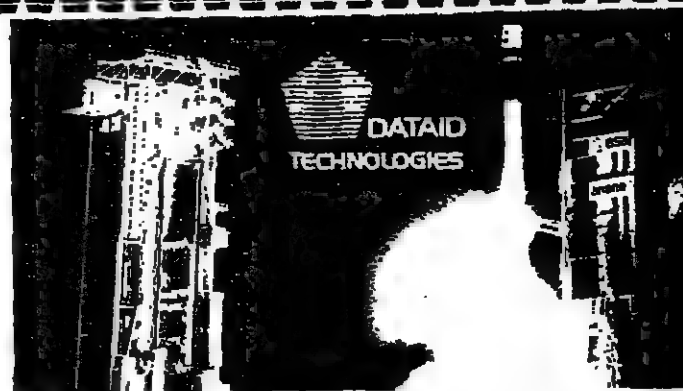
Merci d'écrire sous référence DKS/41 à IN2 - Direction du Personnel - BP 63 78373 PLAISIR CEDEX

Avec plus de 15000 systèmes installés depuis 1969, dans l'industrie, les services et l'administration, IN2 est le deuxième constructeur français présent en Europe par cinq filiales. Par leur architecture multiprocesseur 32 bits à haute sécurité, par leur gamme évolutive compatible de 2 à 256 postes, les systèmes IN2 représentent ce que la technologie actuelle offre de meilleur.

C'est normal plus de 12% du C.A. d'IN2 sont consacrés à la recherche.

IN2
GROUPE INTERTECHNIQUE

L'INFORMATIQUE DES REALITES.



DATAID TECHNOLOGIES

une société de surveillance

Dans le cadre de notre fort développement (+ 40%), nous recrutons :

3 INGENIEURS et 2 CHEFS DE PROJETS

pour participer à d'importants projets dans les domaines suivants :

CAO, COUPLAGE CAO CALCUL

Les connaissances requises sont : FORTRAN, C, UNIX, VMS

La maîtrise de CATIA ou d'INTERGRAPH serait un atout important.

Réf. DT 111

GRANDS LOGICIELS TEMPS REEL

Les connaissances requises sont :

■ UNIX, ASSEMBLEURS MACROCAL, ATELIER ENTREPRISE

■ ASSEMBLEURS INTEL, MCS, RMK, ■ SOLAR SP5 et SP7

■ VRTX ■ HP 1000 ■ RESEAUX/TELECOM

Réf. DT 112

2 INGENIEURS

spécialisés dans les domaines suivants :

LANGAGE ADA **SGBD ORACLE**

Réf. DT 113

Réf. DT 114

3 INGENIEURS EXPERIMENTES EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Bonne connaissance requise de LISP et/ou PROLOG et d'un ou plusieurs outils de génération de SYSTEMES EXPERTS.

Réf. DT 115

2 INGENIEURS EN DYNAMIQUE RAPIDE

(2 à 5 ans d'expérience en calcul par différences finies) pour réaliser des études :

- calcul de grandes déformations,
- calcul d'écoulement fluide compressible et incompressible,
- analyse thermodynamique en mécanique des milieux continus,
- écoulement biphasique et réactif.

Réf. DT 116

Pour notre département "INGENIERIE PETROLIERE"

1 INGENIEUR EXPERIMENTE

A double compétence (informatique et géochimie) pour développement, mise en œuvre et assistance autour d'un logiciel spécialisé de haut niveau. Des déplacements à l'étranger sont à prévoir. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Réf. DT 117

Pour ouvrir le dialogue, envoyez votre candidature (lettre, C.V., photo et présentations) à Jean-François GERVEL, DISTRIB TECHNIQUES 44, avenue Roger Salengro, F-91200 FONTAINE-SOUS-BOIS Cedex.

La direction de Production d'une importante Société performante dans le domaine aéronautique recherche

INGENIEUR SYNTHESE INDUSTRIELLE

SA MISSION :

Détaché dans une Direction Projet-Programme :

- il anime l'optimisation industrielle du produit et prépare les scénarios de production.
- il pilote sur son programme les actions de services de la Direction de Production Industrialisation et Méthodes Avancées des Centres Série.

SON PROFIL :

- Ingénieur Grande Ecole, il possède une première expérience projet ou production.
- Rigoureux, autonome, il est également en contact avec les Services Impliqués dans le Programme et avec les Industriels coopérateurs, ce qui implique de bonnes qualités relationnelles.

Ce poste est basé en Région Parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, rémunération souhaitée sous la référence 9671 à PARFRANCE ANNONCES 4, rue Robert Esnau 75008 PARIS qui transmettra.

EVOLUONS ENSEMBLE

Notre société, l'un des fabricants les plus renommés du marché de la CUISINE AMENAGEE, dispose d'une unité de production importante au sein de laquelle travaillent plus de 200 personnes.

Desirant FAIRE EVOLUER cet ensemble tout en continuant à VALORISER nos points forts, nous recherchons notre

DIRECTEUR TECHNIQUE

INGENIEUR SOLIDE ayant un minimum une dizaine d'années d'expérience, vous serez l'un des interlocuteurs privilégiés de la D.G. VOUS APPUYANT sur des équipes existantes très professionnelles et dévouées.

Jouant un rôle de PREMIERE IMPORTANCE pour notre société, vous vous fixerez des objectifs parmi lesquels figureront : la RATIONNALISATION de la QUALITE et le DEVELOPPEMENT de moyens humains et techniques utilisant des TECHNOLOGIES PERFORMANTES.

Ce poste se situe en BOURGOGNE à CHALON sur SAONE 71.

Adressez lettre manuscrite, + C.V. + photo et salaire actuel sous la Réf. 3171.

La responsabilité de notre actionnaire réside dans l'avenir.

CONSEIL EN RECRUTEMENT

Place Darcy BP 1200 21051 CHALON Cedex

RESULTATS

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Futur directeur commercial

Cette société d'ingénierie informatique en fort développement est spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes de haute technicité (matériel et logiciel) destinés principalement à la gestion technique et administrative d'immenses (climatisation, électricité, bornes variables, contrôle d'accès...). Créée il y a quatre ans, elle regroupe 50 personnes et se donne les moyens de poursuivre sa croissance : elle recherche un ingénieur commercial qui pourra prendre à terme la responsabilité globale des ventes. Rattaché à la direction générale, il commercialisera l'ensemble des applications de la société et interviendra depuis la prospection et l'étude des besoins clients jusqu'au suivi d'affaires. Il aura pour cela le support des services marketing et technique. Le montage d'un réseau de distribution sera aussi dans ses attributions. Ce poste, basé en banlieue sud de Paris, s'adresse à un candidat de formation supérieure commerciale ou technique ayant une expérience de cinq à dix ans dans la vente de produits à contenu technologique. Les candidatures d'ingénieurs, responsables d'exploitation d'immenses, souhaitant évoluer vers la vente seront également étudiées. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/D2893M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable technique + S.A.V.

Pour la mise en place d'équipements industriels - Notre société, basée à 200 kilomètres de Paris, distribue sur toute la France des biens d'équipement complexes fabriqués dans notre usine en Allemagne. Nos excellents résultats et notre technicité produits nous portent en premier rang dans votre domaine. Nous créons le poste de responsable technique, chargé de superviser l'organisation, la gestion et l'entretien des services techniques et après-vente étude et mise au point des projets, suivi et contrôle des installations, maintenance, gestion des pièces détachées et des équipements techniques... Il sera en contact étroit avec l'usine et assurera la transmission du savoir-faire technologique ainsi que la formation de son équipe. Il pourra intervenir en support technique auprès des commerciaux. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat âgé d'au moins 32 ans, possédant une formation technique supérieure pluridisciplinaire (A&M, DUT, BTS...). Il aura acquis une solide expérience opérationnelle de l'installation de biens industriels (de l'étude au service après-vente) et saura animer une équipe d'une dizaine de personnes. La connaissance de la langue allemande est impérative. La rémunération sera à la hauteur des compétences proposées. Déplacements à prévoir en France et en Allemagne. Ecrire à Sylvie LOTS en précisant la référence A/D2883M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune ingénieur X, ECP, SUPELEC...

160.000 F +

ALSTHOM Pour rejoindre notre équipe de recherche et développement - Notre établissement (600 personnes, 400 millions de francs de chiffre d'affaires) basé à Rouen, conçoit, fabrique et commercialise des transformateurs de distribution. Afin de renforcer nos services techniques et industriels, nous créons une cellule de recherche à laquelle nous souhaitons adjoindre un jeune ingénieur de haut niveau. Participant à la conception générale des produits, son rôle consistera à mener et à coordonner des études, essais, recherches permettant d'acquiescer le savoir-faire de l'entreprise et d'optimiser ses investissements, en particulier en automatisation et robotique. Ce poste implique de nombreux contacts tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise. La pratique de l'anglais, la compétence en informatique sont des atouts supplémentaires. La rémunération ne sera pas inférieure à 160.000 francs. Réelles perspectives d'évolution à moyen terme. Ecrire à Sylvie LOTS en précisant la référence A/D2894M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LAISSEZ VOTRE TALENT S'EXPRIMER LIBREMENT !

Société de services en ingénierie informatique spécialisée sur gros systèmes IBM (43 XX - 30 XX), nous offrons à des "informaticiens experts", l'opportunité de s'épanouir dans un contexte performant et évolutif.

INGENIEURS SYSTEME CONFIRMES

MVS - VM - VSE - Minimum 3 ans d'expérience (R&ISM)

CHEFS DE PROJET

GRANDS SYSTEMES IBM

Formation Miage ou Ecole d'Ingénieurs - Minimum 4 ans d'expérience (R&E.CPM)

ANALYSTES

GRANDS SYSTEMES IBM

Formation Miage - Minimum 2 ans d'expérience (R&E.AM)

Vous souhaitez être maître d'œuvre de grands projets ?

Faites-nous part de vos talents au 47.27.85.65 ou adressez-nous votre dossier de candidature sous référence choisie à :

Orchid Grands Systèmes
8, rue Copernic - 75116 PARIS

SOCIÉTÉ TÉLÉMATIQUE — VIDÉOTEX

région parisienne recherche

COGNITICIENS HAUT NIVEAU

Bac + 5 + 1 an d'expérience professionnelle minimum dans une équipe française ou internationale de recherche appliquée. Intelligence artificielle et langage naturel.

Adressez vos candidatures à :

EC2
269/287, rue de la Garennie,
92000 Nanterre, qui transmettra.

GROUPE SYSECA

INGENIEURS CONCEPTEURS

GRENOBLE

Vous rejoindrez une équipe de haut niveau avec laquelle vous participerez à un grand projet logiciel de longue durée. Vous aurez la responsabilité d'un module ou d'une tâche système pour lequel vous encadrerez une petite équipe de réalisation. Ingénieurs de formation, vous êtes expérimentés en architecture, conception et développement de logiciel de base.

Vos compétences en : système, SGBD, compilation, réseaux, intelligence artificielle seront appréciées.

PARIS

Le Département Gestion recherche pour ses équipes de développement et de support produit deux CONCEPTEURS et REALISATEURS de logiciels de gestion et un INGENIEUR SUPPORT. Ces postes sont créés dans le cadre du plan produit ADAGE (atelier de développement d'applications de gestion). Ils s'adressent à des SPECIALISTES VAX/VMS ayant environ cinq années d'expérience, ainsi qu'à un ingénieur confirmé qui est motivé par la prise en charge d'actions de formation, d'installation et de monitoring.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 287 à :
SYSECA SELECTION - 315, Bureaux de la Colline
92213 Saint-Cloud Cedex

SYSECA SELECTION

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

et sa filiale MONETIQUE CEDICAM dont les activités en forte croissance font appel aux techniques les plus avancées recrutent pour leurs Services Informatiques des :

CHEFS DE PROJETS et futurs Chefs de Projets

Ingénieurs ou Universitaires, qui souhaitez valoriser vos 3 à 5 années de pratique professionnelle acquises dans un environnement gros système IBM, intégrez un Grand Groupe. Des postes vous sont proposés essentiellement, mais non exclusivement, dans les domaines d'activité :

Réf. ALH
Monétique
Vidéotex
Télétraitement
CICS DL1

Réf. MAF
Systèmes d'information liés
aux marchés financiers et
monétaires avec
Merise CICS et DB2

Lieu de travail : SAINT QUENTIN EN YVELINES.

Adressez lettre CV, photo, rémunération et prétentions sous la référence choisie à
CNCA - Service Gestion des Personnes BP 48 - 78280 GUYANCOURT.

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

INFORMATICIENS CONFIRMES, BULL ENGAGE UN CHEF DE PROJET

Dans le cadre de son schéma directeur d'informatisation couvrant les aspects GAO (ateliers flexibles, flux tendus, ...) et comptabilité industrielle, l'établissement d'Angers recherche un chef de projet informatique.

Ingénieur Grande Ecole, option informatique, vous justifiez de deux ou trois années d'expérience réussie sur des projets orientés base de données et transactionnel. Vous prendrez la responsabilité d'un projet de gestion, depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre, et encadrerez une équipe de réalisation.

Bull

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous réf. M/610 à Anne TRUC - Service Recrutement - BULL - 331, avenue Patton - 49005 ANGERS Cedex.

هكذا من الاعمال

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable marketing hyperfréquence

PARIS

Notre performance : les fonctions électroniques hyperfréquence. Nous diversifions nos marchés d'applications et nous nous ouvrons à l'export. Nous vous proposons de saisir cette opportunité et de devenir l'élément moteur indispensable de cette évolution. Avec 220 personnes, nous réalisons un CA de 140 millions de francs au sein d'un groupe international de 1^{er} plan dont vous apprécierez les moyens. Seul responsable marketing de notre département, vous bénéficierez du support de l'équipe Marketing Division, tout en gardant une grande autonomie d'action.

Ingenieur en électronique, vous possédez une bonne connaissance des architectures de systèmes de transmission, de localisation et de détection hyperfréquence.

Vous avez une expérience de 5 ans chez un industriel de l'équipement civil ou militaire (télécommunications, radars, fusées, hertziers, stations satellites...). Vous êtes, si possible, familiarisé avec l'utilisation de la micro-informatique.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. A/190.87 à notre Conseil Critère - 12, rue Pergolée 75116 PARIS.



Critère

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, filiale du leader mondial de l'informatique de réseaux propose 2 postes passionnants :

Responsables marketing

Marketing Logiciel

Vous aurez à promouvoir l'offre Logiciel de Digital dans les domaines du Transactionnel et celui du génie logiciel.

Marketing Temps Réel

Vous assurerez la promotion de l'offre Digital dans le domaine du Temps Réel.

Ces postes sont en contact permanent avec les ventes, les consultants logiciel et DEC international.

Vous avez une formation supérieure, une bonne culture informatique, 10 ans d'expérience - de préférence ventes - chez un constructeur ou en SSII. Vos qualités personnelles (organisation, créativité) jointes à une bonne pratique de l'anglais vous ouvrent ces postes.

Merci d'envoyer vos lettres et CV - sous référence MON 450 à Anne CHEVALLIER en précisant le poste choisi à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - Service du Recrutement - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société.

digital

CHAMPION DE LA CROISSANCE (CLASSEMENT 87)

Groupe informatique spécialisé dans les technologies de pointe, nous intervenons sur des créneaux de haut niveau (aéronautique, spatial, processus industriels) en tant que SSII. Notre forte croissance nous amène à recruter des

CHEFS DE PROJETS

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole ou du 3^e cycle universitaire. Vous avez une expérience d'au moins 4 ans dans les domaines suivants :

- applications et systèmes scientifiques (Temps Réel, CAO, applications techniques, calcul de structures, simulation...);
- gestion de l'information (systèmes d'archivage, bureautique, réseaux locaux, bases de données, système, communication).

Vous avez des compétences en système : UNIX, VMS et en langages : C, LTR, ADA.

Nous vous proposons :

- d'intégrer un groupe informatique international dont la croissance vous permettra d'évoluer rapidement;
- une formation permanente;
- des possibilités de partenariat;
- des projets variés et de haute technologie;
- une grande qualité de relations humaines.

Pour ce poste, merci d'écarter en indiquant vos prétentions, sous la référence 10/1, à DECISION INTERNATIONAL - Direction du Personnel - 112, rue de Paris - 92100 BOULOGNE.



DECISION INTERNATIONAL

GRACE

Cryovac, l'une des divisions les plus importantes du groupe Grace Specialty Chemicals, est également leader mondial dans l'industrie de l'emballage. Cryovac doit son succès aux travaux de recherches intensément menés afin de pouvoir anticiper ou répondre aux besoins de ses clients.

Le Centre Technique Européen, dont le rôle est prépondérant pour l'accomplissement de cette mission, cherche à augmenter son effectif et souhaite engager des

ingénieurs applications

qui concevront et développeront de nouveaux systèmes de conditionnement pour les denrées alimentaires fraîches ou élaborées, telles que le fromage, la viande, les légumes, etc.

ingénieurs procédés

qui développeront les matériaux et technologies d'emballage

ingénieurs de production

qui amélioreront les procédés courants et développeront de nouveaux systèmes de production.

Les candidats seront ingénieurs en mécanique, ingénieurs chimistes ou chimistes, en possession d'un diplôme universitaire. Leurs contacts tant internes qu'avec l'extérieur de la société se situent à différents niveaux et exigent de leur part une aisance dans la communication, en anglais principalement. De bonnes connaissances d'au moins une autre langue européenne sont nécessaires.

Ces postes conviennent à de jeunes ingénieurs (âgés de 31 ans au plus). Ils offrent des perspectives de carrière intéressantes, une collaboration étroite avec nos différentes unités européennes et de nombreux déplacements en Europe. Ils demandent l'engagement total qui caractérise la démarche Cryovac.

Le Centre Technique Européen se trouve près de Milan, à une distance raisonnable du lac Majeur, du lac de Côme et du lac de Varèse.

Salaire et avantages sociaux sont à la mesure d'une société multinationale qui récompense avantageusement compétence et réussite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à

Madame Roberta Enriquez
Relations Humaines
Grace S.a.r.l.

B.P. 9
53, rue St. Denis
28231 Epemont Cedex

chef de
Projet,

vous prochaine partenaire ?
La Finance !

Poste à
pourvoir
à Paris

Nous sommes une SSII très importante. Par le nom, l'envergure, l'expansion et la position de leader sur le marché Banque-Finance. Précédemment, nous avons créé à l'initiative des agents de change et des banques, des logiciels de gestion particulièrement adaptés à leurs besoins.

Si vous êtes ingénieur informaticien ou ESC spécialisé dans l'informatique de gestion depuis environ 5 ans (dans un environnement IBM Grand Système) voici ce que nous vous proposons : suivre et conseiller vos clients, rédiger les cahiers des charges, coordonner les actions entre les équipes de l'exploitation, être très présent sur le terrain... Bref, être le partenaire idéal de vos investisseurs : les clients et pour eux-mêmes. Cela demande des compétences, du savoir, de la diplomatie, de la fermeté.

Merci d'adresser
votre candidature
sous réf. 5059H
à Decision,
15 rue du Louvre,
75001 Paris.

"Si vous êtes un passionné de la Micro..."

Vous rejoindrez sans hésitation nos équipes de haut niveau technique. Choisir CMG, c'est opter pour la performance (+ 50 % de croissance annuelle), un développement en région importante mais aussi une véritable philosophie d'action : avec nous, pas de plans de carrière arrêtés mais de multiples possibilités d'évolution. Nous vous remercions que nous sommes l'un des premiers distributeurs français de micro.

INGENIEUR COMMERCIAL MICRO HP - IBM - APPLE - COMPAQ [Lille - Lyon]

La micro, vous connaissez et surtout vous aimez. De formation grande école de commerce ou d'ingénieurs, débutant au fort potentiel ou confirmé, votre talent de négociateur allié à vos solides connaissances techniques vous permettra de préconiser des solutions complètes en termes de logiciels, matériels, conseils, formation, SAV... Votre enthousiasme à toute épreuve et vos résultats vous amèneront à saisir les nombreuses possibilités d'évolution offertes par CMG.



Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo, prétentions (sous réf. ICM/M) à CMG, Mme Gouiller, BP 38, 91942 Les-Usifs Cedex.

Le Monde

L'augmentation des ventes et des recettes publicitaires, la création de suppléments - Campus, Radio-Télévision, Le Monde des Affaires... - la diversification vers d'autres médias, la construction d'une imprimerie ultra-moderne et les bénéfices en 1986, démontrent la réussite du redressement du journal. Pour maîtriser notre développement, nous recherchons

UN CHEF DE PROJETS - GESTION

Au sein de la Direction des Systèmes d'Information et d'Organisation, vous animerez une petite équipe d'Analystes Programmes dans la conduite des projets concernant la comptabilité, les finances, le personnel, la distribution, la publicité... De l'établissement des cahiers des charges en passant par la conception jusqu'à la réalisation, vous travaillerez avec méthode et le souci permanent des utilisateurs. Pour ce

poste, nous souhaitons rencontrer des Chefs de Projets possédant 5 à 10 ans d'expérience dans un environnement IBM Gamme 43 sur des projets importants de même type et rompus à la méthode MERISE. De formation ingénieur ou MIAGE nous vous demandons de nous parler de vos succès et de nous convaincre de vos qualités de rigueur et d'organisation ainsi que de votre sens de la communication et de la pédagogie.

Merci d'adresser votre CV + photo + prétentions + lettre de motivation à : PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10 rue du Colisée, 75008 PARIS, sous la réf. 346.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

INGENIER
DE COMM
Informatique

INGENIER
INDUSTRIEL
Informatique

Hoechst High

Chef de Marché
Pigments Peinture

Hoechst B

3 INGENIEUR

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ANSWARE REGARDEZ VOTRE AVENIR SOUS UN AUTRE ANGLE

Spécialistes en informatique aujourd'hui, vous voyez votre avenir sous l'angle de la polyvalence et de l'évolution. En répondant à vos attentes, ANSWARE satisfait en même temps l'exigence de ses clients (entreprises des secteurs publics et privés de toutes tailles) en leur proposant des systèmes d'information dont la complexité va sans cesse croissant. Nos moyens aujourd'hui (les vôtres demain) : ceux d'ALCATEL dont nous sommes filiale, 900 collaborateurs de haut niveau, une implantation nationale et régionale, un large éventail de prestations axé sur deux grandes activités ou nous multiplions nos effectifs :

INGENIERIE DE GESTION ET DE COMMUNICATION Informaticiens Confirmés

CHEFS DE PROJETS, ANALYSTES, ANALYSTES-PROGRAMMEURS, vous recherchez des missions diversifiées concernant les projets de grandes entreprises de tous secteurs. Vous justifiez d'une expérience significative et vous maîtrisez certaines techniques et langages :

- IMS DB/DC, CICS/DLI, DB2/SQL,
- TDS, IDS2, DM IV - TP
- PAC BASE/DIALOGUE, NATURAL/ADABAS, DATACOM/IDEAL,
- COBOL, PL1, C, sur matériels : IBM, BULL, DEC, HP, TANDEM.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à l'adresse ANSWARE correspondant à la région de votre choix, sous réf. IGC/4.

PARIS, LILLE, ORLÉANS : 11 rue Chaplat 92300 LEVALLOIS
OUEST Immeuble Beaulieu Bureau, 1 rue Césaire Freinet 44200 NANTES
EST - 10 rue Graham Bell 57070 METZ
SUD-OUEST - 46 rue Baryle 22 rue Jacques Prévert 33700 MERIGNAC
SUD-EST - 26 rue Louis Guérin 69100 VILLEURBANNE
SUD - 1 La Canebière 13001 MARSEILLE.

INGENIERIE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE Ingénieurs Logiciels Temps Réel

Nous vous donnons accès à tous les grands projets des années à venir : Airbus, Ariane, Nucleaire, Ingénierie, Systèmes Embarqués, ...

INFORMATIQUE TECHNIQUE : télécommunications, traitement du signal et d'images, génie logiciel, scientifique, ...

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE : productique (automatismes, GPCO, robotique, contrôle de process), mesure, instrumentation, ...

Vous êtes de formation Grande Ecole ou Université, débutant ou expérimenté. Vous avez de réelles capacités d'adaptation, d'autonomie et de communication, de bonnes compétences techniques dans les environnements suivants : PDP/RSX, VAX/VMS, 68000/UNIX, 8086/INTEL.

Langages : ASSEMBLEUR, FORTRAN, PASCAL, C, ADA.

Langues : pour des postes à pourvoir sur Paris, Orléans, Nantes, Brét, Metz, Lyon, Nice, Marseille, Bordeaux, Toulouse, envoyez CV, photo et prétentions sous réf. M/10 en précisant la ville choisie à M^r LE POITTEVIN, ANSWARE-ITI, 149 avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

ALCATEL
ANSWARE

Hoechst High Chem

La SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST est filiale du leader mondial de la chimie. Elle réalise en France un chiffre d'affaires de 5 milliards tant en produits importés qu'en produits fabriqués.

Chef de Marché « Pigments Peinture »

Avec l'aide d'une équipe de vente, il sera responsable au niveau national du développement des ventes et de l'accroissement du taux de pénétration dans ce secteur.

Une première expérience technique ou commerciale dans le domaine des pigments est souhaitée.

Poste basé à Paris.

Ce poste implique une bonne connaissance de l'allemand.

Notre politique interne de développement ouvre de larges possibilités d'évolution vers d'autres secteurs de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 814 M à la Société Française HOECHST, Département des Ressources Humaines, Tour Roussel Hoechst, Cédex 3, 92080 Paris La Défense.

Hoechst

Chef de groupe de projets informatiques

250.000 +



LA CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE (C.A. 13 milliards), en forte croissance, recherche pour sa Direction Informatique (180 personnes) le Chef de groupe de projets du Système de gestion grand public.

Dépendant du Chef de secteur des Assurances Individuelles (Responsable des Etudes et Développement), il élabore les cahiers des charges relatifs à l'informatisation de nouveaux produits d'assurance, met en place les équipes chargées des développements et coordonne l'action des responsables de ces équipes. En étroite collaboration avec son homologue d'Angers, il veille à la cohérence du système de gestion de bases de données. Il est responsable vis-à-vis des utilisateurs du bon fonctionnement du système.

Le candidat, de formation supérieure (diplômé d'une école d'ingénieur de préférence), a environ dix ans d'expérience informatique dont 3 à 5 ans comme chef de projet avec le management d'une équipe de 10 à 15 personnes et la coordination de SGBD entre plusieurs sites. Le poste requiert des capacités de synthèse et d'animation ainsi que des qualités relationnelles avec les utilisateurs. La connaissance des Assurances et éventuellement du matériel Bull serait un atout supplémentaire.

Poste à pourvoir à Arcueil.

Merci d'adresser votre C.V., avec lettre manuscrite et photo, sous la référence L095/M à Henri BOUET,

SEMA-SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

15, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

COMPOSANTS ELECTROMECANIQUE GROUPE 2000 PERSONNES

Leader européen sur notre marché, classés parmi les 3 premiers mondiaux, nous concevons, fabriquons et vendons des composants électromécaniques et électroniques de grande série pour l'équipement industriel et le marché grand public. Nous recherchons :

REGION PARISIENNE
MEUX

Ingénieur de ventes export

Notre mission sera d'accroître nos exportations (actuellement 50 % de nos ventes dans le monde entier y compris Japon). Vous aurez donc à renforcer notre partenariat et notre coopération technique dans un secteur géographique qui, selon vos compétences et vos goûts, pourra s'étendre bien au-delà de l'Europe.

C'est avec le Directeur Export que vous fixerez vos objectifs de développement des ventes multiproduits nouveaux ou déjà existants. Ce challenge est pour vous, si vous êtes ingénieur de formation électromécanique ou équivalente et si vous possédez 3 à 5 ans d'expérience export dans la vente de composants électromécaniques ou électroniques de grande série. (Il en est de même pour les autres sites et vous aimez voyager (50 % de votre temps).

La rémunération, attractive dès le départ, est très stimulante en fonction de vos résultats. Référence 305.



Guy Postel

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi et en indiquant un numéro de téléphone à : Guy POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La Colle sur Loup.

Ingénieur chef de projets

En relation directe avec le R & D Manager, vous serez responsable de toutes les phases du développement de projets de connecteurs (produits nouveaux ou applications client) et ce jusqu'à leur qualification. Vous apporterez un soin tout particulier :

- à l'élaboration du cahier des charges,
- à l'établissement et au respect de la planification du projet (délais et coûts) que vous conduirez jusqu'à la phase d'industrialisation.

Pour vous aider nous mettons à votre disposition une CAO puissante, un laboratoire bien équipé et une équipe de prototypistes compétents.

Ingénieur à dominante mécanique vous avez au moins 3 ans d'expérience dans la conception de connecteurs cylindriques. Vous maîtrisez bien l'anglais, votre expérience même courte en CAO sera de nature à faciliter votre intégration.

La rémunération pour ce poste est motivante. Référence 407.

Pour développer son service certification des produits l'AFNOR recrute

3 INGENIEURS

Sous l'autorité du responsable de service ils prendront en charge le développement d'activités sectorielles de la certification de conformité aux normes (marque NF, certification européenne) dans le cadre des études et réalisations liées au développement européen et national de ce domaine.

Diplômés d'une école d'ingénieur avec une formation commerciale, ils auront acquis en entreprise l'expérience des relations clients/fournisseurs (assurance de la qualité, marketing) et des compétences en informatique de gestion.

Une parfaite connaissance de la langue anglaise est requise.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à G. BACQ, Directeur du Personnel et des Relations Humaines AFNOR - Tour Europe - Cédex 7 - 92080 PARIS-LA DEFENSE

صكزا من الامل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GECI

SSI solidement implantée dans l'ingénierie et le conseil auprès de grandes sociétés industrielles de pointe, distributeur exclusif en France de logiciels techniques, notamment MSC/NASTRAN, dans le cadre du rapide développement de nos produits et prestations, nous recherchons

INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIELLE

INGÉNIEURS D'ÉTUDES STRUCTURES

Réf. IS/1

Vous avez une formation mécanique et analyse numérique. Au sein de nos équipes, vous réaliserez des études de comportement de structures complexes, impliquant la mise en œuvre de calculs par éléments finis, dans les domaines de la dynamique et des matériaux composites.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES FIABILITÉ

Réf. IS/2

Votre première expérience réussie, au sein de nos équipes, vous permettra d'analyser la fiabilité de systèmes mécaniques ou électroniques, vous permet de participer, dans cette spécialité, à des projets complexes et variés, de la conception à l'établissement de la documentation, dans les domaines aéronautique, spatial, télécommunications...

INGÉNIEUR COMMERCIAL MÉCANICIEN

Réf. IS/3

Votre connaissance des calculs par éléments finis, votre goût des contacts et votre habitude des négociations à haut niveau dans les milieux scientifiques, vous permettent de développer la vente de logiciels techniques, en particulier MSC/NASTRAN. Vous aurez un contact direct avec les clients, l'anglais est donc indispensable.

INGÉNIEUR COMMERCIAL INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Réf. IS/4

Votre goût de l'informatique technique, votre facilité de contact, vos qualités de vendeur et de gestionnaire, vous permettent d'avoir une bonne écoute de la clientèle, d'élaborer des solutions, de négocier les contrats et de suivre la réalisation de logiciels d'applications ou la fourniture de systèmes complets (procédés, simulation, télécom...). Votre bonne connaissance du milieu industriel sera appréciée.

INGÉNIEUR COMMERCIAL DOCUMENTATION

Réf. DT/1

Vous connaissez la documentation technique, ses normes, ses structures de réalisation et ses procédures. Au sein de notre Département Documentation Assistée par Ordinateur, vous vendrez des logiciels et des services informatiques pour la gestion de la documentation et ses applications (gestion, modifications, utilisation pour la fabrication, la maintenance, la promotion de vente).

Les Ingénieurs Commerciaux recherchés bénéficieront du soutien actif de nos équipes techniques et de la qualité reconnue de nos produits et prestations.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite et CV) en indiquant la référence du poste souhaité, à :

GECI

Tour Winterthur - Cadex 18
92085 PARIS-14 DÉFENSE

UNE ÉQUIPE DE PROFESSIONNELS

GROUPE INTERNATIONAL HIGH TECH

JEUNES INGÉNIEURS DEVELOPPEMENT PROCESS

Ce puissant groupe international est spécialisé dans l'étude et la réalisation de composants complexes (linéaire ou semi-linéaire) conçus pour des applications technologiques de pointe : aéronautique, électronique, nucléaire, etc. Il exporte la majorité de ses fabrications, notamment vers les USA, et le Sud-Est asiatique, et son développement constant le conduit à créer aujourd'hui plusieurs postes DEVELOPPEMENT PROCESS, destinés à de jeunes INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES.

Dans le cadre d'une large délégation, ils piloteront le développement technique des procédés, notamment dans le domaine des automatisations, soit pour des adaptations des matériels existants, soit pour l'installation de nouvelles machines plus performantes. Ils participeront à l'ensemble des actions d'optimisation qualité et productivité. Ils dirigeront une équipe de techniciens spécialisés et il pourra leur être confié, à terme, des responsabilités à dominante opérationnelles sur des Unités de fabrication.

Ingénieur Généraliste (Centrale, Mines, A et M) vous désirez valoriser une expérience industrielle acquise dans un domaine proche (responsabilités process, méthodes ETN par exemple ou même production d'entretien). Une bonne connaissance des métiers de transformation à froid serait appréciée. Vous êtes très motivé par un poste mettant en valeur aussi bien des qualités de communication et d'animation que des qualités techniques.

Les conditions offertes sont attractives et les postes sont basés en Province à 2 heures à l'Ouest et au Sud de Paris.

Nous vous remercions d'adresser lettre de motivation, CV, complet et rémunération souhaitée, sous référence 117, à notre Conseil : NEMESIS, 10, rue de Richelieu, 75001 PARIS, qui transmettra votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

Compagnie Européenne d'Accumulateurs

12 400 personnes, 1,2 milliards de francs de CA, filiale du groupe CGL est le 1^{er} fabricant français d'accumulateurs au plomb. Dans le cadre de la réorganisation de notre service Développement, situé à LILLE, nous recherchons deux



CIGIE

BATTERIES INDUSTRIELLES FULMEN

INGÉNIEURS DEVELOPPEMENT

RESPONSABLE BUREAU D'ÉTUDES

Ingénieur diplômé (Arts et Métiers, ENSI Mécatronique...) vous avez 2 à 3 ans d'expérience en B.E., conception de dessins et essais, à une bonne pratique de la CAO et du DAO. Responsable de l'évolution technologique des produits existants et du développement de nouveaux produits, vous serez aidé dans cette mission par 2 dessinateurs.

(Réf. M/BE)

RESPONSABLE LABORATOIRE

Ingénieur diplômé, vous avez de bonnes connaissances en électrochimie, environ 3 ans d'expérience en développement et portez un intérêt certain à la CAO et au DAO. Vous avez de bonnes bases en anglais. Responsable des essais en laboratoire, vous serez chargé du suivi technique des fabrications actuelles et du développement d'une nouvelle gamme de produits : 2 agents techniques vous aideront dans cette mission.

(Réf. M/LABO)

De réelles possibilités d'évolution existent au sein de notre société.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et salaire actuel, sous la référence choisie, à Colombe THIÉLIN - Responsable Recrutement Cadres - CEA - 18, quai de Clévy - 92111 Clichy.

Dans le secteur des loisirs (CA : 26 milliards de F), nous occupons la place de n°1 mondial. Nous sommes dotés d'une centaine de minis, et de plus de 10 000 terminaux.

Vous allez assister le responsable d'un de nos groupes de projets : étude générale des besoins, établissement des cahiers des charges, étude détaillée des fonctionnalités à réaliser.

De formation Ingénieur, DEA, âgé de 30 ans environ, vous avez 4 ans d'expérience au moins en informatique industrielle ou de gestion.

**Ingénieur
Analyste
Fonctionnel**

Cette expérience vous a permis de maîtriser un ou plusieurs grands types d'application (transactionnelle, interactive, temps réel...) au sein d'une des principales fonctions automatisées de l'entreprise : comptabilité, paie, gestion de stocks, gestion budgétaire, gestion de production...

En outre, vous savez et aimez vous imposer des objectifs de qualité, de respect de délais.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. 5377 à l'Agence Dessenin, 15 rue du Louvre 75001 Paris.

Société en pleine expansion

recherche pour son département
Disque Optique Numérique

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Formation ingénieur informatique.
L/F. 30 ans environ.
Connaissances systèmes IBM.
Nombreux déplacements sur toute la France.

Envoyer C.V. + photo + lettre manuscrite à :
M. ROTTIERS, 8, rue du Conseiller-Collignon,
75116 PARIS, qui transmettra.

Ingénieur AM, ENI ou similaire

SELNI

Groupe THOMSON

Nous sommes filiale de la Division Composants électro-ménagers de THOMSON GRAND PUBLIC, et leader européen dans notre domaine (moteurs, pompes de vidange et de cyclage). Notre nouvelle organisation, l'importance de nos investissements (15 % du CA), la jeunesse et le réel dynamisme de nos équipes nous rendent très ambitieux. Vous êtes Ingénieur AM, ENI ou vous avez une formation en électro-mécanique similaire, vous parlez anglais, vous avez 3 ou 4 ans d'expérience en Méthodes, Etudes ou Fabrication dans une entreprise fabriquant en GRANDES SÉRIES. Votre confiance en vous et votre autonomie déjà affirmée vous font souhaiter des responsabilités. C'est ce que vous trouverez dans notre SERVICE MÉTHODES, où, aidé de techniciens, vous aurez un important budget à gérer et une large délégation pour l'étude et la mise en place de l'AUTOMATISATION de TOUT un SECTEUR de la fabrication en grandes séries. Votre réussite à ce poste peut vous ouvrir ensuite de très diverses possibilités d'évolution dans la société et le groupe. Lieu de travail : ville agréable de Bourgogne. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, mentionnant votre niveau actuel de rémunération et/ou 11751/M à D. de LARIVIÈRE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. 5844-CEGOS, Tour Chénoueix 92516 BOULOGNE.

sésé
CEGOS

Florian Mantione Institut

SSI MONTPELLIER LIEE A UN GROUPE NATIONAL

Chef de projet CAO/DAO

Il assure pour un important client l'étude et la mise en œuvre d'outils (matériels, logiciels) dans le domaine de la cartographie numérique et du Dessin Assisté par Ordinateur. Il crée le poste au sein de la SSI et en assure l'impact.

Responsable d'agence à Carcassonne

Dépendant directement du Directeur de la Société, il a en charge la partie informatique de l'un de ses plus importants clients. Il est en charge du développement en informatique, bureautique : il dirige une équipe de 4 personnes et gère un budget de 8 millions de francs. Il est également responsable du développement de la clientèle de la SSI sur le département de l'Aude. Basé à Carcassonne, ce poste convient à un ingénieur ayant 5 à 10 ans d'expérience et de solides aptitudes aux relations publiques.

Ingénieur adjoint au responsable d'agence

Adjoint au Responsable d'Agence de Carcassonne dont il partage les responsabilités, il a plus spécialement en charge la mise en œuvre du schéma directeur informatique (matériel et logiciel).

Basé à Carcassonne, ce poste, nouvellement créé, convient à un ingénieur ayant 3 ans minimum d'expérience et une bonne connaissance de la micro-informatique.

Pour les 3 postes, une connaissance des collectifs locaux sera appréciée. Les candidats pourront échanger au sein d'une SSI, en pleine expansion, (80 personnes) avant partie d'un groupe de 130 sociétés.

Une détermination de fonction sera envoyée aux candidats qui adresseront leur CV et photo, sous la référence LR 987 ZG (en précisant exactement le poste à FLORIAN MANTIONE INSTITUT, Conseil en Recrutement, 89 rue de Lévois, 75001 Paris).

MONTPELLIER - NIMES - BORDEAUX - CLERMONT - PARIS - LA ROCHELLE - TOULOUSE

ARLES

CREER, ORGANISER ET GERER LA MAINTENANCE D'UNE PRODUCTION INDUSTRIELLE AUTOMATISEE

Filiale d'un important groupe du B.T.P. (20 entreprises en France) recherche dans le cadre de son développement technologique de pointe (G.P.A.O.) un

INGENIEUR MAINTENANCE

responsable de l'ensemble de l'outil de production, son action posera sur la rationalisation de l'entretien.

en particulier préventif :
- repérage des principales causes d'arrêt ;
- élaboration de procédures de résolution : recherche de sous-traitants, stock de pièces de rechange, études de solutions de remplacement...
mais aussi curatif :
- élaboration de programmes d'entretien périodiques et dépannages en collaboration avec les différents responsables de production.

De formation ingénieur (de type A & M), le candidat bénéficiera d'une expérience en contexte industriel de quelques années.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV, photo et prétentions

à LG Conseil,
18, rue Edouard DELANGLADE,
13006 MARSEILLE

LG conseil

INGENIEUR BIOCHIMISTE

Société de produits chimiques, filiale d'un grand groupe international, recherche pour commercialiser des biocides dans les applications industrielles un

- pour un travail de prospection/développement d'intermédiaires de synthèse et de tensio-actif dans les industries des polymères et des lubrifiants un

INGENIEUR CHIMISTE

Ces postes basés à Paris nécessitent des déplacements en France et en Europe et s'adressent à des candidats ayant quelques années d'expérience.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 5116 à PIERRE LICHAT, 10, rue de Louvois - 75002 PARIS

Pierre Lichat

SECTEURS DE POINTE

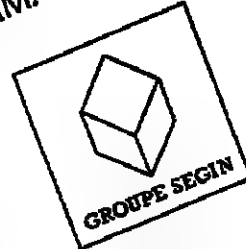
Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SPECIAL INFORMATIQUE
Ingénieurs systèmes, chefs de projet
Ingénieurs commerciaux

L'INFORMATIQUE A LA CARTE!

Le 15 Octobre à 17h 15 précises LAURENT BROOMHEAD animera au Palais des Congrès la seconde Job Convention consacrée à l'informatique.
Les entreprises les plus performantes dans leur secteur - CISI, ENI France, Rank Xerox Informatique, Groupe SEGIN, vous exposeront leurs objectifs, leur stratégie, et surtout... les perspectives d'évolution professionnelle qu'elles ont prévues à vous offrir dès aujourd'hui.
Vous êtes issu d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou d'une Ecole de Commerce, vous êtes un Chef de Projet, Ingénieur Système, Ingénieur Commercial, confirmé de préférence - alors n'hésitez pas à venir rencontrer les leaders dans l'informatique qui tous vous proposeront une carrière aussi bien à Paris qu'en province.
A l'issue des présentations d'entreprises, vous pourrez avoir un ou plusieurs entretiens individuels avec les dirigeants de votre choix.
Attention : le nombre de places étant limité, il est important de répondre très rapidement.
A cet effet :
1- Envoyez tout simplement votre curriculum vitae ou carte de visite professionnelle avec votre adresse personnelle au verso sous la référence M 0510 à JOB CONVENTION - Recrutements-rencontres - 219 rue Saint Honoré - 75001 PARIS.
2- Vous recevrez en retour une invitation personnelle à votre domicile, en toute confidentialité.
Pour participer à la JOB CONVENTION ou pour avoir plus de détails sur les Entreprises participantes, composez 3615 code RUSH plus code JOB sur votre Minut.

RANK XEROX INFORMATIQUE



CISI France

Le 15 octobre 1987
à 17h15 précises
au Palais des Congrès
Porte Maillot
Paris
JOB CONVENTION
RECRUTEMENTS RENCONTRES



Recherche Ingénieur Développement Grande Ecole
option matériaux + 1^{ère} expérience

Nous sommes une PMI au sein d'un grand groupe spécialisé dans les matériaux avancés. Nous fabriquons et commercialisons des interconnexions céramiques, des boîtiers hermétiques et des refroidisseurs pour l'électronique. Nous vous proposons de venir rejoindre en Provence une équipe jeune et enthousiaste. Partant de l'analyse des besoins en refroidissement de nos clients, vous déterminerez et vous expérimenterez les réponses technologiques appropriées pour les développer industriellement.

Le candidat retenu aura une solide culture dans la thermique et la thermodynamique. Anglais exigé. Déplacements occasionnels en Europe et aux USA.
La dimension internationale du Groupe Pechiney ouvre de larges perspectives de carrière en France et à l'étranger.
Adresser lettre manuscrite + CV et photo sous réf. X01 à Pechiney, Service Recrutement, 23, rue Balzac 75008 PARIS.



sep

Motoristes de l'espace nous assurons en particulier la maîtrise d'ensemble des produits des trois étages du lanceur Ariane. Notre société est filiale du Groupe SNECMA, 26 000 personnes, 400 000 m², qui possède une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

LES NOUVEAUX ESPACES

Participez avec nous à la conquête de l'espace.

Les réussites que nous obtenons dans le domaine de la propulsion spatiale sont directement liées aux exigences de qualité de nos produits et de nos systèmes. Nous avons la volonté de poursuivre dans cette voie et recherchons, pour renforcer la fonction QUALITE

QUATRE INGENIEURS QUALITE

De formation «généralistes» (A & M, ENSI ou équivalent) ou «spécialistes» (UTC option qualité...), vous êtes expérimentés dans cette fonction et notamment dans un environnement technique et technologique proche du nôtre par ses exigences (aéronautique, nucléaire...).

La taille de l'entreprise et du Groupe SNECMA peut permettre une réelle évolution de carrière. Anglais nécessaire.

Ces postes sont à pourvoir à VERNON (Eure, 1 heure de Paris) et à VILLAROCHE (banlieue sud de Paris).
Vous voudrez bien adresser, lettre, CV et prétentions s/réf. NS4 à SNECMA - Département Encadrement 2, bd Victor, 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

ALSTHOM

LA DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE recherche pour le Département HAUTE TENSION, Etablissement de VILLEURBANNE

LYON

JEUNE INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE TECHNIQUE

En étroite relation avec les Bureaux d'Etudes de produits à forte technicité, à la tête d'une petite équipe de Techniciens, il aura la responsabilité du développement de logiciels de gestion de l'information technique.

Cet Ingénieur Mécanicien ou Electromécanicien de formation, outre ses connaissances aéronautiques en mécanique aura, si possible, une première approche de l'informatique industrielle. La connaissance du produit "Information de Prime" serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. 8015-M à Marnégies, 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

IFREMER

Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer recrute pour son Centre de Brest

Un Ingénieur Grande Ecole

pour participer à la recherche et au développement en technologie aquacole. Débutant ou avec quelques années d'expérience, possédant de solides compétences en mécanique et des connaissances de base en hydrodynamique et mécanique des fluides.

• Connaissances souhaitées des milieux maritimes.
• Parlant bien l'anglais.
Il participera au développement des matériels d'élevage conchylicole et piscicole adaptés à la mer ouverte en liaison avec les professionnels concernés.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV, au Service du Personnel - IFREMER 66, avenue d'Yeu - 75116 PARIS.

SERSY GROUPE JOUVENAL

Ingénieur procédés chimie organique

Au sein de l'équipe de Développement, il aura la responsabilité d'optimiser les procédés de fabrication existants ou d'anticiper la maintenance des procédés en cours de lancement. Cette activité implique un rôle d'interface et une collaboration étroite avec la production, la recherche, le contrôle qualité. Elle nécessite des capacités d'innovation et de coordination. Nous attendons un ingénieur diplômé en chimie organique, disposant d'une première expérience (deux ans environ) acquise dans l'industrie chimique, en développement ou fabrication.

Nous vous remercions d'adresser un dossier complet (CV, photo et prétentions) sous référence FJ/3 M à notre conseil :

INFRAPLAN - 83 Boulevard Raspail - 75006 PARIS

INFRAPLAN Paris/Barcelone

ORGANISME DE FORMATION CONTINUE
recherche son

DIRECTEUR ADJOINT DE L'ENSEIGNEMENT

pour étudier des besoins de la clientèle, établir des programmes, organiser des sessions.

Poste exige diplôme Ingénieur grande école. Expérience industrielle domaine énergie, expérience en formation permanente. Poste à pourvoir de suite à Paris. Age souhaité environ 45 ans.

Adresser C.V., photo et prétentions à M. CHAUVOIS, 38, rue Fessart, 92100 BOULOGNE, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE D'ACTIVITES SPATIALES
recherche pour REGION PARISIENNE, un

INGENIEUR ASSURANCE QUALITE SYSTEMES ELECTRIQUES

ESE, SUP TELECOM, SUP AERO ou équivalent, l'ingénieur recherché sera responsable de l'ASSURANCE QUALITE de systèmes électriques et équipements complexes.

Il doit avoir une expérience industrielle de cinq ans dans ce domaine d'activités. L'anglais est indispensable.

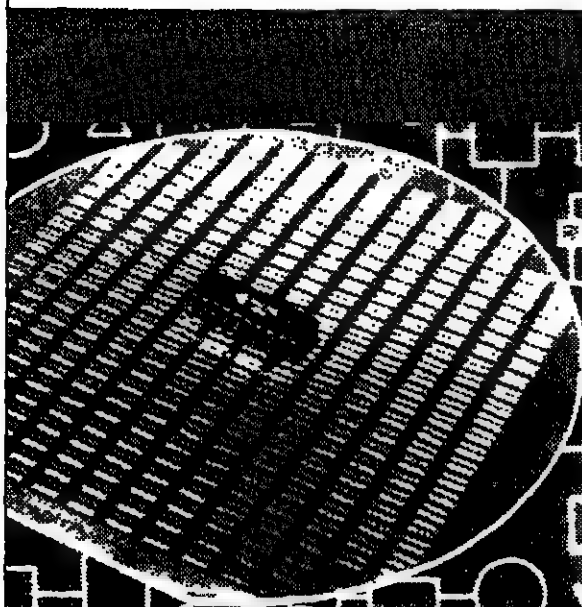
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 91999/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE DIVISION SEMI-CONDUCTEURS



**Ingénieurs,
donnez un nom
à votre réussite
professionnelle.**

TEXAS INSTRUMENTS, 1300 personnes en France et plus de 10 000 personnes en Europe, vous offre une structure qui vous laisse toutes possibilités d'évolution. Nous vous proposons de rejoindre la Direction Commerciale de notre Division Semi-Conducteurs.

INGENIEURS DES VENTES RAE FSESC/1087/1M

Vous êtes responsable du développement et du suivi d'un portefeuille de grands comptes sur un segment de marché précis : Télécom, Spatial, Grand Public, Industriel, Automobile, ... au sein d'une équipe gérant l'ensemble d'un de ces marchés. Vous y commercialisez notre gamme semi-conducteurs (micro-processeurs, circuits personnalisés...) et disposez pour cela d'un support technologique exceptionnel. Interlocuteur privilégié de votre client, vous assurez toute l'interface Clients/TEXAS INSTRUMENTS.

Ingénieur, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience de la vente de produits de haute technologie.

INGENIEUR AVANT-VENTES RAE TSRSC/1087/2M

Au sein d'un groupe de vente s'adressant à une clientèle informatique, vous intervenez en avant-vente chez l'ensemble de ces clients.

Promouvoir nos produits semi-conducteurs, informer et documenter les laboratoires de recherche et les directions techniques, identifier leurs programmes de développement, établir les objectifs d'implantation et les exécuter (homologations, qualifications...) sont les principales missions qui vous donneront les moyens d'augmenter nos parts de marché à moyen et long terme.

Ingénieur électronicien, vous possédez une expérience de 3 ans minimum, de préférence dans un environnement informatique. Ce sont tant vos compétences techniques que votre sens de la communication qui vous permettront de réaliser vos programmes et préparer avec nous l'avenir.

ASSISTANTS

DE SERVICE CLIENTELE RAE CSA/SC/1087/3M

Le service clientèle de TEXAS INSTRUMENTS est l'interface entre ses principaux centres de production européens (GB, RFA, Italie, France...) et tous ses clients. À l'aide d'outils informatiques et de télécommunications très puissants, il assure le suivi du carnet de commandes et de livraisons just in time dans des performances exceptionnelles.

Nous recherchons deux jeunes diplômés BTS de Techniques de Commercialisation, maîtrisant parfaitement l'anglais et l'outil informatique et disposant d'une première expérience.

Thierry VINCENT vous prie de lui adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence choisie, à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8/10 avenue Maurice Saubier, 78140 Vélizy-Villacoublay Cedex.



INFORMATIENS et ELECTRONICIENS

Portagez nos techniques de pointe!

SIVAN, filiale du groupe ALIA, est une société d'informatique industrielle de taille humaine. Notre expansion et notre dynamisme nous conduisent aujourd'hui à recruter de jeunes ingénieurs à fort potentiel :

INGENIEURS D'ETUDES

1 à 4 ans d'expérience (réf. IE 8)

INGENIEURS CONCEPTEURS

minimum 4 ans d'expérience (réf. IC 8)

Vous connaissez l'un des environnements suivants :
Langages : C, PASCAL, ASSEMBLEUR 68000, DEC, ADA.
Systèmes : UNIX, PC, VMS, VERSADOS, RITE-D, PROTOCOLE X25.
Matériels : INTEL, MOTOROLA, HP, DEC, SOLAR, MICROPROCESSEURS EN TRANCHES.

Vous serez amenés à participer à des applications temps réel dans les domaines suivants :

- Systèmes de télésurveillance de centrales nucléaires
- Traitement et synthèse d'images
- Conceptions de compilateurs, architecture de systèmes et moniteur temps réel
- Traitement du signal, Logiciels embarqués
- Télécommunication, téléphonie et télé-informatique

Postes à pourvoir à Paris, Nantes, Toulouse et dans le midi de la France. Merci d'adresser C.V. + photo et lettre manuscrite sous réf. à Jean-Jacques Haure.

SIVAN 10, bd de Strasbourg 75010 Paris Tél. 42.09.54.00
L'esprit informatique

SECRE

750 PERSONNES
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
POUR SES DEPARTEMENTS

AIDE A LA NAVIGATION / TELECOMMUNICATIONS

recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS/INFORMATIENS EXPERIMENTES

Formation ECF, ENST, ESE, ENSAE, ENSI

Vos connaissances techniques, votre pratique de l'animation d'équipes nous intéressent.

Venez nous rejoindre.

Nous vous proposons des postes d'ETUDES et de SUIVI D'AFFAIRES FRANCE et EXPORT.

- Nous favoriserons votre esprit d'entreprise et votre sens des responsabilités.
- Nous étudierons avec vous votre projet professionnel.

Vous trouverez chez nous un contexte technique stimulant et varié dans des systèmes complexes avancés.

SECRE SECRE - Service du Personnel, 214 rue du fg Saint Martin - 75010 PARIS.

chef de projet informatique, prenez en main un secteur prioritaire

Centre informatique (100 p.) d'un organisme financier situé à proximité de Cergy Pontoise (95), nous changeons d'outil de production pour gagner en puissance, étendons la gamme de nos services et rebâtissons nos systèmes d'information sur de nouveaux concepts.

Venez prendre en main le secteur commercial ou clients et vous attaquez à la réalisation de ces nouvelles applications dans un environnement IBM/SPVS-XA, SNA, IMS, DB2... en vous appuyant sur des méthodes telles que MERISE et SDM.

De formation supérieure, vous avez acquis en sept ans d'expérience une solide culture financière et bancaire et êtes rodé à la conduite de grands projets. Venez tirer parti de votre professionnalisme en bénéficiant du charme de la province, à deux pas de Paris.

Notre consultant, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 5101 LM) à "Carrières de l'Informatique"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALS 75008 PARIS
LYON • GRENOBLE • LILLE • NANTES

MEMBRE DE SYNTec



INTER G

INGENIERIE

INTER G, Société d'ingénierie, intervient dans les domaines de l'énergie, des équipements collectifs et industriels. Nos réussites nous les devons à la créativité de nos équipes et à leurs performances. Aujourd'hui nous vous proposons de nous rejoindre :

Ingénieur Thermicien-mécanicien

MENES, CENTRALE... 35 ans environ, votre solide expérience des centrales thermiques vous permettra de mener à bien des projets à l'étranger.

Ingénieur en Génie climatique

ESIM, INSA... ayant acquis une première expérience d'environ 5 ans, vous interveniez dans les secteurs du bâtiment industriel, chauffage urbain...

Pour ces postes nécessitant des déplacements fréquents en France et à l'étranger l'anglais est nécessaire et l'espagnol serait un plus. Des possibilités d'évolution seront envisageables pour des candidats à fort potentiel. Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant le poste choisi, sous réf. M 17984 à MEDIA SYSTEM, 2, rue de la Tour des Dames - 75009 Paris, qui transmettra.



PME dynamique et de notoriété confirmée, nos performances nous placent au premier rang des fabricants européens de constructions isolantes et frigorifiques (ensembles agro-alimentaires, salles propres, chambres froides), nous recherchons un Chef de Service :

Responsable du Bureau d'Etudes et de réalisation

Rattaché au Directeur Industriel vous superviserez la conception (CAO) et le chiffrage informatisé de nos opérations, l'organisation et le montage sur chantier ainsi que le SAV.

- Les responsabilités importantes sur les plans :
• humains : encadrement motivant d'une équipe,
• et technique : optimisation de nos solutions, maîtrise de la gestion des chantiers, devront s'appuyer sur une compétence confirmée acquise dans l'ingénierie ou un BE du bâtiment, et de réelles qualités d'animation et de contact.

Ingénieur A.M. ou équivalent, vous avez 30 ans + et souhaitez franchir une étape...

Nous vous proposons de rejoindre une équipe jeune et stimulante ainsi que la qualité de vie d'une agréable région du Centre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. RBE/M à DAGARD, Direction du Personnel, Route du Stade, 23600 Boussac.

Nous sommes une société d'électronique professionnelle, filiale d'un groupe de premier plan, leader dans notre spécialité.

Pour assurer notre développement et notre diversification, nous recherchons des :

Ingénieurs commerciaux

une gamme performante et diversifiée de systèmes audio et télévisuels, un marché en pleine expansion, autant d'atouts pour valoriser vos compétences commerciales et techniques.

Une formation d'ingénieur complétée par une expérience commerciale de 5 ans dans le domaine industriel, feront de vous l'interlocu-

teur privilégié des collectivités locales et organismes associés.

Vous mènerez votre activité en toute autonomie et serez associé à notre volonté constante de diversification.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 18050 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

ANTH...
C...
DIRECTIE
DE PRODUCTION
de fonction clé...
les...

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

S'unir, c'est gagner

ANTICIPER POUR GAGNER

Implanté et en développement tant en France qu'à l'étranger, LCC (1 milliard de CA dont plus de 50 % à l'export), filiale du Groupe THOMSON-CSF, compte parmi les leaders mondiaux des composants passifs. Notre politique ambitieuse doit nous permettre de conforter et accroître notre position.

CHEFS DE PRODUIT

Véritable interface entre les clients et les services techniques par votre connaissance du marché, votre compétence technique et vos qualités d'entraînement et de persuasion, vous participez à notre développement en :

- définissant les spécifications des nouveaux produits,
- coordonnant leur développement,
- garantissant leur promotion auprès des forces de vente,
- assistant techniquement les ingénieurs commerciaux.

Profil :
Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs et bilingue anglais, vous disposez :
- d'une bonne expérience (5 ans) technique et/ou commerciale dans le domaine de l'électronique ou de l'électrotechnique.
- éventuellement d'une courte expérience et/ou d'une formation complémentaire en Marketing type CESMA.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant le poste choisi à Jean-Marc ANTOINE - Direction des Affaires Sociétés THOMSON LCC - 50 rue J.P. Timbaud - 92400 COURBEVOIE qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

THOMSON LCC

Dans une société qui recherche avant tout la satisfaction du client, la performance du SAV revêt une importance particulière : garantir la pérennité des produits par la maintenance, le conseil, l'assistance en constitue l'objectif principal. Pour optimiser la qualité de ces prestations, nous créons une activité spécifique :

Responsable des programmes de vente SAV

Au sein de la direction commerciale de notre SAV, vous développez et mettez en œuvre de nouvelles prestations de service : dans ce but, vous analysez notamment l'évolution des besoins du client. Vous assurez l'interface entre les services Marketing centraux et les équipes opérationnelles de maintenance.

De formation technique supérieure, vous avez une expérience réussie d'environ 8 ans en management d'équipe de maintenance ou commerciale chez un constructeur informatique. La connaissance de l'anglais favorisera votre intégration dans notre société à vocation internationale.

Le poste est basé à Evry.

Merci d'adresser votre candidature sous référence MON 449 F à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - BP 136 - 2, rue Gaston Crémieux - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

DIRECTEUR DE PRODUCTION

LOTTRE

350 KF

Notre société, située à 50 km d'une ville universitaire, occupe la position de leader sur le marché de la réparation et de la reconstruction de wagons de marchandises.

Nous confierons cette mission à un ingénieur diplômé AM ou équivalent (option Mécanique) qui possèdera une expérience réussie d'au moins 10 ans dans la production (usine ou ateliers). C'est avant tout un meneur d'hommes doté de qualités d'organisation et d'animation. Une formation économique complémentaire de type I.A.E. et la maîtrise de la langue allemande constitueront des atouts supplémentaires.

Le candidat, membre du Comité de Direction, relèvera ce challenge au sein d'une équipe performante et saura mettre à profit des possibilités d'évolution rapides.



ICI Développement

Les candidatures (CV, lettre manuscrite, photo récente) seront adressées sous réf. DPL à IECI Développement, 30, rue Herder, 67000 STRASBOURG qui les traitera confidentiellement.

Sté de Conseil LEADER DANS SON DOMAINE RECHERCHE

UN INGENIEUR

T.P., P.C., Centrale, I.N.S.A. ou équivalent, attiré par les études générales et la maintenance des bâtiments. Expérience poste similaire appréciée.

UN INGENIEUR

Grandes Ecoles ou Universités pour études et réalisations en informatique de Gestion.

Adressez lettre manuscrite s/réf. DO ou DI avec CV, photo, prétentions à : O.C.I. 115, rue de l'Ourcq - 75019 PARIS

Appareillages Electriques - Sud-Ouest JEUNE INGENIEUR CHIMISTE

Leader dans sa spécialité, cette Société en forte expansion (CA 400 MF, effectif 850 personnes), a son Siège situé dans le Sud-Ouest. Pour compléter l'équipe de son Laboratoire de Chimie, elle recherche un JEUNE INGENIEUR CHIMISTE. Sous l'autorité du Responsable du B.E., cet ingénieur sera chargé des questions relatives à la protection des métaux (peinture et galvanoplastie), d'optimiser les produits (amélioration des matériaux composites) et des problèmes d'environnement (déchets de fabrication, réaction au feu des matières plastiques). Il sera en contact avec tous les services de l'Usine, ainsi qu'avec les fournisseurs et les autorités locales (normes anti-pollution).

Agé d'environ 28 ans, le candidat sera de formation supérieure en chimie (ingénieur et/ou Docteur), il peut être débutant mais une expérience industrielle sera un plus pour le candidat.

Il a une pratique professionnelle de l'anglais. Qualités requises : ouverture d'esprit et curiosité, observation et écoute, organisé et concret, autonome, bon esprit de synthèse.

Le niveau de rémunération, le taux de croissance du Groupe, la cohésion de l'équipe dirigeante sont de nature à intéresser une personnalité de valeur. Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 43/870 K à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Octave
31072 TOULOUSE CEDEX

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

Une fonction clé... les appros

Notre Société veut valoriser cette fonction clé et la confier à un Responsable de haut niveau qui saura lui donner une nouvelle dimension. Vous en assurerez la responsabilité globale après avoir imposé une méthodologie rigoureuse et efficace.

Vous saurez faire évoluer cette fonction en mettant en place les actions nécessaires pour une bonne expression des besoins, une sélection efficace des réseaux fournisseurs, une amélioration permanente de la qualité.

Ingénieur de formation grande école, vous justifiez d'une large expérience industrielle, d'une connaissance des approvisionnements, des marchés internationaux des composants et des matières premières.

Vous êtes une personne reconnue pour son esprit de concentration. Notre Direction Industrielle vous donnera les moyens de concrétiser vos conceptions. Ce poste offre de larges possibilités d'évolution au sein de notre Groupe.



Compagnie Générale de Productique

Division Robotique et Matériaux

Adressez-nous votre dossier de candidature - Compagnie Générale de Productique 98, rue d'Amberg - Boite Postale 1825 - 45008 ORLÉANS Cedex.

COMITE FORME

工業技術研究者養成

Formation et recherche en techniques industrielles

LE COMITE FORME, pour sa 4^e année d'activité, propose aux jeunes ingénieurs et chercheurs salariés d'entreprises japonaises :

Six stages de longue durée au Japon, dans des entrep. ou des centres de rech. japonais.

PROFIL : Ingénieurs ou chercheurs de haut niveau ayant une première expérience industrielle.

DOMAINE : sciences et techniques appliquées à l'industrie.

DURÉE : 30 mois - Départ : 30 AVRIL 1988.

CONTACTER : M. A. TOURNADE, FORME, 16, av. Bugeaud, 75116 Paris. Tél. 47-27-21-67.

Electricité de France

Direction des études et recherches propose un poste

D'INGENIEUR

Haut niveau, ayant de préférence quelques années d'expérience dans la conduite d'installations et de réalisation d'études et d'essais de composants des circuits des centrales nucléaires.

POSTE A POURVOIR DE FAÇON URGENTE.

LIEU DE TRAVAIL : PROXIMITÉ FONTAINEBLEAU (77).

Tél. pour renseignements : 60-70-65-75, M. CHAPUZY.

CONSTRUCTEUR DE SUPER-MICROS

recherche

UN INGENIEUR MATERIEL

Ayant également des connaissances dans le domaine de logiciel.

Sa fonction, de mise au point dans un premier temps, sera à terme la responsabilité des développements matériels.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à : MIPS SYSTEMES - Z.A. de Courtabœuf, 6, avenue de Norvège, 91940 LES ULIS.

JEUNE INGENIEUR D'AFFAIRES

GROUPES ELECTROGENES

Grande Banlieue Sud

Nous sommes un important groupe français (2500 personnes - 2,6 Milliards de francs) assurant en exclusivité la distribution, la réparation et l'entretien de matériels de travaux publics du n°1 mondial de ce secteur.

Nous recherchons pour notre direction Energie (groupes électrogènes) en pleine expansion : Un jeune ingénieur d'affaires. Rattaché au Directeur des Ventes et chargé du développement d'une nouvelle gamme de produits, il devra, en liaison étroite avec les filiales commerciales régionales et le bureau d'études, analyser et définir les besoins des clients, élaborer les offres et les négocier et assurer leur suivi.

Ses clients seront des industriels importants. Ce poste nécessite ouverture d'esprit, sens de la négociation et des relations humaines et goût du travail en équipe.

Il conviendrait à un jeune ingénieur de type A & M ou ENSPM ayant une première expérience de 2/3 années dans une fonction similaire ou éventuellement débutant, désireux de s'impliquer dans un poste qui requiert une grande disponibilité de temps (déplacements fréquents en France : 50 % du temps).

Les conditions offertes, la taille de l'entreprise et ses perspectives de développement, le haut niveau des contacts et l'évolution de carrière vers d'importantes responsabilités sont de nature à motiver un candidat de fort potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence 213/13 M qui traitera confidentiellement chaque dossier.

KEY MEN - 10, rue de Rome - 75008 PARIS.

KEY MEN

GRUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

INGENIEUR EQUIPEMENTS

chez

VULCANIC

DEPARTEMENT DE METANIC S.A.

Leader français dans le domaine de la fabrication d'équipements chauffants destinés à l'industrie, notre efficacité tient en un seul mot : la Qualité. Qualité des produits, mais aussi qualité des hommes et femmes à qui nous donnons les moyens de concrétiser leurs idées.

Généraliste de formation, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience en construction de machines pour l'industrie mécanique et des connaissances en électricité hydraulique et pneumatique appliquées aux moyens de production automatisés.

Ce poste où se mêlent rigueur et innovation, vous permettra d'évoluer au sein de notre équipe industrielle.

Nous vous confierons l'étude et la conception de procédés nouveaux de fabrication. Vous aurez à réaliser les tests de validation, à mener les essais pour définir les caractéristiques des machines, les valeurs de réglages.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre dossier de candidature sous référence 5858 MD à Nicole Vlaud, METANIC - VULCANIC - Z.I. Les Chanoux, 48, rue Louis Ampère, 93300 Neuilly-sur-Marne.

UNE ENTREPRISE A TAILLE HUMAINE

LEADER DE L'ELECTROTHERMIE INDUSTRIELLE



VULCANIC

هكذا من الامم

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

cett

 Compagnie
Européenne
de Télécommunications

200 personnes, filiale d'un très grand groupe français. Ensemble, concepteur et installateur de systèmes pour la gestion, la télécommunication et la sécurisation des réseaux de télécommunications. Pour cette activité en plein développement, nos objectifs sont très ambitieux, nous recherchons un

jeune ingénieur produit

VOTRE MISSION : en liaison avec différents départements et après une période de formation vous : • recherchez et définissez de nouveaux produits liés à l'extension et à l'évolution des réseaux de télécommunications • réalisez des propositions techniques • soutenez techniquement les ingénieurs commerciaux dans leurs démarches.

VOTRE PROFIL : • une formation d'ingénieur (ENST, Supélec ou équivalent) • une bonne connaissance de l'anglais • débutant ou quelques années d'expérience.

NOUS VOUS PROPOSONS : • de rejoindre une société innovatrice à l'ouverture vers des relations internationales • des perspectives d'évolution de carrière • un poste basé dans la proche banlieue Oise.

Merci d'adresser C.V., photo et rémunération actuelle à notre conseil EUROMAN
96, rue Saint Charles - 75015 PARIS, sous référence 1040
portée sur la lettre et sur l'enveloppe

EUROMAN

 LEADER MONDIAL DU PALIER
MAGNETIQUE ACTIF **S2M**

- Technologie innovatrice : la mécanique
- PMI et multinationale
(filiales aux USA et au Japon)
- Actionnaires : S.E.P. - S.I.F. - S.E.M.O
Version (R&D) 1 heure de Paris.

Nous sommes une jeune PMI en pleine expansion. Pour maintenir notre leadership dans notre domaine d'activité, nous recrutons :

Ingénieur calcul.

Pour : effectuer les calculs de vitesses critiques des rotors • créer des logiciels de calculs mécaniques • prendre en charge la responsabilité de la gestion système du parc informatique scientifique de la société.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation supérieure de type ENSMA, UTC option calcul scientifique, ayant de bonnes connaissances en informatique et le goût des calculs.

Une connaissance du système d'exploitation UNIX serait un atout.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre - C.V. - photo) à
Micheline CHRISTOT, SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE
MAGNETIQUE - 2, rue des Champs - B.P. 2282 -
27950 - SAINT-MARCEL.

ecopol Société Française de pointe en

Sécurité, Fiabilité, Maintenance
de systèmes industriels (techniques avancées,
procédés chimiques, ateliers flexibles...).

développe ces domaines d'activité et recrute

Responsables activité

INGÉNIEURS CONFIRMÉS - 4-6 ANS D'EXPERIENCE

Ingénieurs de projet

DEBUTANTS OU 1^{ère} EXPERIENCE

GRANDES ECOLES : ELECTRONIQUE, AUTOMATISMES,
GENERALISTES

Ces postes très valorisants, dont certains comportent l'implication dans le développement de systèmes experts permettront une prise rapide de responsabilité dans la Société et dans le Groupe. Merci d'envoyer votre candidature sous réf. ECO7 à ECOPOL, 26, rue du Château des Rentiers, 75013 Paris.

RHONE-ALPES. Filiale française d'un équipementier international, nous produisons et commercialisons divers composants de la chaîne cinématique destinés au monde du transport. Pour fabriquer et mettre sur le marché un nouvel organe nous recherchons notre futur

INGENIEUR PRODUITS

Formé à notre savoir-faire aux Etats-Unis, vous définirez les produits adaptés aux marchés européens. Avec nos futurs clients et nos B.E. vous suivrez la fabrication des pré-séries, assurez tests et homologations, puis vous participerez à la réalisation de notre nouvel atelier (méthodes, moyens de fabrication, de contrôle et d'essais).

Ce challenge ne peut convenir qu'à un ingénieur mécanicien (ENSAM, ENSMP, ESTACA, etc...) ayant cinq ans d'expérience acquise dans le domaine des organes de transmissions chez un constructeur ou un équipementier de l'industrie du véhicule.

Merci d'adresser C.V. et lettre manuscrite, sous référence 703.LY.062 M, à notre conseil Joël BERNARD qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

centor

 17, rue Louis Galvani
69190 VILLEURBANNE

SAFEGE Ingénieurs-Conseils
Ingénierie de l'eau, de la ville et de l'environnement en France et à l'international.

Propose à des JEUNES INGÉNIEURS

diplômés, débutants ou première expérience, les postes suivants à son Siège de NANTERRE :

- **INGÉNIEUR** au Département HYDRAULIQUE pour études et projets d'aménagement hydraulique, d'hydraulique urbaine, de traitement des eaux. Formations souhaitées : ENSCM, ENSCMET, ENTITE, ISMA, INSA...

- **INGÉNIEUR** au Département GÉNIE CIVIL pour études ouvrages, calcul de structures, ... Formations souhaitées : ESTP, INSA...

- **INGÉNIEUR** au Département INFORMATIQUE APPLIQUÉE pour études et développements en informatique scientifique, temps réel et graphique. Formations souhaitées : POINTS, MINES, CENTRALE, SUPÉLEC...

Adr. cand. avec lettre man., C.V., photo, présentons à :
SAFEGE - B.P. 727, 92007 NANTERRE CEDEX.

Filiale d'un GRAND GROUPE Français

recherche

DIRECTEUR DE LA PRODUCTION

Pour Usine de Mécatronique - 500 personnes

250 km PARIS Sud.

Grande expérience de Composants Automobiles statiques et tournants.

Ingénieur diplômé AM + ESE, ou équivalent Minimum : 5 ans responsable de Production.

La taille de notre groupe permet de larges possibilités d'évolution après quelques années réussies dans cette filiale.

Merci d'adresser votre candidature à CONTESSA PUBLICITE

sous réf. 47408 - 3, rue Pierre Robin, 69363 Lyon Cedex 07 qui transmettra.

L'ESPRIT D'ÉVOLUTION **gsi tecsi**

Nous sommes la filiale haute technologie de GSI, et leader européen en Intelligence Artificielle. Nous sommes connus pour notre équipe (100 personnes en Europe dans cette spécialité), pour nos produits, en particulier Knowledge Craft, Intelligence Service... et pour notre maîtrise de projets complexes déjà opérationnels dans les milieux tertiaires et industriels.

Nos projets en cours nous amènent à renforcer notre équipe :

INGENIEURS CONSULTANTS EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Vous êtes diplômé d'une grande école (X, Centrale, Télécom...). Un PhD, un Master ou un DEA en IA serait un atout supplémentaire.

Vous avez 2 à 3 ans d'expérience en informatique avancée, dont au moins une année en IA. Vous contribuerez à nos projets au sein d'une équipe d'experts et dans un climat de management permettant une forte autonomie.

Nous sommes situés à la Défense.

Pour en savoir plus sur notre société et sur notre offre, téléphonez du lundi au vendredi de 9 h à 18 h ou écrivez sous la référence 943/M à notre Conseil :

OUTSIDER - 18/20, place de la Madeleine - 75008 PARIS


OUTSIDER 42.65.29.28

Conseil en recrutement, Organisation et Informatique



Radio France Internationale

Radio-France Internationale

Nous sommes la première radio francophone dans le monde : 10 millions d'auditeurs à l'écoute 24 heures/24 de nos programmes en français et en 11 langues étrangères. Nous recherchons notre

DIRECTEUR TECHNIQUE

Rattaché au président directeur général, vous aurez la responsabilité d'une équipe de 80 techniciens. Il vous reviendra de définir et de mettre en œuvre de nouveaux projets d'équipement en matériels de production et de diffusion.

De formation supérieure grande école, vous avez environ 35 à 40 ans et vous souhaitez élargir vos responsabilités après une expérience réussie de 8 à 10 ans acquise dans le domaine audiovisuel (fabricants de matériels - BF, HF, - de sociétés de radios, télévisions).

Envoyez votre manuscrite, C.V., présentons au Service de Gestion du personnel de RADIO-FRANCE INTERNATIONALE, B.P. 8516, 75762 PARIS CEDEX 16.

SERVICE et DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

MIAGE + BEA

Ingénieurs grandes écoles.
Débutants / 1^{ère} expérience

Pour développement :

COMPTABILITÉ/COULTE

TRÉSORERIE-PAIE

FACTURATION

GESTION DE PRODUCTION

INFORM. DOCUMENTAIRE

ARCHI. BASE DE DONNÉES

SSM VM/CMS - MVS-CICS

Langage évolué + LAG.

Envoyez votre dossier :

78-60, avenue Gallieni,
93174 BAGNOLET CEDEX.

DES INGÉNIEURS

DE FORMATION ÉCOLE D'INGÉNIEURS OU UNIVERSIT.

3 postes sont à pourvoir :

- électrotechnique,

- électronique,

- informatique.

Envoyez C.V. : ESIGTEL

1, rue de Port-de-Vallées,

7710 AVIN. T. : 09-72-70-51.

RECHERCHONS PROGRAMMEUR

Pour notre département

« traitement de données »

BAISC MS/DOS

Indé. vol. 2 ans d'exp.

Env. C.V. : Van Wassenberg S.A.,

30, rue de Mogador,

75008 Paris.

TRANSPAC, Réseau National de Transmission de Données Informatiques, support de la Télématique Française, service de messagerie Atlas 400, recherche pour sa Direction Commerciale un

Responsable réseau X, ENST, SUPELEC

Au sein de notre Département Marketing, vous serez responsable d'une équipe.

Votre mission : évaluer les tendances du marché. En concertation avec vos différents partenaires internes, concevoir les évolutions des services, leurs tarifs associés, en coordonner le développement, le lancement et le suivi.

Si votre motivation est de rejoindre une entreprise dynamique en forte expansion pour y développer des activités nouvelles, venez valoriser votre expérience de spécialiste en Télécommunications et votre compréhension du Marché dans un domaine pointu où vos interlocuteurs seront des professionnels de haut niveau.

Adresser C.V., photo et prétentions au
Département du Personnel et des Relations Humaines.

Tour Maine-Montparnasse
33, avenue du Maine
75755 PARIS Cedex 15.

TRANSPAC

Electrolux

Leader mondial incontesté dans l'électroménager

"Division produit" spécialisée dans la fabrication de la "machine à laver le linge", basée à proximité de CHARLEVILLE-MEZIERES - CHAMPAGNE-ARDENNE. Nous voulons conforter nos performances en étoffant notre équipe de Direction et créons un poste d :

ADJOINT AU PATRON D'UNITÉ (900 personnes) INGENIEUR

Diplômé Centrale, Mines, AM... minimum le bachelier, vous avez fait preuve de qualités d'ANIMATEUR dans une expérience réussie de Direction en PRODUCTION ou METHODES, fabrication grande série. Cette création de fonction ouvre de réelles possibilités d'évolution vers une Direction à part entière à moyen terme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions) s/réf. 1132 M. Totale discrétion.


Cabinet GENTILHOMME

CONSEIL EN RECRUTEMENT

8 rue Camille Lemonnier BP 1035 - 51052 REIMS Cedex.

5 rue du Helder 75009 PARIS

Qui vous garantit toute discrétion.

IFP INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE

L'importance de notre engagement dans la conception des futurs carburants et moteurs d'automobile. Le travail consiste principalement en une expérimentation sur moteur diesel au banc d'essai afin d'examiner les incidences des caractéristiques du gazole.

Nous disposons pour cela de moyens expérimentaux et de calcul les plus puissants et nous recrutons un

JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE Mécanique ou Chimie MOTIVE PAR LA RECHERCHE

Il sera intégré à une équipe dont l'activité est centrée sur le comportement des carburants dans les moteurs d'automobile. Le travail consiste principalement en une expérimentation sur moteur diesel au banc d'essai afin d'examiner les incidences des caractéristiques du gazole.

Ce poste suppose :

- le sens de l'expérimentation et de l'innovation

- des connaissances et un goût prononcé à la fois en mécanique et en chimie.

Une spécialisation ENSPM est souhaitée mais une formation complémentaire moteur-carburant pourra être envisagée.

Poste situé à Rueil-Malmaison (92).

Adresser C.V., photo et prét. sous réf. 30478 à CONTESSA PUBLICITE

20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ALSTHOM
RESPONSABLE MARKETING
SECTEURS DE POINTE
OT
Ingénieurs Commerciaux
JEUNES INGENIEURS

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ALSTHOM

DIVISION ROBOTIQUE ET MATERIAUX

Recherche

**RESPONSABLES
MARKETING**

Pour renforcer les équipes
DES ETABLISSEMENTS ET FILIALES DE SA
DIVISION ROBOTIQUE ET MATERIAUX

Ingrédients : Grandes Ecoles (HEC, ESSEC, Sup. de Co.), formation complémentaire MBA appréciée.
Expérience professionnelle d'environ 5 ans dans le commerce des Systèmes ou des Produits industriels nécessaires.
Notre métier est vivant et évolutif. Nos activités se développent sur le Marché International. Elles sont liées à trois lignes principales :
• Systèmes automatisés, servocommandés, Robotique, Productique, (COP, Orléans - PARVEX, Dijon - SCENI - CLIMAX AUTOMATION).
• Matériaux nouveaux et Composites Haute Performance (FVA et Fibre et MICA, Lyon - CARBONE INDUSTRIE - ALSTHOM FERRO COMPOSITES).
• Diversification thermique et mécanique, (SCAM, Paris - ROTELEC - ACS - AOS).
Après une adaptation aux techniques de quelques mois, ils seront rattachés, à Paris ou en Province, aux PDG de la Division ou aux Directeurs d'Établissements de la Division. Les responsables Marketing seront chargés de la réalisation ou de l'animation de "toutes" les actions Marketing de leur Unité.
La dimension de notre groupe offre de très larges perspectives d'évolution de carrière pour des hommes de valeur.

Merci d'adresser CV, photo et lettre manuscrite à D.R.M.
40, rue Jean Jaurès, 93175 BAGNOLET Cedex,
à l'attention de M. CUEFF.



**ESPACE
VICHY**

(Groupe PERRIER)

ADJOINT AU DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Siège à VICHY. Il aura en charge la mise en place, en terme de communication, du complexe international de Saint-Genès administré par le Groupe PERRIER (ouverture fin 1990).

Il s'agit de :
- la maîtrise des relations avec les partenaires économiques, politiques et institutionnels régionaux.
- la gestion d'une radio et d'une télévision horaire locales.
- l'organisation et la création de différentes manifestations adossées à la réalisation de la ville.
- la création des outils de promotion des différents secteurs déjà existants dans l'entreprise (tourisme, loisirs, restauration, golf, santé, ...).
Son profil exige une connaissance certaine des techniques de presse écrite, radio et de l'émission télévisuelle. Une expérience d'un minimum 5 années dans ce domaine est souhaitable. Son directeur étant situé à Paris, il sera le véritable patron sur place, de son service (4 personnes). Il gère donc les budgets et prend les décisions.
La maîtrise de l'anglais étant évidente, une autre langue serait appréciée.
Envoyer, comme, souhaite de résumés et photo à :

ESPACE - VICHY 1 et 3, Avenue Eisenhower 03200 VICHY
Service Communication

**SECTEURS
DE POINTE**

OST
QUEST STANDARD TELEVISION

Les réseaux bien pensés

Devenue en 7 ans le leader des réseaux privés x 25, notre PME basée à RENNES, recherche dans le cadre de son développement rapide

Ingénieurs Commerciaux

postes basés à Paris. Réf. 01
poste basé à Bordeaux Réf. 02
(avec responsabilités de Chef d'Agence)

Outre une expérience confirmée de la négociation commerciale, les candidats posséderont de bonnes connaissances des transmissions de données et des protocoles de télécommunications (ISO, CCITT...) ainsi que le sens des responsabilités.
Adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle en précisant la réf. du poste à :
OST - Mme Lamy - B.P. 18 - 35111 Casson-Séguin cedex.

Institution financière parmi
les leaders sur un marché porteur
et en pleine expansion
avant des bureaux à Paris
et dans les grandes villes de France
cas de nouveaux postes et
recherche

**DEUX JEUNES
INGENIEURS**

• UN POUR PARIS
• UN POUR LILLE

Ingénieur de formation, ayant quelques
années d'expérience professionnelle, con-
naissant bien l'informatique en tant
qu'utilisateur tout en étant capable de

dialoguer avec les Informaticiens. Les candidats idéaux seront
avant tout des organisateurs capables de s'imposer et d'animer
une équipe de personnes de bon niveau. Anglais indispensable.
Connaissances des valeurs mobilières souhaitées.

Merci d'envoyer votre C.V. indiquant
si vous êtes candidat pour Paris ou pour Lille
sous réf. 6016-M à Mamrèges
3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra

INGENIEUR - CONSULTANT
ECOUTER POUR AGIR

Savoir Ecouter : telle est la qualité n°1 de nos Consultants. A condition bien sûr que l'action suive.
C'est pourquoi nous recherchons des femmes et des hommes vifs d'esprit, capables d'analyses per-
tinentes et doués pour la synthèse : ce sont les qualités de base d'un INGENIEUR CONSULTANT.
Mais surtout, nous faisons appel à des personnalités, avec un caractère, une motivation, un cœur. Pas des
stéréotypes froids.
Dans notre action, le sens du contact est en effet capital. Savoir dialoguer avec un O.S., comme avec un
P.D.G., mettre la main à la pâte pour convaincre, tenir bon calmement, même lorsque l'on se sent seul :
autant de qualités qui ne s'apprennent pas.
Une mobilité totale pour des missions souvent longues - en France ou à l'étranger - est également indispen-
sable.

Quelle est la contrepartie d'une telle exigence ?
D'abord, un métier rémunérateur et extrêmement varié. Une expérience unique au cœur de l'industrie, à la
découverte des rouages internes et des voies de progrès existantes. A l'écoute des problèmes concrets. A
la recherche de solutions pragmatiques et globales.
Avec un objectif clair, celui que SMC Internationale poursuit depuis 20 ans déjà : AIDER LES ENTRE-
PRISES A AMELIORER LEUR COMPETITIVITE.
Ce type d'engagement oblige à la modestie. Chez nous, les forts QI n'ont jamais la grosse tête. Car chaque
mission nouvelle ressemble à un défi. En revanche, cette variété d'expérience leur ouvre d'incontestables
perspectives. L'intérêt que leur portent les chasseurs de têtes en témoigne !

Pour plus d'information, appelez notre Contact-Téléphone au
16 (1) 42 61 82 81 de 8 h 30 à 18 h 30 (samedi de 10 h à 13 h) ou adressez votre candidature à



SMC Internationale
6, rue des Frères Caudron - 78140 VELIZY

AD'
COM

**COMMUNICATION
ET RESSOURCES HUMAINES**

Notre réussite atteste notre savoir-faire dans les domaines de la Publicité de Recrutement, de la Publicité
Institutionnelle et du Conseil en stratégie de Communication.

Pour aller plus loin et poursuivre la construction d'une Agence réputée pour son professionnalisme
et sa créativité, nous voulons ouvrir notre équipe à un(e) jeune

Chef de publicité

Nos exigences de transparence des relations avec nos clients, de fiabilité et de qualité des services
rendus impliquent que nous portions notre choix sur un diplômé d'études supérieures (Bac + 4 ans),
ayant déjà abordé les mondes de l'Entreprise et de la Communication.

Votre première expérience professionnelle vous a familiarisé avec les techniques de communication
(essentiellement Presse et Edition). Vous êtes un vrai commercial : vous aimez prospecter et convaincre,
mais surtout rendre service, informer, assister. Vous êtes passionné par les problèmes de Personnel et
par l'élaboration de solutions créatives.

Rencontrons-nous. Vous nous parlez de vos qualités et de vos aspirations. Vous serez séduit
par notre jeunesse, par la haute idée que nous nous faisons de notre métier.
Par le dynamisme et l'ambition du Groupe MILO dont nous faisons partie.

Adresser-nous votre dossier de candidature, sous la référence 2023.

MILO Ressources Humaines
3, Avenue des Termes - 75017 PARIS



**Cabinet-Conseil d'importance
nationale, spécialisé dans l'assis-
tance aux comités d'entreprise,**

recherche pour son bureau de Paris :

**1 INGÉNIEUR
DE HAUT NIVEAU**

10 ans d'expérience minimum
pour développer ses interventions dans le cadre d'introduc-
tion de nouvelles technologies et pour intégrer la dimension
industrielle dans ses diagnostics stratégiques.

Le candidat devra :
- Posséder une expérience diversifiée et une polyva-
lence lui permettant de mener un audit industriel
dans des secteurs d'activités différents ;
- Disposer d'un réseau de relations lorsqu'il sera néces-
saire de faire appel à des compétences spécifiques ;
- Appréhender le diagnostic industriel en relation avec
les autres déterminants stratégiques de l'entreprise ;
- Evaluer les implications sociales des introductions de
nouvelles technologies (organisation du travail,
emploi, qualification, formation) afin d'éclairer les
comités d'entreprise ;
- Montrer son aptitude à s'intégrer dans des équipes
pluridisciplinaires et à diffuser son savoir-faire.

Déplacements fréquents à prévoir.

Env. c.v. + photo + prêt. s/n° 8 052 M, LE MONDE
PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7^e.

**Inspecteur technique dans
l'assurance ou le contrôle technique**

Vous avez une bonne connaissance du monde de l'assurance (et du bâtiment),
une formation d'ingénieur type : Ecole Supérieure de Commerce ou Ecole
d'ingénieur, un bon sens du management et une grande disponibilité.

**Devenez le responsable
de notre activité service**

Munters

Filiale d'un groupe suédois (CA : 7 milliards) spécialisé dans la construction de
matériel de traitement de l'air et de l'eau, nous proposons :
• de superviser et promouvoir le développement de nos agences implantées à
Paris et en province.
• d'assurer des liens privilégiés avec les grandes compagnies d'assurances,
• en liaison avec notre Directeur Général, de définir et conduire la politique
commerciale du Département Etudes et Techniques d'assèchement. Nous
vous apporterons le complément de formation technique,
• les garanties et les avantages qu'offre un grand groupe international.
Connaissances en anglais nécessaires.
Poste basé à Gennevilliers (52).

Adresser CV, photo et rémunération actuelle
à MERCURI URVAL 14bis, rue Dura, 75008 Paris.
sous réf. 62.1025 I.M.

Mercuri Urval

سكنا من الامم

CABINET LEADER EN AUDIT ET CONSEIL
membre d'un réseau international

recherche pour ses bureaux de
LILLE, MARSEILLE, MONACO, NANTES et STRASBOURG.

Auditeurs confirmés

Les candidats seront de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP ou autres ESC) et auront acquis une formation auprès d'un grand cabinet d'audit. Ils devront être fortement motivés, désireux de s'impliquer totalement dans les missions qui leur seront confiées et d'utiliser les techniques les plus modernes dans l'exercice de leur profession.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à HSD
Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 PARIS-LA-DEFENSE 2,
à l'attention de Mme LIPPUNER.

**CONSULTANTS
FORMATION
PARIS - LYON**

Société de services
et de conseil en management
(80 personnes, 45 M), nous sommes en
particulier spécialisés dans les métiers du marketing.
Nous développons rapidement à Paris et Lyon notre
département **INGÉNIERIE DE FORMATION**, principalement
orienté vers le monde industriel et des services.

Nous recherchons aux candidats que nous recherchons
pour accroître notre force de frappe, de :

- assister des opérations de formation globalement
sur mesure,
- assister des stratégies commerciales et marketing
auprès de populations de haut niveau,
- développer une clientèle nouvelle et attirer les
clients existants,
- participer à l'évolution des produits et prestations.

Ces postes conviendront à des professionnels de la
fonction commerciale et marketing en milieu industriel,
de 30/35 ans et de formation supérieure, si possible
technique.

Merci d'adresser votre candidature motivée à AVISO, aux
adresses suivantes :

pour PARIS : 35, rue d'Alsace, 75016 PARIS
pour LYON : 35, rue d'Alsace, 69002 LYON.

AVISO

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE CINÉMA**

recherche pour la Direction, l'animation,
la gestion de ses multinationales
à PARIS et en PROVINCE

**FUTURS
DIRECTEURS**

Hommes ou Femmes ayant la passion du cinéma
et du contact avec le public.

Expérience souhaitée en milieu culturel.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo
N° 30647 à CONTESSA PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
à vocation internationale
recherche

**DE JEUNES DIPLOMÉS
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

aimant les relations humaines et ayant une
formation ou une première expérience en
STATISTIQUES.

Dans un environnement de haut niveau, ils
auront la possibilité d'appliquer et de
promouvoir les techniques statistiques les
plus récentes dans le domaine de la
Recherche et du Contrôle Industriel.

De larges possibilités d'évolution de carrière
leur seront offertes.

Envoyer C.V. et photo à INTERMEDIA - Réf. 664
9 bis, rue Labie - 75017 PARIS, qui transmettra

**Cabinet d'Audit
de dimension nationale**

recherche pour
ses bureaux de PARIS, LILLE et METZ

- **EXPERTS COMPTABLES ou MÉMORIALISTES**
- **COLLABORATEURS CONFIRMÉS**
(3 à 5 ans d'expérience)
ET DÉBUTANTS
(MTSCF, écoles de commerce, DECS, etc.).

Pour missions de Commissariat et de Conseil, notamment
dans le secteur de l'économie sociale
et des Comités d'Entreprise.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 8069 M,
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, PARIS-7.

AGENTS DE CHANGE

Recherche

TRADER OBLIGATIONS

Pour renforcer équipe existante

1 an expérience minimum sur marché obligataire.
Rémunération fonction de l'expérience
et des qualités personnelles.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
écrite sous n° 8062M, Le Monde Publicité,
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Ecole des Parents

RECRUTE

Chef de publication deux revues

4/5 de temps.
Expérience journalistique bon niveau, rédaction, rewriting.
Organisation et mise en œuvre politique éditoriale.
Intérêt ou expérience
nouvelles techniques communication.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à
Président F.N.E.P.E., 5, imp. Bon-Secours, 75011 PARIS.

**SOCIÉTÉ SPÉCIALISTE
DE L'OPTIMISATION
DES IMPLANTATIONS DE BUREAUX**

Recherche

**CHEF DE DÉPARTEMENT
COMMERCIAL**

Expériences confirmées des aménagements intérieurs de
bureaux ou space-planning, de la bureautique
et de la clientèle correspondante.

Formation supérieure commerciale,
pratique de l'informatique appliquée.

Connaissance de l'anglais.

Poste basé à Paris au sein d'une équipe performante
en forte expansion.

Envoyer lettre manuscrite avec CV et photo
à GYST-AUDIT, 7, cité du Cardinal-Lemoine,
75005 Paris sous la référence : x2.

**INGÉNIEUR
DE PRODUCTION**

Notre société, filiale d'un groupe international,
est implantée dans 11 pays et emploie 2500
personnes.

Nous développons notre activité dans le traitement
de l'eau ainsi que dans les produits de
haute technicité dans le domaine du béton.

Nous recherchons pour notre usine de Conflans
Sainte-Honorine (78), 200 personnes, un ingénieur
de production.

De formation Grande Ecole, débutant ou titulaire
d'une première expérience, vous êtes prêt à
prendre des responsabilités concrètes.

Merci d'adresser votre candidature en précisant
la référence IPM à Madame BONNEAU
Société des Tuyaux BONNA
91, rue du Faubourg Saint-
Honoré - 75008 PARIS

bonna

Nous sommes un Groupe de Sociétés à vocation immobilière,
spécialisé dans le développement et la gestion de
Centres Commerciaux et d'Activités.

Nous recherchons pour notre Siège à CLICHY (92) :

UN JURISTE (H)

Sa mission (évolutive pour candidat de valeur) :

- Participer au montage juridique des Opérations.
- Etablir les Actes correspondants : Protocoles, Contrats de Réserve, Promesses et Actes d'Achat ou de Vente, et tous documents nécessaires à la Gestion du Patrimoine : Baux Commerciaux...

Son profil :

- Solide formation juridique.
- Expérience confirmée, minimum de 5 ans, dans le secteur Immobilier.
- Qualités de rigueur, d'organisation et bonnes capacités relationnelles.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à
TE 659 - PUBLICITES REUNIES - 12, Bd Voltaire - 75044 Paris Cedex 11 qui transmettra

Banques d'affaires internationale
recherche

**Analystes de crédit
confirmés (niveau cadre)**

FONCTION :
Analyse technique et financière des dossiers de crédit
auprès présentations au comité de crédit. La fonction
comprend également l'étude des risques pays et celle
de secteurs d'activité industrielle ou commerciale.

PROFIL :

- Diplômé de l'enseignement supérieur (grande école commerciale ou diplôme économique, MBA apprécié mais non exigé) ;
- 1 à 3 ans d'expérience dans la profession acquise de préférence dans un département international ;
- Parfaite maîtrise de la langue anglaise (écrit/parlé) ;
- Bonnes connaissances de comptabilité.

Envoyer CV et prétentions s/n° 8072M
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, PARIS-7.

DIRECTEUR COMMERCIAL
Sud Paris

Nous sommes une PME de notoriété nationale en :

OUTILS COUPANTS ET OUTILLAGES

Rattaché au PDG, vous êtes législateur en ESC, actif
et vous avez le goût des responsabilités.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + salaire
actuel, sous réf. 08 à : Madame Moreau,
45 bis, rue de Billancourt,
92100 BOULOGNE.

Société de publicité
recherche

COMMERCIAUX
POUR VENTES D'ESPACES
dans magazine féminin.
Expérience exigée.
Tél : 48-24-00-15.

Etablissement d'enseignement
privé hors contrat
Val-de-Marne (94)

recherche

PROFESSEURS

Carrières, agréées en :
— Lettres 10 h
— Philosophie 10 h
— Anglais 10 h
— Espagnol 15 h. hor. hebdo.
Envoyer CV, à LAULS, BP 17
94220 THIAIS.

CABINET COMPTABLE
PARIS-8
RECHERCHE

UN ASSISTANT

environ 25 ans,
DECS + 2 à 3 ans expérience
exigée. Titres, bonnes connaissances
comptabilité analytique.
Libre de suite.

TEL : 47-42-30-46

Agent de change
recherche pour son

DÉPARTEMENT TITRES

UN CADRE ADMINISTRATIF

De bon niveau, possédant une parfaite connaissance de la CAUSSE DES TITRES et désirant rejoindre les équipes d'une charge en rapide développement et à vocation d'indépendance.

Si possible, le candidat fera état d'une expérience professionnelle acquise au sein de la Compagnie des agents de change.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et prét. s/n° 8071 -
LE MONDE PUBLICITE,
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

ACTIMAN
a le plaisir de vous annoncer
l'ouverture
d'un bureau à LYON :

**57, Boulevard Vivier-Merle
69003 LYON**
Tél : 78.53.19.19
Télécopie : 78.53.19.99

28 rue Pergolèse - 75116 Paris

Artiman

**Importante ville Nord-Ouest
de la région parisienne**

RECHERCHE

UN CADRE

Niveau BAC + 4 (DEFA) de préférence chargé auprès du
directeur du service de l'Enfance (archives, centres de loisirs et
de quartier, centres de vacances) de la mise en place et du suivi
de l'ensemble des questions liées aux enfants, au secrétariat
et à la mise en place des fonctionnements.

Expérience professionnelle dans le domaine de l'enfance et des
loisirs souhaitée.

Adresser candidature et C.V. accompagnées d'une photo s/n° 8066.
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

ECOLE DE LANGUE ES
recrute professeurs
anglais, allemand, espagnol,
super, cours adultes européens.
Envoyer CV et photo
à lettre manuscrite à
Mlle HAVET, 21, av. A.-Blanc,
RNS, 93320 Pavillons-sous-Bois.

Quotidien régional recherche
journaliste ayant expérience
de la locale et des domaines
économiques. Bon enquêteur,
bon photographe.

Envoyer sous le n° 7088
LE MONDE PUBLICITE,
5, rue de Montessuy, Paris-7.

**UN(E) CHARGÉ(E)
D'ETUDES**

Fonctions : gestion du centre
de documentation, réalisation
d'études.
Format. Eco. Bco + 4.

Envoyer C.V., photo, présent. à
C.C.L. d'Europe-Loisirs, B.P. 82,
28002 CHARTRES CEDEX.

Le Monde

SECRETAIRES

DEMANDES D'EMPLOIS

هكذا من الاجل

L O Y E R S

LA VÉRITÉ EST BONNE A LIRE.

CONFORMÉMENT À LA LOI DU 23.12.1986 (LOI MÉHAIGNERIE).

1.

DANS LE SECTEUR SOCIAL:

LES AUGMENTATIONS DE LOYERS HBM, HLM, PLA RESTENT PLAFONNÉES (ART. 37 DE LA LOI).
LA VILLE DE PARIS LES A LIMITÉES EN 1987 DANS SON PATRIMOINE À + 4,01%.

2.

DANS LE SECTEUR LIBRE:

LE PROPRIÉTAIRE NE PEUT RÉÉVALUER LE LOYER QU'À LA FIN DU BAIL.
PENDANT LE BAIL, L'AUGMENTATION EST LIMITÉE À LA VARIATION DE L'INDICE INSEE
(ART. 15 ET SUIVANTS DE LA LOI).

AUCUNE RÉÉVALUATION DES LOYERS N'EST POSSIBLE
SANS ÊTRE JUSTIFIÉE ET SANS L'ACCORD DU LOCATAIRE.
TOUTE RÉÉVALUATION DOIT ÊTRE ÉTALÉE SUR 3 ANS (ART. 21 ET SUIVANTS DE LA LOI).

3.

DANS LE SECTEUR DE LA LOI DE 1948:

LES LOYERS DES PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES
OU DISPOSANT DE RESSOURCES INFÉRIEURES AU SEUIL FIXÉ PAR LA LOI
(PAR EXEMPLE, 23 000 F PAR MOIS POUR UNE FAMILLE DE DEUX ENFANTS)
NE PEUVENT ÊTRE RÉÉVALUÉS (ART. 29 DE LA LOI).
POUR LES AUTRES, LA RÉÉVALUATION DES LOYERS DOIT ÊTRE ÉTALÉE SUR 8 ANS (ART. 30 DE LA LOI).

4.

EN CAS DE DÉSACCORD LORS DU RENOUVELLEMENT DU BAIL, PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES
PEUVENT AVOIR RECOURS GRATUITEMENT À LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE
DE CONCILIATION (ART. 21 DE LA LOI).

POUR VOUS INFORMER, LA MAIRIE DE PARIS A CRÉÉ:

UN SERVICE MINITEL GRATUIT POUR TOUTES INFORMATIONS SUR LA LOI 36.14 CODE PARIS
UN CENTRE DE RENSEIGNEMENTS TÉLÉPHONIQUES POUR LES CAS PERSONNELS AU 40.28.41.41
DES PERMANENCES-CONSEILS EN MAIRIES D'ARRONDISSEMENTS, SUR RENDEZ-VOUS AU 45.49.14.14



LA MAIRIE DE PARIS VOUS AIDE A CONNAITRE VOS DROITS

Mesures fiscales
pour « dé

Pour aller
arrêter à I
New York

Economie

SOMMAIRE

■ Alors que la polémique se poursuit en France sur les « noyaux stables » des entreprises dénationalisées, plusieurs pays européens, dont l'Italie et l'Autriche, mettent au point des programmes de privatisation. L'Allemagne fédérale s'interroge

(page 40). ■ Un comité interministériel complète le plan Méhaignerie sur le logement, en annonçant des incitations fiscales et des aides financières pour améliorer l'offre de terrains (voir ci-dessous). ■ Trêve chez les producteurs de café, qui parviennent

à un accord sur les nouveaux quotas (page 40). ■ Le président de la Réserve fédérale américaine est favorable à une déréglementation du système bancaire américain qui permettrait à des banques d'exercer des activités de courtage (page 42).

Le plan Méhaignerie en faveur du logement

Mesures fiscales et aides financières pour « dégager » des terrains

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, a présenté, le mardi 6 octobre, le troisième et dernier volet de son plan en faveur du logement, celui qui concerne le foncier.

Destiné à améliorer l'offre de terrains (essentiellement en région parisienne, où la tension du marché foncier et du logement est la plus vive), le dispositif prévu par M. Méhaignerie comporte des incitations fiscales, une aide financière aux collectivités locales, des mesures facilitant la vente des terrains appartenant aux administrations et aux entreprises publiques et enfin une harmonisation de la politique de l'urbanisme en région parisienne.

Les mesures fiscales touchent à l'imposition des plus-values, lors de la vente d'un terrain. Pour les particuliers, le régime appliqué aux terrains à bâtir pour les plus-values à long terme deviendra le même que celui réservé jusqu'ici aux immeubles : à raison d'une diminution de 5 % du montant de la plus-value soumise à l'impôt par année de détention d'un immeuble, il faut vingt-deux ans pour que l'impôt disparaisse. Jusqu'à présent, le terme, pour les terrains, n'était atteint qu'après trente-trois ans, le taux de diminution n'étant que de 3,33 %.

Cette mesure coûtera 350 millions de francs en manque à gagner. Pour les entreprises, il s'agit de réduire temporairement le taux d'imposition des plus-values, de 25 % à 15 %. La durée d'application de cette mesure n'est pas encore fixée. Enfin, pour des sociétés devenues inactives, non liquides, la fiscalité est très lourde en la matière : cependant il existait une procédure d'agrément assortie d'une imposition forfaitaire de 15 %. Jusqu'ici accordé au compte-gouttes, cet agrément devient automatique lorsque le terrain est destiné à la construction de logements. Coût de ces deux dispositions : 300 millions de francs. Pour aider financièrement les collectivités locales, un fonds d'action logement sera créé pour cinq ans en Ile-de-France. Des « contrats-logements » seront passés avec les communes qui construiront plus que les années précédentes, ou qui construiront au-delà du simple renouvellement du parc de logements existants. La dotation 1988 de ce fonds sera de 100 millions de francs. Cette aide financière s'ajoute à la dotation globale de fonctionnement (DGF) qui sera versée à partir du 1^{er} janvier à toutes les communes. Enfin, les syndicats d'agglomération des villes nouvelles vont bénéficier de cette DGF et il en coûtera 140 millions de francs au budget.

Quant aux terrains fort nombreux que les administrations centrales

(notamment le ministère de la défense et celui de l'équipement) ou les entreprises publiques (RAIP, SNCF) détiennent dans Paris, ils ont depuis longtemps pris l'allure d'un serpent de mer. Les administrations ne sont pas très tentées de les vendre, puisque leur produit tombe dans l'escarcelle commune — et sans fond — des finances publiques. Les entreprises publiques, soumises aux dures exigences de rigueur et de rentabilité, sont peu disposées à se dessaisir de leurs terrains à des prix permettant la construction de logements sociaux. Il reste encore à définir les procédures (entre autres l'adjudication) permettant d'éviter des ventes spéculatives, mais un point est acquis : les trois quarts du produit de ces ventes viendront grossir le budget des administrations propriétaires. Les terrains ainsi dégagés serviront à bâtir des logements sociaux (sociaux et privés), des logements en accession à la propriété, mais aussi des commerces et des locaux professionnels, grâce aux montages complexes devenus classiques dans ce type d'opérations. En tout, de quoi lancer trois mille logements à Paris en 1988.

En matière d'urbanisme, il s'agit essentiellement de donner les contradictions entre le Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) et les plans d'occupation des sols (POS) locaux. Certains terrains sont réputés

constructibles par le SDAU, mais inconstructibles par le POS communal. Sans porter atteinte à l'autorité des municipalités ni à la loi de décentralisation, il paraît nécessaire d'accorder les violons, grâce à une « procédure de concertation approfondie ». Les préfets seront chargés de cette tâche, comme de veiller à l'équilibre entre bureaux et logements, les premiers fournissant aux communes une manne fiscale sans commune mesure avec celle qu'apportent les deuxièmes. Le triplement de la redevance (de 300 F à 900 F par mètre carré de bureau construit) en l'ouest parisien risque pourtant de ne pas être assez incitatif. Les préfets recevront une circulaire de politique générale en matière d'urbanisme et de logement.

Il y a aussi quelques zones en région parisienne devenues très « habitables » grâce à des équipements de transports (rocares, voies rapides, RER) qui n'existaient pas au moment de l'adoption du SDAU : il faudrait les rendre constructibles. Mais il n'est pas question de contraindre les collectivités locales, souvent très attachées à leur spécificité résidentielle ou agricole. M. Pierre Méhaignerie aura volontiers proposé un projet de loi associant les procédures, mais il n'a pu convaincre ses collègues du gouvernement. A quelques mois de l'élection présidentielle, il n'est pas question de soulever une tempête. Sur ce point, la réflexion continue.

J. D.

TRANSPORTS

● Le PDG d'Air Inter : mettons nos forces en commun avec Air France.

— M. Pierre Esleau, PDG d'Air Inter, vient de prendre part en faveur d'Air France dans la querelle qui oppose celle-ci à UTA pour une association avec sa compagnie. Dans un entretien publié dans le numéro des Echos du 8 octobre, M. Esleau analyse les propositions qui lui sont faites par les deux autres transporteurs : « Je ne plaide pas pour un nouveau Yalta aérien en France, mais nous voyons bien que l'Europe est faite dans ce domaine alors que le know-how d'Air France y est important. Je pense que si nous mettons nos forces en commun avec la compagnie nationale, on a tout à y gagner. Qui est-ce qui représente le pavillon national et détient l'outil commercial

du transport aérien français en Europe ? C'est Air France. »

● Une « boîte noire » pour les navires. — Les assureurs des Lloyd's à Londres ont dévoilé le 2 octobre la première « boîte noire » pour bateaux destinée — comme celles qui sont installées à bord des avions — à enregistrer les données indispensables à toute enquête en cas d'avarie ou d'accident. En cas de naufrage ou d'incendie, l'appareil, pesant une centaine de kilos, émet automatiquement un signal de détresse. Les Lloyd's attendent désormais lancer une campagne internationale de sensibilisation, dans l'espoir de rendre leur boîte, dont le prix avoisine 90 000 livres (900 000 F), obligatoire à court terme. — (AFP.)

BILLET

Chômeurs en famille

Le chômage ne réclame pas seulement les ressources ; il perturbe la vie de famille et exténuant l'image que le chômeur et ses enfants ont d'eux-mêmes : une enquête de l'Union nationale des associations familiales (UNAF) met en évidence ces difficultés.

Dans la majorité des familles où l'un des parents est au chômage on constate des répercussions psychologiques et sociales graves : sentiment de perte d'autorité, de culpabilité, d'indifférence chez le chômeur, inquiétude des enfants eux-mêmes sur leur propre avenir comme sur la situation de leurs parents. La famille apparaît souvent à la fois comme une aide — mais aussi comme un handicap — en réduisant la mobilité — dans la recherche d'un emploi.

Sur le plan matériel, les difficultés vont au-delà de la perte du salaire : avec celui-ci le chômeur a souvent perdu une série d'avantages : carte, aides à la rentrée, colonies de vacances pour les enfants... 60 % d'entre eux font certes de petits travaux rémunérés, mais ceux-ci restent incertains.

Les familles de chômeurs s'adaptent en modifiant leurs habitudes de consommation : l'alimentation devient prioritaire, avec les dépenses d'énergie et de logement ; on économise même (dans 63 % des réponses) sur les frais liés à la santé, alors même que le chômage

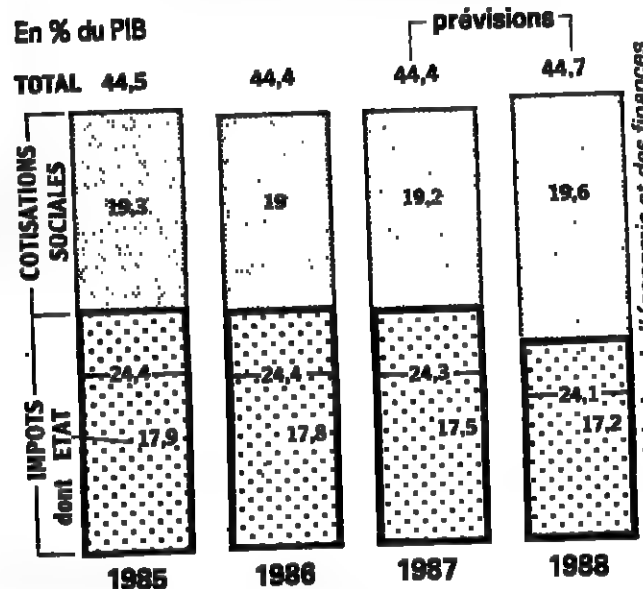
paraît « fragiliser » l'individu sur le plan physique. Les familles cherchant à préserver les enfants : 40 % continuent à les envoyer en vacances. Malgré ces restrictions ou grâce à elles, dans 90 % des cas, le pire est évité, c'est-à-dire la vente du logement ou des meubles.

L'UNAF demande, au-delà de la politique économique, de la formation des jeunes — elle met l'accent sur la formation en alternance — ou du « traitement social du chômage », « un partage des ressources de la collectivité en faveur des chômeurs ». Par l'établissement d'un « minimum social garanti » d'abord, ensuite par des aides spécifiques pour certaines dépenses, par exemple pour maintenir le bénéfice de l'assurance-maladie.

Qui est prêt à aller jusque-là ? Le gouvernement n'a accordé, par les contrats signés avec des collectivités locales, que des compléments de ressources, comme les sociétés de services, favorables aujourd'hui à un revenu minimum, avaient commencé à le faire. Et pour la couverture sociale des chômeurs, la municipalité n'a pas osé aller jusqu'à la prise en charge des cotisations, se contentant l'an dernier d'un appel à des contributions volontaires.

GUY HERZLICH.

Les prélèvements obligatoires vont recommencer à augmenter



Les prélèvements obligatoires — c'est-à-dire les impôts et les cotisations sociales — vont de nouveau augmenter en 1988. Leur poids rapporté au PIB (produit intérieur brut) passera ainsi de 44,4 % l'année prochaine soit plus que ces dernières années : 44,5 % en 1985, 44,4 % en 1986 et encore en 1987, selon les dernières prévisions officielles. Depuis 1984, année où les prélèvements avaient atteint un sommet (44,6 %), la tendance était à la baisse du fait notamment d'un allègement de la fiscalité d'Etat et d'une quasi-stabilisation des cotisations sociales.

Comment s'explique ce renouveau ? C'est d'abord le poids des cotisations sociales qui s'élève : 19,3 % en 1985, 19 % en 1986, 19,2 % en 1987, 19,6 % l'année prochaine. Encore ces pourcentages ne tiennent-ils pas compte des prélèvements opérés par l'Etat pour le compte de la Sécurité sociale qui ressembleront à un impôt additionnel et proportionnel au revenu : 6,8 % du PIB en 1985 et 1986, 6,9 % cette année, 7 % l'année prochaine.

Le pari

S'agit-il, avec le plan présenté par M. Méhaignerie, d'une vraie réforme foncière, celle dont tous les ministres chargés du logement ont rêvé plus ou moins intensément depuis vingt ans ? Peut-être pas, mais c'est la première fois depuis fort longtemps qu'un tel effort est entrepris. Seul à procéder de façon autoritaire, ce qui est impensable — car incompatible avec l'option libérale, il ne reste que l'incitation financière pour tenter de dégraisser des mécanismes bloqués. Soucieux de « frapper fort », M. Méhaignerie se déclare très satisfait d'avoir convaincu le gouvernement de suivre ses propositions.

Le nouvel effort en faveur du logement et de l'activité du bâtiment atteint plus de 700 millions de francs. Cette relance réputée peu

inflationniste coûte décidément très cher au contribuable. Le pari sur la fluidité retrouvée du marché, seule capable, selon M. Méhaignerie, d'enlever la crise du logement local, de ramener vers la pierre les investisseurs et de sauver une branche industrielle sinistrée a-t-il une chance d'être gagné ?

La liberté à terme des loyers n'a pas encore fait la preuve de son efficacité. Quant à l'offre foncière, il est très prématuré d'apprécier les effets qu'on doit attendre des mesures annoncées. L'allègement fiscal est toujours séduisant, à condition cependant que la spéculation ne parvienne pas à se glisser dans les mailles du filet libéral.

JOSÉE DOYÈRE.

Pour aller aux Etats-Unis, mieux vaut s'arrêter à Londres que perdre du temps à New York.



Avec 18 villes en direct de Paris-Londres, British Airways est la première compagnie européenne sur l'Amérique du Nord. Quand vous allez à Miami, Orlando ou Seattle, quel est l'intérêt de s'arrêter à New York ? Vous connaissez le transit infernal à Kennedy Airport et les interminables embouteillages pour se rendre à La Guardia ou Newark, découvrez la rapidité et la simplicité du transit au Terminal 4 à Londres Heathrow. Nous savons que votre temps est trop précieux pour que vous le perdiez à l'aéroport de New York... sauf bien sûr si c'est votre destination finale.

BRITISH AIRWAYS

سكنا من الاجل

Economie

Privatisations et réformes fiscales en Europe

Comment désengager l'Etat

Désengager l'Etat tout en assainissant les finances publiques : ce double objectif, tous les gouvernements de pays industrialisés se le sont assigné. Au moment où la polémique se poursuit en France, dans l'attente d'un débat parlementaire dont la date n'a pas encore été fixée, sur le bien-fondé de la politique de dénationalisation et sur les « nouveaux statuts » mis en place par le ministre de l'Economie et des Finances, M. Edouard Balladur, les exemples de privatisation se multiplient du sud au nord de l'Europe.

Le ministre italien des participations de l'Etat, M. Luigi Granelli, a publié, le dimanche 4 octobre, un programme de cession

d'actifs de 37 milliards de francs au cours des trois prochaines années. Destinée à financer un effort d'investissement impressionnant — 290 milliards de francs d'ici à 1990, — ce retour partiel au privé allègera d'autant les mises de fonds gouvernementales tout en facilitant l'effort de redressement du secteur para-public italien, actuellement en fort bonne voie. Tel pourrait être aussi le cas de l'INI espagnol. L'Institut national de l'Industrie qui avait cédé 38 % de Gas e Electricidad l'an dernier, offrira 40 % d'Empresa Nacional de Celulosas, un groupe papeterier confortablement bénéficiaire, à l'actionnariat privé.

Mais, à Rome comme à Madrid, le maître-mot reste le « pragmatisme ». Un terme auquel le gouvernement finlandais tient beaucoup, lui aussi. Le programme de privatisation actuellement en cours n'a rien à voir avec une « discussion idéologique comme en France ou en Grande-Bretagne », souligne-t-on à Helsinki. Cette volonté de réalisme, les dirigeants finlandais ne la démentent pas. En dépit du coût social qu'elle peut représenter, la restructuration du lourd secteur nationalisé est en cours. Carrement, ce sont les Allemands qui ont le plus de mal à concrétiser leur volonté de réforme fiscale et de privatisation : Laender et gouvernement fédéral se déchirent.

Autriche : le temps du réalisme...

VIENNE
de notre correspondant

La rentrée en Autriche a été cette année quelque peu brutale : le programme d'austérité lancé par le gouvernement du chancelier Franz Vranitzky est sans précédent. Il marque sans aucun doute le commencement d'une période pénible pour une économie autrichienne en perte de vitesse. Son but est double : assainir les finances publiques et accroître la compétitivité autrichienne en désengageant l'Etat du secteur industriel.

Pour maîtriser le déficit public galopant qui dépassera, en 1987, 80 milliards de schillings, soit 5,1 % du PIB (environ 37,60 milliards de francs) (1), le gouvernement a opté pour une politique de rigueur qui sera soumise au vote du Parlement, le 22 octobre prochain. Des coupes dans les crédits sociaux, une réforme du système des retraites — le gouvernement s'attaque même au sacrosaint principe de l'indexation des pensions de vieillesse sur les prix — une réduction des dépenses de la fonction publique (compression des effectifs, gel des salaires) et la suppression d'abattements fiscaux à la base sont bénéficiant certains groupes de contribuables sont prévus à partir de janvier 1988.

Ce coup de semonce a été précédé par un appel du président de la Banque nationale, M. Stephan Koren, signalant que l'Etat avait perdu, en 1986, 10 milliards de schillings (environ 23 milliards de francs) à 694 milliards (326,10 milliards de francs) en juin 1987 — comporterait des risques pour la monnaie, étroitement liée à la tête du peloton des pays de l'OCDE pendant des années, l'Autriche a enregistré, en 1986, pour la quatrième année consécutive, un taux de croissance (+1,8 %) inférieur à la moyenne européenne (+2,5 %). Pour l'année en cours, les indicateurs disponibles reculent des exportations, faible demande intérieure, progression du chômage — laissent prévoir, selon les instituts économiques, un creux de la vague avec un taux de croissance de 1 % au maximum.

Confrontés à la perspective d'un déclin économique, les dirigeants autrichiens ont opté pour un changement de cap. L'arrivée au pouvoir, en janvier dernier, d'un gouvernement de coalition des socialistes et des conservateurs a facilité une approche plus réaliste des priorités économiques. L'ouverture de la discussion sur l'adaptation indispensable du pays à l'échec du grand marché européen a déclenché, pour la première fois, dans la classe politique et dans les médias, un débat sur le désengagement de l'Etat.

L'Autriche est l'un des pays les plus étatisés du monde non communiste. Les pouvoirs publics contrôlent directement tout l'appareil bancaire, la majorité des assurances, deux tiers de l'industrie, l'information (par la radiotélévision), les télécommunications, la distribution de l'électricité et du gaz, et pratiquement tous les moyens publics de communication.

Démystification

L'accablant bilan de l'industrie nationalisée qui s'étend, en 1987, à un nouveau déficit de 8 milliards de schillings et l'approche plus réaliste du chancelier Franz Vranitzky des problèmes de restructuration et de compétitivité ont permis de démy-

thifier les « nationalisés » qui, faute d'avoir été reconvertis à temps, ont englobé des subventions publiques de l'ordre de 68 milliards de schillings depuis 1981 (environ 32 milliards de francs). Les effets ont été désastreux sur le budget alors que la restructuration du secteur public va aggraver le chômage : suppression de quelque dix mille emplois d'ici à la fin de l'année, de plus de trente mille dans les deux prochaines années. Le nombre des chômeurs peut paraître bas aux autres pays industriels : 3,8 % de la population active cette année, 6,5 % en 1988. Il atteint des niveaux inhabituels et la crainte qu'il inspire a amené les Autrichiens à freiner sensiblement leur consommation qui, pendant des années, a été un des principaux moteurs de la conjoncture. Le taux d'épargne a atteint le record de 12 % du revenu disponible et les dépôts d'épargne plus de 900 milliards de schillings (423 milliards de francs). Dans ces conditions, la décision de dénationaliser partiellement l'économie est largement approuvée.

Des voies nouvelles

Mais l'Autriche s'est décidée à emprunter une voie moins radicale que d'autres pays européens. Dans un premier temps, l'Etat gardera dans toutes les sociétés qui seront cotées en Bourse une majorité de 51 %. Ces sociétés privées, qui concerneront notamment la société nationale de pétrole OMV — dont l'introduction en Bourse aura lieu ce mois-ci — la compagnie aérienne ALA et la Société nationale d'électricité serviront notamment à renflouer les caisses vides du secteur nationalisé pour éviter le recours à de nouvelles subventions. On ne cache cependant pas, dans les milieux économiques, que cette première tranche de dénationalisations

est insuffisante et devra être suivie tôt ou tard par une privatisation tout court pour démanteler le réseau inextricable des influences qu'exerce l'Etat et les partis politiques.

Parallèlement, une « grande » réforme fiscale, prévue pour 1989, cherchera à soulager les petites et moyennes entreprises privées, trop durement frappées par l'impôt, pour ouvrir une politique dynamique d'investissement. Selon une analyse publiée ces jours-ci par l'Institut national des statistiques, l'Autriche figure parmi les six pays européens qui prélèvent les impôts les plus élevés. Conséquence : fuite de la production dans l'économie parallèle, dont le volume est évalué entre 5 et 10 % du PIB. L'économie privée se porte malgré tout plutôt bien et ses performances redonnent l'image de l'économie autrichienne, ternie par la faillite des « nationalisés ».

La force de cette industrie privée, petite mais solide, est de trouver des secteurs négligés par la grande industrie internationale et de fournir des produits hautement spécialisés. Plusieurs de ces petites entreprises dominent « leur » marché à 50 % et plus. M. Herbert Krejci, secrétaire général de l'Association des industriels, estime que la coexistence de deux économies n'est plus tolérable, l'une nationalisée laissant des pertes, l'autre privée qui doit éponger ces pertes en payant de plus en plus d'impôts. « Les idéologues au sein du gouvernement doivent comprendre que l'économie privée est de moins en moins prête à poursuivre dans cette voie », dit M. Krejci sans cacher son vif souhait de voir l'Autriche adhérer à la Communauté européenne. La politique économique du gouvernement de coalition semble en tenir compte.

WALTRAUD BAYRLL

(1) 100 schillings valent environ 47 F.

RFA : M. Stoltenberg sur la corde raide

BONN
de notre correspondant

Rude rentrée pour M. Gerhard Stoltenberg, ministre ouest-allemand des finances. Son image politique a considérablement souffert du scandale causé dans son fief du Schleswig-Holstein par un successeur à la tête du Land, M. Uwe Barschel, contraint à la démission pour avoir fait espionner son concurrent social-démocrate. Son action à la tête du ministère ouest-allemand des finances est sous le feu croisé de l'opposition, ce qui est naturel, mais également de certains de ses amis chrétiens-démocrates, ce qui l'est moins.

L'incertitude demeure, en effet, sur le devenir de deux projets phares de la nouvelle législature : la réforme fiscale et les privatisations. La campagne électorale victorieuse des chrétiens-démocrates, au mois de janvier 1987, avait mis en avant ces deux projets, dont la réalisation devait marquer la deuxième période de la coalition CDU-FDP.

Or il s'avère que des résistances plus importantes que prévu se manifestent dans l'un et l'autre cas. Besoin des impôts ? Sur le principe, naturellement, tout le monde est d'accord, mais les choses se compliquent lorsqu'il s'agit de diminuer dans les mêmes proportions les dépenses publiques.

Les quelque 20 milliards de marks (65 milliards de francs environ) de manque à gagner fiscal doivent bien être récupérés quelque part, sauf à accroître l'endettement de l'Etat, ce qui est contraire à la philosophie de M. Stoltenberg, qui s'est fait une réputation de père la rigueur. Afin de réduire les subventions aux industries en difficulté ? Cela n'est possible que marginalement, les remous sociaux dans les régions concernées — la Ruhr, la Sarre, le nord de l'Allemagne — risquent de déstabiliser le gouvernement. Pas question non plus de réduire l'aide aux agriculteurs, car le gouvernement a bien compris les coups de semonce électoraux lors des dernières élections régionales, les revers des chrétiens-démocrates

étant essentiellement dus à l'abstention boudeuse des agriculteurs.

Il reste alors à effectuer des coupes sévères dans les subventions accordées par Bonn aux régions et aux communes. Les chefs de gouvernement régionaux, toutes tendances confondues, et les associations d'élus locaux viennent d'allumer un contre-feu, dirigé par les sociaux-démocrates, mais auquel s'est joint un personnage important de la scène politique ouest-allemande, le ministre-président chrétien-démocrate du Bade-Wurtemberg, M. Lothar Späth. Les projets de réformes fiscales se traduiraient en effet au total par un manque à gagner de 10 milliards de deutschemarks (33 milliards de francs) pour les administrations locales. Or celles-ci se sont considérablement endettées, comptant sur la manne venue de Bonn pour boucler leurs fins de mois. La question à 1 million de marks qui court actuellement dans les milieux politiques et économiques de Bonn est la suivante : comment M. Stoltenberg va-t-il se sortir du cercle vicieux dans lequel il semble aujourd'hui enfermé ? Une chose paraît d'ores et déjà certaine : les grands projets européens, notamment les investissements pour la conquête de l'espace, devront marquer le pas et être retardés dans le temps. Le lobby des astronautes ne dispose pas encore outre-Rhin de moyens de pression égaux à ceux des agriculteurs ou des sidérurgistes...

M. Stoltenberg n'a pas de chance non plus avec ses projets de privatisations, pourtant bien modestes au regard de ceux mis en œuvre par ses collègues britanniques. Fraipont, l'opération symbole devait être la mise en vente dans le public des 16 % de participation que l'Etat fédéral ouest-allemand détient dans le capital de Volkswagen, représentant une valeur nominale de 240 millions de deutschemarks. Manque de chance, le scandale sur le trafic de l'entreprise, découvert au mois de mars dernier, qui a fait perdre près d'un demi-milliard de marks à Volkswagen, a eu pour conséquence une chute vertigineuse du cours de l'action VW : alors qu'en 1986 elle

plafonnait à 672 DM, elle est tombée en septembre 1987 à 315 DM. Contraint de vendre pour remplir les caisses de l'Etat et financer sa réforme fiscale, M. Stoltenberg se construit ainsi une mauvaise réputation de bradeur de patrimoine, ce qui est très mal vu par le père de famille allemand électeur de la CDU.

La Luftansa

L'autre privatisation symbole envisagée par le ministre des finances était celle de la compagnie aérienne Luftansa. L'Etat détient 80 % du capital. Il s'agitait là, bien évidemment, de réduire cette participation à 55 %. En l'occurrence, c'est M. Franz-Josef Strauss, l'incommodable allié bavarois, qui met des bâtons dans les roues.

M. Strauss, qui est également membre du conseil d'administration d'Airbus Industries, craint que le désengagement partiel de l'Etat de la Luftansa enlève aux responsables fédéraux le pouvoir de décider quels appareils doivent être achetés. Or la plus grande partie des entreprises travaillant pour Airbus en RFA se trouvent en Bavière.

D'une manière générale, les privatisations ont actuellement très mauvaise presse en Allemagne : les colonnes des journaux sont remplies de descriptions apocalyptiques de la déchéance de British Telecom en Grande-Bretagne, en l'absence hebdomadaire Die Zeit consacre un long article aux privatisations Balladur sous le titre « Tout le pouvoir aux amis ». M. Stoltenberg, dans ces conditions, a beaucoup de mal à convertir les citoyens et étrangers à l'idée de la privatisation et à cette idée qui pourrait lui apporter quelques moyens supplémentaires pour accomplir ses réformes.

LUC ROSENZWEIG.

La Banque OBC retrouve son autonomie

Privatisé au début de cette année, le Crédit commercial de France vient de vendre à la Compagnie générale des eaux et à M. François Propper l'essentiel de la participation qu'il détenait dans le capital de la Banque OBC (Oder, Bungenor, Courvoisier). M. Propper était le président d'OBC avant sa nationalisation en juin 1982. Il en prend ainsi avec la CGE le contrôle, le CCF et la PK Bank conservant néanmoins chacun 20 % du capital de la banque. Banque de dépôts classique spécialisée dans la clientèle « haut de

gamme » et surtout connue pour son activité de gestion de patrimoine, la Banque OBC est de taille modeste (un total du bilan d'environ 3,5 milliards de francs, un effectif de trois cents personnes). Passée dans le secteur public en 1982, elle retrouve aujourd'hui, selon ses nouveaux dirigeants, son « autonomie ». Le nouveau conseil d'administration de la banque doit se réunir vendredi 9 octobre. Il devrait nommer à la présidence d'OBC M. François Propper.

« L'Espagne rejette le budget de la CEE. — L'Espagne a annoncé officiellement, mardi 6 octobre, qu'elle ne votera pas le budget de la CEE. — (AFP.) »

LE MONDE
diplomatique
octobre 1987

FRANCE - ETATS-UNIS
Pléthore de candidats,
absence d'idées
par Claude Julien.

En vente chez
votre marchand de journaux

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

REPÈRES

Pétrole :

l'Arabie saoudite et le Koweït interrompent l'aide en nature donnée à l'Irak

L'Arabie saoudite et le Koweït, qui, depuis 1983, vendaient 300 000 barils/jours de pétrole brut pour le compte de l'Irak au titre de l'aide de guerre, ont décidé d'arrêter ces ventes, a annoncé la revue spécialisée Middle East Economic Survey, lundi 5 octobre. Les deux pays alliés de Bagdad ont refusé de reconduire le contrat signé en 1983, qui visait à l'époque à compenser la fermeture de l'aérodrome syrien qui permettait à l'Irak d'exporter une partie de son brut. Depuis, l'Irak a construit de nouvelles conduites par la Turquie et l'Arabie saoudite et a retrouvé un réseau d'exportation souterrain d'environ 2 millions de barils/jour.

Acier :

Baisse de la consommation des pays industriels

La consommation d'acier continuera de baisser d'ici à 1985 dans les trois grandes zones industrielisées (Etats-Unis, CEE, Japon) tandis qu'elle augmentera dans les pays en développement, selon les dernières estimations de l'IIIS (Institut international du fer et de l'acier).

Le recul sera d'environ 10 % dans les pays industrialisés, qui devront procéder à des fermetures représentant 10 à 15 % de leurs capacités de production de 1985. Le secrétaire général de l'IIIS, M. Lenhard Holtschuh, a donc lancé un avertissement aux représentants des quarante-trois pays producteurs réunis à Washington pour leur conférence annuelle : « Il est devenu absolument inexplicable de lancer des nouvelles capacités de production pour des raisons purement politiques », a-t-il dit.

SOCIAL

Faute de commandes étrangères

Dassault annonce la suppression de mille deux cent soixante emplois

M. Serge Dassault a annoncé, le mardi 6 octobre, au comité central d'entreprise du groupe Dassault-Breguet, qu'il prévoyait depuis bientôt un an, un plan social destiné à adapter les effectifs à la charge de travail qui a singulièrement diminué, depuis deux ans, faute de commandes militaires à l'exportation (le Monde du 29 septembre).

Ce plan social prévoit, en effet, la suppression de mille deux cent soixante emplois sous des formes diverses : départs volontaires, préretraites et licenciements, y compris de cadres dirigeants de la société. Une première baisse des effectifs, portant sur huit cent trente emplois, a été décidée au début de cette année. Le groupe Dassault-Breguet comptait environ seize mille salariés. D'autre part, M. Dassault a décidé la fermeture, selon des délais qu'il n'a pas précisés, de quatre établissements. Il s'agit de Melun-Villaroche (Seine-et-Marne), qui occupe 470 personnes ; d'Intrest-Usines (Bouches-du-Rhône), qui s'étend sur près de 5 hectares et occupe 400 personnes ; de Boulogne (Hauts-de-Seine), qui s'étend sur moins d'un hectare et occupe près

de 550 personnes et d'un petit centre à Sanguinet (Landes).

Un second comité central d'entreprise, qui présidera le jeudi 8 octobre M. Jacques Estèbe, vice-président-directeur général chargé des affaires industrielles du groupe, devra examiner les modalités pratiques d'exécution du plan social dont les principes ont été annoncés par M. Dassault.

Dans une lettre à son personnel, M. Dassault avait indiqué récemment que la situation de sa société était « très préoccupante » et que, pour « la pérennité du groupe », il convenait d'adapter des effectifs jugés « surabondants ».

A l'exception d'une commande complémentaire de neuf exemplaires cocottes avec l'Inde au début de l'année dernière, aucun nouveau contrat à l'exportation n'a été signé sur le Mirage-2000. Les ateliers de production subissent donc une baisse sensible de leur charge de travail. En revanche, les bureaux d'études connaissent une situation plus équilibrée, avec la commande du premier ministre, M. Jacques Chirac, de lancer le programme d'un nouvel avion de combat bi-réacteur, le Rafale, qui sera prêt après 1996.

Les mises à pied à la Chapelle-Darblay

L'inspecteur du travail établit un constat de violation du code du travail

Dans un communiqué publié le lundi 5 octobre, le ministre des affaires sociales et de l'emploi indique qu'il a pris plusieurs dispositions après la mise à pied de trente-cinq salariés de la société REMAP (ex-Chapelle-Darblay à Grand-Couronne). Le 2 octobre, l'inspecteur du travail a dressé « un premier constat des faits aux fins de procès-verbal à l'encontre de l'employeur pour violation des dispositions combinées des articles L. 412-2 et L. 521-1 du code du travail ». Selon l'article L. 412-2, le chef d'entreprise ne doit « employer aucun moyen de pression en faveur ou à l'encontre d'une organisation syndicale quelconque ». L'article L. 521-1 dispose que « la grève ne rompt pas le contrat de travail, sauf fausse imputation au salarié ».

A la suite de ces mises à pied, consécutives à la participation de ces trente-cinq salariés à la Journée d'action de la CGT, le 1^{er} octobre, le directeur départemental du travail a informé le parquet du tribunal de Rouen de la prochaine transmission d'un procès-verbal « aux fins de poursuite ». La mise à pied de sept autres salariés a été constatée le 5 octobre.

La CGT a introduit un référé auprès du tribunal de grande instance de Rouen, qui devait être examiné le 6 octobre, pour demander la réintégration des quarante-deux salariés mis à pied. Au nom de la CFDT, M. Jean-Paul Jacquet, secrétaire national, « désapprouve avec force » la décision de la direction qui « n'est pas admissible ni sur le fond ni sur la procédure ».

AGRICULTURE

Levés en février 1986

Les quotas d'exportation du café sont rétablis

Les pays membres de l'Organisation internationale du café (ICO) ont accepté, dans la nuit du 4 au 5 octobre, de réintroduire les quotas d'exportation qui avaient été suspendus en février 1986, lorsqu'une terrible sécheresse détruisit la moitié de la récolte d'Arabica du Brésil, premier producteur mondial.

Pour la nouvelle campagne 1987-1988, commençant le 1^{er} octobre, producteurs et consommateurs ont fixé un contingent global d'exportation de 58 millions de sacs de 60 kilos. Cette limitation volontaire de l'offre devrait permettre à l'OIC de stabiliser les cours mondiaux à l'intérieur d'une fourchette comprise entre 120 et 140 cents par livre.

A l'annonce de cet accord, les prix de l'Arabica à New-York ont immédiatement gagné 5,6 cents,

pour s'établir à 124,68 cents par livre. La tonne de robusta se traitait à Londres à 1398 livres, contre 1337 livres à la clôture du 2 octobre. Les marchés sont ainsi salués une mesure qu'ils considéraient sans y croire depuis plusieurs mois. Dès janvier en effet, la forte baisse des cours du café n'était plus qu'un souvenir. La levée des quotas avait incité les concurrents du Brésil à intensifier leurs exportations.

Devant la détermination du Brésil et la chute spectaculaire des prix (à moins de 1 200 livres la tonne), l'Indonésie et les producteurs d'Amérique centrale ont finalement accepté la réintroduction des quotas initiaux. São-Paulo conservant une part de 30,48 %. Au premier trimestre, 14,5 millions de sacs seront offerts sur le marché.

ERIC FOTTORINO.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

REPÈRES

Acier : Baisse de la consommation des pays industrialisés

La consommation d'acier des pays industrialisés a baissé de 1,5 % au premier semestre 1987 par rapport à la même période de 1986. Les travaux en cours progressent de façon importante, et l'ensemble des produits d'exploitation augmente de près de 20 %. La reprise des livraisons de moteurs entrainera au second semestre un accroissement du chiffre d'affaires ; pour l'ensemble de l'année 1987, il devrait dépasser celui de l'exercice 1986 pour se situer aux environs de 2 800 millions de francs.

Avant impôt, participation des salariés et provisions réglementaires, le bénéfice semestriel est de 41 millions de francs, en progression de 40 % par rapport à celui du premier semestre 1986. La faiblesse relative du chiffre d'affaires a été compensée par les produits d'une concession de licence faite à la Société Du Pont De Nemours dans le domaine des matériaux composites organiques. Pour cette raison, le résultat du premier semestre n'est pas représentatif de l'ensemble de l'exercice 1987. On peut néanmoins indiquer que, compte tenu de ces produits de licence, le résultat net de l'exercice 1987 devrait marquer une certaine progression par rapport à celui de 1986.

Pour l'ensemble de l'exercice 1987, les commandes reçues devraient dépasser 3,5 milliards de francs.

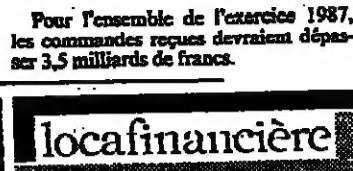


ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE

Le chiffre d'affaires et le résultat du premier semestre de la SEP ont été affectés par l'absence de lancement d'Ariane pendant cette période.

Le chiffre d'affaires s'élève à 904 millions de francs, en diminution de 19 % par rapport à celui de la période correspondante de 1986. Les travaux en cours progressent de façon importante, et l'ensemble des produits d'exploitation augmente de près de 20 %. La reprise des livraisons de moteurs entrainera au second semestre un accroissement du chiffre d'affaires ; pour l'ensemble de l'année 1987, il devrait dépasser celui de l'exercice 1986 pour se situer aux environs de 2 800 millions de francs.

Avant impôt, participation des salariés et provisions réglementaires, le bénéfice semestriel est de 41 millions de francs, en progression de 40 % par rapport à celui du premier semestre 1986.



Groupe Docks de France

Le conseil d'administration des Docks de France, réuni le 30 septembre 1987, a arrêté les comptes du premier semestre de l'exercice 1987.

Le résultat consolidé de la période s'élève à 52,8 millions de francs, contre 44,3 millions de francs au premier semestre 1986.

L'augmentation des Ecoulements du centre, effective à compter du 1^{er} janvier 1987, apporte une modification substantielle du périmètre de consolidation ; à périmètre constant, le résultat consolidé du premier semestre 1987 est de 55,5 millions de francs.

Les progressions du résultat de la période enregistrées au premier semestre, qui proviennent pour partie de plus-values de cession, ne sont pas extrapolables à l'ensemble de l'exercice.

VICAT

SITUATION A LA FIN DU 1^{er} SEMESTRE

L'activité des liants hydrauliques en France a connu un développement satisfaisant en 1987 induit de la reprise du bâtiment et du génie civil.

Les chiffres provisoires au 30 juin traduisent cette amélioration.

En millions de francs, l'évolution de la structure du résultat du semestre a été la suivante :

	1 ^{er} semestre 86	1 ^{er} semestre 87
Chiffre d'affaires	736 030	834 782
Excédent brut d'exploitation	152 338	193 596
Résultat courant	49 305	96 563
Résultat net	22 309	42 239

A fin août, le chiffre d'affaires papier était en croissance de 19 % et le chiffre d'affaires ciment papier de 10,3 % (1 117 372 000 francs contre 1 012 769 000 francs au 31/08/86).

Les autres activités du Groupe connaissent au 31/08/87 un développement significatif tant dans le béton que dans les granulés, la chimie du bâtiment et le ciment US.

L'évolution du résultat consolidé du 1^{er} semestre est résumée par le tableau qui suit (en millions de francs).

	1 ^{er} semestre 86	1 ^{er} semestre 87
Chiffre d'affaires	1 147 377	1 331 824
Excédent brut d'exploitation	217 844	292 864
Résultat courant	64 374	117 448
Résultat net	41 718	80 272

L'effet de ces améliorations, plus sensibles au 1^{er} semestre qu'au second, est dû à l'effort de restructuration entreprise depuis quelques années pour améliorer la productivité et le prix de revient. Aucune extrapolation de tendance ne peut donc être faite pour la fin de l'année où néanmoins les résultats enregistreront une progression par rapport à l'exercice précédent.

BUITONI : FORTE PROGRESSION DES RESULTATS SUR LE PREMIER SEMESTRE

Paris, le 30 septembre 1987.

Le chiffre d'affaires consolidé de BUITONI S.A. s'élève à 2 281,9 millions de francs au premier semestre 1987 contre 2 025,7 millions de francs au premier semestre 1986.

Confirmant la bonne progression des résultats en 1986, le bénéfice consolidé de BUITONI au 30 juin 1987 s'est établi à 68 millions de francs contre 36,7 millions au premier semestre 1986 (à périmètre comparable).

Les résultats nets des différentes sociétés s'établissent comme suit :

En millions de francs	Premier Semestre 1986	Premier Semestre 1987
BUITONI S.A.	26,5	46,7
DAVIGEL S.A.	11,6	20,8
BUITONI Ltd	1,1	6,0
BUITONI B.V.	1,1	0,9
Intérêts Minoritaires	-3,6	-6,4
TOTAL GROUPE	36,7	68,0

Les perspectives de résultats sur l'année 1987 sont favorables et devraient confirmer une nette progression par rapport à 1986.

BUITONI sur Minitel, composez le 36 15 LE MONDE puis CERUS



EUROCOM

Le conseil de surveillance d'EUROCOM, qui s'est réuni le 1^{er} octobre 1987, a examiné le rapport du directeur sur la marche des affaires au cours des huit premiers mois de l'exercice.

La marge brute globale réalisée en France pendant cette période dans les secteurs de l'activité publicitaire (agences et conseil marketing) est en augmentation de 20 %. En ajoutant les activités réalisées à l'étranger dans les mêmes secteurs, la progression totale de marge brute est de 12 %, à taux de change courant.

Pour cette même période, EUROCOM Entreprises (emballage personnalisé, restauration rapide, distribution) a réalisé un chiffre d'affaires en augmentation de 3 %.

Le bénéfice net consolidé du premier semestre 1987 (part du groupe et hors plus-values exceptionnelles) s'est établi à 37,6 millions de francs au lieu de 32,4 millions de francs pour la même période de 1986, ce qui représente une progression de 16 %, conformément aux prévisions.

EUROCOM poursuit sa stratégie d'internationalisation, fondée essentiellement sur la mise en place et le développement de ses deux réseaux internationaux d'agences : EDM et BELIER WORS, tout en continuant à renforcer ses positions en France et à l'étranger dans tous les domaines de la communication et du conseil, et dans l'emballage.



Le conseil d'administration s'est réuni le 21 septembre 1987 sous la présidence de M. Serge Houssin et a approuvé la situation au 30 juin 1987.

An cours du premier semestre 1987, les recettes locatives (loyers de crédit-bail et de location simple) ont atteint 81,6 MF contre 75,5 MF pour la période correspondante de 1986, en croissance de 8 %. Le bénéfice net progressé, pour sa part, de 5,50 % pendant la même période et s'est établi à 34,7 MF après une augmentation des amortissements.

Cette évolution favorable devrait permettre, comme les années précédentes, une augmentation du dividende supérieure à la dérive monétaire.

Les engagements nouveaux de l'exercice atteignent, à ce jour, 51,2 MF et sont destinés pour plus de 40 % à la location simple. Cette production limitée par la forte concurrence entre SICOMI

qui a sévi au cours du semestre permet d'assurer un renouvellement des immobilisations en crédit-bail et de conforter le patrimoine locatif de SICOTEL.

A l'issue du conseil d'administration, M. Serge Houssin, après quinze années d'exercice de ses fonctions, a présenté sa démission de président et d'administrateur de la société. Le conseil a appelé, à l'unanimité, M. Bernard Tristan, directeur de département de la Société générale, à le remplacer.

Sur proposition de M. Tristan, le conseil a nommé M. Houssin président d'honneur de SICOTEL, en reconnaissance de son activité en faveur de la société.

Le conseil a également nommé, sur proposition du président, M. Gérard Driehen-Charmoux directeur général adjoint de SICOTEL.

Le Monde sur minitel

PRIVATISATIONS

La ruée des étrangers

36.15 TAPEZ LEMONDE

Une manifestation qui rassemble les jeunes Européens de 18 à 35 ans autour des nouvelles technologies et de leurs usages.

Une expo-festival : animations, tables rondes, performances, concours, concerts...

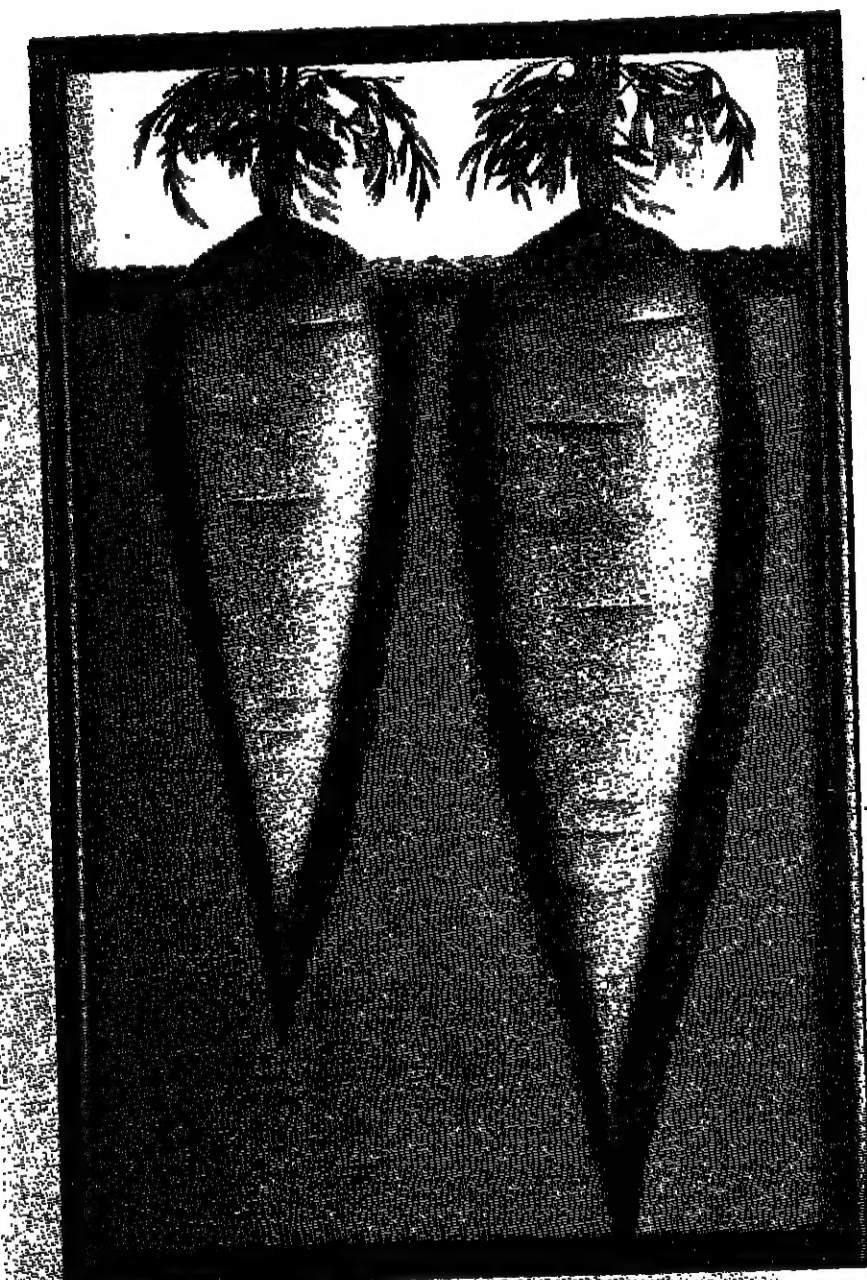
La présence de tous les acteurs de l'innovation.

Avec les relais de l'information.

Festival conçu et réalisé par les éditions Autrement avec le parrainage des Communautés européennes, de plusieurs ministères français, de la ville de Strasbourg et du Conseil régional d'Alsace.

Pour tous renseignements, s'adresser à Anne Carlier : 47-70-12-50.

En surface, toutes les retraites par capitalisation dans l'entreprise se valent.



Peut-on stimuler des cadres avec des augmentations immédiates tout le long de leur carrière ?

Non. 51 % des cadres préfèrent désormais une rémunération différée, décaissée, sous forme de supplément de retraite (contre 42 % en 1986, baromètre AXIVA-Soifres-Télématique).

S'appuyant sur les textes récents concernant la déduction fiscale des cotisations aux régimes de retraite, AXIVA, Société du Groupe AXA, apporte un large éventail de solutions. Côté cadres, ces formules sont exemptes de cotisations sociales et d'impôt sur le revenu.

Côté entreprises, elles sont exemptes de charges et déductibles des résultats.

Bien entendu, les sommes en cause sont perçues, augmentées des intérêts produits, à l'époque de la retraite... c'est autant de moins que les cadres auront à épargner à titre personnel.

Le résultat est simple : vos cadres profitent désormais à 100 % de l'augmentation que vous leur accordez.

AXIVA, la garantie de rendements optimaux.

Présentant de tels avantages, la retraite par capitalisation dans l'entreprise est naturellement devenue en peu de temps un véritable marché qui se disputent les plus grands groupes.

AXIVA conserve dans ce tumulte une place à part.

Structure courte en prise directe sur les marchés financiers, AXIVA augmente encore sa performance par l'extrême sophistication de son outil informatique et l'appui du Groupe AXA, premier groupe privé français d'assurances.

Cela permet à AXIVA d'offrir des rendements optimaux, comme celui de 11,15 % brut obtenu en décembre 1986 (Taux Équivalent Annuel). Cela permet aussi aux clients d'AXIVA de bénéficier d'un contact direct avec ses financiers.

Car la motivation à 100 %, ce n'est pas seulement l'exploitation d'opportunités légales. C'est aussi l'apport d'un service performant à 100 %.

Pour recevoir notre documentation, envoyez votre carte de visite à AXIVA, 17, avenue George V, 75008 PARIS ou appelez-nous 24 h sur 24 au 47.23.61.85.

AXIVA

La motivation à 100 %.

هكذا من الاميل

Marchés financiers

BOURSE DU 6 OCTOBRE

Règlement mensuel										Cours relevés à 14 h 58									
Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS
1882	AS 1973	1881	1846	1846	- 0.81	1882	AS 1973	1881	1846	1846	- 0.81	1882	AS 1973	1881	1846	1846	- 0.81	1882	AS 1973
1883	C.A.E. 95	1882	1846	1846	- 0.81	1883	C.A.E. 95	1882	1846	1846	- 0.81	1883	C.A.E. 95	1882	1846	1846	- 0.81	1883	C.A.E. 95
1884	B.M.P. T.P.	1883	1846	1846	- 0.81	1884	B.M.P. T.P.	1883	1846	1846	- 0.81	1884	B.M.P. T.P.	1883	1846	1846	- 0.81	1884	B.M.P. T.P.
1885	C.C.F. T.P.	1884	1846	1846	- 0.81	1885	C.C.F. T.P.	1884	1846	1846	- 0.81	1885	C.C.F. T.P.	1884	1846	1846	- 0.81	1885	C.C.F. T.P.
1886	Ch. Lyon T.P.	1885	1846	1846	- 0.81	1886	Ch. Lyon T.P.	1885	1846	1846	- 0.81	1886	Ch. Lyon T.P.	1885	1846	1846	- 0.81	1886	Ch. Lyon T.P.
1887	Rhône-P. T.P.	1886	1846	1846	- 0.81	1887	Rhône-P. T.P.	1886	1846	1846	- 0.81	1887	Rhône-P. T.P.	1886	1846	1846	- 0.81	1887	Rhône-P. T.P.
1888	St-Basile T.P.	1887	1846	1846	- 0.81	1888	St-Basile T.P.	1887	1846	1846	- 0.81	1888	St-Basile T.P.	1887	1846	1846	- 0.81	1888	St-Basile T.P.
1889	Thomson T.P.	1888	1846	1846	- 0.81	1889	Thomson T.P.	1888	1846	1846	- 0.81	1889	Thomson T.P.	1888	1846	1846	- 0.81	1889	Thomson T.P.
1890	Accor	1889	1846	1846	- 0.81	1890	Accor	1889	1846	1846	- 0.81	1890	Accor	1889	1846	1846	- 0.81	1890	Accor
1891	Agencia Hines	1890	1846	1846	- 0.81	1891	Agencia Hines	1890	1846	1846	- 0.81	1891	Agencia Hines	1890	1846	1846	- 0.81	1891	Agencia Hines
1892	Al. Lyell	1891	1846	1846	- 0.81	1892	Al. Lyell	1891	1846	1846	- 0.81	1892	Al. Lyell	1891	1846	1846	- 0.81	1892	Al. Lyell
1893	Al. Lyell	1892	1846	1846	- 0.81	1893	Al. Lyell	1892	1846	1846	- 0.81	1893	Al. Lyell	1892	1846	1846	- 0.81	1893	Al. Lyell
1894	Al. Lyell	1893	1846	1846	- 0.81	1894	Al. Lyell	1893	1846	1846	- 0.81	1894	Al. Lyell	1893	1846	1846	- 0.81	1894	Al. Lyell
1895	Al. Lyell	1894	1846	1846	- 0.81	1895	Al. Lyell	1894	1846	1846	- 0.81	1895	Al. Lyell	1894	1846	1846	- 0.81	1895	Al. Lyell
1896	Al. Lyell	1895	1846	1846	- 0.81	1896	Al. Lyell	1895	1846	1846	- 0.81	1896	Al. Lyell	1895	1846	1846	- 0.81	1896	Al. Lyell
1897	Al. Lyell	1896	1846	1846	- 0.81	1897	Al. Lyell	1896	1846	1846	- 0.81	1897	Al. Lyell	1896	1846	1846	- 0.81	1897	Al. Lyell
1898	Al. Lyell	1897	1846	1846	- 0.81	1898	Al. Lyell	1897	1846	1846	- 0.81	1898	Al. Lyell	1897	1846	1846	- 0.81	1898	Al. Lyell
1899	Al. Lyell	1898	1846	1846	- 0.81	1899	Al. Lyell	1898	1846	1846	- 0.81	1899	Al. Lyell	1898	1846	1846	- 0.81	1899	Al. Lyell
1900	Al. Lyell	1899	1846	1846	- 0.81	1900	Al. Lyell	1899	1846	1846	- 0.81	1900	Al. Lyell	1899	1846	1846	- 0.81	1900	Al. Lyell

16.15 Tapes LENOIR pour BOURSE

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

5-10-87 à 14 heures

OPÉRATIONS D'ACHAT

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Nouvelles violences à Sri Lanka. 3 La visite de M. Mitterrand en Argentine. 6 Turquie : le guide français mis en liberté provisoire. — Témoignages français sur un séjour en URSS.	7 L'attitude de MM. Longuet et Madelin face à l'échéance présidentielle. 9 M. Pons veut accélérer la vote d'un nouveau statut en Nouvelle-Calédonie. 10 L'hommage de M. Mitterrand à René Cassin.	12 Les suites de l'opération de police au Pays basque français. 13 Point de vue : « Politiques-spectacles », par Adeline Hazan et Jean-Pierre Deschamps. 14 Un sondage sur les catholiques français.	16 Un entretien avec Mick Jagger. 17 Platonov et Hamlet-machine au Théâtre des Amateurs. — « Digressions », par Bernard Frank. 18 Communication : le budget de l'audiovisuel public.	39 Le plan Méhaignerie en faveur du logement. 40 Privatisations et réformes fiscales. — Les quotas d'importation du café sont rétablis. 42-43 Marchés financiers.	Abonnements 2 Météorologie 21 Mots croisés 21 Carnet 22 Radio-télévision 22 Annonces classées 26 à 37 Loto sportif 21 Spectacles 20	• La CNCL, incompatible ? • Votre avis ! DIRE • Sciences-Po, résultats 2 ^e année IEP • Privatisation : Suez à 317 F, vous achetez ? PRI Actualité, Sports, International, Culture, Bourse, Abonnement. 3616. Tapez LEMONDE

ETATS-UNIS : les premières retombées de l'« affaire Bork »

Une fêlure malsaine...

WASHINGTON
de notre correspondant

Le combat a été mal engagé. La défaite est à présent quasi-certaine, mais le président Reagan semble décidé à aller jusqu'au bout et à maintenir la candidature du juge Bork à la Cour suprême. Dans une atmosphère passionnée — malsaine même, estiment de nombreux commentateurs — la balance est en train de pencher irrémédiablement du côté des adversaires du juge. La commission judiciaire du Sénat devait officialiser, le mardi 6 octobre, sa position, soit en « recommandant » au Sénat (qui devra se prononcer dans son ensemble), de ne pas entériner le choix présidentiel, soit en s'abstenant de toute recommandation. A ce stade, cela n'a plus grande importance. Déjà les « anti-Bork » brandissent des bulletins de victoire, plus précisément des poignées qui tendent à prouver qu'une nette majorité de sénateurs voteront contre M. Bork.

La cause semble entendue : le juge rondouillard et barbu, qui est devenu en quelques semaines un personnage célèbre, ne pourra pas, sauf miracle, franchir les portes de la Cour suprême, le saint des saints du pouvoir judiciaire aux Etats-Unis. Logiquement, on pourrait

s'attendre que le président Reagan n'insiste pas et propose un autre candidat d'un conservatisme un peu moins marqué. Tout indique pourtant que Ronald Reagan refuse de s'avouer battu, ou plus exactement refuse de laisser ses adversaires triompher sans combat. « Il faudra me passer sur le corps », a-t-il même lancé, lundi, à des journalistes dans un bref échange, à l'issue d'une cérémonie à la Maison Blanche.

Cette étrange détermination peut surprendre, au même titre d'ailleurs que les proportions démesurées prises par cette affaire dans la vie politique américaine. Confronté à un Congrès en majorité démocrate, le président refuse de se laisser ranger avant l'heure au magasin des accessoires.

Dans le cas de l'affaire Bork, cette obstination de M. Reagan est selon toute vraisemblance confortée par un calcul politique. Subir une défaite sur le champ de bataille pourrait se révéler non seulement plus honorable qu'une recrudescence, mais plus rentable à terme pour le camp conservateur. Car la victoire des « libéraux » a été, pour une part au moins, obtenue par des méthodes qui laissent une impression de malaise.

Ainsi le Washington Post, qui a clairement mené campagne contre

Robert Bork, et confirme sa prise de position, n'en dénonce pas moins tout comme le New York Times la « sauvagerie » des attaques lancées contre ce juge « intelligent et compétent » au nom de ce qui ressemble, écrit le journal, à un nouveau conformisme intellectuel. Le quotidien libéral craint aussi que le traitement de l'affaire n'ait ouvert la voie à la « démagogie ».

La même édition du Washington Post publie une lettre du fils du juge (un journaliste) qui exprime son courroux devant les méthodes utilisées par les adversaires de son père : un journaliste, affirme-t-il, s'est même procuré la liste des cassettes vidéo qu'il possède dans l'espoir, déçu, d'y découvrir des titres pornographiques.

Quant à la presse conservatrice, elle fulmine, jure qu'elle n'oublie pas la leçon et reproche à la Maison Blanche d'avoir trop mollement soutenu son soubord. Le Wall Street Journal voit, lui, dans la campagne lancée contre le juge un outrage à l'honnêteté intellectuelle, et le commentateur s'alarme d'une époque où, « pour apaiser le public, on lyche les juges ». Le ton de ces réactions le prouve assez, l'affaire a soulevé des vagues qui ne semblent pas près de s'apaiser.

Pour la première fois, on a utilisé des méthodes jusque-là réservées

aux campagnes électorales (campagne de presse soutenue par des fonds considérables). Certains y voient une grave menace contre l'indépendance et pour la pérennité de la justice. Dans un pays qui, précisément, veut croire à la justice et au progrès beaucoup plus qu'on ne peut le faire en Europe, cette affaire a créé une véritable fêlure dans l'opinion américaine.

Le président Reagan et son entourage pourraient donc mettre à exécution leur menace de contre-attaque : il s'agirait en particulier de dénoncer les turpitudes personnelles de certains des sénateurs démocrates qui « jugent les juges », et de lancer par la même occasion une grande offensive du style la loi et l'ordre. Ensuite, même si le président se résigne dans un délai plus ou moins long à tourner la page, il lui faudra proposer un autre candidat. On imagine mal qu'il soit prêt à offrir à ses adversaires un candidat à leur convenance, et tout pourrait donc recommencer. Enfin, l'absence d'un nouveau juge à la Cour suprême, qui est entrée en session lundi 5 octobre, aura, si elle doit se prolonger, des conséquences néfastes sur le fonctionnement de l'ensemble du système judiciaire américain.

JAN KRAUZE.

Sur le vif

Sa Simplicité

Vous aimez rire, vous ? Moi, j'aime. Parait qu'on s'amuse pas dans ce pays, pas assez. On est morose, déprimé. C'est parce qu'on ne regarde pas la télé. Tenez, moi, hier encore, je me suis offert le « journal des Nuls » sur Canal Plus. Un peu trop câblé pour mon goût. De l'humour en transparence, tellement fin, à peine une bulle sur la vitre de l'écran, qu'il se volatilise avant de ricocher sur nos toiles cirées.

Bon, je zappe. Je débarrasse sur la Cinq. Et sur quoi je tombe ? Un numéro de duettistes décapitant. La grosse rigolade, alors là ! Un confrère, un ministre. Le clown blanc et l'auguste. C'est un genre qui se perd. Il y en a un qui sert la soupe et l'autre se la renverse sur la tête sans avoir l'air de s'en apercevoir. Imperturbable. On était piés en quatre.

D'abord témoignages de tous ceux, militants du RPR, anciens salariés — il a été patron d'entreprise, Bellerud — et copains de régiment qui ont bien connu Son Excellence, M. le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, Ministre d'Etat, s'il vous plaît. Extasiés, ils étaient.

Vibrant encore au souvenir ému, galvanisé de cet homme charmant, courtou, simple, sincère, bienveillant, juste et serin. On le dit hautain ? Qui ? Lui ? Jamais de la vie ! C'est un être exquis, d'une bonté infinie. Bellenou en majesté.

Il n'a quand même semblé, je peux me tromper, qu'il a des ennuis avec sa porte. Elle n'est jamais fermée, mais il passe son temps à l'ouvrir. A part ça, souverain ! Il ressemble tellement à ses caricatures du Canard enchaîné qu'on le voyait en perenne Grand Silece et en chausures à boucle. Distribuait les bons et les mauvais points avec une composition nuancée d'ironie. Lui, se comparait à Barre, fi donc ! Il n'aurait pas cette prétention. Et que penser de la conduite de mon Mimi ? Déplorable. Quand on est premier de sa classe, on ne se bagarre pas à la récré. S'il a l'intention d'aller s'installer chez de Bercy et de quitter le palais du Louvre ? Certes pas. C'est trop loin, c'est trop tôt. Et c'est indigne du Grand Bellenou.

CLAUDE SARRAUTE.

L'Espagne confirme sa demande d'extradition de « Santi Potros »

BILBAO
de notre envoyé spécial

Le ministère public de l'Audencia Nacional, la juridiction espagnole compétente en matière de terrorisme, a officiellement annoncé, le lundi 5 octobre, que l'Espagne allait demander à Paris l'extradition de Santiago Arrese, alias « Santi Potros », arrêté le mercredi 30 septembre à Anglet par la police espagnole et considéré à Madrid comme l'un des principaux dirigeants de l'ETA militaire. — Th. M.

● TUNISIE : la Cour de cassation rejette le pourvoi des deux condamnés à mort. — La Cour de cassation tunisienne a rejeté, mardi 6 octobre, le pourvoi introduit par les deux condamnés à mort du procès contre les intégristes. La Cour a confirmé le verdict prononcé le 27 septembre par la Cour de sûreté. Les condamnés peuvent encore bénéficier de la grâce présidentielle. — (AFP.)

● M. Lapeyre de Chevannes, directeur commercial de Spot-Image. — M. Dominique Lapeyre de Chevannes a été nommé directeur commercial de Spot-Image, société qui commercialise les images transmises par le satellite Spot-1.

[Né le 27 juin 1950 à Toulouse, M. Lapeyre de Chevannes est diplômé de l'Ecole supérieure de commerce de Paris. Il a été cadre à la chambre de commerce de Poitiers-Poitou (Guadalupe), et était depuis 1979, cadre commercial à la société Turbomeca à Paris.]

ISRAËL

Affaire Naccache : le feuilleton continue...

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le feuilleton continue. Pour la seconde fois, le tribunal rabbinique de Jérusalem a rejeté, le lundi 5 octobre, une demande du ministère israélien de la justice sollicitant l'autorisation d'extrader William Naccache, ce Franco-israélien condamné par courtes en France en 1983 pour le meurtre d'un Algérien. Celui-ci, bénéficiant de la loi du retour, a acquis la nationalité israélienne en venant se réfugier clandestinement ici. Mais il fut arrêté en 1985 alors qu'il participait à la préparation d'un hold-up. Depuis son emprisonnement, Naccache est devenu religieux, et la droite en a fait un « héros juif », un « martyr » qui ne doit à aucun prix être chassé d'Israël.

L'affaire est en passe de se transformer ici en véritable scandale judiciaire, opposant d'un côté les tribunaux civils et de l'autre les juridictions religieuses. Le ministère de la justice a la possibilité de passer outre la décision du tribunal rabbinique, mais il semble hésiter à le faire, de peur de susciter la colère des religieux. La communauté des

juristes israéliens, de même que de nombreux responsables politiques du centre et de la gauche ont stigmatisé l'arrêt des juges rabbiniques, une décision qui est, selon eux, un « défi à l'autorité du ministre et de la Cour suprême » et « une transformation en Israël en un Etat théocratique ».

Les religieux se sont en revanche félicités « de la sagesse et de la sensibilité » dont a fait preuve le tribunal rabbinique. Celui-ci avait été saisi par l'épouse de William Naccache, qui a déposé une demande de divorce, apparemment dans le but d'empêcher le départ de son mari. La jeune femme a fait observer que l'extradition de Naccache la transformerait en agnora, femme abandonnée à qui la loi religieuse interdit le remariage avant qu'un divorce soit prononcé.

Or le divorce est du ressort de la justice religieuse — d'où l'intervention du tribunal rabbinique. Dans son jugement, qui insiste longuement sur la « peine » éprouvée par la femme agnora, il a conclu que l'extradition ne pourrait avoir lieu tant que la question du divorce ne serait pas réglée.

ALAIN FRACHON.

Le conflit du Golfe

Deux missiles iraniens auraient fait de nombreuses victimes à Bagdad

Bagdad a été touchée par deux missiles iraniens, dans la nuit du lundi 5 au mardi 6 octobre, qui ont fait de nombreuses victimes au sein de la population civile, selon un porte-parole irakien. Celui-ci a également fait état d'importants dégâts, sans toutefois fournir de bilan exact.

Quelques heures auparavant, l'aviation irakienne avait lancé un raid de grande envergure dans le Golfe, attaquant cinq pétroliers affrétés par l'Iran, à près de 1000 kilomètres de ses bases. Parmi les navires touchés figure le plus grand pétrolier au monde, le Seawise Giant, de 564 739 tonnes de port en lourd, battant pavillon libérien (nos dernières éditions du 6 octobre). Le Star (256 260 tonnes, pavillon chypriote), le World-Admiral (237 311 tonnes, pavillon libérien), le Brazil-Star (183 526 tonnes, pavillon panaméen) et le Legacy (chypriote) ont également été endommagés lors de cette attaque.

ÉTHIOPIE

L'infirmière enlevée aurait été libérée

Sophie Bedon, une infirmière française, enlevée en Éthiopie par des rebelles du Front populaire pour la libération du Tigré, aurait été libérée, selon un communiqué du 6 octobre de source informée à Paris.

De plus, l'état-major irakien a indiqué qu'un « très grand nombre » d'avions avaient porté des « coups décisifs » aux « bases pétrolières iraniennes des îles de Cyrène et de Farsi, dans le nord du Golfe ».

De leur côté, les Iraniens ont intercepté lundi un porte-conteneurs israélien, le *Charlton-Mark*, qui a pu reprendre sa route.

Les deux belligérants s'accusent mutuellement de bombarder des objectifs civils. Téhéran avait précédemment affirmé son intention de reprendre ses attaques contre des objectifs économiques, industriels et militaires en Irak y compris contre Bagdad, en représailles à des raids irakiens en territoire iranien qui auraient fait, selon l'Iran, des centaines de victimes. Dès samedi, l'armée iranienne avait commencé à mettre sa menace à exécution, bombardant le port de Basorah, principale ville du sud de l'Irak.

Parallèlement à cette intensification des bombardements ont été annoncées à Bagdad et à Téhéran des opérations militaires menées, d'une part, par des opposants irakiens contre la garnison de Kirkouk, ville du Kurdistan d'Irak, et, d'autre part, par des unités des Moudjahidines du peuple iraniens contre l'armée iranienne à Qeshq-Charine.

Par ailleurs, deux pays arabes du Golfe ont appelé, lundi, à un boycott international de l'Iran. Le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Saoud Al Fayyal, a estimé qu'un embargo sur les armes ne serait pas suffisant pour contraindre Téhéran à observer un cessez-le-feu et que des sanctions économiques seraient probablement nécessaires. Le ministre libanais de l'Information, cheikh Nassar, a invité l'Europe à prendre les devants et à décréter un embargo à l'encontre de l'Iran. — (AFP, Reuters.)

Le numéro de « Monde » daté 6 octobre 1987 a été tiré à 524 466 exemplaires

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE à partir de 2150 F
3000 tissus
Luxeuses draperies anglaises.
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS SUR MESURE
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Ordinateurs
est maintenant en KIOSQUE

CETTE SEMAINE
EN SUPPLÉMENT
UN MAGAZINE

UNIX

SCIENCE & VIE
OCTOBRE 87

ÉDITION ÉLECTRONIQUE
LA
BOMBE
ATARI

Votre micro compatible PC
Amstrad ou
Sanyo ? c'est
chez Duriez
C'est le moment !

NON SEULEMENT pour le même prix vous avez chez Duriez 3 logiciels de base : « Traitement de Texte (pour que vos messages s'imposent) », « Fichier (pour trier et relancer vos clients) », « Tableur (pour voir clair, savoir "quoi, où, et comment") ». Mais Duriez vous offre en plus gratuitement le journal de mise au courant des conseils de poids et une aide au choix parmi les seules meilleures marques.
• De 5900 à 17900 F inc.
Duriez n'est pas un débutant ni un marchand de gadgets. Il tient à vous rendre service, pour longtemps.
• 11 Modèles d'imprimantes de 1890 à 19800 F inc. • 108 logiciels pour tout faire au bureau d'un coup de bouton • Catalogue gratuit sur place ou 3 timbres à 220 F.
3, R. La Boétie (8^e)
et toujours 112-132 Bd
St-Germain, 6^e (Odéon)

A B C D E F G H

SCIENCES-PO
CLASSE PRÉPARATOIRE
d'octobre à juin. Depuis 1967, la première préparation à tous les examens d'entrée à Sc. po. Doc. contre 3 timbres.
CEPES
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR
CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER.
LES AUTRES PÉDALENT DANS LE

Un Macintosh Plus
et un disque dur
20 M.O. compatible
17990 F HT

INTERNATIONAL
COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4 • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91.37.25.03